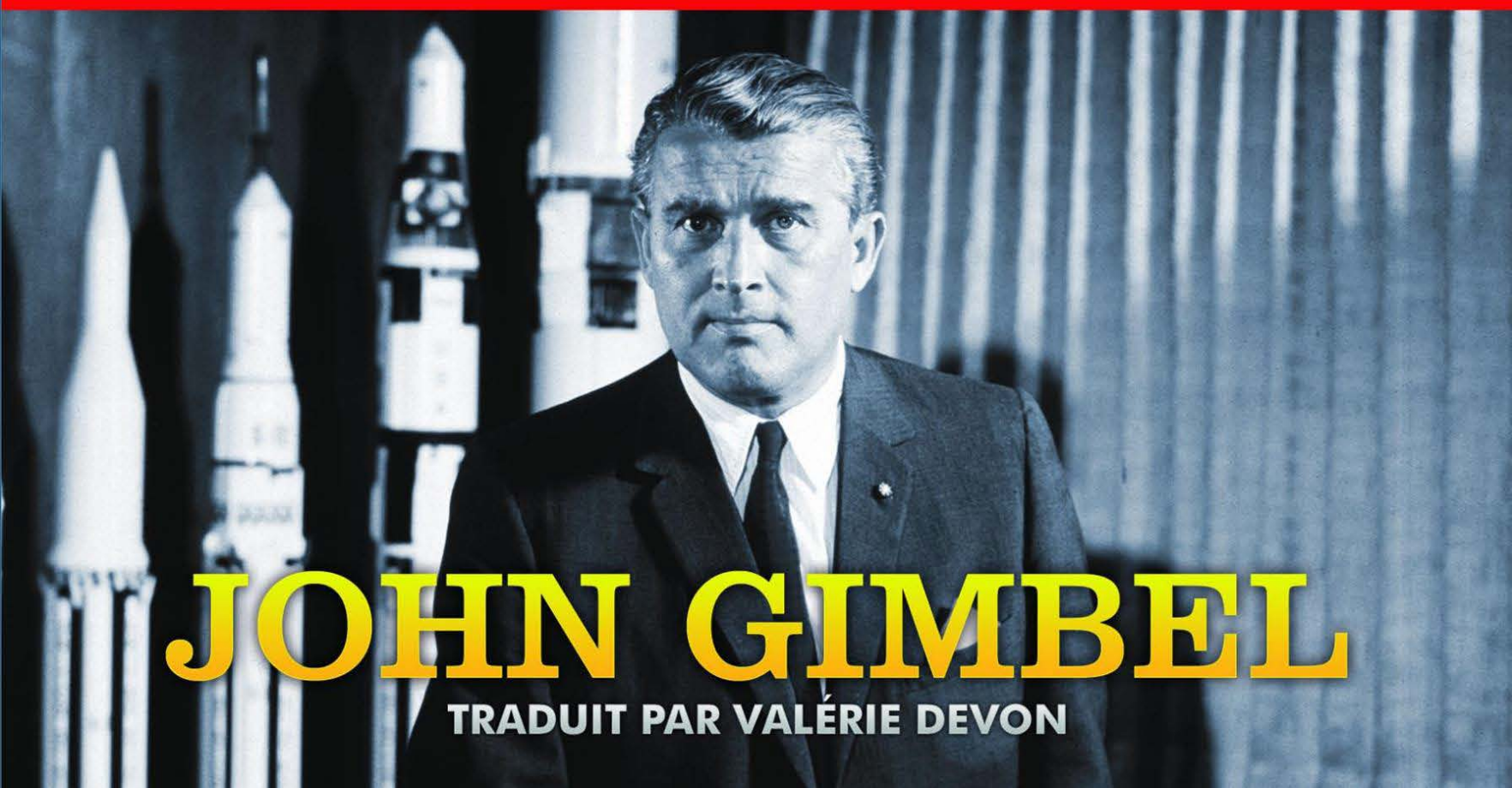




SCIENCE, TECHNOLOGIE ET RÉPARATIONS

EXPLOITATION ET PILLAGE DANS L'ALLEMAGNE D'APRÈS-GUERRE



JOHN GIMBEL

TRADUIT PAR VALÉRIE DEVON

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET RÉPARATIONS

EXPLOITATION ET PILLAGE DANS L'ALLEMAGNE
D'APRÈS-GUERRE

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET RÉPARATIONS

EXPLOITATION ET PILLAGE DANS L'ALLEMAGNE
D'APRÈS-GUERRE

par
John Gimbel

Traduit par
Valérie Devon

Couverture réalisée par Francisco María

Science, Technologie et réparations©2018 par Valérie Devon

Imprimé et Publié par Valérie Devon

Tous les droits sont réservés.

Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit
ou utilisé de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite expresse de l'éditeur, à
l'exception de l'utilisation de courtes citations dans une revue
de livres ou un journal scientifique.

Table des matières

Préface	7
PARTIE I.....	17
Du renseignement militaire en tant de guerre à l'exploitation commerciale d'après-guerre	
UN	18
Renseignements scientifiques et techniques en temps de guerre	
DEUX.....	38
Du renseignement en tant de guerre à l'exploitation d'après-guerre	
PARTIE II	53
Les programmes d'après-guerre	
TROIS.....	54
Projet Paperclip	
QUATRE.....	79
Le programme des documents	
CINQ	95
Consultants et Missions	
SIX.....	116
Transfer du savoir-faire technique	
PARTIE III	136
Clôture de la FIAT et évaluation du butin	

SEPT	137
Gouverneurs versus exploiters	
HUIT	157
Évaluation du butin	
NEUF	178
Les Allemands évaluent leurs pertes	
PARTIE IV	193
Conclusion	
DIX	194
Observations et réflexions	
Matériel de référence	212
Annexe.....	213
Notes.....	217
Notes bibliographiques	285

Préface

Au cours de mes recherches préparatoires à ce livre, j'ai découvert que Werner von Braun et l'équipe de chercheurs et d'ingénieurs allemands, que les Américains ont ramenés aux États-Unis dans le cadre du Projet Paperclip, après la Deuxième Guerre mondiale, ne sont pas inconnus de la plupart des gens raisonnablement informés. La plupart d'entre eux connaissent aussi la course aux scientifiques allemands qui s'est alors engagée, une compétition qui explique peut-être la devise largement répandue, après le lancement russe réussi du Spoutnik en octobre 1957, selon laquelle leurs Allemands étaient meilleurs que nos Allemands. Ce que pratiquement personne ne semble savoir, cependant, c'est que le Projet Paperclip n'était qu'un des aspects d'un programme beaucoup plus complet et systématique de « réparations intellectuelles » pour exploiter le savoir-faire scientifique et technique allemand, non seulement à des fins militaires mais également pour le bien de la science et de l'industrie américaines. Ce programme plus vaste, et plus précisément comment le Projet Paperclip s'y est greffé, est le sujet du présent ouvrage.

Je ne puis moi-même dire avec certitude à quel moment j'ai appris l'existence du programme dans son ensemble, mais je sais que cela ne s'est pas produit pendant mon service immédiat d'après-guerre comme traducteur et interprète pour le détachement du gouvernement militaire à Friedberg, Hessen. Cela ne s'est pas non plus produit lors de mes recherches dans les années 1950 concernant l'impact de l'occupation américaine sur la ville et le comté de Marbourg. Au cours des années 1960 et 1970, lorsque j'ai poursuivi mes recherches sur l'occupation américaine de l'Allemagne et sur le problème allemand et les origines du plan Marshall, je me suis rendu compte peu à peu, mais de façon graduelle, qu'il y avait là quelque chose à raconter, et que cela en valait la peine. Sans doute ma curiosité tenace concernant la légitimité des accusations russes et est-allemandes selon lesquelles les Alliés occidentaux se seraient appropriés des milliards de dollars en réparations m'a-t-elle influencé, même si j'étais initialement disposé à

accepter - sans trop réfléchir - la position officielle américaine selon laquelle les montants mentionnés étaient tout simplement « extravagants », que les accusations visaient à détourner l'attention de l'Union soviétique de ses propres mesures de réparation et pouvait donc être rejetée comme n'étant rien de plus que de la propagande. Quoi qu'il en soit, des documents et autres éléments relatifs à l'existence et au travail de la Field Information Agency, Technical (FIAT), que j'ai découverts occasionnellement dans les dossiers américains et allemands que j'ai eu le privilège de consulter pendant les années 60 et 70 m'ont donné la possibilité de mener une enquête approfondie sur cette histoire.

Quatre de ces découvertes me semblent particulièrement convaincantes. Tout d'abord, le général Lucius D. Clay, gouverneur militaire américain en Allemagne, a adressé deux messages similaires au ministère de la Guerre à Washington. Clay y déclarait que les États-Unis, par l'intermédiaire de la FIAT, s'emparaient de toutes les informations qu'ils pouvaient « concernant les processus commerciaux et la connaissance scientifique de pointe », disant : « nous faisons nôtre la pensée des scientifiques allemands en la façonnant à nos propres desseins. » et qu'une fois la guerre avec le Japon terminée, les États-Unis s'engageraient « carrément dans le domaine commercial ». Ainsi, Clay conclut, « en nous saisissant de la production actuelle, nous faisons sans doute la même chose que la Russie... et que la France est en train de faire en retirant les biens d'équipement de l'Allemagne. »(1)

Deuxièmement, il y avait deux lettres d'Edward M. Groth, du Consul général des États-Unis à Hambourg, au Secrétaire d'État. Groth y rapportait un discours et un article de journal émanant d'un membre socialiste du conseil municipal de Hambourg (Burgerschaft), dans lesquelles ce dernier parlait de « réparations insidieuses » de grande valeur qui étaient retirées d'Allemagne par des industriels privés et des capitalistes de l'étranger. Ils viennent en Allemagne, aurait-il dit, pour fouiller dans les dossiers secrets de leurs concurrents et les ramener dans leur propre pays afin de favoriser leur propre progrès économique au détriment de leurs concurrents allemands. « Le capitaliste étranger » (Groth citait le membre du conseil ayant écrit dans le *Hamburger Echo*, le journal du parti social-démocrate de la ville) recueille « les secrets des concurrents allemands et s'enrichit grâce à eux, sans toutefois rembourser son pays... de sorte que le contribuable étranger est la

première victime qui, sous prétexte de coûts professionnels, subventionne en fait son propre capitaliste ».(2)

Troisièmement, il y a le « Rapport Harmssen », une étude sur les mesures de réparation prises par le sénateur Gustav W. Harmssen, ministre de l'économie de Brême. Dans ce rapport, il a évalué la valeur totale des brevets, secrets industriels et biens similaires retirés d'Allemagne par les forces d'occupation à environ 5 milliards de dollars.(3) Enfin, il y avait les circonstances et les nombreuses questions restées sans réponse entourant la décision des deux gouverneurs militaires bizonaux - toutefois, clairement prise sur l'insistance du général Clay - de démettre Johannes Semler de ses fonctions de directeur économique de la Bizonal Economics Administration début 1948.(4) Le bureau de Semler avait recueilli des informations sur la valeur de ce qu'il appelait les « réparations insidieuses » (Clay les appelait « réparations cachées »), qui comprenaient le savoir-faire scientifique et technique retiré à l'Allemagne par les enquêteurs de la FIAT. (5) Semler était contrarié par l'idée répandue - exprimée et sous-entendue aussi bien par les Allemands que par les Américains - que l'Allemagne de l'après-guerre était une espèce de cas social international se reposant sur les pouvoirs d'occupation et leurs contribuables, et il était contrarié par le refus des ministres-présidents bizonaux de prendre fermement position lors de leur réunion à Wiesbaden en octobre 1947, afin de contester la liste nouvellement dévoilée des entreprises industrielles allemandes qui seraient démantelées dans le cadre des réparations. Le 4 janvier 1948, lors d'un rassemblement d'un parti politique local à Erlangen, Semler explosa. Dans une allocution prononcée en l'absence d'un texte préparé, il a fait valoir que sans les politiques et pratiques d'occupation alliées - qu'il a largement illustrées et commentées - l'Allemagne serait en mesure de payer ses importations alimentaires en espèces plutôt qu'avec les « remerciements » avilissants que les politiciens et personnalités publiques allemands adressaient. Il s'est avéré que, de façon injuste, ce dernier a agrémenté ses remarques et a diverti son auditoire avec des sarcasmes sévères et des railleries, comme celle voulant que les Américains aient envoyé du « Hühnerfutter » (littéralement, « aliment pour poulets », mais utilisé ici pour parler du maïs, que les consommateurs allemands considéraient comme un mauvais substitut au blé dans leur pain rationné) pour lequel les Allemands devaient payer en dollars.

Les responsables du gouvernement militaire américain qui ont plus tard analysé un compte rendu sténographique du discours du général Clay ont conclu que, à l'exception de ses « déclarations fausses et trompeuses », en particulier celle sur l'alimentation des poulets et une autre sur la pression américaine sur les agriculteurs allemands pour augmenter leurs livraisons afin d'économiser l'argent des contribuables américains, le discours était bien fait et méritait, par ailleurs, une attention particulière ».(6)* Mais Semler se fit virer, et lorsque le Landtag bavarois - pour vérifier si, comme le disait un intervenant, la démocratie allemande d'après-guerre était en fait une 'démocratie fantoche' - le choisit comme délégué au nouveau Conseil économique bizonal, à Francfort en février 1948, les Américains intervinrent. Pendant que l'état-major du général Clay rédigeait des documents pour la dissolution éventuelle du Landtag bavarois, Clay envoya un avion spécial à Munich afin qu'on lui ramène à Berlin le ministre-président Hans Ehard et Murray van Wagoner, le directeur *régional* du gouvernement militaire américain pour la Bavière. Ce qui s'est précisément passé quand ils sont arrivés à Berlin n'est, bien sûr, pas consigné au dossier, mais Murray van Wagoner a noté plus tard que « le général m'a dit que j'étais susceptible de devenir un directeur régional sans gouvernement si je ne rectifiais pas la situation ». Quoi qu'il en soit, alors que les responsables américains passaient un week-end très chargé à Munich à enquêter sur les antécédents de Semler (ils ont fouillé son domicile et son bureau et pris quelques dossiers, et ils se sont également rendus à Vienne pour une raison quelconque), les Bavarois ont reconsidéré, capitulé et ensuite élu un remplaçant pour Semler, qui est finalement revenu à la vie privée.(7)

J'esquisse cette histoire ici non pas pour porter un jugement sur Semler ou sur les Américains impliqués, mais pour illustrer comment l'incident a contribué à influencer ma décision d'entreprendre une étude sur la science, la technologie et les réparations dans l'Allemagne d'après-guerre. Semler se dirigeait clairement vers une sorte de confrontation

* Selon un analyste américain, les critiques et les références de Semler au général Clay étaient regrettables, mais « nous devons admettre que, d'une manière générale, ses déclarations sur les problèmes économiques fondamentaux et en particulier sur les procédures et transactions spécifiques mentionnées étaient substantiellement vraie ». BICO, Commerce and Industry Group (États-Unis), à BICO, sujet : discours de M. Semler, 20 janvier 1948, RC 260, boîte 405-1/3, WNRC.

avec les Américains et les Britanniques sur la question des réparations, et il était prêt à évoquer non seulement le programme de démantèlement des usines - qui avait fait l'objet de vastes discussions publiques depuis que les gouverneurs militaires avaient publié une liste des usines à démanteler en octobre 1947 - mais également la très sensible question des réparations « insidieuses » ou « cachées », qui comprenait le savoir scientifique et technique retiré à l'Allemagne après la guerre. La diffusion publique de ses remarques explosives à Erlangen - dont il déclara plus tard que ces dernières n'étaient destinées qu'à ses collègues du parti et non pour diffusion ou attribution publique - a clairement conduit à son renvoi, et la lutte de pouvoir politique qui s'en est suivie entre le gouverneur militaire américain et un gouvernement allemand de plus en plus indépendant en Bavière a apparemment fait en sorte que la substance de son message ne reçoive jamais l'attention que les conseillers de Clay avaient pourtant jugé justifiée. Ces questions font l'objet de l'étude qui suit.

Ayant pris connaissance des préoccupations exprimées dans la présente étude, je m'empresse d'en préciser les limites. Premièrement, à l'exception de brèves références ici et là, elle ne traite pas de l'importante exploitation scientifique et technique de l'après-guerre en Allemagne par les Britanniques, les Français, les Russes et les autres pays alliés ou associés aux vainqueurs dans la guerre contre l'Allemagne. J'ai appris dès le début de mes recherches qu'il serait impossible de faire une plus grande percée. Les documents des autres - même ceux des Britanniques, dont certains sont maintenant accessibles - n'étaient pas disponibles ; je ne maîtrisais pas les langues requises et, finalement, je n'avais qu'une vie à donner au projet. J'ai commencé cette étude en 1977 et j'y travaille depuis plus de dix ans. Ensuite, à l'exception de quelques références qui semblent appropriées, l'étude fournit peu de détails sur des questions telles que la dénazification, les conflits entre ceux qui voulaient une paix dure et ceux qui travaillaient pour la modération, l'évolution de la politique d'occupation américaine, la division de l'Allemagne et autres aspects de l'histoire de l'occupation américaine en Allemagne. Les lecteurs intéressés sont invités à se référer à mon ouvrage intitulé *American Occupation of Germany : Politics and the Military, 1945-1949* (Stanford, Californie, 1968).(8) Enfin, bien que l'étude puisse paraître au premier abord comme un argument en faveur de la supériorité des Allemands en matière scientifique et technique en général, je ne crois pas que ce soit le cas et

je n'entends pas donner cette impression. J'accepte plutôt ce que Vannevar Bush et d'autres, plus qualifiés que moi sur le sujet, ont dit à ce propos : les sociétés industrielles modernes se développent de manière inégale et variée, et dans ce cas précis, l'Allemagne était en tête dans certains domaines de concentration alors que les Américains en dominaient d'autres.(9)

Un grand nombre de personnes et d'organisations m'ont aidé au fil des ans, bien qu'aucune d'entre elles ne soient responsables de la conception ou des conclusions de cette étude. Dans le cadre de ma recherche et de l'utilisation des documents aux États-Unis, il convient de noter en particulier ce qui suit : George Chalou, des Archives nationales, m'a aidé de bien des façons, et c'est lui qui m'a permis de trouver et de consulter les dossiers du Bureau des services techniques et de la Field Information Agency, Technical. William G. Lewis, relevé de temps à autre par Fred Pernell, a non seulement sorti la plupart de ces dossiers, mais il a aussi veillé à ce qu'ils soient sélectionnés pour moi aussi vite que faire se peut afin que je puisse les consulter. William H. Cunliffe, Wilbert B. Mahoney et John Taylor, aux Archives nationales, m'ont aidé avec les dossiers du ministère de la Guerre, du ministère de l'Armée, des chefs d'état-major interarmées et du Comité de coordination État-guerre-marine. Avec son personnel efficace, Milton O. Gustafson m'a prêté main-forte concernant les dossiers et les registres du département d'État. Le personnel de la Bibliothèque du Congrès m'a conseillé sur l'utilisation des instruments de recherche et m'a aidé de bien d'autres façons à effectuer des recherches dans les publications spécialisées des associations commerciales, industrielles et scientifiques. Chaque fois que j'ai visité la Bibliothèque Truman, la Bibliothèque Eisenhower et l'Académie nationale des sciences ou que j'ai correspondu avec elles, les membres du personnel se sont montrés à la fois amicaux et coopératifs. Erich F. Schimps, le bibliothécaire des documents de l'Université d'État de Humboldt, était toujours là quand j'avais besoin de lui, et je serai incapable de citer toutes les façons qu'il a eu de m'aider mais je suis sûr que lui s'en souvient.

Enfin, du côté américain, je tiens à remercier un archiviste inconnu qui s'est joint à moi et à George Chalou autour d'un café à la cantine du Washington National Records Center lors des nombreuses occasions où je déplorai le fait que George ne soit pas parvenu à trouver les archives de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) malgré des appels

téléphoniques au Pentagone, et au quartier général, au Commandement européen, à Heidelberg, et dans de nombreux autres services sur une période de cinq ans. Heureusement, notre invité s'est souvenu qu'il avait récemment traité une collection d'environ quarante-trois boîtes d'archives qu'il pensait correspondre à ce que nous recherchions. Il s'est avéré qu'il avait raison, et j'ai eu le plaisir de les utiliser un an plus tard, après qu'ils aient été examinés en vertu de la Freedom of Information Act. D'après ce que j'ai compris, le Bureau interarmées des chefs d'état-major de la Recherche et du génie, l'organisme qui a succédé à la JIOA, avait transféré les dossiers aux Archives nationales où ils ont été enregistrés dans les instruments de recherche informatisés à titre de documents de ce bureau, mais sans renvoi approprié à la JIOA. Peut-être la même chose s'est-elle produite avec les documents créés par le Bureau du directeur adjoint du renseignement en Europe à la fin des années 1940. Quoi qu'il en soit et malgré nos efforts, nous ne les avons jamais retrouvés.

En Allemagne, je remercie tout particulièrement la direction générale et le personnel des institutions suivantes : les Archives fédérales de Coblenz (merci à Frau Singer, au Dr Werner, et surtout au Dr Lenz, qui a déterré les dossiers de l'entrepôt et m'a laissé les utiliser avant qu'ils ne soient traités et indexés) ; les Archives principales de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à Düsseldorf (merci en particulier au Dr Dieter Scriverius, qui m'a permis d'utiliser son instrument de recherche détaillé et extrêmement utile alors qu'il était encore manuscrit) ; les Archives principales de Hesse à Wiesbaden (merci en particulier aux docteurs Schuler et Helfer, qui m'ont facilité l'accès aux archives de l'organisation des scientifiques et techniciens évacués de la zone soviétique en 1945, ainsi qu'aux archives du Ministère de l'économie et des transports) ; les Archives principales du Bade-Wurtemberg à Stuttgart (merci en particulier à M. Thiel) ; les Archives d'État à Brême (merci en particulier à M. Hofmeister) ; les Archives d'État à Hambourg (merci en particulier à M. Gabrielson) ; et les archives de la ville de Heidenheim (merci en particulier à M. Maucher). Mes remerciements vont également à Degussa à Francfort qui m'a permis d'utiliser les précieux documents des archives du groupe, et en particulier à Mme Mechthild Wolf, l'archiviste qui m'a guidé et conseillé pendant mon long séjour, au Handelskammer à Hambourg et à l'Industrie- und Handelskammer à Francfort (notamment Mme Wörman), au Dr Med. Fritz Ebner, l'attaché de presse d'E. Merck à Darmstadt, qui m'a donné quelques dossiers et

me fit part de nombreuses informations personnelles relatives à ses propres expériences d'après-guerre ; à l'Ing. dipl. Klaus Luther, de la Maschinenfabrik Augsburg-Nürnberg (M.A.N.) à Augsburg, qui a facilité mon travail dans les archives historiques du groupe et a organisé des entretiens avec d'anciens responsables de cette entreprise ; à Horst-Dieter Wulf, qui m'a envoyé un paquet de documents provenant des archives de Chemische Werke Hüls AG à Marl ; à Hans D. Sterba, de Schloemann-Siemag AG à Düsseldorf, qui a organisé des entretiens avec d'anciens responsables et employés de Schloemann ; à la Deutsche Texaco AG de Hambourg pour avoir mis à ma disposition les archives d'après-guerre de Chemische Werke Rheinpreussen, et au Dr Walter Grimme de Munster pour une interview très instructive sur son expérience d'après-guerre dans cette entreprise ; et à Erich Schott, directeur du Glaswerk Schott et de Genossen à Mayence, qui m'a accordé non seulement une longue interview, au cours de laquelle il m'a parlé de l'évacuation de l'entreprise de Iéna en 1945, mais a également étayé ses remarques avec des documents provenant de ses propres dossiers et de ceux de son établissement. Enfin, mes remerciements vont aux bibliothécaires agréables, amicaux et très serviables de la Bundestagsbibliothek à Bonn, qui ont toujours semblé intéressés par ce que je faisais et me l'ont montré.

Des dizaines d'autres personnes aux États-Unis et en Allemagne, y compris des particuliers, des entreprises, des associations commerciales et industrielles, des chambres de commerce, ainsi que des fonctionnaires et des organismes gouvernementaux, ont pris le temps de répondre à mes lettres, de discuter avec moi et de donner des détails ici et là quand je les ai demandés. Par nécessité, mes remerciements doivent leur être adressés collectivement, mais je le fais avec beaucoup de sincérité et de gratitude, car sans eux, la dimension humaine que je me suis efforcée d'inclure dans l'étude aurait été perdue.

Évidemment, la recherche pour cette étude a été à la fois longue et coûteuse. Quant au temps, un congé sabbatique de l'Université d'État de Humboldt m'a octroyé une année universitaire, et j'ai profité d'un programme de retraite anticipée pour les professeurs du système de l'Université d'État de Californie - avant même d'avoir prévu de prendre ma retraite - et j'ai ainsi transformé mon horaire annuel normal de neuf mois d'enseignement et trois mois de recherche en un programme où je pouvais enseigner pendant trois mois et faire des recherches et écrire

durant le reste de l'année. En ce qui concerne l'aide financière, j'ai reçu une bourse d'été du National Endowment for the Humanities en 1978, plusieurs bourses de voyage et de recherche de la Humboldt State University Foundation en 1977, 1979 et 1980, une chaire de recherche de la Fulbright Commission pour un semestre chacun aux universités de Hambourg et de Francfort en 1980-1981, et d'une subvention de l'American Council of Learned Societies pour l'été 1982. Enfin, j'ai reçu une bourse de recherche et de voyage très généreuse de la Volkswagen-Stiftung en Allemagne pour les années 1984, 1985 et 1986, au cours desquelles j'ai passé le printemps en Allemagne, l'été à Washington, DC et le reste de l'année à Arcata, Californie. Le professeur Karl Hardach, qui occupe la chaire d'histoire économique (Lehrstuhl für Wirtschaftsgeschichte) à l'Université de Düsseldorf, m'a parrainé auprès de la Fondation Volkswagen, a administré la bourse et m'a fourni de nombreuses autres commodités, ce dont je suis très reconnaissant. Nancy Atkinson était une rédactrice attentive et perspicace.

Comme pour chacun de mes projets de recherche et chacun de mes précédents ouvrages, Gisela, mon épouse, a été ma partenaire dans tout ce que je faisais. Elle a rédigé pratiquement toute ma correspondance en allemand, ce qu'elle peut faire beaucoup mieux que moi. Elle m'a accompagné pendant tous mes longs voyages de recherche et elle a toujours été une critique perspicace et pointue en ce qui concerne mes idées et mes conclusions, même si elle a été considérablement ralentie par la douleur causée par les blessures graves qu'elle a subies quand une grosse camionnette a embouti l'arrière de notre voiture sur les côtes de l'Orégon pendant l'été 1985.

.G.

PARTIE I

Du renseignement militaire en tant de guerre à l'exploitation commerciale d'après-guerre

Renseignements scientifiques et techniques en temps de guerre

Dans leur campagne pour vaincre l'Allemagne et gagner la guerre contre le Japon, les Britanniques et les Américains ont créé des unités spéciales de renseignement scientifique et technique dont la fonction était triple. D'abord, ils devaient découvrir ce que les Allemands savaient sur les armes, les radars, le carburant synthétique, le caoutchouc synthétique, les torpilles, les fusées, les moteurs d'avion, l'infrarouge, les communications et toutes autres choses qui pourraient aider les Alliés dans la guerre. Ensuite, ils devaient recueillir des informations qui pourraient aider à écourter la guerre contre le Japon après la défaite de l'Allemagne - des informations sur la quantité et le type de savoir-faire scientifique et technique que les Allemands avaient transmis aux Japonais, et sur ce que les Allemands savaient du Japon qui pourrait aider l'effort de guerre allié. Finalement, ils devaient localiser et appréhender - et même interner – les scientifiques et techniciens allemands, les interroger pour obtenir le genre d'informations qui vient d'être décrit et les empêcher de s'échapper pour trouver refuge dans un autre pays où ils pourraient continuer leurs recherches et développer leurs projets en temps de guerre. Parmi les unités spéciales figuraient, entre autres, les Forces-T, dont la tâche principale consistait à trouver et à surveiller des cibles de renseignement et de contre-espionnage que les équipes spécialisées devaient exploiter, et le Combined Intelligence Objectives Subcommittee (CIOS), qui avait pour mission de sélectionner et de recommander aux Forces-T les cibles et de prendre les mesures nécessaires pour leur exploitation après leur découverte.

Unités spéciales : Forces-T et CIOS

Peu après le débarquement en Normandie et la première utilisation des bombes V-I par l'Allemagne, le quartier général du général Dwight D. Eisenhower (SHAEF) a publié une directive pour la création des Forces-T. Il s'agissait d'unités militaires composées de spécialistes du renseignement, d'interrogateurs de prisonniers de guerre, de linguistes, de spécialistes des communications, d'ingénieurs de combat, d'équipes de déminage et de troupes de combat provenant d'unités blindées et d'infanterie, au besoin.(1) À l'origine rattachées à des groupes d'armées (6e, 12e et 21e) et destinées à être utilisées en Europe occupée par les Allemands et en Allemagne même, les unités de la Force-T devaient identifier, protéger et exploiter « les informations précieuses et spéciales, notamment les documents, le matériel et les personnes » ayant un intérêt pour les armées alliées.(2)

Créé à Londres le 21 août 1944 par les chefs d'état-major mixtes britannique et américain, le CIOS illustre la collaboration civilo-militaire si typique de la Seconde Guerre mondiale ; de la guerre totale.(3) Les sept membres de la Grande-Bretagne provenaient du Foreign Office, du renseignement naval, du renseignement militaire, du renseignement aérien et des ministères de l'Approvisionnement, de la Guerre économique et de la Production d'aéronefs, tandis que les Américains provenaient du Département d'État, la Division du renseignement (G-2) de l'État-major du ministère de la Guerre, le Bureau du renseignement naval, le service de renseignement de l'armée de l'air, l'Administration économique extérieure, le Bureau des services stratégiques et le Bureau de la recherche scientifique et du développement.(4)

Vers la fin de 1944 et au début de 1945, le CIOS a vu sa taille et ses fonctions s'accroître considérablement, alors qu'il était chargé de dresser des listes noires de cibles dont l'armée avait un besoin urgent de renseignements, de faire visiter ces cibles par des spécialistes compétents et de distribuer aux organismes américains et britanniques les rapports des équipes chargées des enquêtes.(5) Le 28 août 1944, quatre jours après l'entrée des premières troupes françaises dans la ville, une équipe de terrain se rendit à Paris et, en collaboration avec les unités des Forces-T, envoya des équipes de spécialistes dans d'autres villes comme Nancy, Luxembourg, Bruxelles, Aix-la-Chapelle, Strasbourg, Heidelberg et Ludwigshafen, alors que les troupes alliées déferlaient en

France et les Pays-Bas, jusqu'en Allemagne : à la fin de 1944, le CIOS a indiqué qu'il avait envoyé 197 enquêteurs, représentant 14 organismes américains et britanniques, pour visiter 115 cibles.(6) Entre-temps, à partir des informations recueillies par les équipes sur le terrain, le CIOS a dressé des listes noires supplémentaires de cibles et a finalement répondu à diverses suggestions et pressions visant à inclure des cibles d'intérêt industriel et scientifique, quelle que soit leur valeur militaire immédiate.

La proposition américaine la plus précise pour une liste cible élargie du CIOS émanait de Vannevar Bush, le directeur de l'Office of Scientific Research and Development (OSRD). Écrivant aux secrétaires à la guerre et à la marine le 28 août 1944, une semaine après la création du CIOS et le jour de l'entrée de la première équipe du CIOS à Paris, Bush proposa aux États-Unis de recueillir « des renseignements techniques allemands à caractère industriel » dans les pays occupés et en Allemagne même. De telles informations, a-t-il fait observer, non seulement contribueraient à notre effort de guerre contre le Japon, mais aideraient aussi l'industrie américaine à maintenir sa place dans le commerce mondial et à offrir des possibilités d'emploi aux anciens combattants libérés de la guerre.(7) Il estimait que « la Grande-Bretagne se prépare sans doute à obtenir ce type d'informations pour sa propre industrie » et suggérait que les missions en cours à la recherche d'armes et de dispositifs militaires soient complétées par des équipes technologiques industrielles ayant des objectifs à plus long terme. Les réactions à la suggestion de Bush ont été positives, et elles sont intervenues rapidement de la part de divers organismes et individus.

Le secrétaire à la Marine, James Forrestal, et Julius A. Krug, président du War Production Board, ont approuvé la proposition de Bush, tout comme le ministère de la Guerre, qui a rapidement étudié les moyens de la mettre en œuvre.(8) Ce département était désireux d'obtenir « les informations technologiques les plus avancées connues de l'ennemi » en interrogeant les techniciens allemands, en fouillant leurs registres et dossiers de laboratoire, en démontant et examinant les produits militaires et industriels allemands, et en examinant les processus de fabrication utilisés par les Allemands.(9) Le ministère de la Guerre a donc contacté le quartier général du général Eisenhower (SHAEP) - lui-même allant dans la même direction(10) - pour savoir quels types de personnel technique étaient nécessaires aux équipes de terrain du CIOS

afin d'obtenir des informations sur les méthodes de production, les procédures et les produits finis allemands, dans les domaines de l'armement, du caoutchouc, du pétrole, des transports, de la chimie, de l'ingénierie et autres domaines similaires.(11) À peu près à la même époque, Harold L. Ickes, l'administrateur américain du pétrole pour la guerre, rédigea pour l'amiral William Leahy, chef de cabinet du président, un « Programme détaillé pour obtenir des informations techniques des usines de pétrole capturées » destiné à exploiter les efforts allemands pour produire « du carburant pour avions, du pétrole de synthèse, et des produits pétroliers dérivés du gaz, du charbon et du schiste. » Leahy a conseillé à Ickes de soumettre sa proposition par les canaux CIOS existants, ce qu'il fit. Entre-temps, quelque dix-huit compagnies pétrolières, dont Gulf Oil, Humble Oil, Socony-Vacuum Oil, Houdry Process Corporation, Phillips Oil, Shell Oil et Standard Oil of Indiana, ont désigné des candidats pour la mission technique pétrolière que Ickes se proposait de faire venir aussi vite que possible en Europe.(12)

Les Britanniques, qui ont manifesté des intérêts semblables à ceux des Américains et fidèles à la prédiction de Vannevar Bush, ont été les premiers à proposer un programme élargi pour le CIOS. Ils voulaient redéfinir sa mission initiale de renseignement militaire pour y inclure la recherche d'informations sur les processus industriels et technologiques, et ont donc proposé la création d'un sous-comité du CIOS chargé de préparer des listes de « cibles de renseignement économique et industriel d'intérêt vital après-guerre, mais sans valeur militaire immédiate ».(13) Cela a débouché sur la création d'un Comité de la liste grise du CIOS, qui recevrait, approuverait et coordonnerait toutes les demandes de renseignements de la part des ministères britanniques et américains « dont l'urgence militaire ne justifie pas nécessairement leur inscription comme cibles de la liste noire ».(14) Les représentants américains du CIOS à Londres, qui ont rapporté cette initiative britannique à Washington, croyaient qu'elle reflétait le désir de l'industrie britannique d'examiner et d'exploiter les connaissances techniques allemandes dès que les armées alliées occuperaient les centres industriels allemands.(15) Mais, comme nous l'avons vu, les intérêts américains étaient en parfaite harmonie avec ceux des Britanniques.

Le TIIC américain

Afin de répondre aux besoins d'une mission CIOS élargie, les Américains ont créé le Technical Industrial Intelligence Committee (TIIC) dans la ville de Washington.(16) Howland H. Sargeant, de l'Alien Property Custodian fut désigné par la Foreign Economic Administration (FEA) comme président du TIIC, composé de membres des forces armées, du personnel du renseignement et de civils devant servir à plein temps provenant soit du War Production Board, de l'OSRD ou d'autres organismes gouvernementaux. Basé à Washington, le TIIC était essentiellement une organisation chargée d'alimenter le CIOS en Europe. À cet égard, il faisait pendant au Sous-comité britannique sur les objectifs du renseignement (BIOS), qui fonctionnait de la même manière pour les Britanniques. Les fonctions du TIIC consistaient à recommander des cibles d'enquête et à sélectionner des experts techniques pour doter en personnel les équipes de terrain du CIOS. Selon sa directive de base, il devait « recevoir, approuver et coordonner » les demandes américaines d'enquêtes « concernant les procédés industriels, les brevets, les inventions, l'ingénierie et le 'savoir-faire' nécessaires pour aider la production américaine, faciliter les mesures économiques liées au gouvernement militaire et au contrôle de l'Allemagne, et déterminer l'étendue de l'assistance technique allemande fournie aux Japonais ».(17)

Pour mener à bien ses fonctions, le TIIC a créé des sous-comités (il en avait dix-sept en février 1945, et plus tard dix-neuf) pour représenter de vastes domaines industriels, comme le caoutchouc, les produits chimiques, les métaux et minéraux, les produits forestiers, les machines, les textiles, les combustibles solides, l'aéronautique, les communications, les chantiers maritimes.(18) Il a demandé à un large éventail d'organismes gouvernementaux et de responsables « appropriés », y compris des officiers de cabinet, le War Production Board, la War Manpower Commission, l'Alien Property Custodian, la Civil Service Commission, et la Federal Communications Commission, entre autres, de présenter des demandes de renseignements sur les procédés industriels, brevets, inventions et savoir-faire techniques dont disposait l'Allemagne. Le TIIC leur a demandé de fournir autant de détails que possible, de dire quelque chose sur l'urgence des demandes, d'indiquer l'emplacement probable de l'information recherchée (comme les noms des entreprises et des personnes) et de nommer des personnes

qui pourraient être disponibles comme experts pour se rendre en Europe et mener les enquêtes au profit du CIOS.(19) Par l'entremise de ses sous-comités, composés de membres des forces armées, d'employés civils d'organismes gouvernementaux et de représentants d'associations industrielles et commerciales, d'industries privées et d'universités, le TIIC a également sondé la communauté scientifique et industrielle du pays en demandant que les cibles fassent l'objet d'enquêtes et que des experts puissent les identifier.(20) Les membres du sous-comité provenant de l'industrie privée ont été encouragés à faire participer leurs entreprises au programme, à suggérer des éléments que les équipes sur le terrain devraient surveiller, à nommer des enquêteurs experts pour les équipes sur le terrain et à désigner des cibles précises(21), ce qu'ils pouvaient faire sans révéler le secret sur leurs entreprises respectives. « Pour des raisons de sécurité et pour éviter d'embarrasser un membre du comité de l'industrie », peut-on lire dans le compte rendu d'une réunion du comité consultatif du sous-comité des communications du TIIC, « les représentants du sous-comité au sein du panel n'amorceront pas de discussions de panel sur une cible soumise par un membre de l'industrie. Le représentant est, bien sûr, libre d'engager une telle discussion s'il le souhaite ». (22)

Les demandes et les nominations affluaient, provenant des forces armées (exemple : le Corps des transmissions, les Forces aériennes de l'Armée de terre et les Forces d'intendance de l'Armée), d'organismes gouvernementaux (exemple : le War Production Board et le ministère de l'Agriculture) et de centaines de grandes et petites entreprises, telles que Bell Telephone Laboratories, American Telephone and Telegraph, Western Electric, General Ceramics and Steatite Corporation, B. F. Goodrich, Firestone, Goodyear et autres. Les documents disponibles montrent, par exemple, que l'Indiana Steel Products Company a répertorié dix-sept brevets allemands sur lesquels des informations ont été demandées, les entreprises allemandes sur lesquelles enquêter ont été identifiées et le personnel allemand à interroger, nommé. La General Electric Company a demandé des informations sur les tubes à vide, les redresseurs au sélénium, les relais polarisés, les résistances et les thermocouples, en indiquant les noms des entreprises et des personnes allemandes à contacter pour obtenir ces informations. Le TIIC a rassemblé ces demandes et d'autres demandes d'objectifs et les a envoyées au CIOS à Londres pour les inclure dans ses listes noires et grises ; il a recruté, nommé et traité des experts techniques civils,

souvent issus des sociétés et agences mêmes qui avaient demandé ces informations et suggéré les futurs cibles.(23) Les experts ont été employés comme consultants techniques temporaires du gouvernement, affectés en uniforme militaire, ayant le grade équivalent de colonel dans l'armée (ils s'appelaient eux-mêmes « Capon Colonels »), et envoyés à Londres, où ils ont rejoint leurs homologues britanniques et formé des équipes CIOS pour exploiter des cibles désignées ainsi que des « cibles opportunes » sur le continent.

Les cibles comprenaient des entreprises industrielles, des usines, des laboratoires, des bases militaires, des dépôts de stockage, des terrains d'essai, des stations d'expérimentation, des établissements de recherche, des universités et des instituts techniques, ainsi que les personnes qui les possédaient, les géraient et les employaient. À l'origine, les Forces-T et le CIOS s'attendaient à les trouver concentrées dans les grandes villes, mais les conditions de l'effondrement de l'Allemagne au printemps 1945 et le programme allemand de décentralisation et de dispersion des installations de production et autres ressources en temps de guerre pour réduire les effets des bombardements stratégiques nécessitèrent un changement de plan. Fin février 1945, les renseignements selon lesquels les Allemands avaient déjà évacué des ministères, des bureaux de partis, des établissements de recherche, des usines industrielles ainsi que des habitants de Berlin et d'autres villes d'Allemagne(24), et les Russes se trouvant à environ 40 kilomètres de Berlin, le CIOS modifia ses opérations pour se conformer aux nouvelles réalités. Plutôt que d'attendre que les Forces-T sécurisent les cibles et envoient des experts du quartier général du CIOS à Londres pour les exploiter systématiquement, le CIOS a créé des équipes avancées combinées sur le terrain (CAFT), qui se mettraient au diapason des soldats, observeraient et évalueraient les cibles, feraient rapport aux échelons supérieurs et progresseraient ensuite avec les chefs militaires. En mai 1945, les listes noires indiquant les cibles de première importance militaire et les listes grises indiquant les cibles d'intérêt scientifique et industriel et les valeurs militaires possibles - une distinction difficile à faire dans des conditions de guerre moderne et totale - furent fusionnées en une seule liste et les « cibles opportunes » se retrouvèrent à l'ordre du jour.(25) Les CAFT, normalement composés d'un président et d'un co-président - généralement un britannique, l'autre américain - et de sept à douze assesseurs, étaient affectés à des groupes d'armées pour des opérations sur le continent. Le CIOS a signalé 240 assesseurs sur le

terrain à la mi-mars 1945, et à la fin de la guerre, il en envoyait au moins autant tous les quinze jours.(26) Bien des années plus tard, un professeur américain de génie aérospatial à l'Université Cornell, à l'instar de nombreux autres anciens participants qui ont par la suite mis en doute la valeur du savoir-faire allemand pour les États-Unis*, a fait référence aux équipes de renseignement alliées « composées de scientifiques, ingénieurs, soldats et parfois de crétins », qui « se sont lancées dans la compétition pour l'Allemagne, saisissant documents, dessins, matériel de laboratoire et laboratoires complets - et, je le rappelle, au moins une Jeep pleine de bottins téléphonique. »(27)

Il est vrai que les opérations sur le terrain du CIOS ont souvent été marquées par une activité fébrile, par une confusion générale lorsque l'Allemagne s'est effondrée, par un manque de communication entre les unités et par une grande « duplication des enquêtes »(28) de la part des équipes CIOS-CAFT et autres unités de collecte de renseignements de l'armée, du renseignement aérien, ALSOS**, la mission technique des marines en Europe et de la U.S. Strategic Bombing Survey. Les goulets d'étranglement dans les transports constituaient un problème particulier et, à un moment donné, le 12e Groupe d'armées a signalé qu'un de ses régiments d'artillerie avait été pratiquement « immobilisé » du fait du transfert de son transport « au profit des intérêts du CIOS ». (29) Mais les équipes sur le terrain voyageaient parfois ensemble et coopéraient d'une autre manière, et elles avaient des instructions similaires. Par exemple, pour les travaux d'ingénierie générale, le SHAEF leur a demandé de se concentrer sur les « bureaux d'études, les laboratoires d'essais et les bureaux d'études métallurgiques et autres », mais de ne pas s'occuper des ateliers de mécanique. Dans les usines de caoutchouc

* Un ancien enquêteur - dont les rapports sur ses activités CAFT ont fait l'objet d'une quantité considérable d'informations documentaires indiquant le contraire - de l'équipe de caoutchouc m'a écrit en 1981 : "Nos rapports sont disponibles et ont été une grande déception. Nous nous attendions à ce que les Allemands aient un meilleur polymère que nous et nous avons découvert que nous avions le meilleur polymère. De plus, nos produits en caoutchouc étaient bien meilleurs et contenaient beaucoup moins de caoutchouc naturel."

** "ALSOS," du mot grec "groves," était le nom de code pour l'enquête du Projet Manhattan sur l'activité allemande. Le chef du Projet Manhattan était le général Leslie Groves.

synthétique, les équipes devaient « viser les laboratoires, mais aussi l'usine de mélange. Les Allemands sont plus avancés que nous ne le sommes avec le caoutchouc synthétique, » poursuit le manuel, « et nous voulons savoir comment ils l'utilisent pour la fabrication des pneus. » Dans les usines de produits chimiques et d'explosifs, les enquêteurs devaient fouiller les bureaux administratifs, « en particulier le bureau du directeur et les bureaux de dessin, mais aussi les laboratoires de recherche et leurs dossiers », ainsi que les résidences du directeur, du chimiste en chef et de l'ingénieur en chef.(30) « Des résultats optimaux, » affirmait une autre instruction, « seront obtenus lorsque les hommes, l'équipement et les documents ayant trait à un même problème seront examinés simultanément au même endroit ».(31) Enfin, puisqu'ils recherchaient et interrogeaient évidemment des scientifiques et des techniciens allemands qu'ils connaissaient personnellement ou professionnellement par le biais d'associations, de conférences, de consultations, etc. d'avant-guerre, le quartier général du Counter Intelligence Corps (CIC) à Washington a averti les enquêteurs alliés de respecter les directives existantes sur la fraternisation avec les ressortissants allemands, et donc de ne pas « devenir trop amis avec le personnel allemand clé afin de gagner leur 'coopération' ».(32)

Un communiqué de presse publié au début de l'après-guerre, décrivant ce qui avait été une opération de guerre très secrète, indiquait que les équipes d'évaluation CAFT et les équipes d'exploitation CIOS avaient évalué environ 3 000 cibles et en avaient exploité environ 2 000 en Allemagne à la fin juillet 1945. « Les équipes du CIOS, » élaborait le communiqué de presse, « avaient passé l'Allemagne au peigne fin pour... des secrets cachés sur les armes, la production pétrolière, les matières premières, les matières synthétiques, les nouveaux procédés techniques et chimiques, les inventions, brevets, finances, économie et machinations allemandes dans le domaine politique ».(33) Pour illustrer la façon dont cela s'est fait sur place, il est peut-être préférable de donner des exemples, qui touchent également à la nature du programme, à son impact et à la dimension humaine de ses activités.

Les cibles institutionnelles

I. G. Farben, Ludwigshafen. Le détachement précurseur d'une équipe d'une cinquantaine d'enquêteurs britanniques et américains qui devaient

visiter le complexe I. G. Farben à Ludwigshafen-Oppau, en Allemagne - alertés de la capture imminente de leur cible le 23 mars 1945 - quitte immédiatement Londres, passe la première nuit à Versailles puis, passant par Nancy, s'est rendu à Ludwigshafen avec un transporteur d'armes (sept dans un véhicule avec bagage sur remorque). Les troupes alliées avaient nettoyé la zone cible le 24 et l'avaient laissée sous la garde de la Force-T avant de traverser le Rhin le 25. Ce même jour, l'équipe, qui était cantonnée avec l'unité Force-T à Frankenthal, à environ six milles de la cible, a, pour la première fois, fait irruption dans les usines de Ludwigshafen-Oppau et s'y est « essaimé ». Constatant qu'entre 60 et 75 % des installations avaient été détruites, les membres de l'équipe ont conclu qu'en l'occurrence, les entrevues et les interrogatoires du personnel disponible permettraient d'obtenir plus d'information que l'inspection des usines et la recherche de documents ; un participant a plus tard qualifié ce travail d'« épuisant, en raison des efforts répétés pour escalader briques, gravats, réservoirs et escaliers détruits ».(34) Ils ont commencé par des interrogatoires préliminaires, puis ont affecté des groupes d'experts adéquats en vue d'interrogatoires plus intensifs et exploitation complémentaire. Les membres de l'équipe ont embarqué des experts allemands disponibles dans des jeeps et ont fouillé les environs pour trouver les personnes qui s'étaient réfugiées à la campagne pour se protéger des bombardements ou pour se cacher. Ils ont aussi organisé des parties de chasse et de fouilles pour rapporter des documents qui avaient été entreposés ailleurs ou enterrés pour être gardés en lieu sûr. Selon l'un des rapports de la mission, la plupart des Allemands ont coopéré, les récalcitrants furent incarcérés. Un civil américain, travaillant pour le département de la Marine, a arrêté un des Allemands parce qu'« il pensait que ce serait une bonne chose à faire ». (35)

Comme prévu, l'équipe du CIOS a constaté que la cible était riche en information. Selon un rapport préliminaire, « l'interrogatoire des fonctionnaires d'I.G. a permis d'obtenir des informations sur la production de caoutchouc Buna S et sur le fait que le butadiène est fabriqué à partir de formaldéhyde et d'acétylène et non par le procédé dit aldol ». La mission a découvert des détails sur l'utilisation de la korésine, que les Allemands utilisaient pour produire de l'adhésivité « qui a longtemps déconcerté les producteurs de caoutchouc synthétique »(36), et l'un de ses membres, le Dr Carl Monrad, du Carnegie Technical Institute, a trouvé un traité sur la chimie de

l'acétylène rédigé par le Dr Julius W. Reppe, un éminent chercheur en chimie des particules d'I. G. Farben que l'American Chemical Society a rapidement voulu faire venir aux États-Unis. Ce traité et un autre article de Reppe sur les méthodes sûres de manipulation de l'acétylène sous haute pression, que Jean Fennesbresque, de la Celanese Company du New Jersey, a trouvé à l'usine I. G. Farben de Hüls, ont par la suite été décrits par le chef américain de l'équipe de caoutchouc du CIOS, Russell Hopkinson, de la U.S. Rubber Company, comme « deux documents... d'un grand intérêt pour l'industrie chimique américaine » en raison de leur « importance considérable pour la chimie organique synthétique dans ce pays ».(37)

Dunlop, Hanau, et Chemische Werke Hüls, Marl. L'enquête et l'exploitation de l'usine de Hüls, évoquées plus haut, est une illustration des plus intéressantes, en partie comme exemple de la façon dont les enquêteurs se sont dispersés à la recherche de leur proie, mais aussi parce qu'il existe des documents contemporains américains et allemands sur cet événement. Benjamin S. Garvey, Jr. de B. F. Goodrich, et plusieurs autres membres du TIIC de l'équipe américaine de caoutchouc ont quitté Washington le 25 mars, le jour même où le détachement précurseur de l'équipe CIOS a atteint Ludwigshafen-Oppau. Passant par Terre-Neuve, l'Écosse, Londres, Verdun et Francfort, ils ont rejoint l'équipe du CIOS à Ludwigshafen. Ils se sont ensuite rendus à l'usine Dunlop à Hanau près de Francfort et à la Chemische Werke Hüls AG (Aktiengesellschaft, ou société anonyme) dans la Ruhr, entre autres, pour y suivre les pistes développées. À Dunlop, ils ont découvert que les dossiers de l'entreprise étaient un fouillis de papiers qui étaient empilés à la hauteur de la taille dans plusieurs pièces. Selon un discours que Garvey prononça « trois ou quatre fois » après son retour aux États-Unis, « les Russes et les Polonais avaient pillé l'endroit et jeté tout ce dont ils ne voulaient pas ». Quand Garvey apprit grâce à des entretiens avec d'une part, le maire de Hanau, le directeur de l'usine de Dunlop et d'autres civils, qu'un chimiste de premier plan de Dunlop, ayant essuyé deux bombardements à Hanau et qui vivait maintenant dans la campagne voisine, a fait appel au détachement du gouvernement militaire local pour obtenir un transport et un chauffeur, armé d'une carabine et d'un pistolet. Ils ont trouvé le chimiste dans un village à une vingtaine de kilomètres de Hanau, vivant dans une petite pièce avec sa femme et sa fille adolescente, et ils l'ont emmené à Hanau avec le cache-documents en sa possession, même si, selon Garvey, il avait d'abord

voulu déjeuner. « On lui a dit qu'il pourrait rentrer chez lui ce soir-là ou le lendemain. Il a probablement dû rentrer à pied. » Garvey a conclu, néanmoins, que la plupart des Allemands donnaient volontiers des informations. « Il ne fut nécessaire d'exercer des pressions qu'à deux ou trois occasions ».(38)

À la Chemische Werke Hüls, l'équipe a exigé que le directeur en charge, identifié comme le Dr Baumann, demande à ses chefs de département de préparer des rapports écrits sur leurs opérations. Une fois ceux-ci terminés, les membres de l'équipe ont passé en revue les rapports avec les responsables de l'entreprise et leur ont demandé de leur remettre les dossiers se trouvant dans leurs bureaux, dossiers et « divers coffres » - dont certains contenaient, selon Garvey, déjeuners et savons - afin de pouvoir les comparer aux rapports écrits. L'équipe a reçu des dessins d'équipement et un certain nombre de documents volumineux qu'elle a renvoyés à Londres pour traduction.

Dans des notes de service rédigées à l'époque et un rapport préparé environ trois ans plus tard, le Dr Baumann a décrit la même visite. Selon lui, les Américains qui ont visité Chemische Werke Hüls en avril 1945 étaient bien informés, méticuleux et inamicaux. Ils refusèrent de donner leur nom, mais les Allemands découvrirent que le chef était E. P. Handley, de Firestone, et qu'un autre membre de l'équipe était M. Fennesbresque, d'Elizabeth, New Jersey. Ils ont inspecté l'usine et ont parcouru tous les dossiers scientifiques et techniques, les emballant ainsi que de nombreux catalyseurs dans de grands sacs qu'ils ont emportés avec eux à leur départ. Ils ont exigé une description du procédé de fabrication du caoutchouc synthétique (« Fabrikationsschema ») et des rapports sur une trentaine de détails techniques, qu'ils exigeaient voir achevés en quatre jours. Une fois les rapports terminés, les Américains les passèrent en revue avec les Allemands et demandèrent plus de détails et d'explications. Il s'agissait évidemment d'experts, et ils ne leur demandaient généralement que des détails et des précisions. « Même si tous les employés de l'usine ont essayé de répondre aux exigences de ces personnes dans la mesure du possible, ceux qui accompagnaient M. Handley durant son inspection et la réquisition des documents dans les dossiers ont été traités avec la plus grande haine. » Trois ans plus tard, M. Baumann a fait remarquer que lors des nombreuses visites et inspections subséquentes de son

entreprise, un traitement aussi grossier ne s'était plus jamais reproduit.(39)

Degussa. Chez Degussa (Deutsche Gold- und Silber-Scheideanstalt), à Francfort, une entreprise diversifiée et largement répandue de métaux spéciaux et de chimie, les premiers visiteurs techniques alliés étaient un chimiste et un ingénieur de DuPont, avec lequel, avant la guerre, Degussa avait conclu des accords en matière de brevets. Le directeur de Degussa qui les a reçus a noté, entre autres, que leur discussion sur leurs connaissances mutuelles devint si sympathique et amicale que les deux parties ont eu du mal à maintenir l'hostilité qui devait caractériser officiellement de telles réunions.(40) Mais la première visite fut suivie par d'autres de caractère différent, dont l'une fut effectuée par un officier américain accompagné d'un soldat d'infanterie, qui est resté là avec son arme en alerte pendant toute la durée de cette interrogatoire.(41) À une autre occasion, deux Américains sont venus demander des informations sur les relations germano-japonaises, à propos desquelles ils ont fouillé dans les dossiers et les registres de la société. Un M. White, de DuPont, et un lieutenant germanophone de l'armée américaine - dans un interrogatoire beaucoup plus poussé et intensif que le précédent par les représentants de DuPont - ont visité l'usine à Francfort et interrogé plusieurs des employés disponibles sur de nombreux aspects, y compris les couleurs pour céramiques, la production de cyanure et le noir de carbone, qui semblaient particulièrement les intéresser. Une autre équipe de quatre personnes, qui ont refusé de donner leur nom, a demandé des détails sur le pétrole et les graisses spéciales (« Treibstoff- und Schmieröl »), au sujet desquels ils avaient manifestement une certaine connaissance. Après avoir protesté contre le fait que tout cela était expérimental et n'était pas directement lié à l'effort de guerre allemand, le Dr Roka, le responsable Degussa qui a fait un compte rendu de la réunion, a appris que c'était une guerre totale et que lui et les autres scientifiques et techniciens allemands devaient rendre leurs connaissances comme les soldats devaient rendre leurs armes.(42)

Degussa, qui enregistra plus de 200 visites de particuliers et de commissions entre avril 1945 et mars 1946,(43) finit par préparer une description en anglais de l'entreprise, que son personnel remit systématiquement aux enquêteurs(44), dont certains posaient des questions très techniques et « indiscretes », à la limite « de l'espionnage industriel », d'autres étaient « exceptionnellement aimables et

compréhensifs ».(45) Parmi ces derniers se trouvait Sidney D. Kirkpatrick, l'éditeur américain de *Chemical and Metallurgical Engineering*, qui a servi en temps de guerre comme représentant chimique à Londres pour le U.S. War Production Board et s'est rendu en Allemagne comme consultant technique pour le CIOS au printemps 1945. Selon son rapport publié, il jouissait d'un statut hautement prioritaire en matière de transport, qu'il a utilisé pour parcourir quelque 2 500 milles en avion, en jeep et en autobus à la recherche de technologies utiles pour la guerre contre le Japon et pour contrôler l'Allemagne.(46) Chez Degussa, qu'il connaissait pour sa visite en 1936 et pour son association avec le Dr Roka aux États-Unis avant la guerre, Kirkpatrick semblait très intéressé par le noir de carbone et les perspectives de reprise rapide de sa production.(47) À Hüls, il rencontra un autre Allemand - qu'il avait connu lors d'une réunion avant la guerre à Baton Rouge, en Louisiane - qui se réjouit de « nous dire que le procédé IB d'arc électrique acétylène-méthane, qui n'avait pas fonctionné avec succès en Amérique, avait depuis été mis au point et intégré dans le processus de fabrication du butadiène ». (48)

Cibles opportunes

Alors que les troupes alliées avançaient en Allemagne et mettaient fin à la guerre en Europe, de nombreuses équipes - à l'aide de « Livres bleus » qui décrivaient en détail les activités allemandes de recherche, de développement et de production dans la région (49) - parcouraient le territoire pour trouver objets et gens. Une équipe chargée de l'alimentation, composée de deux enquêteurs, fut envoyée d'urgence à Leipzig pour « couvrir des cibles autour des régions de Leipzig et de Chemnitz avant que le territoire ne soit livré à la Russie conformément aux termes de la Conférence de Yalta », et avait pour instructions de « chercher, de sonder et de quantifier ». Ils devaient découvrir comment les Allemands fabriquaient le pain stabilisé, et « s'ils pouvaient trouver une usine qui avait préparé les rationnements de l'armée allemande » ils devaient « faire fabriquer un lot sous leur observation personnelle et rapporter des échantillons ».(50)

Un colonel du Corps des transmissions du temps de guerre qui se trouvait ailleurs au pays avait été remis au CIOS à titre d'expert en communications techniques. Richard H. Ranger, propriétaire de

Rangertone, une entreprise d'équipement audio du New Jersey, préférait l'action à la rédaction de rapports(51), mais il écrivait néanmoins que la remorque allemande qu'il avait acquise « se remplissait bien » et que lui et le lieutenant de l'armée germanophone qui l'accompagnait « parlent franchement et obtiennent la came sans avoir besoin d'interprètes ».(52) Voyageant près de la zone russe, il fut ému par les « gens à la rue », la « dure réalité des familles séparées » et la vue d'un jeune soldat « seul et sale, marchant sur une route », au sujet duquel le Colonel Ranger se demanda « retrouvera-t-il sa maison une fois arrivé ? ». Mais Ranger conclut : « Je n'aurais manqué cette expérience pour rien au monde. » Son sentiment était apparemment partagé par son collègue enquêteur, C. W. Hansell, de la RCA, au sujet duquel il a dit s'être informé partout sans succès. Hansell, quant à lui, avec le Dr Max Knoll, un Allemand de Telefunken, à ses côtés, avait recueilli des informations sur les gens de Telefunken, leurs évacuations en temps de guerre, leurs localisations et activités actuelles. Ces informations, il les a transmises directement à la RCA sans passer par les canaux officiels, ce qui a amené l'officier de liaison du TIIC à Londres, R.S. Glasgow, à répondre d'abord par un « bordel de merde ! ». Cependant, Glasgow écrivit plus tard : « Hansell a fait un excellent travail en tant qu'enquêteur et mérite une tape dans le dos. Laissons de côté ses communications avec la RCA. »(53)*

Les activités sur le terrain étaient aussi variées que les personnes qui composaient les équipes, et elles s'étendaient beaucoup plus loin et pénétraient souvent beaucoup plus profondément que les quelques

* Certaines activités étaient apparemment moins excusables. Glasgow, apprenant que deux enquêteurs étaient revenus de la région de Kiel-Hambourg avec "près d'une tonne de butin électronique" et qu'ils avaient convaincu l'armée "de les renvoyer à Londres, avec leur butin", suggéra que "ces deux 'fripouilles' soient soumises, à leur retour à Washington, à une sorte d'opération de démobilisation avant de les relâcher dans notre société américaine avec ses lois complexes concernant le caractère sacré de la propriété privée". Glasgow à Edwards, 6 juillet 1945, RG 40, boîte 115, dossier Correspondance, représentant européen, WNRC. S'ils ont reçu un tel endoctrinement, il a sans doute été affecté par un rapport selon lequel l'armée et la marine étaient "extrêmement ravis" des informations top secrètes qu'ils avaient rapportées pour les militaires. Voir Howland Sargeant à Henry Fowler, sujet : Programme TIIC en Europe, 1er août 1945, RG 40, boîte 157, dossier JIOA Ancien dossiers TIIC, WNRC.

illustrations ne le suggèrent. Des équipes se sont rendues à l'usine optique Leitz de Wetzlar pour les instruments d'optique et à l'usine pharmaceutique Merck de Darmstadt pour obtenir des informations sur la production de pénicilline.(54) Ils se sont rendus à l'usine de machines M.A.N. à Augsburg, où ils ont trouvé un laboratoire d'essai de matériel désiré par les Britanniques et finalement démantelé par la marine américaine pour être utilisé dans ses installations David W. Taylor Model Basin, à Carderock, Maryland.(55) Ils se rendirent à l'usine de production de caoutchouc synthétique I. G. Farben (Buna S) à Schopkau, dans le Thuringe(56), à l'usine optique Zeiss et à l'usine de verre Schott & Genossen à Iéna, où ils sélectionnèrent du personnel, des équipements et le matériel, et les déplacèrent dans la zone ouest, avant que les Russes ne viennent en juillet 1945 pour s'emparer des parties de l'Allemagne qui avaient été désignées comme leur zone d'occupation mais qui avaient été envahies par les armées britannique et américaine au printemps 1945.(57) Et des équipes se sont rendues au complexe I. G. Farben (Wolfen Filmfabrik et Wolfen Farbenfabrik) près de Bitterfeld, en Thuringe, où elles ont trouvé des chimistes spécialisés dans les couleurs et les colorants, les insecticides, les savons, les gaz toxiques, les bijoux synthétiques pour roulements, les photographies aériennes en couleurs, les nylons pour parachutes et les pneumatiques pour avions, et bien d'autres choses encore.(59)

Scientifiques et techniciens ciblés

Partout où les équipes de renseignement alliées se rendaient, elles cherchaient des scientifiques et des techniciens, une tâche facilitée par la capture à Lindau, près de Gottingen, du Dr Werner Osenberg, chef du bureau de planification du Comité national allemand de la recherche (Planungsamt, Reichsforschungsrat), ainsi que de quelque 150 membres de son équipe et de ses dossiers, qui contenaient un fichier des noms et des spécialités des 15 000 principaux scientifiques et techniciens allemands.(59) Une fois localisés, les équipes alliées ont interrogé des scientifiques et des techniciens allemands sur place. Ceux qui présentaient un intérêt suffisant pour être exploités davantage furent emmenés dans des centres de détention et d'interrogatoire, tels que « Ashcan », situé dans un agréable domaine thermal de Mondorf-les-Bains au Luxembourg, et « Dustbin », situé à Versailles jusqu'en mai 1945, puis au château de Kransberg - le quartier général de Hermann

Göring pendant la bataille des Ardennes - dans les environs de Francfort. Lors de l'effondrement rapide de l'Allemagne au printemps 1945, des groupes d'armées et des armées individuelles avaient établi des centres d'interrogatoire et de détention temporaires (l'armée de l'air américaine en avait un à l'hôtel Wittelsbacher Hof à Bad Kissingen, par exemple), mais « Dustbin » devint finalement le centre désigné pour détenir et interroger le personnel ennemi présentant, pour les Alliés, un intérêt scientifique, technologique, industrielle, économique et financier.(60)

La Section de l'exploitation du personnel ennemi du G-2, SHAEF, qui administrait « Dustbin », dressait des listes hebdomadaires indiquant les noms et les spécialités des personnes qui y étaient détenues en vue de leur exploitation ultérieure. Les agences envoyaient les interrogateurs à « Dustbin », auquel cas elles devaient souvent fournir leurs propres sténographes et traducteurs allemands - en pénurie et en forte demande - ou elles sortaient les personnes qu'elles voulaient et les rendaient quand elles avaient fini. Dans ce cas, elles devaient déposer une demande officielle indiquant les raisons de l'exploitation et signer un reçu pour la ou les personnes qu'elles emmenaient.(61)

Peu après la capitulation de l'Allemagne, les Britanniques, qui avaient emmené des Allemands en Grande-Bretagne pour des interrogatoires du SHAEF depuis mars 1945, ont élaboré des procédures officielles pour évacuer les civils ennemis vers le Royaume-Uni pour les besoins du CIOS. Il était prévu de les garder pendant environ deux mois, ou plus dans des cas exceptionnels, non pas en tant que prisonniers de guerre, mais néanmoins en détention. Comme à « Dustbin », les ministères intéressés et d'autres pouvaient interroger les sujets dans le centre de détention, situé à l'école Beltane, à Wimbledon, ou les déplacer - avec une demande et une autorisation appropriées - partout au Royaume-Uni pour les interroger et les exploiter.(62) Entre-temps, les Américains, qui avaient également commencé à discuter à l'interne de la possibilité d'évacuer des spécialistes allemands vers les États-Unis, ont demandé aux membres américains du CIOS de s'assurer que la procédure adoptée par le CIOS pour évacuer les civils ennemis vers la Grande-Bretagne ne porte pas préjudice à l'évacuation de ces civils vers les États-Unis.(63)

La décision américaine d'amener des spécialistes allemands aux États-Unis a été prise simultanément dans le cadre d'une proposition des forces de l'armée de terre visant à faire venir aux États-Unis des

scientifiques allemands sélectionnés pour aider à la recherche et au développement d'armes destinées à être utilisées contre les Japonais(64) et dans un message du SHAEF du 15 mai 1945 au ministère de la Guerre, demandant des conseils sur la destination finale des scientifiques et techniciens allemands qui ne seraient plus utiles comme source de renseignement militaire pur. La maîtrise et le contrôle des futures recherches scientifiques et technologiques allemandes étaient clairement indiqués, comme le soulignait le communiqué du SHAEF, mais des directives pour une politique à long terme étaient nécessaires.(65) Le ministère de la Guerre, en réaction à cette « situation d'urgence », forma un comité chargé de faire des recommandations dans un délai d'une semaine, tandis que le sous-secrétaire à la Guerre Robert P. Patterson recommanda que « tout soit fait pour utiliser les informations obtenues en Allemagne pour combattre le Japon ». Il approuva comme étant « un pas dans la bonne direction » une proposition de Brehon Somervell, le commandant général des forces armées, qui identifiait les noms et les types de scientifiques allemands présentant un intérêt pour le quartier-maître général, le chef du matériel de guerre, et le chef des transmissions. De tels Allemands, écrit Somervell, pourraient aider « matériellement à accroître notre capacité de faire la guerre contre le Japon », et il averti qu'il était « tout à fait possible et probable qu'à moins que les États-Unis ne prennent des dispositions appropriées pour utiliser les capacités de ces scientifiques... les Russes les reprendront et les utiliserons ».(66)

Malgré de sérieuses réticences au sein du Département d'État - qui n'ont toutefois été consignées qu'après que les fonctionnaires responsables du ministère eurent donné leur accord à cette mesure - le général George C. Marshall informa son homologue britannique le 5 juin 1945 que « les chefs d'état-major américains ont convenu officieusement qu'il serait hautement souhaitable d'amener aux États-Unis des scientifiques et techniciens civils allemands afin que les militaires puissent exploiter leur connaissance pour la fabrication des armes qui pourront servir contre le Japon ».(67) Les chefs d'état-major britanniques - pensant évidemment plus loin que les Américains, dont la première réponse officielle à la demande d'orientation politique à long terme du SHAEF est arrivée plus de quatre mois plus tard, soit le 3 octobre 1945 - ont suggéré que les deux pays échangent les noms des personnes qu'ils voulaient et qu'une formule de répartition (qui a finalement été élaborée) soit adoptée dans le cas où les deux pays réclamaient les mêmes personnes.(68) De plus,

les chefs britanniques ont déclaré qu'ils ne voulaient pas être liés par la décision américaine de renvoyer les évacués en Allemagne, ni à la fin de la guerre avec le Japon, ni à aucun moment. Les scientifiques allemands, selon le message britannique, se familiariseront avec les techniques et les opérations américaines et britanniques à la suite de leur exploitation, et il ne sera peut-être pas souhaitable de les renvoyer en Allemagne avec cette connaissance.(69)

Les Américains finirent par prendre une décision politique similaire dans le cadre du Projet Paperclip, mais seulement en mars 1946, après de nombreuses querelles internes, qui furent annoncées par les doutes exprimés tardivement au département d'État. « La politique actuelle », selon un mémorandum interne du Département d'État de juillet 1945, « est de rechercher le rapatriement en Allemagne des scientifiques allemands qui se trouvent dans tous les pays neutres et co-belligérants, notamment en Argentine et ailleurs où les Allemands ont réussi à développer un potentiel industriel considérable qui pourrait compromettre la sécurité des États-Unis ». Compte tenu de cette politique, poursuit le mémorandum, les scientifiques allemands actuellement détenus en Allemagne ne devraient pas être autorisés à émigrer aux États-Unis alors que nous faisons pression sur d'autres pays dans le but de les expulser.(70) Mais c'est un sujet sur lequel nous reviendrons.

Comme Vannevar Bush l'a observé en août 1944, comme l'illustrent les activités en temps de guerre du CIOS et d'autres équipes de renseignement alliées, et comme le prouvent les décisions britanniques et américaines d'évacuer et de retenir les scientifiques allemands après la guerre, les effets du renseignement scientifique et technique en temps de guerre se prolongent naturellement dans l'après-guerre, dans une période de guerre moderne et totale. Les établissements de recherche, les entreprises industrielles et les universités qui mettent leurs installations, leur personnel, leurs compétences, leur expérience et leurs produits au service de l'effort de guerre de la nation ne cessent pas d'exister une fois la guerre terminée, et leurs projets, produits et personnels en temps de guerre peuvent souvent être réorientés vers des activités en temps de paix, ce qui annule progressivement la mobilisation totale qui survient au début du conflit. Il n'est donc pas surprenant qu'une fois que l'Allemagne et le Japon se sont rendus, les programmes de renseignements scientifiques et techniques militaires du temps de guerre

se soient poursuivis en tant que programmes d'exploitation commerciale d'après-guerre.

DEUX

Du renseignement en tant de guerre à l'exploitation d'après-guerre

Qu'ils aient servi en uniforme pendant toute la durée de la guerre ou en tant que consultants civils provenant d'organismes gouvernementaux, d'associations industrielles et commerciales, d'industries privées ou d'universités, des centaines d'experts qui avaient servi au CIOS et dans d'autres organismes de renseignement scientifique et technique en temps de guerre sont retournés à Washington et dans leurs lieux de travail aux États-Unis après la guerre pour souligner l'importance des résultats obtenus et pour promouvoir un programme de recherche et de développement industriel après la guerre. Trois jours à peine après le jour de la Victoire, un fonctionnaire inconnu du Technical Industrial Intelligence Committee (TIIC) écrivait que « l'industrie américaine, qui a fourni la plupart des enquêteurs et du personnel technique pour cet effort de 'renseignement', demande déjà des informations industrielles... obtenues par ces chercheurs ».(1)

Un bref article du *New York Times* du 16 juin 1945 rapportait que l'équipe de caoutchouc des États-Unis avait trouvé les techniques de production du caoutchouc synthétique en Allemagne « si importantes que la moitié des experts se sont précipités à Washington avec cette information ». Bien que cette nouvelle, qui était datée de Londres, indiquait que les experts étaient très attentifs aux détails - on les avertissait d'être encore plus discrets une fois l'histoire publiée - les documents actuels révèlent ce qui était en cause.(2) Selon le rapport d'une équipe, l'information en provenance d'Allemagne « s'est déjà avérée être un avantage direct et significatif pour l'utilisation du caoutchouc synthétique dans ce pays ». Le matériau allemand connu sous le nom de korésine, qui « est supérieur à tous les agents adhésifs connus jusqu'ici dans les milieux alliés », donne au caoutchouc synthétique l'adhérence qui lui manque normalement et rend inutile la fabrication d'articles nécessitant la mise en contact de plusieurs couches de caoutchouc synthétique et en les cimentant avec du caoutchouc

naturel. « Plusieurs entreprises chimiques ont déjà réussi à fabriquer de la Korésine à l'échelle d'un laboratoire... et des tirages à plus grande échelle sont maintenant en cours. » D'autres développements, poursuit le rapport, aideront les fabricants américains de caoutchouc « en améliorant l'efficacité des opérations de fabrication, ce qui se traduira par des économies de main-d'œuvre et d'équipement, en améliorant la qualité des articles en caoutchouc et en évitant d'utiliser des ciments de caoutchouc naturel, ce qui permettra de préserver notre approvisionnement vital en caoutchouc naturel ».(3)

Howland H. Sargeant, le président du TIIC en temps de guerre (l'agence qui recueillit les rapports écrits et oraux des enquêteurs à leur retour d'Europe après la guerre) témoigna devant un comité du Congrès au début de janvier 1946 que nos meilleurs hommes en Allemagne avaient découvert et rapporté le savoir-faire technique sur un procédé d'extrusion à froid utilisé par les Allemands pour produire des cloches d'obus à un taux de 20 ou 30 par minute environ, alors que les Américains produisait une cloche similaire environ toutes les trois minutes. De tels « processus se répercutent directement » sur la production en temps de paix, a fait remarquer le sergent Sargeant. Notant que les États-Unis possédaient quelque 600 ateliers d'emboutissage de tôles et plus de 2 500 ateliers de fabrication qui emboutissaient des matériaux en tôle, il a conclu que tous ces ateliers pouvaient utiliser ce procédé pour produire de manière plus économique et efficace et pour fabriquer « des pièces beaucoup plus complexes que jamais ».(4)*

Les variantes de l'histoire du caoutchouc et du thème de l'extrusion à froid pourraient être reprises pour le carburant synthétique, les avions à réaction, les fusées, l'infrarouge, la photographie aérienne, le verre optique, les microscopes électroniques, les disjoncteurs, les équipements de moulage sous pression, les souffleries, la chimie de l'acétylène, les machines textiles et les textiles, les tubes radiographiques et les produits forestiers, les céramiques, les couleurs et colorants, les magnétophones,

* Selon le secrétaire au Commerce Henry A. Wallace, "Ce processus contribue à décuplé la production et peut être utilisé pour façonner à froid dans une presse des milliers de pièces aujourd'hui fabriquées sous forme de pièces moulées, de pièces forgées ou en fonte malléable." Wallace, "A Way to Check Depressions", *The American Magazine*, 141 (juin 1946), p. 132.

les presses lourdes, les moteurs diesel, les câbles haute tension, les condensateurs radio, les insecticides, le traitement des films couleur, une emballeuse de chocolat unique, une machine à fabriquer du beurre continu, une machine à meuler précise, un procédé « soudure chaude » pour faire les faisceaux de radiateur, et autres technologies. Les souffleries trouvées en Allemagne seraient « de loin supérieures » à tout ce qui est utilisé aux États-Unis, et un modèle fonctionnel de moteur diesel bimoteur a été jugé « de loin supérieur à tout ce qui avait été produit ou prévu aux États-Unis ».(5) On pensait qu'« une ingénieuse machine allemande » pour la production de condensateurs radio était assez avancée pour « révolutionner la fabrication de condensateurs pour la radio, le radar et d'autres équipements électriques et électroniques ».(6) Des techniciens de l'industrie textile, dont l'un aurait dit « on faisait du sur-place ici », ont découvert des « textiles et fils allemands sans équivalent commercial dans ce pays » et des équipements pour filer des fils peignés « supérieurs au nôtre ».(7) Enfin, les experts du Corps des transmissions de l'armée et « de nombreux fabricants et concepteurs d'équipements électriques dans ce pays » ont jugé que les machines allemandes de coulée sous pression - que les Allemands avaient utilisées pour produire des pièces de bombes, des fusibles, des appareils radio et téléphoniques de campagne, des jumelles, des pièces de caméra et « un châssis radio complet de conception excellente » - étaient « une véritable avancée dans l'art du moulage sous pression ».(8)

Soutien de la part des secteurs privé et public

Les spécialistes qui revenaient d'Europe après leurs enquêtes scientifiques et techniques en temps de guerre ont souvent présenté des rapports à leurs associations commerciales, industrielles et professionnelles, comme l'American Chemical Society, l'American Petroleum Institute, la Society of Automotive Engineers et la Scientific Apparatus Makers of America, qui ont à leur tour recommandé officiellement aux organismes gouvernementaux des enquêtes supplémentaires et le prolongement du programme de renseignements scientifiques en temps de guerre dans la période d'après-guerre.(9) L'interaction entre les membres de la Technical Oil Mission, le Bureau of Mines et l'American Petroleum Institute en est un exemple. Ce dernier, extrêmement intéressé par ce que la Technical Oil Mission avait

trouvé en Allemagne, est allé écouter un compte-rendu à Chicago par le chef de la mission pétrolière, W. C. Schroeder, qui était à l'époque chef du Bureau des carburants synthétiques du Bureau des mines et, plus tard, professeur à l'Université du Maryland. L'institut a par la suite publié les remarques de M. Schroeder dans ses *procès-verbaux*, et il a également parrainé un dîner de travail et deux journées supplémentaires de conférences et de discussions avec les membres de la Mission technique pétrolière à New York, à l'issue desquelles les participants ont formé un comité de trois personnes chargé d'étudier précisément quelles informations supplémentaires étaient nécessaires et d'encourager la poursuite des recherches en Allemagne afin d'obtenir ces informations. Il se trouva que le membre le plus actif de ce comité était Warren F. Faragher, de la Houdry Process Corporation de Swarthmore, en Pennsylvanie, qui écrivit plus tard que l'American Petroleum Institute et le Bureau of Mines avaient aidé à organiser une nouvelle mission en Allemagne, qu'il avait entreprise en octobre 1946 et sur laquelle nous reviendrons.(10)

Un cas particulièrement intéressant est celui de l'action de l'American Chemical Society, qui a officiellement chargé son président, Bradley Dewey, de Dewey and Almy Chemical Company à Cambridge, Massachusetts, de représenter les intérêts de la société dans la collecte et la diffusion d'informations techniques allemandes. Écrivant au secrétaire au Commerce Henry A. Wallace, avec copie au secrétaire d'État James F. Byrnes, au secrétaire au Trésor John W. Snyder, au secrétaire à la Guerre Robert P. Patterson, au secrétaire à la Marine James Forrestal et à d'autres, Dewey a fait l'éloge de la bibliothèque et du service de microfilms dont disposait le Département du Commerce pour ses rapports de renseignements scientifiques et industriels en temps de guerre, seulement pour présenter des arguments en faveur d'un programme de collecte d'après-guerre plus systématique et plus complet que ce qui avait été possible en temps de guerre.

Pour illustrer la nécessité d'un tel programme, Dewey a décrit un processus de développement de produits qui, selon lui, était courant dans les domaines scientifiques et industriels : une fois achevés, les rapports de recherche sont transmis à des groupes de développement ou d'ingénierie qui collaborent avec les équipes d'exploitation pour construire des usines pilotes, préparer des organigrammes et effectuer les calculs préliminaires des coûts. Ensuite, poursuit M. Dewey, une

grande partie du travail est effectuée par des ingénieurs en mécanique, en métallurgie et en chimie qui conçoivent l'équipement, déterminent les dimensions des divers contenants, les pressions, les températures, les temps attribués aux diverses étapes, et calculent le rendement probable, la nature et les quantités des produits dérivés. Les personnes qui veulent utiliser des idées développées en Allemagne « souhaitent souvent repartir de zéro et reprendre tout le processus de développement, de pilotage, de conception et d'ingénierie », ce qui rend « impératif que nous ayons accès aux rapports de laboratoire originaux, aux données des installations pilotes, aux calculs de conception, aux calculs techniques, aux études économiques, aux dessins, etc. » Anticipant les arguments selon lesquels une telle entreprise serait excessivement coûteuse, Dewey a écrit : « La recherche est toujours coûteuse... Les résultats d'une recherche qui a été menée par quelqu'un d'autre et qui a fait ses preuves sont inestimables... La relance de notre économie et la défense nationale, simplement grâce à une ou deux des idées élaborées en Allemagne, sera bien plus payante que le coût de l'enquête dans son ensemble ».(11) Dans une lettre accompagnant la copie qu'il a envoyée au secrétaire d'État Byrnes, Dewey a noté : « Si j'étais à la tête d'une société avec assez d'argent pour vraiment me lancer... je partirais tout de suite pour l'Allemagne. » Byrnes, exprimant l'opinion dominante de l'administration Truman, a répondu que « la grande valeur des résultats prouvés de la recherche justifie la dépense nécessaire de fonds publics afin d'en assurer la disponibilité à grande échelle ».(12)

Recommandations, propositions et mesures prises par les autorités étaient très semblables à celles des chercheurs de retour au pays et des associations professionnelles, commerciales et industrielles qui ont défendu leur cause. On a déjà pris note des visions de Vannevar Bush, en temps de guerre, d'un établissement industriel américain de l'après-guerre stimulé et enrichi par le savoir-faire scientifique et technique pris aux Allemands et de la proposition de Harold Ickes d'une mission technique pétrolière pour exploiter la technologie allemande des hydrocarbures. Un soutien similaire a été apporté par les plus hautes instances du gouvernement américain. Edwin W. Pauley, conseiller du président Truman en matière de réparations, a déclaré très tôt que les États-Unis « ne peuvent pas utiliser les usines, les machines et la main-d'œuvre » comme réparations mais devraient exiger « des devises or, des actifs étrangers, des brevets, des procédés [et] un savoir-faire technique de tout type »(13), reprenant fréquemment et publiquement ce sujet

après son retour de Moscou, Berlin et Postdam, à la suite des négociations avec la Commission alliée des réparations.(14) Le sous-secrétaire d'État William L. Clayton, comparaissant devant la Commission sénatoriale des affaires militaires en juin 1945, déclara que les États-Unis et leurs alliés « ont un droit équitable sur toutes les inventions allemandes faites pendant la guerre », point de vue réaffirmé plus tard par le secrétaire d'État James F. Byrnes, qui estimait que les Nations Unies avaient droit « aux progrès scientifiques et technologiques importants réalisés en Allemagne au cours des dernières années. »(15)

Enfin, dans des lettres de sollicitation similaires adressées aux ministères de la Guerre, de la Marine et des Affaires étrangères, au Bureau des mines, au War Production Board, à l'Office of Scientific Research and Development et à d'autres, le secrétaire au Commerce Henry A. Wallace a présenté la vision d'une conversion américaine d'après-guerre à une économie en temps de paix stimulée par la création de « nouvelles méthodes, nouveaux produits et nouveaux emplois » rendue possible par la « publication des données ennemies ». Il a demandé aux différentes agences interrogées des informations sur ce qui avait déjà été accompli par leurs missions de renseignement scientifique et technique sur le terrain, sur ce qui n'avait pas été fait et devait donc encore être fait par de nouvelles missions sur le terrain, sur les priorités et sur d'autres questions, dont il a dit avoir besoin pour appliquer la directive du Président Truman sur la divulgation et la diffusion des données scientifiques et techniques obtenues en zone de libération ou ennemies.(16)

Les directives de Truman

Anticipant le passage de la guerre à la paix avant même la capitulation du Japon, le président Harry S. Truman a publié le 8 juin 1945 le décret exécutif 9568, autorisant le directeur de la mobilisation et de la reconversion en temps de guerre (Fred M. Vinson) à examiner, en vue de leur éventuelle divulgation publique, toute information scientifique et technique classifiée qui « a été ou pourra être élaborée par, ou pour, ou avec les fonds de tout ministère ou organisme du gouvernement ». Pour mettre en œuvre l'ordonnance, le président a créé un conseil interministériel des publications composé du procureur général et des

secrétaires à l'intérieur, à l'agriculture, au commerce et au travail, sous la présidence de Fred M. Vinson. Ce dernier a nommé un Comité pour la diffusion de l'information scientifique (CORSI) chargé d'examiner les documents à diffuser⁽¹⁷⁾, mais le plus important ici sont les efforts de Vinson pour obtenir la publication des rapports du CIOS aux entreprises et à l'industrie américaines.

Dans une lettre adressée au secrétaire des chefs d'état-major interarmées (JCS) le 14 mai 1945, dans laquelle il notait que le Département d'État s'intéressait également à la question, M. Vinson a demandé l'élaboration d'une politique de diffusion des renseignements industriels obtenus dans les zones ennemies et libérées. Il a suggéré que ces renseignements soient mis gratuitement et généralement à la disposition des entreprises et de l'industrie américaines, « sous réserve de considérations de sécurité militaire ». Vinson poursuit en disant que les équipes de renseignement soumettent actuellement leurs rapports au CIOS à Londres et que le CIOS les distribue aux services de renseignement britanniques et américains, normalement sous des classifications « secrètes » ou « confidentielles ». « Dans ces circonstances, ils ne seront d'aucune utilité pour l'industrie. »⁽¹⁸⁾ Le 8 juin, le JCS a répondu qu'il avait pris des mesures pour que les rapports du CIOS portent la classification de sécurité la plus basse possible, mais qu'il était préoccupé par la sécurité militaire et par d'éventuelles violations des droits de propriété et de brevet, pour lesquelles le JCS n'avait pas compétence.⁽¹⁹⁾ Non satisfait de cela, Vinson a dû revenir vers Truman, qui a rapidement modifié et élargi son ordre antérieur sur l'examen, la déclassification et la divulgation des renseignements scientifiques et techniques.

Les documents disponibles, qui montrent que la proposition de Vinson a fait l'objet de consultations au département d'État, au War Production Board et dans d'autres organismes, ne montrent toutefois pas précisément comment la Maison Blanche a été saisie de la question.⁽²⁰⁾ Quoi qu'il en soit, le 25 août 1945, Truman publia le décret 9604, qui prévoyait « la publication et la diffusion de certaines informations scientifiques et industrielles obtenues de l'ennemi *jusqu'ici ou ultérieurement* ». L'ordonnance définit l'« information scientifique et industrielle ennemie » comme comprenant « toute information concernant les procédés, inventions, méthodes, dispositifs, améliorations et progrès scientifiques, industriels et technologiques obtenus *jusqu'ici ou ultérieurement* par tout ministère ou organisme du présent

gouvernement dans les pays ennemis, quelle que soit son origine, ou dans les zones libérées, si cette information est d'origine ennemie ou a été acquise ou confisquée par l'ennemi ».(21)

Les ministères du Commerce et de la Guerre et le Conseil des publications

Le ministère de la Guerre et le Département du Commerce, inspirés par les rapports et les recommandations des enquêteurs en temps de guerre, encouragés par l'appui des secteurs public et privé et armés de l'autorité présidentielle pour continuer à recueillir des renseignements scientifiques et industriels ennemis, ont collaboré pour établir un programme d'exploitation commerciale après-guerre.

Le secrétaire du Commerce, Henry A. Wallace, vice-président du Conseil des publications et responsable fonctionnel de ses opérations, a délégué ces fonctions au Bureau de la déclassification et des services techniques du Département du Commerce (devenu plus tard le Bureau des services techniques), dirigé par John C. Green, diplômé de la Naval Academy et de la Georgetown Law School, qui avait auparavant travaillé au Bureau des brevets des États-Unis, au National Inventors Council, et en liaison avec l'Armée, la Marine et le Bureau of Scientific Research and Development durant la guerre.(22) En tant que représentant du Département du Commerce au conseil consultatif de la Joint Intelligence Objectives Agency, Green s'est opposé à toutes les premières suggestions visant à faire cesser ou à éliminer progressivement la collecte de renseignements techniques industriels en Allemagne, faisant valoir à un moment donné que « l'on pourrait considérer comme certain que l'industrie américaine *ferait* des demandes nouvelles et détaillées au gouvernement en matière de renseignements techniques industriels » ».(23) En fait, Green s'est avéré, au fil du temps, l'un des champions les plus infatigables et les plus acharnés d'un programme de « collecte et de diffusion scientifiques » d'après-guerre, soutenant fréquemment, comme il l'a fait lors des audiences du Congrès au début de 1946, que « ce sont des réparations intellectuelles et les seules réparations solides et permanentes que nous allons obtenir de cette guerre ».(24)

Ne se contentant pas du seul transfert de technologie, Green voulait faire venir de façon permanente aux États-Unis des scientifiques allemands

d'exception « pour enrichir nos talents scientifiques »(25), et c'est lui qui a rédigé la proposition en ce sens que le Secrétaire du Commerce Wallace a adressée au Président Truman le 4 décembre 1945, proposition sur laquelle nous allons revenir bientôt.

Bien que les forces armées aient souhaité être déchargées de la responsabilité de « l'exploitation commerciale » et que le conseiller scientifique du secrétaire à la Guerre, Edward L. Bowles, et d'autres s'attendaient à ce que les « opérations de collecte de renseignements » diminuent(26), le ministère de la Guerre a néanmoins contribué de deux façons importantes au programme de l'exploitation commerciale après-guerre. Il a fourni des conseils et de l'aide en matière d'organisation pour le lancement du programme et a fourni du personnel, des installations, du transport et d'autres services de soutien logistique pour le programme tout au long de son existence.

Le 5 septembre 1945, à la suite du décret 9604 du président Truman, les chefs d'état-major interarmées ont fait savoir au général Eisenhower qu'ils voulaient que son personnel fournisse toute l'assistance nécessaire aux missions européennes parrainées par le Technical Industrial Intelligence Committee (TIIC) des États-Unis. Anticipant de toute évidence une opération d'envergure, le JCS a estimé les besoins du TIIC en bureaux meublés à Francfort, Wiesbaden, Kassel, Heidelberg ou Höchst, soixante jeeps, vingt-cinq véhicules porteurs, vingt voitures de commandement, dix camions de deux tonnes et demi, dix avions de C-47, dix unités de microfilmage, dix photocopieuses, trois machines Ditto, cinq unités hectographiques, cinquante traducteurs techniques, cinquante sténographes, les chauffeurs des véhicules, le personnel navigant pour les avions, les mess appropriés et autres équipements et fournitures. Eisenhower a répondu en donnant l'assurance que l'opération européenne fonctionnait efficacement et a indiqué comment les estimations du JCS pourraient être modifiées sans diminuer cette efficacité.(27)

Les conseils et l'aide du ministère de la Guerre en matière d'organisation s'est conclue par une grande conférence sur les documents allemands, dont le but était de discuter des détails et des procédures pour l'acquisition d'informations techniques allemandes de nature industrielle, comme l'autorisait le décret exécutif 9604 de Truman.(28) Organisée au quartier général des forces des États-Unis, Théâtre européen (USFET), à Francfort, du 22 au 25 octobre 1945, la conférence réunissait des

représentants du ministère de la Guerre, de l'USFET, des armées américaines en Europe, de l'Office of Military Government for Germany, de la Field Information Agency, Technical, des forces américaines en Autriche, des forces navales des États-Unis en Europe et autres. Elle a produit un rapport de soixante pages sur la mise en œuvre dans le domaine du programme du Conseil des publications pour l'exploitation civile, que John C. Green et d'autres fonctionnaires du Département du Commerce préparaient à Washington.(29)

À la fin de l'été et à l'automne 1945, les divers organismes intéressés à Washington et en Europe ont conclu des accords et des ententes qui fixaient la responsabilité principale de l'application du décret exécutif 9604 de Truman à deux organismes, l'un à Washington et l'autre en Allemagne. À Washington, ce serait le Département du Commerce, où la responsabilité fonctionnelle serait déléguée au Bureau des services techniques (OTS), dirigé par John C. Green. En Europe, ce serait le Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne, où la responsabilité fonctionnelle serait déléguée à la Field Information Agency, Technical (FIAT), dirigée par le colonel Ralph M. Osborne, qui avait servi en temps de guerre comme directeur de la Division de la recherche et du développement des forces armées.(30) À Washington, l'OTS - par l'intermédiaire de ses diverses divisions et conseils consultatifs d'intelligence industrielle technique - recruterait du personnel techniquement qualifié, l'enverrait en Europe pour « trier, sélectionner, indexer et microfilmer des documents utiles pour la science et l'industrie », recevrait leurs rapports, puis mettrait les résultats à la disposition du public par l'intermédiaire du Bureau de publication. En Europe, la FIAT fournirait les cantonnements, l'espace de travail, l'équipement de bureau, les fournitures, les installations de communication et le transport - y compris le transport aérien - nécessaires au personnel de l'OTS. En outre, elle s'assurait du personnel allemand adéquat et qualifié pour l'ensemble de l'opération, prendrait toute autre mesure de mise en œuvre nécessaire à l'accomplissement de la mission OTS,(31) et gèrerait une bibliothèque. Elle a finalement créé la bibliothèque en s'appropriant environ 30 000 volumes des bibliothèques de I. G. Farben, Höchst et de l'Institut de physique de l'Université de Iéna. La collection de l'Institut de Iéna avait été emportée par les Américains lors de leur retrait de la zone russe à l'été 1945.(32) Le fonctionnement du système fait l'objet de chapitres ultérieurs.

Planification rapide du transfert du personnel

Les experts qui avaient participé aux programmes de renseignement scientifique et industriel en temps de guerre et nombre de ceux qui s'étaient familiarisés avec leurs réalisations étaient désireux de faire venir aux États-Unis des Allemands sélectionnés. En fait, ceux qui ont recommandé des transferts de technologie ont aussi souvent recommandé des transferts de personnel pour faciliter le transfert de technologie. Dès le 4 juin 1945, David Sarnoff, président de Radio Corporation of America, écrit à la Maison-Blanche : « Il est non seulement important que nous obtenions leurs informations scientifiques, mais aussi que nous mettions la main sur leurs scientifiques. Si nous ne les trouvons pas et ne les emmenons pas dans un endroit, par exemple de ce côté-ci de la mer, où ils pourront poursuivre leurs expériences scientifiques sous notre direction et notre contrôle, nos amis russes pourraient le faire en premier et dans ce cas, ils pourraient acquérir des connaissances et des avantages que je voudrais pour notre propre pays ».(33) Un compte-rendu de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) du 25 octobre 1945 indique que l'agence avait les noms de plus d'une centaine de scientifiques et techniciens allemands que les enquêteurs de retour voulaient faire venir aux États-Unis.(34) Des experts tels que John R. Townsend, de Bell Telephone Laboratories ; Richard H. Ranger, de Rangertone ; R. H. McCarthy, de Western Electric ; J. D. Hanawalt, de Dow Chemical ; Otto Jensen, d'ITIE Circuit Breaker Company ; G. E. Guellich, de l'American Optical Company ; et beaucoup d'autres sont revenus à Washington en indiquant les noms des personnes qui devaient être ramenées aux États-Unis pour le plus grand bien des industries et du commerce américains. De nombreux experts, dont certains en ont apporté les preuves, ont exprimé la crainte que les Britanniques, les Français ou les Russes ne s'en prennent d'abord à ces personnes.(35)

Sur la base des rapports et des recommandations des chercheurs de retour de mission, John C. Green a rédigé une proposition pour l'importation de scientifiques allemands au profit de l'industrie et du commerce américains, en utilisant comme levier une demande de l'American Chemical Society pour l'évacuation de Julius W. Reppe, le chimiste de I. G. Farben reconnu pour ses progrès en chimie acétylène.(36) Comme nous le verrons, le secrétaire au Commerce Wallace envoya la proposition de Green au président Truman le 4

décembre 1945. En octobre, les représentants du Département du Commerce en Europe avaient demandé une « décision rapide » sur « l'établissement d'une politique américaine », notant que « nos Alliés » attiraient les scientifiques allemands avec des offres de salaires substantiels et d'autres avantages, que l'armée et la marine américaines évacuaient les gens pour leurs propres besoins, mais que « nous n'avons pas connaissance d'un plan soutenu par l'industrie ». Comme la recherche et la production industrielle de l'Allemagne dans des domaines tels que l'aéronautique et la chimie seraient limitées à l'avenir, la demande s'est poursuivie, si « les scientifiques allemands de premier plan ne sont pas évacués, leur talent sera gaspillé.... D'autre part, s'ils sont tous évacués par nos Alliés, la position relative de nos recherches scientifiques par rapport à celle d'autres pays sera compromise. »(37)

« Nos Alliés » évacuaient en effet des scientifiques et des techniciens allemands. Les Britanniques, qui avaient clairement fait part en juin 1945 de leur intention de ne pas renvoyer les personnes qu'ils prévoyaient d'évacuer pour les interroger et les exploiter à des fins militaires, étaient en train de rassembler des experts en fusées pour l'opération « Backfire », une démonstration de lancements de V-2.(38) Des officiers de renseignement français recrutèrent secrètement des scientifiques allemands parmi ceux que l'Armée américaine avait évacués de la Zone russe et confinés dans la ville de Heidenheim, et parmi ceux qui étaient détenus par les forces aériennes de l'armée américaine à l'hôtel Wittelsbacher Hof, Bad Kissingen.(39)* Dans un cas, ils ont détourné douze spécialistes qui avaient déjà été sélectionnés et autorisés à être évacués vers les États-Unis et que l'Armée de l'air américaine employait temporairement chez Bayrische Motor Werke (BMW) à Munich pendant que les détails du voyage et du contrat étaient mis au point.(40) Des sources privées allemandes montrent que, dans un autre cas, les Français ont emmené des experts à Paris pour des interrogatoires militaires, qui ont été suivis d'une série de discussions et de réunions avec divers représentants de l'industrie, dont certains ont

* Morton M. Hunt a écrit : "Une nuit, en fait, deux officiers de renseignement français se sont faufilés dans le Wittelsbacher Hof, où nous avions logé nos scientifiques et leurs familles, et ont fait le tour des salles, offrant aux Allemands de meilleures conditions que les nôtres à faire leurs bagages et venir en zone française, puis en France". Hunt, "The Nazis Who Live Next Door", The Nation, 23 juillet 1949, p. 82.

clairement indiqué leur intention de construire une installation pour la production du noir de carbone (*Aktivrußanlage*) qui les libèrerait de leur dépendance aux importations du noir de carbone américain.(41)

Et puis, il y a les Russes, dont les activités font l'objet de nombreux rapports, en plus des observations publiées de la délégation américaine à la Conférence de Potsdam. Un rapport particulièrement révélateur a été préparé par le lieutenant de la Marine Karl Olsen, qui était rattaché au bureau technique de l'Agence d'information sur le terrain (FIAT) à Berlin, où il a parfois travaillé en étroite collaboration avec le Dr Roger Adams, Conseiller scientifique et technique du Général Lucius D. Clay. Adams, le célèbre chimiste de l'Université de l'Illinois, décrit Olsen comme « exceptionnellement travailleur, intelligent et diplomate » et comme une « aide indispensable dans la collecte des informations et des rapports ».(42) Le lieutenant Olsen a nommé neuf éminents scientifiques allemands, dont le professeur Gustav Hertz, lauréat du prix Nobel et ancien directeur de recherche de Siemens et Halske, qui avait récemment quitté l'Allemagne pour l'Union soviétique. Selon les informateurs du lieutenant Olsen, les Russes offraient des conditions de travail et de vie satisfaisantes, des rations alimentaires généreuses et des salaires élevés, mais plus important encore pour le professeur Hertz, et peut-être aussi pour d'autres, ils offraient aux Allemands la possibilité de poursuivre leurs recherches dans leur domaine de spécialisation.(43)

La proposition Green-Wallace du 4 décembre 1945

Comme mentionné, le secrétaire du Commerce Wallace a envoyé la proposition de John C. Green pour l'importation de scientifiques allemands au président Truman. Dans sa lettre du 4 décembre 1945, qui était essentiellement la même que l'ébauche précédente de Green, Wallace déclarait : « Le transfert d'éminents scientifiques allemands dans ce pays pour le progrès de notre science et de notre industrie semble sage et logique. Il est bien connu qu'il y a actuellement, sous le contrôle des États-Unis, d'éminents scientifiques dont les contributions, ajoutées aux nôtres, feraient reculer les frontières du savoir scientifique dans l'intérêt national ». Selon la proposition, la Russie et la Grande-Bretagne avaient déjà transporté de nombreux scientifiques de haut niveau, dont trois lauréats du prix Nobel, et il y avait des preuves que les déplacements de ces personnes de la Zone américaine vers d'autres

zones avaient augmenté de façon marquée ces dernières semaines. « Il est [donc] évident qu'un grand nombre de scientifiques allemands exceptionnels ne seront plus disponibles à moins qu'une décision ne soit prise rapidement pour permettre leur importation dans ce pays... Seuls les scientifiques dont la compétence est prouvée et qui ont une valeur positive pour la science et l'industrie américaines [devraient] être sélectionnés. » Parmi ces derniers se trouvaient le Dr Julius W. Reppe, le Dr Georg Joos, l'éminent physicien et expert en optique qui avait enseigné à Iéna et Gottingen avant de rejoindre la Zeiss Optical Company, et le Dr Otto Hahn, ancien directeur du Kaiser Wilhelm Institut für Chemie qui venait de recevoir le prix Nobel pour sa découverte de la fission de l'uranium en 1938. Si le Président acceptait l'importation d'une cinquantaine de personnes exceptionnelles, les détails pratiques concernant l'immigration et d'autres questions pourraient être réglés par le Conseil des publications en collaboration avec les départements d'État et du travail. Quoi qu'il en soit, ils « doivent être amenés ici de plein gré dans le cadre d'un plan honorable et équitable pour leur disposition » afin de s'assurer « que leurs connaissances et les résultats de leurs recherches dans ce pays soient pleinement et librement accessibles à tous.... Un programme positif dans le sens décrit, » conclut la proposition, « est essentiellement une 'réparation intellectuelle' et pourrait bien être l'atout national le plus pratique et le plus durable que nous puissions obtenir d'une nation allemande prostrée ».(44)

La proposition cadre Green-Wallace a traîné à la Maison-Blanche jusqu'au 18 janvier 1946, date à laquelle Wallace a écrit à Matthew J. Connelly, secrétaire du président, pour lui dire qu'il n'avait reçu aucune réponse et que la question était cruciale. Entre-temps, Truman avait reçu du sénateur Kenneth D. McKellar, du Tennessee, une lettre que McKellar avait reçue de la Tennessee Eastman Corporation, se plaignant que, bien que les enquêtes techniques et scientifiques se poursuivent en Europe et que l'armée et la marine aient déjà amené une cinquantaine de personnes aux États-Unis à des fins militaires, elles ne les avaient pas rendues accessibles à l'industrie en général. L'industrie, affirmait la lettre de Tennessee Eastman, était maintenant intéressée à faire venir « le plus tôt possible le personnel scientifique et technique de l'industrie allemande pour avoir la chance de profiter de leur formation, expérience et savoir ».(45) Truman a répondu au sénateur McKellar que des efforts étaient en cours pour faire venir des scientifiques et des industriels dans

ce pays, mais « je ne sais pas dans quelle mesure cela a progressé, car cela n'a pas été porté à mon attention ».

Au même moment, Truman envoya des copies de la correspondance à Vannevar Bush, qui répondit que l'information technique industrielle devait être collectée en Allemagne et amenée ici pour diffusion sans avoir besoin de recruter du personnel supplémentaire. Bush s'interrogeait sur le bien-fondé d'une politique, apparemment voulue par la Tennessee Eastman Corporation, selon laquelle les scientifiques allemands pourraient immigrer et accepter un emploi. Ceux qui étaient dignes de confiance et dénazifiés devraient rester dans leur pays d'origine pour aider à construire un avenir pacifique et non agressif en Allemagne, a conclu M. Bush, ajoutant que ce n'était pas une bonne idée d'amener des scientifiques allemands ici pour surmonter les pénuries causées par la poursuite du système du service sélectif. Les États-Unis, a-t-il dit, devaient libérer leurs propres techniciens au lieu de les remplacer par des Allemands. « J'ai lu votre lettre... au sujet des scientifiques allemands, avec beaucoup d'intérêt, » répondit Truman ; « J'étais moralement certain que nos garçons ne voudraient pas de compétition. » Une note manuscrite sur la lettre de Wallace à Matthew J. Connelly stipule : « Traité par téléphone [et] classé 23/1/46, »(46) mais la question n'allait pas en rester là, comme le chapitre suivant le montrera.

PARTIE II

Les programmes d'après-guerre

TROIS

Projet Paperclip

Le Projet Paperclip, qui prévoyait l'exploitation militaire et commerciale de scientifiques et de techniciens allemands aux États-Unis après la guerre, est né d'une opération militaire très secrète en temps de guerre appelée Projet Overcast. Adopté par les chefs d'état-major interarmées (Joint Chiefs of Staff - JCS) en juillet 1945, le Projet Overcast visait à amener aux États-Unis environ 350 scientifiques et ingénieurs spécialistes des fusées - parmi lesquels Werner von Braun est le plus connu - « pour accroître notre capacité de guerre contre le Japon et aider nos recherches militaires d'après-guerre ».(1) Parce qu'il avait été conçu comme une opération militaire en temps de guerre et mis en œuvre en tant que tel à l'été et à l'automne 1945, le Projet Overcast ne prévoyait pas le type d'exploitation industrielle et commerciale d'après-guerre recherché par les enquêteurs de retour et les autres personnes mentionnées dans le chapitre précédent. La proposition politique Green/Wallace du 4 décembre 1945, pour le « transfert de scientifiques allemands exceptionnels dans ce pays pour faire avancer notre science et notre industrie »(2), était en fait une tentative - quoique infructueuse - dans le but de créer un programme de cette exploitation par décret présidentiel.

Il est toutefois intéressant de noter que ce que Truman avait refusé d'approuver lorsque cela lui fut présenté comme un programme d'exploitation industrielle et commerciale d'après-guerre, il l'approuva plus tard sous le nom de Projet Paperclip, un programme qui prévoyait une telle exploitation mais qui proposait aussi de refuser les scientifiques et techniciens allemands aux autres nations dans l'intérêt national. Comme le déni était la principale nouveauté, on pourrait penser que la guerre froide qui s'annonçait avec l'Union soviétique était l'élément le plus important dans la décision de Truman. Mais le Projet Paperclip ne se concentrait pas uniquement sur les Russes. Le plan a été élaboré en grande partie par des fonctionnaires des services de renseignement qui étaient hantés par le spectre des spécialistes et

techniciens allemands travaillant non seulement en Russie, mais aussi en France, en Espagne, en Égypte, en Argentine et ailleurs, comme d'autres Allemands l'avaient fait après la Première Guerre mondiale. Mais l'accent mis sur le déni est également né d'importantes considérations nationales et bureaucratiques. Par exemple, c'était apparemment le seul argument en faveur de l'arrivée d'Allemands aux États-Unis qui a fait impression au département d'État. En outre, l'accent mis sur la nécessité de nier promettait de prévaloir sur les intérêts apparemment égoïstes des scientifiques et techniciens américains qui s'opposaient à l'importation de leurs collègues allemands. Enfin, le Projet Paperclip a concilié l'intérêt national avec les souhaits et les plans de tous les Américains des milieux industriels, scientifiques et commerciaux qui voulaient utiliser les experts allemands et le savoir-faire allemand pour en tirer un avantage et un gain privés.(3)*

La route tortueuse du Projet Paperclip

Peu après la fin de la guerre en Europe, le quartier général du général Eisenhower (SHAEP) envoya un télégramme à Washington afin d'obtenir des directives sur le contrôle de la recherche scientifique et technologique allemande et des conseils sur la disposition des scientifiques et techniciens allemands qui n'étaient plus nécessaires pour l'exploitation du renseignement militaire.(4) Répondant « de toute urgence », le ministère de la Guerre a créé un comité d'étude, dont les travaux ont été compliqués en juin par les objections du Département d'État et du Trésor à l'importation, même temporaire à court terme, de scientifiques et de techniciens allemands pour aider à la guerre contre le Japon (Projet Overcast), puis retardés en juillet et août, tandis que des responsables clés, notamment John Hildring, directeur des affaires civiles du département de la Guerre et William Clayton, Sous-Secrétaire d'État aux affaires économiques, assistèrent à la Conférence de Potsdam

* En fin de compte, le déni dans l'intérêt national est finalement le fondement de l'engagement de personnes dont les affiliations nazies les auraient autrement exclues en vertu des lois régulières sur l'immigration et autres politiques des É. U. Mais il n'y a aucune preuve officielle que le désir de contourner ces lois et politiques ait été un facteur dans la création du programme, malgré la thèse récemment soutenue par Tom Bower selon laquelle le Projet Paperclip était en fait une "chasse aux scientifiques nazis" (voir ci-dessus, chapitre 2, note 43).

et consultèrent le Groupe de Contrôle américain à Berlin, en Allemagne.(5)

Mais avant que Hilldring et Clayton ne reviennent, l'affaire a connu un tournant, et ce, pour deux raisons. Premièrement, la capitulation du Japon a éliminé la principale raison pour laquelle le Département d'État a approuvé avec hésitation et réticence le Projet Overcast (que les fonctionnaires du Département d'État ont décrit au plan interne comme le plan visant à faire venir aux États-Unis du personnel allemand « de façon extra-légale sous les auspices du Ministère de la guerre pour aider à exploiter une technologie allemande à caractère strictement militaire »). Deuxièmement, en l'absence d'une politique claire sur l'exploitation future des scientifiques allemands aux États-Unis, les Américains étaient désavantagés dans les négociations en cours avec les Britanniques - qui avaient une politique établie sur l'utilisation des Allemands en Grande-Bretagne - sur l'attribution des échantillons, des documents, des armes secrètes et du personnel nécessaire pour faciliter leur utilisation.(6) Le 13 septembre 1945, après trois semaines d'étude par des agences de renseignement de niveau inférieur, les chefs d'état-major interarmées (JCS) adoptèrent une procédure provisoire pour l'acquisition et l'exploitation rapides de scientifiques allemands aux États-Unis et demandèrent au Comité de coordination État-Marine (SWNCC) de l'approuver comme « opportunité temporaire » et de développer « des politiques et procédures gouvernementales à long terme sur ce sujet ».(7)

Malgré les arguments du JCS selon lesquels les scientifiques et les techniciens allemands possédaient des connaissances d'une grande valeur pour les États-Unis, tant à des fins militaires que civiles, que certains organismes gouvernementaux « souhaitaient de toute urgence » les exploiter et que si rien n'était fait rapidement, les Allemands les plus convoités disparaîtraient, et leurs connaissances spécialisées seraient perdues pour les États-Unis, le SWNCC ne se laisserait pas emporter par la ruée vers les États-Unis. Il désapprouvait la procédure provisoire du JCS par manque de détails, mais acceptait de « procéder à la formulation de politiques et procédures à long terme », qu'il a finalement achevée plus de cinq mois plus tard, le 4 mars 1946.(8) Entre-temps, comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, John C. Green et le secrétaire au Commerce Henry A. Wallace ont tenté

en vain de lancer un programme en faisant appel directement au président Truman.

Les problèmes et les pressions auxquels se heurtait le SWNCC dans l'élaboration d'une politique à long terme rempliraient un livre. Les ministères de la Guerre et de la Marine voulaient poursuivre le Projet Overcast sous une forme modifiée, mais se plaignaient que les accords existants avec le Département d'État « ne permettaient pas aux représentants de l'industrie de visiter et d'interroger » les Allemands qui étaient déjà dans le pays.(9) Au département d'État, où il y avait des désaccords internes importants(10), des gens se sont opposés à l'arrivée d'Allemands aux États-Unis, alors que ces derniers faisaient pression sur les Latino-Américains pour qu'ils rassemblent et expulsent des hommes d'affaires allemands et autres de leur propre pays. L'État était, à son tour, « contraint » par l'armée de faire rapidement quelque chose parce que « les Russes diffusent maintenant des invitations aux scientifiques allemands, avec des promesses de traitement spécial plutôt intéressantes ».(11) John C. Green, directeur du Bureau des services techniques du Département du Commerce, a fait valoir - tout comme le secrétaire à la Guerre Patterson et le secrétaire de la Marine Forrestal par écrit au secrétaire d'État Byrnes - que le programme de collecte et de diffusion du savoir-faire allemand du Bureau des publications ne représentait que l'un des éléments du grand programme de réparation intellectuelle qui devait prévoir la prise en charge par ce dernier des scientifiques allemands, certains à interroger, exploiter et renvoyer, les autres « pour acquisition permanente ». (12) Des rapports en provenance d'Europe ont fait état de scientifiques américains qui avaient « cherché à empêcher l'expulsion de scientifiques allemands et de techniciens hautement qualifiés vers les États-Unis » par crainte que les Allemands ne « mettent en péril leur propre statut professionnel », et nous avons vu que la réponse de Vannevar Bush à une enquête du sénateur McKellar et de la Tennessee Eastman Corporation a amené le président Truman à exprimer une conclusion similaire au sujet de « nos garçons » aux États-Unis.(13) D'autres rapports en provenance d'Europe ont averti que les futures restrictions imposées à la recherche et à la production allemandes dans l'intérêt de la démilitarisation inciteraient les spécialistes allemands à chercher des débouchés ailleurs ; certains de ces rapports décrivaient en détail les envois russes de scientifiques, d'équipement et de familles dans ce qui semblait être une « migration permanente ».(14) D'autres rapports encore en provenance d'Europe

décrivaient des efforts intenses et secrets de recrutement français, l'un d'eux faisant référence à un incident au cours duquel un officier de liaison français avait été pris à Kochel, près de Munich, en pleine nuit en train de faire monter 11 experts en soufflerie avec leurs familles dans des camions pour les amener en France dans la zone d'occupation.(15) Aussi importantes que toutes ces pressions aient pu être pour les délibérations du SWNCC, la nouvelle qui a apparemment le plus contribué à transformer les délibérations et les désaccords en une décision est venue des Britanniques, qui ont une fois de plus fait avancer les Américains. Le 23 janvier 1946, les chefs d'état-major britanniques informèrent leurs homologues américains que le gouvernement britannique avait décidé d'exploiter les scientifiques et les techniciens allemands pour l'industrie civile au Royaume-Uni, en utilisant essentiellement les mêmes procédures que celles qui avaient été convenues précédemment par les deux nations pour les faire venir aux fins d'exploitation militaire, sauf « que les résultats obtenus par ces scientifiques pour l'industrie civile ne [devaient] être échangés ». Les chefs britanniques ont dit qu'ils préparaient des listes de personnes qu'ils voulaient et qu'ils comprenaient que les Américains faisaient de même. Quoi qu'il en soit, ils ont demandé aux Américains de bloquer toutes les personnes qui pourraient être visées par un tel programme et ils ont conclu par cette déclaration inquiétante :

Si le gouvernement des États-Unis ne souhaite pas exploiter les scientifiques et les techniciens allemands à des fins civiles, nous serions heureux de pouvoir en être informés dans un délai raisonnable (disons le 1er mars) afin que le gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni puisse aller de l'avant unilatéralement.(16)

Après que les Britanniques eurent menacé de procéder unilatéralement, le SWNCC s'orienta directement vers une décision politique, qui devint le SWNCC 257/5, en date du 4 mars 1946.* Une semaine après avoir reçu la note des chefs britanniques, le SWNCC « a chargé son sous-comité pour l'Europe de préparer d'urgence un document sur l'exploitation des scientifiques et des techniciens allemands et de

* Le 8 mars 1946, la Chambre de commerce britannique a publié l'information selon laquelle 200 scientifiques et techniciens allemands - tous volontaires - ont été amenés en Grande-Bretagne au profit de l'industrie britannique. Voir *New York Times*, 9 mars 1946, p. 6, col. 8.

collaborer avec le Joint Intelligence Committee » à sa préparation.(17) Terminé en moins d'un mois, le document du sous-comité déclarait, dans des phrases identiques ou remarquablement similaires à celles de la proposition Green/Wallace du 4 décembre à Truman, qu'il y avait des spécialistes en Allemagne et en Autriche qui possédaient « des connaissances de grande valeur pour les États-Unis, tant à des fins militaires que civiles », que « leur contribution, si elle était ajoutée à la nôtre, ferait progresser les connaissances scientifiques pour le bien national » et que « les ministères gouvernementaux comme les organisations indépendantes souhaitent les exploiter aux États-Unis dans des délais raisonnables ». Que les États-Unis décident ou non d'exploiter les spécialistes allemands « à des fins civiles », poursuit le journal, « la Grande-Bretagne, la France et l'URSS le feront unilatéralement ». Les Britanniques envisagent d'aller de l'avant sans échanger avec nous « les résultats obtenus », comme ils l'ont fait pour l'exploitation militaire. Les Russes « mènent déjà une politique agressive d'exploitation à long terme de ces spécialistes » et les Français « offrent des contrats lucratifs à des spécialistes sélectionnés ». À moins que les États-Unis n'agissent rapidement, concluait le document du Sous-comité pour l'Europe du SWNCC, « le personnel souhaité se sera dispersé ou aura disparu et leur savoir-faire sera perdu pour les États-Unis ».(18)

Le programme de non-admissibilité et le Projet Paperclip

Pendant ce temps, les secrétaires d'État, à la Guerre et à la Marine (Byrnes, Patterson et Forrestal), réunis en Comité des Trois le 13 février 1946 pour examiner un document préparé par le Comité mixte du renseignement pour le SWNCC, avaient déjà convenu de refuser à d'autres nations la demande de certains spécialistes allemands émérites et, comme l'a dit le Secrétaire d'État Byrnes, attirer « un certain nombre de scientifiques allemands qui pourraient nous être utiles et qui seraient autrement exploités par d'autres pays ».(19) Moins d'une semaine plus tard, les chefs d'état-major interarmées ont donné des instructions appropriées à l'Europe, en chargeant le général commandant de l'USFET d'empêcher le « départ des scientifiques et des techniciens importants allemands » de la Zone américaine, de ne plus permettre à la France et à la Russie d'interroger ces personnes et de soumettre « de toute urgence » une liste de quelque 1 000 scientifiques et techniciens allemands importants, indiquant dans chaque cas leur compétence technique, leurs

réalisations, la taille et la composition de leurs familles.(20) En réponse à une demande d'éclaircissements de la part de l'USFET sur ce qui faisait d'un scientifique et technicien allemand un scientifique et un technicien important dans le cas d'un refus, le JCS a précisé que non seulement ceux d'importance militaire réelle ou potentielle, mais également ceux « qui ont une importance et une aptitude remarquables dans un domaine donné » et ceux « dont la faculté... de transférer... leurs compétences scientifiques et techniques dans un autre domaine » étaient concernés.(21)

Le document directif 257/5 du SWNCC, du 4 mars 1946, qui a été mis en œuvre par la suite sous le nom de Projet Paperclip, combinait le programme de non-admissibilité avec un programme d'exploitation militaire et civile en prévoyant l'entrée aux États-Unis de scientifiques et techniciens allemands et autrichiens de renom en vertu des lois d'immigration, soit dans « l'intérêt national » ou pour des raisons de « sécurité nationale ».(22) Les autorités militaires et les ministères gouvernementaux, qui étaient autorisés à parrainer les demandes des employeurs privés et des établissements d'enseignement ou de recherche sans but lucratif par l'intermédiaire du Département du commerce, devaient soumettre les noms des personnes qu'ils voulaient aux chefs d'état-major interarmées (JCS) et au Département du commerce, respectivement. Le JCS - fonctionnant finalement par l'intermédiaire de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA), qu'ils ont réorganisée à cette fin - et le Département du Commerce - fonctionnant par l'intermédiaire du Bureau des services techniques (OTS) - devaient rejeter les Nazis et autres personnes indésirables, certifiant respectivement que « sécurité nationale » ou « intérêt national » étaient en cause dans chaque affaire, puis soumettre ces noms au ministère des Affaires étrangères pour traitement par les fonctionnaires consulaires. Enfin, le ministère de la Guerre transmettrait les noms aux autorités d'occupation en Europe pour le recrutement, le traitement et le transport vers les États-Unis. La façon précise dont les 160 personnes du Projet Overcast qui se trouvaient déjà dans le pays pour travailler sur des « fusées, des bombes à fragmentation, des avions à réaction et des instruments de recherche aérodynamique » seraient traitées rétroactivement a été laissée à l'appréciation future.(23)

Un projet de communiqué de presse du 11 mars 1946, préparé par la JIOA et approuvé officieusement par le Département du Commerce,

montre clairement comment le Projet Paperclip s'inscrit dans le programme plus large d'exploitation scientifique et technique de l'Allemagne d'après-guerre. Selon le projet, les États-Unis prévoyaient d'utiliser « des méthodes d'aspiration pour acquérir toutes les informations techniques et scientifiques dont disposent les Allemands ». Selon le projet de communiqué, plusieurs centaines de techniciens et de scientifiques américains hautement qualifiés, qui avaient marché « dans les pas de nos armées conquérantes » en Europe, avaient déjà interrogé le personnel allemand et examiné les dossiers, documents, équipements et plans de fabrication. « Des mesures sont maintenant prises pour étendre cette exploitation » de deux manières, d'une part en poursuivant les recherches sur les machines, outils, équipements et matériaux industriels en Allemagne, et d'autre part, « en amenant les meilleurs scientifiques et techniciens allemands dans ce pays » pour aider au « développement de nouveaux types d'armes » et les utiliser à des « fins civiles, principalement pour l'industrie américaine ».(24) De toute évidence, craignant une réaction publique négative à la diffusion de telles nouvelles et ne voulant peut-être pas alerter les Russes, les Français et d'autres sur les projets états-uniens, le Joint Intelligence Committee qualifia le 14 mars 1946 le projet du communiqué et « tous documents relatifs » à celui-ci de secret et ne vit jamais le jour.(25)* Par cette action, le comité préfigurait les problèmes qui allaient affecter le Project Paperclip tout au long de son existence.

Bien que le président Truman ait approuvé le programme décrit dans le document SWNCC 257/5 « lors d'une réunion de cabinet après une

* Le texte du communiqué de presse proposé est cité intégralement en annexe à la fin du présent volume. Une objection à un communiqué de presse antérieur sur les scientifiques allemands déclarait que, dans l'attente d'une décision politique finale du SWNCC, la publicité était imprudente "parce qu'elle pouvait conduire à des interprétations erronées de la part d'éléments politiques scientifiques, ouvriers, sionistes ou de gauche qui pourraient exercer une pression suffisante sur le Congrès, et les départements concernés par l'évolution des politiques, pour faire échec aux objectifs finaux visés par une exploitation à long terme". Chef d'état-major de la politique, à l'adjoint au chef d'état-major, G-2, ministère de la Guerre, commentaire no 2, sujet : publicité sur les scientifiques allemands, 7 février 1946, RG 319, dossiers décimaux des renseignements de l'Armée, 1941-48, boîte 990, dossier 400.112 Recherche 1er janvier 1946-31 mars 1946, WNRC.

discussion très approfondie », selon le sous-secrétaire d'État Dean Acheson, il n'a jamais été mis en œuvre.(26) Le Département du Commerce ne parrainait personne, car il n'avait ni les installations, ni le personnel, ni les moyens d'écarter les Nazis et autres personnes indésirables. Il ne voulait pas non plus parrainer l'immigration de spécialistes « dans l'intérêt national », car cela aurait signifié par exemple parrainer les demandes de certaines entreprises pour leur propre bénéfice et, évidemment, au détriment de leurs concurrents.(27) Lorsque de telles demandes parvenaient au Département du Commerce, le Bureau des services techniques les renvoyait régulièrement aux autorités militaires pour traitement éventuel en vertu des dispositions relatives à la « sécurité nationale » du Projet Paperclip, suggérant parfois que les spécialistes en question pourraient être mis à la disposition de l'industrie pour interrogation, soit en les inscrivant temporairement sur les listes de paie de l'industrie, soit en leur accordant des bourses dans des universités.(28) Mais les autorités militaires avaient leurs propres problèmes avec le Département d'État.

Aussitôt après avoir pris connaissance de la directive Paperclip, Spruille Braden, le secrétaire d'État adjoint aux Affaires de la République américaine, a écrit à Acheson pour protester contre le projet d'autoriser les Allemands à effectuer des recherches militaires dans ce pays ce qui leur était interdit par la loi no 25 du Conseil de contrôle allié (ACC) en Allemagne. De plus, a-t-il fait valoir, cela était incompatible avec les exigences de l'ACC selon lesquelles l'Espagne et divers autres pays doivent renvoyer « les Allemands odieux et leurs familles dont la présence à l'étranger constitue un danger devant la possibilité d'une reprise de la guerre allemande » et contrevient aux accords interaméricains actuels (Chapultepec) - conférence début 1945 - pour réduire les « centres d'influences » de l'Axe dans l'hémisphère occidental.(29) « Certes, si nous trouvions des physiciens atomiques allemands en Argentine, » écrivit Braden, « nous insisterions pour qu'ils soient rapatriés, et si l'on tentait de les faire venir en Argentine, nous résisterions » ; nous citerions « non seulement les obligations internationales récemment appliquées à l'Espagne mais aussi les accords interaméricains ». Si des scientifiques et des techniciens allemands doivent être amenés aux États-Unis, conclut Braden, ils devraient être amenés ici en tant que prisonniers de guerre « pour être ségrégués et exploités à leur insu » sans bénéficier du statut d'immigrant et sans enfreindre les accords interaméricains ou les règlements de l'ACC

contre la recherche allemande.(30) Mais Acheson apprit par un mémorandum d'état-major que tout avait été approuvé en mars, que l'armée et la marine étaient impatientes de faire avancer les choses et que Byrnes avait déjà communiqué avec le procureur général par intérim J. Howard McGrath et le secrétaire du Commerce Wallace au sujet de la mise en œuvre de ce projet. Acheson nota que « cette décision a été prise par le Président lors d'une réunion du cabinet après une discussion très approfondie » et envoya les pièces aux dossiers.(31) Mais la question est revenue sous une autre forme.

Ironiquement, puisque des hauts fonctionnaires du Département d'État - dont le secrétaire Byrnes, le sous-secrétaire Acheson et le secrétaire adjoint John H. Hilldring (représentant de l'État au SWNCC) - avaient participé à l'élaboration du Projet Paperclip, un membre du département avait désigné Samuel Klaus, issu du bureau des affaires latino-américaines de Spruille Braden, comme membre du comité directeur du département. Il a ainsi été en mesure de poursuivre les arguments de Braden et de dresser des obstacles à la mise en œuvre du SWNCC 257/5. Après des querelles administratives préliminaires avec des membres de l'armée de terre et de l'armée de l'air en mai et juin 1946, Klaus passa en revue dix dossiers de demande de visa soumis au Département d'État par l'armée de l'air pour des spécialistes déjà aux États-Unis dans le cadre du Projet Overcast. Il renvoya les dix dossiers à la JIOA le 19 juin 1946, accompagnés d'un long mémorandum détaillant les « informations de base » dont le Département d'État avait besoin pour donner suite aux demandes de visas de scientifiques allemands pour entrer aux États-Unis.(32)

La question de savoir si Samuel Klaus et ses collègues des échelons inférieurs du Département d'État « sabotaient par le retard » de façon délibérée l'immigration des scientifiques allemands », comme le faisait remarquer le capitaine de la Marine Bosquet N. Wev, directeur de la JIOA, un an plus tard, reste ici muette mais les lecteurs intéressés peuvent trouver une longue analyse du « sabotage de Klaus » dans le récent livre de Tom Bower, *The Paperclip Conspiracy*.(33) La collecte des « informations de base requises par le Département d'État », telles que détaillées dans le mémorandum de Klaus du 19 juin, était en effet une tâche colossale. Mais conclure que ces gens sabotaient « délibérément » le programme suppose beaucoup de choses, et observer - comme l'a fait le directeur de la JIOA - qu'ils « s'acharnaient

inutilement contre les Nazis », va sans doute trop loin. D'autre part, lorsqu'il a écrit ces choses en juillet 1947, pas un seul scientifique allemand n'avait été favorablement considéré pour l'obtention d'un visa d'immigrant aux États-Unis au cours des seize mois qui ont suivi l'adoption initiale du SWNCC 257/5.(34) Quoi qu'il en soit, le Projet Paperclip, tel qu'autorisé par le SWNCC 257/5, n'allait nulle part à l'été 1946, et les nouvelles en provenance d'Europe n'étaient pas encourageantes pour ceux qui voulaient faire le nécessaire pour le mener à terme.

Nouvelles et avertissements d'Europe

Le programme britannique d'évacuation des scientifiques allemands vers la Grande-Bretagne à des fins d'exploitation civile était en bonne voie et, bien qu'ils étaient prêts à accepter un plan d'allocation une fois que les Américains le seraient aussi, les Britanniques utilisèrent effectivement une autorisation du JCS pour l'USFET le 29 avril 1946 « pour leur remettre des scientifiques et techniciens allemands dans la zone américaine pour exploitation civile » en attendant l'adoption d'une politique à long terme en ce domaine aux États-Unis.(35) Des sources de renseignement de l'armée de l'air américaine ont rapporté avoir reçu de l'Europe des informations « continues et de plus en plus alarmantes » selon lesquelles des puissances étrangères recrutaient les scientifiques que les États-Unis avaient « figés » dans leur zone. Sur la base d'une liste de dix cas « typiques » d'exploitation française et russe de scientifiques allemands, un rapport de l'armée de l'air a déclaré que « la zone américaine regorge littéralement d'agents français et russes dont le travail est devenu plutôt fructueux » parce que « les scientifiques allemands n'ont reçu de ce pays aucune offre clairement positive ». Les Russes et les Français auraient fait des offres attrayantes, et ils ont parfois pris des gens sous le nez des Américains qui tentaient de les recruter pour les États-Unis.(36) Se référant à l'un de ces cas - la disparition de Munich de trois spécialistes allemands du cinéma couleur que les Américains avaient emmenés avec eux de l'usine I. G. Farben Agfa de Wolfen lors de l'évacuation de la zone russe en 1945 et que Remington Rand, Incorporated, voulait amener aux États-Unis pour y réaliser des recherches et développements pour les films couleur - un responsable du Département d'État à Francfort a indiqué à Berlin : « Nous avons pris une nouvelle fois la France sur le fait en train de voler

des scientifiques dans notre zone ».(37) Mais apparemment, le pire restait à venir.

Le 23 juin 1946, le général Joseph T. McNarney, commandant de l'USFET, rapporta à Washington qu'il venait d'approuver la libre circulation entre les zones américaine et britannique d'Allemagne et avertit que son extension aux zones française et russe (dont le général Lucius D. Clay et l'Office of Military Government for Germany (OMGUS) des États-Unis voulaient, dans l'intérêt de la promotion de l'unité économique allemande) menaçait « d'annuler nos efforts pour nous conformer » aux directives du JCS publiées en février dernier « pour empêcher les scientifiques et techniciens allemands de quitter la zone américaine ».(38) Moins d'un mois plus tard, le 17 juillet 1946, McNarney envoya à Washington un message qu'il avait reçu du général Clay et qui expliquait en détail les nombreuses difficultés du programme de non-admissibilité face au changement des conditions en Europe. Avant d'envoyer le message, cependant, McNarney ou un rédacteur en chef averti de son bureau a apporté un léger mais très important changement au libellé de Clay. Il n'y avait à l'époque que deux façons de mettre en œuvre un programme efficace de non-admissibilité, le message révisé concluait : d'une part, utiliser des « camps de détention » en Allemagne sous la garde de l'armée américaine et, d'autre part, déplacer des personnes hors d'Allemagne vers les États-Unis ou le Royaume-Uni. Le message original de Clay stipulait que le programme de non-admissibilité ne fonctionnerait qu' « en plaçant les Allemands concernés dans un camp de concentration sous la garde des États-Unis ou en les transférant aux États-Unis (ou au Royaume-Uni) ».(39)

Vers une directive présidentielle relative au Projet Paperclip

Ce serait sous-estimer l'affaire de dire que le message Clay/McNarney du 17 juillet a activé la bureaucratie de Washington. Dès le 3 juillet, le Département d'État a débattu de la nécessité d'une directive présidentielle pour s'engager à rédiger « l'accord oral avec le cabinet du Président » et pour obtenir la coopération des différentes agences concernées. Mais maintenant, on suggérait que le SWNCC rédige le type de directive qu'il souhaitait, le soumette directement à l'approbation du Président, et ainsi contourne « les gars des visas... sur les aspects politiques » du programme.(40) Le 19 juillet, après des entretiens avec

M. Byrnes, qui était rentré du Conseil des ministres des affaires étrangères réuni à Paris pour une visite de quatre jours, John H. Hilldring, secrétaire d'État adjoint pour les zones occupées et président du SWNCC, aurait exprimé ses regrets devant ses collègues du SWNCC concernant les procédures administratives qui avaient jusqu'ici bloqué la mise en œuvre de la politique du SWNCC et indiqué que son département allait maintenant « accepter une proposition du ministère de la guerre de placer jusqu'à 1 000 scientifiques allemands et leurs familles sous garde militaire, en prévoyant des dispositions pour que le visa soit obtenu ultérieurement et accordé à ceux que nous souhaitons garder ».(41)

Au cours du mois suivant, le JCS a mis au point les détails d'une nouvelle directive Paperclip, que le SWNCC a adoptée en tant que SWNCC 257/22 le 21 août et approuvée par le Président Truman le 3 septembre 1946. Il prévoyait l'entrée aux États-Unis d'un millier de spécialistes allemands et autrichiens sélectionnés et de leur famille, qui seraient tous détenus « sous garde militaire temporaire et limitée jusqu'à ce que les visas soient délivrés ou que le rapatriement soit effectué ». La sélection des spécialistes serait faite par les ministères de la Guerre et de la Marine et par le Département du Commerce, qui pourrait nommer des personnes « en vue de leur exploitation sous les auspices du civil ». Les personnes sélectionnées entreraient dans le pays en vertu de contrats précisant « le salaire et les conditions de travail » et prévoyant le retour de « spécialistes qui ne sont pas jugés aptes à une exploitation extensive ou de personnes qui ne sont pas jugées acceptables par les États-Unis pour une résidence permanente dans ce pays ». Toute personne ayant été « membre du Parti nazi et plus qu'un participant nominal à ses activités, ou un partisan actif du nazisme ou du militarisme » était disqualifiée, mais « ni la position ni les honneurs accordés à un spécialiste sous le régime nazi uniquement en raison de ses compétences scientifiques ou techniques » ne seraient « en eux-mêmes » disqualifiants - une lacune importante, effectivement. En fait, en cas de doute sur l'exception, la directive ajoutait que des spécialistes pourraient être amenés aux États-Unis, où « d'autres interrogatoires et contrôles » pourraient être effectués après leur arrivée.(42)

La lettre d'Acheson transmettant la directive au président Truman le 30 août 1946, disait qu'il était envisagé que les spécialistes et leurs familles se verraient finalement accorder un statut régulier en vertu des lois sur

l'immigration. La directive elle-même stipulait que le ministère de la Guerre, « par le biais d'interrogatoires, d'enquêtes et de surveillance par les services techniques de l'armée, des forces aériennes de l'armée et de la marine, avec l'aide du général commandant, l'USFET... fera rassembler les meilleures informations disponibles concernant ces spécialistes et leurs familles » devant servir aux ministères de la Justice et des Affaires étrangères pour déterminer si ces personnes pouvaient obtenir un visa, voire la citoyenneté en vertu des lois d'immigration.

Edna Jensen, historienne du Projet Paperclip de l'armée de l'air, a conclu en 1948 que « l'entrée des spécialistes et des personnes à leur charge aux États-Unis dans le cadre du Projet PAPERCLIP constituait une libération conditionnelle de ces personnes par les ministères de la Justice et des Affaires étrangères auprès des départements de la Guerre et de la Marine ».(43) L'histoire de la façon et du moment où les conditions de la libération conditionnelle ont été supprimées dans chaque cas, en d'autres termes, l'histoire de la poursuite de la mise en œuvre du SWNCC 257/22 et des fonctions des ministères de la Guerre et de la Marine comme « agents de libération conditionnelle », exigerait la publication d'un autre livre pour la relater. Elle n'est pas essentielle pour cette étude, mais elle est riche de détails : pleine de controverses, marquée par des incidents, des activités et des cas qui ont tourné en dérision les politiques et pratiques de dénazification américaines en Allemagne, et tout à fait remarquable par la façon dont des spécialistes qui étaient autrement inacceptables pour les ministères de la Justice et des Affaires étrangères pour être admis aux États-Unis en raison des lois de l'immigration sont venus aux États-Unis pour des raisons de « sécurité nationale ».(44)

En ce qui concerne la dénazification, par exemple, les responsables américains ont pris diverses mesures pour contourner la loi allemande de Libération du National-Socialisme et du Militarisme, dont les dispositions ont été soigneusement examinées et en partie dictées par les responsables militaires américains en Allemagne. La loi exigeait que tout Allemand âgé de plus de dix-huit ans s'inscrive et remplisse un questionnaire de dénazification (*Meldebogen*). Les tribunaux locaux de dénazification allemands (*Spruchkammern*) ont utilisé les informations enregistrées pour classer les individus dans l'une des cinq catégories de culpabilité présumée : délinquants majeurs (classe I), délinquants (classe II), délinquants mineurs (classe III), disciples ou nazis nominaux (classe

IV), et personnes non concernées (classe V). Par la suite, les tribunaux ont jugé et puni les contrevenants au moyen d'amendes, de peines d'emprisonnement, de restrictions à l'emploi et de privation des droits civiques ; ils ont offert des possibilités de probation et de réadaptation aux contrevenants de moindre importance et ont généralement retiré aux adeptes les exclusions économiques, professionnelles et municipales automatiques qui leur avaient été imposées en vertu des dispositions de la loi sur la culpabilité présumée. Tout cela s'est produit sous l'étroite surveillance des représentants du gouvernement militaire américain, qui ont publié des rapports de délinquance et d'erreurs chaque fois qu'ils pensaient que les tribunaux allemands s'étaient écartés de la lettre et des objectifs de la loi pour la Libération du National-Socialisme et du Militarisme.

Mais les scientifiques et les techniciens que les Américains voulaient engager pour des services aux États-Unis ont reçu un traitement spécial. Sur ordre d'en haut de le faire « avec la plus grande célérité » et sans en informer les ministres de la Libération Politique (les fonctionnaires du *Land* allemand chargés de l'application de la loi de Libération), les détachements des autorités militaires locales ont chargé les tribunaux de dénazification de leur juridiction de donner la priorité absolue aux procès des spécialistes dont ils ont fourni les noms sans autres explications. Une fois les procès achevés, ils ont examiné les cas, préparé des rapports de délinquance et d'erreurs si nécessaire, marqué les dossiers comme « urgents » et les ont soumis à l'administration centrale supérieure « avec le moins de retard possible ». « En aucun cas, » disaient leurs ordres, « le personnel allemand ne sera autorisé à assumer plus que la part minimale nécessaire à la réalisation de ce programme. »(45)

Les responsables américains ont aussi tout simplement fait sortir des gens d'Allemagne avant que les tribunaux allemands n'aient pu achever leurs procès de dénazification. Dans le cadre du Projet Overcast, ils l'ont fait avant l'adoption de la loi de Libération en mars 1946 ; plus tard, ils l'ont fait au mépris flagrant de la loi. Dans un cas, par exemple, ils ont fait fuir un professeur de l'Université de Francfort que le tribunal local de dénazification avait classé - mais pas encore jugé - comme un délinquant (classe II) en juillet 1947. Ils l'ont emmené au camp d'attente et de traitement de Paperclip à Landshut, en Bavière, puis l'ont transféré aux États-Unis, où il a ensuite travaillé au Centre d'essais de missiles

aériens de la Marine à Point Mugu, près de Port Hueneme, Californie. Dans son dossier, le JIOA note que sa procédure de dénazification à Francfort avait été « annulée pour des raisons inconnues » en 1947 et qu'il s'était rendu à Landshut le 1er août sans ordre écrit (qui avait été émis rétroactivement le 19 août) parce que « les exigences du service avaient été telles qu'il avait été impossible de donner d'ordre écrit au préalable ».(46)

Quelles que soient les circonstances de leur expulsion d'Allemagne dans chaque cas, à l'été 1947, tant de spécialistes étaient arrivés aux États-Unis sans autorisation de dénazification que le ministère de la Guerre proposa une procédure spéciale qui, semble-t-il, aiderait à satisfaire les exigences des ministères d'État et de la Justice en matière de délivrance de visas et de statut d'immigration. Il câbla l'OMGUS à Berlin pour demander 1 000 *Meldebogen* vierges, suggérant qu'ils soient complétés par les spécialistes aux États-Unis, puis renvoyés en Allemagne pour des procès in absentia par un tribunal spécial de dénazification créé à cette fin.(47) Comme d'habitude, le général Clay a demandé une étude du personnel pour évaluer les conséquences de la proposition. Une fois achevée, l'étude a noté que la création d'un tribunal spécial pour les scientifiques entraînerait un traitement inadéquat et des retards prolongés, causerait « une publicité malheureuse » et « par la force des choses » attirerait l'« attention du public » sur le programme Paperclip, donnant ainsi un avantage aux critiques de la politique américaine. D'autre part, l'étude sur le personnel a conclu,

il serait imprudent et inopportun de compromettre le fonctionnement d'un programme aussi important que PAPERCLIP en le soumettant même partiellement aux caprices et aux préjugés des organismes allemands de dénazification qui pourraient être tentés d'entraver ou de saboter le programme par des tactiques dilatoires ou la déformation des faits dans une affaire particulière... Le programme du ministère de la Guerre et la nature des intérêts américains impliqués dans l'immigration et l'exploitation de ces scientifiques doivent prendre le pas sur les exigences et les objectifs de la loi allemande sur la dénazification et il serait décidément inapproprié de soumettre tout aspect de ces questions à la décision des autorités allemandes.(48)

Le général Clay, renforcé dans ses propres convictions par une observation de son conseiller politique selon laquelle « ayant parrainé la loi de Libération du National-Socialisme... il est malvenu que l'OMGUS

autorise des exceptions et des évasions », a informé le ministère de la Guerre que 1 000 *Meldebogen* vides étaient envoyés et qu'ils seraient « examinés de la manière habituelle » quand ils seraient renvoyés. Il s'est toutefois « fermement opposé » à la création d'un tribunal spécial et s'est opposé aux procès par contumace, qui, selon lui, n'étaient pas autorisés pour les Nazis qui étaient en Allemagne. « Tout traitement spécial accordé aux scientifiques et techniciens nazis impliqués dans le Projet Paperclip attirerait l'attention sur ce projet et indiquerait clairement au peuple allemand que les Américains sont prêts à mettre au point des procédures spéciales lorsque c'est dans l'intérêt des Américains. Les spécialistes concernés par la loi, a-t-il poursuivi,

devraient très certainement être renvoyés en Allemagne pour y être jugés et, s'ils sont condamnés, pour purger leur peine en Allemagne. Si leur procès aboutit à une libération, ils peuvent être renvoyés aux États-Unis. Toute autre procédure nous exposerait à de graves attaques de la part de groupes gauchistes en Allemagne qui, à mon avis, seraient difficiles à contrer. Il vaudrait beaucoup mieux leur permettre de rester aux États-Unis en tant que Nazis sans les traduire en justice que d'établir des procédures spéciales qui ne relèvent pas actuellement de la loi allemande.(49)

On en a peut-être assez dit sur la dénazification pour montrer que les administrateurs du Paperclip américain étaient prêts à faire des concessions et à enfreindre les lois et procédures de dénazification approuvées en Allemagne pour les spécialistes dont ils avaient besoin aux États-Unis. Raconter le reste de l'histoire de la dénazification de manière adéquate nous mènerait loin et nous éloignerait donc du thème central et de l'objectif de cette étude.

Le Projet Paperclip en tant que « Réparations Intellectuelles »

L'exploitation après-guerre des scientifiques et des techniciens ennemis à des fins militaro-industrielles, telle que prévue par les projets Overcast et Paperclip, peut peut-être être considérée comme une forme de butin de guerre qui découle inévitablement de la nature de la guerre moderne et totale, de ce que l'on a appelé « la guerre des sorciers ».(50) Mais, comme nous l'avons vu depuis ses origines et son développement, le Projet Paperclip a toujours eu une composante d'exploitation civilo-industrielle, que ses partisans ont appelée « réparations intellectuelles »

et que les Allemands ont appelé « réparations invisibles » (*unsichtbare Reparationen*).⁽⁵¹⁾ En outre, la collaboration militaro-industrielle continue de l'après-guerre en matière de recherche et de développement de matériel de guerre a permis aux entreprises industrielles et aux autres organismes et institutions civils qui détenaient des contrats militaires - et éventuellement à ceux qui n'en avaient pas - de transférer et d'appliquer le savoir-faire scientifique et technique allemand à leurs propres fins non militaires en exploitant des spécialistes allemands qui étaient théoriquement placés sous tutelle militaire.

Comme le montrent les illustrations qui suivent, les services militaires, en fait, acceptaient les propositions de candidats à inscrire sur les listes de non-admissibilité et autorisaient parfois des représentants d'entreprises industrielles à se rendre en Allemagne sous les auspices militaires pour identifier et recruter les spécialistes qu'ils voulaient pour leur propre entreprise. Une fois les spécialistes aux États-Unis, les autorités militaires les ont prêtés à des entreprises industrielles, des universités et des instituts de recherche pour de courtes périodes de temps et à des fins spécifiques. Finalement, ils ont confié les spécialistes dont ils n'avaient plus besoin à des fins militaires à des entreprises individuelles qui les voulaient ou au Département du Commerce pour qu'il les aide à trouver un emploi dans le secteur privé.

Étant donné la variété et la complexité des façons dont les scientifiques et les techniciens allemands ont été exploités aux États-Unis pour des « réparations intellectuelles », il est peut-être préférable de les illustrer par des cas plutôt que de les décrire tous en détail.

Des projets Overcast et Paperclip à l'industrie privée. Dès février 1946, l'armée de l'air autorise ses contractants à interviewer des spécialistes allemands en présence d'officiers de l'armée de l'air. La première entrevue, menée par Curtiss-Wright Corporation, eut lieu en mars à Wright Field, Ohio, et en mai 1946, la même courtoisie fut accordée aux non entrepreneurs dont les recherches étaient considérées comme essentielles ou bénéfiques pour les services militaires.⁽⁵²⁾ À la fin de juillet 1946, des représentants de l'industrie de Lockheed, Westinghouse, Rangertone, Douglas Aircraft et d'autres avaient effectué 83 entrevues auxquelles ont participé de deux à douze personnes dans chaque cas. Les dossiers disponibles montrent que la Force aérienne a

reçu des demandes de services similaires de la part des universités du Michigan et de l'Illinois, de General Mills, de Boeing, de Bulova Watch Company, de Linde Products et d'autres.(53) Au 1er mars 1947, lorsque les dossiers de ces entrevues ont cessé d'être conservés, les représentants de l'industrie avaient mené 160 entrevues, dont certaines avec des spécialistes qui avaient été mis à la disposition d'entreprises - habituellement pour des périodes de trente jours, mais dans des cas exceptionnels de soixante à quatre-vingt-dix jours. Alors que certaines entreprises ont simplement écrit des lettres d'appréciation, l'une d'entre elles, North American Aviation, a déclaré avoir économisé 40 000 \$ sur la conception de souffleries supersoniques à la suite d'une entrevue, et un représentant de General Electric Corporation a estimé - à titre confidentiel - que les économies réalisées par son entreprise grâce aux consultations avec un spécialiste pourraient dépasser un million de dollars.(54) Bien que les Forces aériennes n'aient plus conservé de dossiers systématiques de ces entrevues et de ces prêts après février 1947, et bien qu'il n'y ait apparemment plus de dossiers disponibles pour l'Armée de terre et la Marine, l'ampleur de l'utilisation des entrevues peut être suggérée par une estimation donnée le 5 mai 1948 à l'historien du Projet Paperclip, par la Force aérienne, selon laquelle environ 500 d'entre elles avaient eu lieu au seul champ Wright.(55)

De l'Armée de l'air à la Bulova Watch Company. Le 10 avril 1946, le sous-chef d'état-major des services de renseignement de l'Armée de l'air à Washington informa le général commandant de l'USFET, qu'« un éminent industriel américain », Arde Bulova, président de la Bulova Watch Company, qui avait un contrat avec l'Armée de l'air, planifiait une visite d'affaires en Europe et s'était « gracieusement porté volontaire pour aider les forces aériennes à localiser et obtenir les services de scientifiques allemands pour les exploiter dans des projets militaires ». Bulova savait, poursuit le message, que les forces aériennes de l'Armée de l'air étaient « très désireuses d'obtenir les services de la meilleure expertise scientifique allemande en aérodynamique, électronique, carburants, conception aéronautique, instrumentation aéronautique et dans les domaines connexes ».(56) Des messages de clarification ultérieurs à l'USFET, dans lesquels une incertitude planait sur ce qu'il fallait faire de Bulova et de son entourage à leur arrivée à Francfort, montrent que Bulova avait été informé par le général Carl A. Spaatz et

d'autres généraux des forces aériennes à Washington de sa « mission... pour aider à trouver des scientifiques pour des projets militaires et les persuader de venir ici. » Ils montrent également qu'on lui avait dit que « les scientifiques qu'il repère seront officiellement demandés par l'Armée de l'air par l'intermédiaire du ministère de la Guerre après l'autorisation du JIOA ».(57)

Les personnes recrutées par Bulova en Allemagne en mai 1946 furent dûment recrutées comme spécialistes du Projet Paperclip et amenées à Wright Field sous tutelle militaire. Deux d'entre eux ont ensuite été affectés à la Bulova Watch Company et un troisième à l'American Standard Watch Case Company, où il aurait travaillé sur des matériels utilisés plus tard par Bulova pour la recherche en navigation céleste à longue distance.(58) Comme l'exigeaient les directives d'application du Projet Paperclip, les spécialistes allemands étaient surveillés par des officiers de sécurité militaire pendant leur absence de Wright Field, ce qui a conduit Arde Bulova à se plaindre au sénateur Alben W. Barkley, du Kentucky, et au secrétaire d'État Byrnes que les spécialistes dont il avait besoin étaient retenus derrière des « barbelés ». Byrnes l'a par la suite informé que des fonctionnaires de niveau inférieur des départements d'État et de la Guerre avaient « interprété » le mot « tutelle » comme signifiant « détention stricte » et l'a informé que les instructions étaient en cours de révision afin que la « tutelle » soit désormais interprétée de manière « à supprimer toute apparence de camps de concentration ».(59) En décrivant son enquête sur l'épisode pour le secrétaire à la Guerre, qui avait également été amené dans la partie, Howard C. Petersen, secrétaire adjoint à la Guerre, a révélé précisément comment le Projet Paperclip a servi de canal pour obtenir des spécialistes allemands pour un usage privé. « J'ai été informé, » écrivit Petersen, « que M. Bulova lui-même avait pris une part active en faisant venir ces hommes dans ce pays par l'Armée, qu'en fait ils n'avaient pas de connaissances spéciales souhaitées au champ Wright mais que M. Bulova voulait les utiliser dans son entreprise horlogère. J'ai cru comprendre qu'il les utilise maintenant à cette fin. »(60)

Du Corps des transmissions de l'Armée à la Kalart Company. Au printemps 1947, Morris Schwartz et William Castedello, le président et l'ingénieur en chef de The Kalart Company, après avoir étudié les bibliographies publiées et les rapports d'études scientifiques et

techniques antérieures en Allemagne, se sont rendus en Europe pendant huit semaines comme consultants techniques pour recueillir des renseignements supplémentaires pour le programme du Conseil des publications administré par le Bureau des services techniques du Département du Commerce. Accompagnés en Allemagne par un employé allemand de la Field Information Agency, Technical (FIAT) à Karlsruhe, ils ont parcouru 6 500 kilomètres et visité vingt usines de production de caméras, d'objectifs et d'obturateurs. « M. Castedello... et moi », écrivit Schwartz depuis l'Europe à son contact au Département du Commerce, « profitons de cette occasion unique de voir et d'apprendre de première main les techniques de fabrication de la caméra et de l'optique allemandes ». À l'usine de fabrication d'obturateurs Friedrich Deckel à Munich, où ils ont passé dix jours, ils ont appris lors de discussions avec le gardien de l'usine et le directeur commercial que Deckel voulait maintenir la supériorité des caméras allemandes en vendant ses obturateurs aux seuls fabricants allemands. Schwartz et Castedello découvrirent plus tard que cette pratique était en accord avec les politiques américaines de l'Office of Military Government for Germany (OMGUS), qui « encourageaient directement et soutenaient l'industrie allemande des caméras, afin de transformer leur production en marchandise à exporter avec une consommation minimum et une valeur élevée ».(61)

Pendant leur séjour à Deckel, Schwartz et Castedello ont rencontré et interviewé Ludwig G. Ranft (dont la « connaissance intime de la technique de fabrication des caméras », écrira plus tard Schwartz, « nous est d'une valeur incommensurable pour lancer notre première production de caméras »), et ont déterminé qu'il était prêt à émigrer. À son retour aux États-Unis, Schwartz s'est rendu au quartier général de l'Army Signal Corps à Fort Monmouth, au New Jersey, et a persuadé quelqu'un de demander à Ranft de l'inclure dans le programme Paperclip. Il fut dûment recruté, préparé et amené à Fort Monmouth en septembre 1947 ; il y travailla en vertu d'un contrat à court terme avec le Signal Corps jusqu'à son expiration, le 21 janvier 1948, date à laquelle il fut libéré par le Signal Corps et employé par la Kalart Company.(62) Les dossiers disponibles ne révèlent pas ce qu'il a fait à Fort Monmouth et ne montrent pas non plus quels contacts la Kalart Company a pu avoir avec lui lorsqu'il était sous la garde du Signal Corps. Ils suggèrent cependant que les plans ambitieux de la Kalart Company d'utiliser Ranft « pour lancer notre première production de caméras » ont pris fin un an

et demi plus tard, lorsque Ranft a été employé par la Wollensak Optical Company comme ingénieur en obturateurs, transfert qui ne change rien au fait que le spécialiste allemand dans le cadre du Projet Paperclip était utilisé aux États-Unis à titre personnel et que celui-ci fut recruté et amené dans ce pays précisément dans ce but.(63)

Du Corps de l'Ordonnance de l'armée à la Dow Chemical Company. Peu après la fin de la guerre en Europe, une équipe de conseillers techniques des laboratoires Western Electric et Bell Telephone a visité le Mahle Werke à Fellbach, près de Stuttgart, où ils ont trouvé des machines de moulage sous pression qui représentaient « une véritable avancée dans l'art du moulage sous pression ».(64) Avant même que le rapport de l'équipe ne soit publié sous la forme d'un rapport d'évaluation du CIOS, un de ses membres, John R. Townsend, des Bell Telephone Laboratories, était retourné aux États-Unis et avait demandé au Bureau des services techniques du Département du Commerce de faire venir une des machines aux États-Unis afin que des experts l'examinent.(65) La demande de Townsend a été suivie par d'autres, y compris une demande particulièrement insistante et détaillée de J. D. Hanawalt, de Dow Chemical Company, demandant l'évacuation des machines et du personnel.(66) Après de longs retards, causés d'abord par le refus du général Clay de faire sortir le matériel de l'Allemagne en dehors des circuits de réparation, puis par la résistance du Département d'État après que Clay s'en fut remis aux désirs des ministères du Commerce et de la Guerre, la machine pesant douze ou vingt tonnes, selon la source, fut amenée à l'arsenal de l'armée de terre de Frankford Arsenal, à Philadelphie, en Pennsylvanie. (67) Là, le 5 février 1947, le département de l'ordonnance organisa une conférence réunissant des personnes intéressées, dont des représentants de l'American Magnesium Association et de l'Institut de moulage sous pression, pour examiner la machine, déterminer ce qu'il faudrait pour la restaurer en tant qu'unité fonctionnelle et discuter de la meilleure manière d'exploiter ce savoir-faire allemand pour l'industrie américaine. Estimant qu'il en coûterait environ 50 000 \$ pour remplacer les pièces manquantes et assembler la machine, et jugeant que les machines allemandes étaient dangereuses à utiliser, la conférence a décidé de ne pas restaurer la machine. Mais il y avait une autre solution.

Trois semaines après la conférence qui s'est tenue à l'Arsenal de Frankford, une lettre du colonel G. F. Powell, du Army Ordnance Department de Washington, a été envoyée aux entreprises potentiellement intéressées, les invitant à envisager d'amener aux États-Unis le Dr Alfred Bauer, concepteur de l'équipement de moulage sous pression trouvé à Mahle Werke, pour utilisation par l'industrie américaine. Pour ce faire, écrit le colonel Powell, il fallait en faire la demande soit au Département du Commerce, soit à l'une des forces armées, qui le demanderait et le mettrait ensuite à la disposition de l'industrie privée.(68) La Dow Chemical Company a manifesté son intérêt en mars 1947. Que Bauer ait été amené par l'intermédiaire du Département du Commerce ou de l'un des services n'est pas révélé dans les dossiers disponibles, mais il était aux États-Unis le 11 décembre 1947, lorsqu'un représentant de la Dow Company a signalé sa présence à Ray L. Hicks, assistant spécial au bureau des services techniques du Département du Commerce. Le fonctionnaire a écrit, « Nous aimerions dire publiquement que nous sommes convaincus que les scientifiques allemands du calibre de M. Bauer constituent une ressource facilement exploitable dont l'industrie de ce pays ne peut se passer. » Les « hauts responsables » de l'industrie qui se sont rendus en Allemagne pour enquêter sur les « développements technologiques et le personnel allemand » ont fait du bon travail, a-t-il poursuivi, « mais nous savons par expérience que les développements valables ne peuvent être exploités avec succès ou sans frais considérables si les techniciens allemands qui connaissent tous les détails de ces développements ne sont pas amenés dans ce pays ». Ce qui s'est passé par la suite ne peut être déterminé à partir des dossiers disponibles, mais ils montrent que la Dow Chemical Company considérait Bauer comme un grand atout pour l'industrie du magnésium aux États-Unis. La compagnie voulait le garder aux États-Unis de façon permanente, elle était prête à le renvoyer en Allemagne pour mettre fin à ses affaires commerciales et faire venir sa famille, et elle était prête à payer le transport aérien pour éviter d'avoir à utiliser le transport terrestre assuré par l'armée.(69)

De l'Armée de l'air à l'entreprise de construction Loewy. L'un des premiers enquêteurs de renseignements techniques à visiter Schloemann AG à Düsseldorf n'était autre qu'Erwin Loewy, qui avait quitté Schloemann et l'Allemagne nazie avant la guerre et qui a établi la

Loewy Construction Company à New York.(70) Il retourna en Allemagne en 1945 en tant que colonel dans l'Armée de l'air américaine et visita Schloemann AG, M.A.N. à Nuremberg, et d'autres entreprises à la recherche de plans, dessins et informations connexes sur la fabrication des presses hydrauliques, grues et autres équipements industriels lourds. À l'automne 1945, les forces aériennes de l'armée de l'air ont transporté des tonnes de ces pièces d'équipement, dont certaines étaient des originaux allemands et d'autres des copies, à Wright Field, en Ohio.(71) Un rapport de synthèse de Schloemann AG du 8 juin 1948, sur les confiscations effectuées par les Alliés après la guerre, indiquait, entre autres, que l'armée de l'air américaine avait retiré 10 dessins d'une presse à forger de 1 000 tonnes (*Schmiedepresse*), 10 dessins d'une presse à forger de 1 200 tonnes, 14 dessins d'une presse à découper de 3 500 tonnes (*Lochpresse*), 11 109 dessins d'une lamineuse à chaud (*Warmwalzwerke*) et 1 056 dessins d'une lamineuse à tubes (*Rohrwalzwerke*). Les documents créés en 1955, lorsque les Américains ont rendu les documents qu'ils avaient saisis une décennie plus tôt, montrent que 14 pieds cubes de « Schloemann Firm Records » ont été expédiés dans 12 boîtes pesant chacune environ 500 livres.(72)

En janvier 1946, le capitaine H. W. Boesch, chef de la Section de l'exploitation à l'étranger de Wright Field, alors qu'il se rendait en Allemagne pour représenter les intérêts des scientifiques et techniciens allemands travaillant à Wright Field*, se rendit à Düsseldorf et contacta un certain Hermann Bottenhorn et quatre ingénieurs « dont les travaux intéressent Monsieur Erwin Loewy ».(73) Bien que les dossiers disponibles de la Force aérienne soient peu détaillés, ils montrent que

* Des sources de l'USFET montrent que Boesch - disant qu'il avait reçu des ordres du commandant de Wright Field, qui en appellerait au ministère de la Guerre si nécessaire - demandait des rations supplémentaires, comme celles qui étaient normalement attribuées aux gros travailleurs, pour les personnes à charge des scientifiques à Wright Field. Ils montrent également que Boesch a violé de nombreux règlements de sécurité en livrant des lettres et des colis qui n'avaient pas été soumis à la censure, en indiquant aux membres de la famille en Allemagne où se trouvaient les scientifiques aux États-Unis et en leur conseillant d'envoyer leurs lettres directement à Wright Field plutôt que par des voies spécifiques. Voir USFET, G-2, Direction générale des opérations, dossier Correspondance, 1945-46, WNRC, et Boesch à Putt, 26 février 1946, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, bobine A 2055, images 1139-41.

les cinq membres ont été recrutés et engagés comme spécialistes du Projet Paperclip. Ils furent amenés à Wright Field, puis affectés à la compagnie de Loewy le 9 décembre 1946 pour travailler dans le cadre d'un contrat de la Force aérienne, et affectés indéfiniment à sa compagnie le 11 février 1947. L'Armée de l'air les emploiera directement deux ans plus tard, lorsqu'elle transmettra leurs noms et leurs dossiers au Département du Commerce en demandant qu'ils soient mis à la disposition de l'industrie privée. En les libérant pour l'emploi civil, les représentants de la Force aérienne ont déclaré que ces cinq personnes avaient beaucoup contribué pendant leur affectation à la Division de recherche et développement de la Loewy Construction Company, et ont demandé qu'ils soient mis à la disposition de cette entreprise afin de pouvoir continuer leur travail sur le développement de tous types de presses pour machines lourdes intéressant la Force aérienne. Une analyse de la JIOA de 1951 montrant l'emplacement des experts de Paperclip aux États-Unis montre que cinq d'entre eux travaillaient chez Hydropress, Incorporated, à New York.(74)

L'appropriation et le transfert de plans, dessins, blueprints et savoir-faire technique de Schloemann AG et l'utilisation de ces ressources aux États-Unis par l'Armée de l'air et la Loewy Construction Company avec l'aide des scientifiques et techniciens allemands apportés dans ce pays par le Projet Paperclip illustre le double aspect, après-guerre, du programme américain de valorisation scientifique et technique de l'ancien ennemi. Un communiqué de presse proposé sur le Projet Paperclip déclarait que « Le programme gouvernemental pour l'exploitation des développements allemands dans le domaine des machines, outils, équipements et matériaux industriels est étroitement lié à l'exploitation des scientifiques et techniciens allemands [aux États-Unis]. 75) Passons maintenant à cet autre aspect du programme.

QUATRE

Le programme des documents

Le Quartier général suprême des Forces expéditionnaires alliées (SHAEF) a créé l'Agence d'information technique sur le terrain (FIAT) le 31 mai 1945. Dans son rapport au ministère de la Guerre, le général Eisenhower a déclaré que les nombreuses activités militaires et non militaires, économiques, financières, scientifiques, industrielles et technologiques menées pendant la guerre par le Combined Intelligence Objectives Subcommittee (CIOS) et d'autres organismes britanniques et américains avaient un besoin urgent de coordination.(1) La FIAT a néanmoins été lente à s'organiser, entravée par les premières objections de l'Armée de l'air et de la marine à la limitation de leur liberté d'action et par le déménagement de la SHAEF de Versailles à Francfort. La FIAT avait à peine commencé à fonctionner que la dissolution de la SHAEF a nécessité sa réorganisation en composantes britannique et américaine distinctes. C'est ce qu'a fait pour les Américains le 14 juillet 1945 le général Lucius D. Clay, député au gouvernement militaire d'Eisenhower en Allemagne, insistant pour que l'élément américain de la FIAT relève du groupe américain, le Control Council (appelé par la suite Bureau du gouvernement militaire des États-Unis pour l'Allemagne).(2)

La directive du général Clay du 14 juillet 1945 établit l'élément américain de la FIAT pour « coordonner, intégrer et diriger les activités des différentes missions et agences intéressées à examiner, évaluer et exploiter... l'économie allemande ». Elle chargeait la FIAT d'élaborer et de mettre en œuvre une politique régissant [1] la collecte d'informations techniques, [2] la conduite « de toutes les missions et agences » engagées dans la collecte et [3] le « contrôle et la disposition du personnel, documents, équipements et installations de valeur fondamentale » aux fins de la FIAT. Pour s'acquitter de son mandat, la FIAT a été habilitée par la directive de Clay à envoyer sur le terrain du personnel doté de « lettres de créance spéciales ordonnant à toutes les autorités militaires et à tous les commandants subordonnés dans le

territoire occupé par les forces américaines de faciliter et d'accélérer leur mission par tous les moyens possibles », ce qui comprend « le gel de toutes les cibles... d'intérêt pour la Field Information Agency, Technical (États-Unis) et l'arrestation, l'internement et le transfert des individus allemands pouvant présenter des intérêts similaires... ».

Comme nous l'avons déjà mentionné, des accords et des ententes ont été conclus à Washington et en Europe à la fin de l'été et à l'automne 1945, désignant la FIAT comme l'organisme responsable en Europe de l'application des parties du décret exécutif 9604 de Truman qui prévoyaient l'acquisition « d'informations concernant les procédés, inventions, méthodes, dispositifs, améliorations et progrès scientifiques, industriels et technologiques » encore à trouver en Allemagne. Pour ce faire, la FIAT s'est concentrée sur deux fonctions interdépendantes, l'une étant un projet de tournage de documents et de dossiers, l'autre - qui fait l'objet du chapitre suivant - un programme pour faciliter le travail des consultants techniques et missions techniques envoyés en Allemagne par le Bureau des Services techniques du Département du Commerce.

Le projet de filmage des documents et des dossiers

Comme pour l'ensemble de l'opération FIAT, le projet de filmer des archives et des documents est né de l'expérience du renseignement scientifique et industriel en temps de guerre. Les équipes du CIOS et d'autres enquêteurs en temps de guerre avaient souvent complété leurs rapports écrits par des copies photographiques de formules, de dessins, de plans, d'organigrammes, de rapports d'essai, de rapports de recherche et d'autres documents fournissant des détails sur des éléments comme les procédés et techniques de production. « Au fil du temps, » selon un rapport du Département du Commerce du 10 décembre 1946, « il devint clair qu'un programme massif de microfilmage était nécessaire pour obtenir toute l'information que nous voulions ».(3)

Le « programme des documents », comme on l'appelait chez FIAT, a commencé de façon ambitieuse à l'automne 1945 et s'est poursuivi un peu plus modestement jusqu'à la disparition de la FIAT, le 30 juin 1947. En utilisant les rapports d'évaluation et d'exploitation des CAFT, CIOS et Forces-T du temps de guerre, dont elle a hérité en tant que successeur de ces organisations, la FIAT a identifié quelque 20 000 cibles industrielles comme emplacements potentiels pour les documents à

filmer. À partir de la mi-janvier 1946, elle a envoyé des équipes spéciales de reconnaissance - composées d'officiers non techniques de l'Armée de terre et de chauffeurs en service temporaire à la FIAT - sur ces cibles et autres pour faire l'inventaire et rédiger les rapports indiquant la disponibilité, la nature, la condition, le volume et l'emplacement des documents à copier, le cas échéant.(4) Les cibles que les équipes de reconnaissance trouvaient prometteuses étaient ensuite visitées par des examinateurs de documents et des équipes de microfilms, habituellement dans cet ordre, mais les examinateurs de documents accompagnaient parfois les équipes de tournage pour leur montrer les documents à filmer.(5) Les examinateurs de documents (aussi appelés analystes ou simplement enquêteurs) étaient normalement des personnes de langue allemande ayant reçu une formation scientifique et technique que le Département du Commerce avait recrutées dans des universités, des entreprises industrielles, des établissements de recherche, des organismes gouvernementaux et d'autres endroits aux États-Unis afin de travailler pour la FIAT. Leurs instructions de la FIAT consistaient à rechercher des documents ayant une classification de sécurité militaire ou industrielle élevée, des demandes de brevet secrètes, des documents sous forme manuscrite originale, des documents couvrant des procédés, des formules et des techniques n'étant généralement pas connus aux États-Unis, et enfin, les comptes rendus, les documents de référence et la détermination des politiques des comités de recherche et de planification les mieux placés.(6)*. Les équipes de microfilms, qui passaient parfois des semaines à un endroit donné, copiaient les documents choisis et remettaient les films à la FIAT, qui les développait, préparait des résumés et des fiches annotées de leur contenu, puis envoyait le tout au Bureau des services techniques du Département du Commerce pour diffusion éventuelle dans le cadre du programme du Conseil des publications.(7)

Après seulement deux mois de fonctionnement, il est devenu évident que les plans initiaux ambitieux du programme de documentation devaient être modifiés. D'après une enquête menée auprès de 67 usines,

* Un ancien enquêteur se souvint des années plus tard que "toute pièce que les Allemands avaient estampillée *Geheim* [secret] était photographiée, même des factures de blanchisserie ou des lettres d'amour". Fred S. Thornhill à l'auteur, 28 septembre 1981.

une étude de la FIAT a estimé que plus de 3 milliards de pages devraient être examinées et qu'environ 33 millions de pages devraient être microfilmées pour terminer le programme comme prévu initialement. Calculant que la projection prendrait environ sept ans et le tournage quatre autres années, l'étude FIAT a conclu qu'il serait plus réaliste de limiter le programme documentaire à environ 400 entreprises et centres de recherche sélectionnés. Les noms et lieux des entreprises et centres de recherche restants pourraient être inscrits dans un fichier de références qui s'avérerait « précieux pour des recherches plus approfondies » par les consultants scientifiques et les missions techniques envoyés en Allemagne depuis Washington.(8)

Malgré sa portée réduite et plus réaliste, le programme documentaire est resté une opération de « nettoyage scientifique » de premier ordre. *Business Week*, dans un article manifestement inspiré par quelqu'un du Département du Commerce, rapporte en mai 1946 qu'environ 100 Américains supervisaient 600 Allemands dans le programme de microfilms.(9) Les journaux quotidiens et les rapports périodiques de la FIAT montrent des examinateurs de documents et des équipes de microfilms travaillant dans des centaines d'entreprises et des centres de recherche, y compris des entreprises de premier plan tels que l'usine d'appareils photos Ernst Leitz à Wetzlar ; le Deutsches Museum ; BMW et Agfa à Munich ; les usines pharmaceutiques Merck à Darmstadt ; Degussa à Francfort et à Constance ; le Kerckhoff Institute à Bad Nauheim ; Krupp à Essen ; Bosch à Stuttgart ; I. G. Farben à Höchst, Ludwigshafen, et autres sites ; les universités à Marburg, Erlangen, Freiburg, Hambourg, Munich, Düsseldorf et ailleurs.(10) Un rapport sommaire de la FIAT du 10 décembre 1946, par exemple, énumère 87 grandes et petites entreprises et centres de recherche comme cibles du moment, indiquant dans chaque cas le nombre de pages de matériel documentaire sélectionnées pour le projet de microfilms. À Leitz, c'était 198 000 pages ; chez Merck 4 000 ; à l'Université de Düsseldorf 18 000 ; chez Degussa à Constance 14 000 ; chez I. G. Farben à Flochst 311 000 ; chez Krupp à Essen 60 000. Quant aux autres cibles, les quantités allaient de 1 000 à 500 000 pages, l'Office des brevets de Berlin se classant en tête avec 1 018 000 pages.(11) Un précédent rapport de la FIAT avait décrit le projet de l'office des brevets comme « une entreprise gigantesque », nécessitant huit examinateurs de documents et un personnel américain et allemand totalisant environ 70 personnes pour examiner quelque 34 000 demandes de brevet et copier

les 140 000 demandes en attente en Allemagne, Autriche, Italie et Japon sur « plus de 27 km de microfilm ».(12)

La portée du programme de documentation, les intérêts complexes des preneurs américains, les diverses réponses des donneurs Allemandes et - je crois - les limites de la patience de mes lecteurs, suggèrent qu'il convient d'illustrer plutôt que de décrire les dimensions de base de l'opération tout entière. Les documents disponibles sont souvent brefs, comme ceux de Chemische Werke Hüls, qui montrent qu'un groupe d'Américains devait arriver le 5 août 1946. Ils prévoyaient d'examiner les dossiers de chaque chef de service (« sämtliche Akten der einzelnen Herren ») et de microfilmer tout ce qui les intéressait. Une fois que les Américains auraient fini, les dossiers devaient être remis à leur place.(13) Il existe cependant aussi des dossiers plus détaillés et informatifs.

Cible Degussa. Les rapports d'évaluation des documents américains déposés pour Degussa montrent qu'Anthony Hass, l'examineur de documents américain affecté à l'entreprise, a visité les bureaux centraux et deux des installations de production de l'entreprise à Francfort, et la succursale à Constance, où Degussa avait évacué ses laboratoires de recherche et ses dossiers et sa correspondance pendant la guerre. À chaque endroit, Hass a interviewé des membres clés du personnel et a déterminé le type et la quantité de documents à microfilmer. À Francfort, après ses propres investigations et entretiens avec le Dr Ernst Baerwind, membre du conseil d'administration, et avec les responsables des deux sites de production, Hass a estimé la quantité à microfilmer à environ 100 000 pages pour le bureau central et 8 000 pages pour les deux sites réunis. À Constance, après des enquêtes et des entretiens similaires, il conclut que « la collection de documents est probablement l'une des plus intéressantes de la Zone française. Les dossiers complets de recherche et de brevets sont disponibles et entièrement indexés. » Un rapport déposé sur l'achèvement des travaux de microfilmage à Constance montre que la prise consistait en 12 310 images sur 13 rouleaux de microfilm. D'autres documents américains montrent qu'une équipe de microfilms s'est rendue à Francfort en mars 1947 et a travaillé sous la supervision directe de M. Hass, qui est resté sur les lieux pendant le microfilmage.(14) « Cette équipe », comme le montre une lettre contemporaine de Degussa, a occupé les salles de dossiers techniques de l'entreprise pendant six ou sept semaines et a copié « des

centaines de rapports, de directives d'exploitation et d'autres choses », période durant laquelle il était pratiquement impossible pour les responsables de l'entreprise de récupérer des dossiers et des documents quand ils en avaient besoin pour leur propre usage. Lorsque l'équipe est partie environ deux semaines plus tard, les dossiers étaient dans un tel état de désordre que, malgré les efforts de deux commis aux dossiers travaillant à temps plein pendant huit jours, ils n'avaient pas encore été « remis dans un état utilisable ».(15)

Cibles I. G. Farben, Leverkusen et Gutehoffnungshütte, Oberhausen AG. Des documents allemands contemporains indiquent qu'une équipe américaine de microfilms a travaillé à I. G. Farben, Leverkusen, à l'automne 1946, avec un permis du gouvernement militaire britannique. Le permis les autorisait à photographier des listes des produits fabriqués par l'entreprise, un fichier de documents scientifiques et techniques (« es handelt sich hier um Niederschriften über wissenschaftliche Fragen »), des rapports de recherche, des directives de fonctionnement (« Verfahrensvorschriften ») et des documents techniques. Le rapport du cabinet sur l'incident, daté du 26 novembre 1946, indiquait que l'équipe américaine était sur place depuis le 1er octobre et qu'elle microfilmait tous les dossiers importants de recherche scientifique et de production de la société (« alle wissenschaftlichen Forschungs- und Produktionsakten »).(16) À Gutehoffnungshütte, Oberhausen AG, une commission américaine composée de trois personnes arriva le 16 octobre 1946 et demanda à voir les dossiers, les registres, les rapports et autres documents qu'elle disait vouloir prendre en photo. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils feraient de ces photographies, ils ont répondu qu'elles seraient envoyées au Département du Commerce des États-Unis, qui les mettrait à la disposition du public avec des renseignements semblables recueillis auprès de l'industrie américaine. (« Im übrigen würde nicht nur die deutsche Industrie, sondern auch die amerikanische in gleicher Weise herangezogen. »). L'équipe avait un laissez-passer de l'agent local de l'industrie britannique, lui donnant la permission de faire ces photographies. Selon le rapport allemand à propos de cet incident, une enquête menée auprès de l'unité britannique locale a confirmé qu'il n'y avait aucune restriction au travail de la commission. Le rapport, daté du 15 novembre 1946, indiquait que la commission était aux archives depuis environ quatre semaines, que l'équipe des microfilms s'y était déjà rendue une fois et qu'il y avait des preuves qu'ils microfilmaient aussi dans d'autres endroits. Vraisemblablement, conclut le rapport, la

commission américaine étendra ses activités à l'ensemble de l'industrie allemande de la machine-outil.(17)

Cible Gesellschaft für Linde's Eismaschinen AG. Dans un rapport du 11 septembre 1947 que la Chambre de commerce de Munich (Industrie- und Handelskammer) avait demandé aux entreprises relevant de sa juridiction, la société Linde Eismaschinen AG a décrit ou identifié de nombreux experts et équipes américains, britanniques, français, norvégiens, néerlandais et belges qui avaient visité ladite société, et elle a désigné une commission américaine sous la direction d'un Dr Kubierschky comme étant plus pointue que toutes les autres. Les Américains ont apporté une unité complète de microfilms, avec laquelle ils ont copié environ 1 000 dessins, plans et documents. Parmi ceux-ci, poursuit le rapport, figuraient les plans complets de l'installation de production, les plans des fondations et de la structure des bâtiments, ainsi que des documents détaillant les spécifications, la construction et les utilisations des différentes installations de l'usine. M. Kubierschky, que le rapport de la firme identifiait comme un ancien représentant new-yorkais d'une firme allemande et qu'il jugeait ne pas être un expert dans le secteur d'activité de Linde, s'est surtout intéressé aux installations existantes (« fertige Anlagen »), mais son associé, qui était « apparemment un physicien », a axé ses travaux sur les calculs, spécifications et équations (« Berechnungsunterlagen »). « Cette commission, » faisait remarquer le rapport, « fonctionnait sur mandat du gouvernement américain, apparemment dans le cadre d'un projet d'acquisition d'archives sur les récentes avancées industrielles allemandes. » Le rapport concluait que l'entreprise avait été informée que l'information recueillie était mise à la disposition de tous, mais qu'elle serait utilisée par des entreprises privées pour concurrencer l'entreprise sur ses propres anciens marchés étrangers. Il s'agissait de procédés et d'équipements spéciaux (« Verfahren and Sonderkonstruktionen ») que l'entreprise avait mis des années à développer et avec lesquels elle avait un avantage considérable sur ses concurrents. Ce qui s'est passé, c'est que « nos concurrents sont entrés sans effort en possession de la technologie et du savoir-faire mêmes sur lesquels reposait notre ancien avantage comparatif ».(18)

Cible : Dr Alexander Wacker Gesellschaft für elektrochemische Industrie, GmbH. Comme l'avait fait Eismaschinen AG de Linde, la Wacker Gesellschaft für elektrochemische Industrie a répondu à la

demande de la Chambre de commerce de Munich relative aux activités de renseignement industriel technique d'après-guerre. Elle dressait la liste de 94 commissions totalisant 216 membres de Grande-Bretagne, de France, de Norvège, de Tchécoslovaquie, d'Australie, des Pays-Bas, d'Inde et des États-Unis ayant emporté au total 2 172 dessins (« Zeichnungen ») pendant les inspections dans l'entreprise entre mai 1945 et 30 juillet 1947. Les Américains, qui avaient envoyé un peu plus de la moitié des commissions et passé un total de 183 jours dans l'entreprise, avaient emmené une équipe de microfilms qui a copié tous les dessins et plans importants dans les locaux de l'entreprise à Burghausen (près de Munich) et « la collection complète des rapports de recherche, totalisant environ 20 350 pages » dans les bureaux municipaux de l'entreprise. Ainsi, le rapport concluait après de longues discussions, les intérêts étrangers avaient mis la main non seulement sur le savoir-faire technique que leurs enquêteurs avaient observé et étudié dans nos installations, mais aussi sur l'ensemble des documents de l'entreprise sur la recherche, l'expérimentation et les essais. Cela était évidemment plus important pour eux que le simple fait d'avoir les brevets et les demandes de brevet qui, en règle générale, ne permettaient pas de connaître les procédés et techniques utilisés dans la production. En d'autres termes, ils étaient maintenant en mesure de tout apprendre sur les processus et les techniques de production de l'entreprise et de les utiliser dans leur propre entreprise.(19)

Distribution des documents - Programme Booty

Comme les examinateurs de documents et d'autres enquêteurs l'ont parfois dit aux Allemands, et comme John C. Green et d'autres l'ont répété à maintes reprises lors de déclarations publiques et dans la correspondance officielle, le Bureau des services techniques (OTS) du Département du Commerce a été obligé par des directives présidentielles et les règlements d'application du Conseil des publications de rendre les informations scientifiques et techniques allemandes accessibles au grand public sans avantage aux personnes directement employées dans la collecte. Faire cela pour le programme des documents s'est avéré être une tâche écrasante. Par conséquent, l'OTS a d'abord modifié son programme de diffusion après la disparition de la FIAT en juillet 1947, et l'a ensuite abandonné après que le Congrès ait fourni seulement assez d'argent en 1948 pour éliminer

progressivement l'ensemble du programme OTS.(20) Il en est résulté que le programme des documents a eu tendance à profiter beaucoup moins au grand public qu'aux entreprises et aux particuliers qui avaient l'incitation et les ressources nécessaires pour obtenir eux-mêmes l'information de l'OTS, c'est-à-dire les concurrents et potentiels concurrents des entreprises auxquelles les documents avaient été soutirés. La diffusion réussie des documents microfilmés dans les États-Unis dépendaient en grande partie de la capacité de l'OTS et de la FIAT à recruter des personnes qualifiées pour réaliser « le plus grand transfert de renseignements de masse jamais effectué d'un pays à un autre ».(21) Il a fallu des personnes ayant reçu une formation linguistique et technique pour examiner, analyser, extraire et indexer les documents afin qu'ils puissent être identifiés et annotés dans la *Bibliography of Scientific and Industrial Research Reports* et autres publications que le Conseil des publications a utilisées pour offrir l'information au grand public - au prix de la reproduction, il convient de le noter. Pour obtenir de telles personnes, l'OTS et la FIAT ont procédé à des recrutements importants aux États-Unis et en Allemagne.

À Washington, l'OTS a sondé universités, écoles d'ingénieurs, associations professionnelles, sociétés techniques, et organismes gouvernementaux pour obtenir des candidatures et des propositions de candidature, et il a diffusé les nouvelles de ses besoins dans des revues spécialisées et autres publications. Le 27 mars 1946, John C. Green, écrivant aux « rédacteurs en chef de tous les principaux journaux spécialisés », annonce le début d'un programme de microfilmage « complexe et difficile » en Allemagne et demande de l'aide pour recruter du personnel technique que l'OTS se propose d'envoyer en Allemagne pour examiner les documents et surveiller le personnel allemand qui fera le travail en question.(22) Faisant suite à l'initiative de leur directeur, les chefs des bureaux de l'OTS - la Section de l'électronique et des communications et l'Unité des métaux et des minéraux, par exemple - ont écrit des lettres similaires à des entreprises industrielles, des universités, des associations professionnelles et commerciales et à des particuliers qui avaient été consultants du CIOS pendant la guerre.(23) Toutes les lettres demandaient de l'aide pour le recrutement du personnel que l'OTS se proposait d'employer et d'envoyer en Allemagne, mais les lettres adressées à des entreprises privées, comme les Laboratoires Bell Telephone, demandaient également si ces entreprises étaient disposées et capables de faire venir à

Washington pendant deux ou trois mois des personnes, et ce, aux frais de la société, pour analyser et indexer « un immense arriéré de documents techniques allemands » déjà disponibles. Ces représentants industriels « sans rémunération » (WOC), qui seraient évidemment en mesure de fournir des avantages directs à leurs employeurs, se sont vu promettre « des bureaux, des services de secrétariat et de dactylographie, des installations de reproduction, ainsi que l'accès nécessaire à tous rapports et documents » en échange de rapports à publier par le Département du commerce.(24)

La campagne de recrutement de la FIAT en Allemagne était apparemment aussi vaste que celle de Washington. Selon l'histoire officielle et inédite de la FIAT, « ce n'est qu'après une vaste campagne de recrutement qui a couvert l'ensemble de la zone américaine de l'Allemagne et du secteur américain de Berlin que la FIAT a réussi à recruter suffisamment de personnel autochtone qualifié » pour préparer des résumés des documents techniques allemands et les traduire en anglais.(25) L'arrogance avec laquelle la FIAT a renversé et violé les politiques de dénazification américaines en Allemagne est peut-être aussi une mesure de l'influence de cette organisation. La FIAT a réquisitionné des Allemands ayant des compétences linguistiques et techniques que des agences allemandes pour l'emploi avaient chargés - en accord avec la politique de dénazification américaine - de faire du travail commun en pénitence de leurs activités et affiliations nazies. La FIAT a donc détourné cette affectation au « travail commun » pour ses propres besoins. « Les besoins du gouvernement militaire américain en matière de renseignement l'emportent sur ceux du gouvernement local allemand », déclarait un mémorandum de la FIAT expliquant pourquoi le Burgermeister de Höchst apprit ce qui suit : « Nous estimons nécessaire de réquisitionner ses services [ceux du Dr Karl Hass, un ancien employé d'I. G. Farben] au nom du gouvernement américain. Par conséquent, pendant qu'il sert nos besoins [FIAT], il sera considéré essentiellement comme un employé de [la ville de Höchst], au service de son Pg Arbeitsdienst, et à ce titre son salaire devra être payé par votre bureau. » (26)

Certains rapports non vérifiés de l'OMGUS suggèrent que la FIAT pourrait avoir « violé les directives de dénazification à grande échelle », un fait apparemment connu de tous les Allemands, dont certains ont laissé des traces de discussions entre eux en attestant.(27) Par exemple,

l'un des scientifiques allemands que les Américains avaient évacué de la zone russe au cours de l'été 1945 et qu'ils laissèrent ensuite se débrouiller seuls a écrit plus tard au directeur de l'organisation des scientifiques évacués qu'il avait accepté un emploi d'assistant au lycée technique à Darmstadt début janvier 1946. Huit mois plus tard, il démissionna pour éviter un possible licenciement pour appartenance au parti nazi en vertu des dispositions de la loi allemande pour la Libération du National-Socialisme et du Militarisme, que les Américains avaient approuvée en mars 1946. Incapable de trouver un emploi ailleurs, il a trouvé un emploi chez FIAT à Höchst et a finalement déménagé à Karlsruhe avec l'organisation quand elle fut transférée là-bas début 1947. Il ajouta qu'après son échec (« Misserfolg ») à Darmstadt, « le seul emploi que j'ai pu trouver à l'époque était chez FIAT, où j'ai découvert d'autres scientifiques et techniciens évacués avec toutes sortes de spécialités qui se sont retrouvés dans des situations similaires à la mienne ».(28)

Transfert de microfilms à l'industrie privée

Bien que les efforts de recrutement des deux côtés de l'Atlantique aient été relativement fructueux, ils n'ont jamais été en mesure de réunir suffisamment de personnes pour faire face au volume de matériel microfilmé et ainsi remplir le mandat de l'OTS consistant à rendre l'information généralement accessible au public.(29) En janvier 1947, après un an de fonctionnement de l'opération de microfilmage des documents et des dossiers, une étude de l'OTS observait que la quantité d'information recueillie « a atteint des proportions si énormes qu'il est devenu difficile d'informer le public des avantages possibles en découlant ». Estimant que l'OTS disposait d'environ 7 000 rapports distincts et de millions de pages de documents « beaucoup trop compliqués pour un usage général », l'étude a suggéré que l'OTS prépare un recueil de la technologie allemande en temps de guerre, utilisant comme experts des personnes ayant été en Allemagne ou d'autres experts « extérieurs » pour mettre en relation, évaluer et concentrer le matériel à publier sous « forme appropriée utilisable pour un entrepreneur ordinaire ».(30) Six mois plus tard, après que la FIAT eut fermé ses portes en Allemagne et que le Congrès américain eut réduit de moitié les crédits de l'OTS, ce dernier décida d'aller dans cette direction.

À partir de juillet 1947, l'OTS a ouvert ses dossiers et documents microfilmés aux bénévoles qui se sont dits intéressés à les examiner et à les évaluer. Dans une circulaire envoyée à 625 sociétés techniques et associations professionnelles, à environ 3 000 laboratoires de recherche industrielle et à plusieurs centaines d'universités disposant d'installations de recherche à la disposition de l'industrie, John C. Green invita des candidats et des bénévoles à titre de vérificateurs et évaluateurs. M. Green a fait remarquer que l'OTS disposait d'environ 5 000 bobines de microfilms contenant quelque 500 000 documents, pour un total d'environ 5 000 000 de pages, qu'il était prêt à confier à l'extérieur pour examen et évaluation. Bien qu'il n'y ait pas de fonds disponibles pour compenser le travail, Green croyait que les données, « qui complètent et prolongent le travail des équipes d'experts » ayant été en Allemagne, seraient suffisamment précieuses pour attirer des examinateurs et les agences et entreprises auxquelles ils étaient liés. Les experts se portant volontaires auraient avantage à être les premiers à examiner le matériel. Ils pourraient, en fait, utiliser les matériels allemands originaux pour préparer des articles professionnels que l'OTS inclurait dans un « prochain Compendium gouvernemental de la technologie allemande en temps de guerre ».(31) Évidemment - mais apparemment cela n'a jamais été dit explicitement - ils pourraient aussi appliquer ce qu'ils trouvaient aux travaux de recherche de leur entreprise ou l'utiliser de toute autre manière que les entreprises et organismes qui les ont publiés et payés le souhaitent.* Les archives du Département du Commerce contiennent des dossiers de correspondance montrant que des bobines et des bobines de microfilm ont été envoyées - parfois avec du matériel pour la lecture de microfilms fourni par l'OTS - à diverses entreprises et particuliers pour évaluation et pour renvoi accompagné d'un rapport. Normalement, lorsque des entreprises ou des particuliers exprimaient leur intérêt, l'OTS leur envoyait des cartes de résumés (qui avaient été

* Par exemple, l'un des employés de Bell Laboratories passait la moitié de son temps à Washington pour passer en revue la littérature technique recueillie par l'OTS "et chercher des rapports qui pourraient intéresser les laboratoires". Il "agissait également en cette qualité pour la Western Electric Company" et était disponible à tout moment pour d'autres recherches. Bell Laboratories Record, 25 110. 3 (mars 1947), 122-23, copie au RG 40, boîte 116, dossier Publicité, WNRC.

préparées par des employés techniques allemands de la FIAT avant que le microfilm ne soit envoyé à Washington) à partir desquelles ils pouvaient identifier les bobines spécifiques correspondant à leurs intérêts. L'OTS leur envoyait ensuite les bobines qu'ils voulaient. Les dossiers contiennent également des lettres rappelant aux particuliers et aux entreprises qu'ils ne leur avaient retourné ni les rapports ni les documents qui leur avaient été envoyés.(32) En fait, le projet n'a jamais été achevé et le recueil proposé n'a jamais été publié, de sorte que les particuliers et les entreprises ont eu un accès privé à des « réparations intellectuelles » qui devaient à l'origine être diffusées au grand public. Deux cas, le premier impliquant un individu et le second une entreprise, illustrent la situation.

G. E. Guellich, un employé de l'American Optical Company qui avait enquêté sur l'industrie optique allemande et trouvé beaucoup de choses de valeur chez Zeiss et Leitz quand il était consultant scientifique en Allemagne en 1945, était un de ceux qui avaient demandé et reçu une livraison de microfilm pour examen et évaluation. Après avoir examiné le matériel et discuté du projet avec la direction, Guellich a écrit au Département du Commerce qu'il y avait 140 000 images, sur 220 bobines, dont il avait pu examiner et évaluer les échantillons à raison d'environ 2 minutes 1/2 par image. À ce rythme, a-t-il extrapolé, il faudrait 6 000 heures de travail, soit 30 semaines de travail à temps plein effectué par 5 personnes compétentes parlant couramment l'allemand, pour mener à bien cette tâche. C'était plus que ce que la direction de son entreprise était prête à souscrire. Il avait cependant identifié « des bobines et des images particulières » qui l'intéressaient, et il a dit qu'il prévoyait d'y travailler personnellement le soir pendant environ dix heures par semaine. Ce qui l'intéressait précisément et pourquoi n'est pas révélé dans les archives disponibles. Mais il a exploité le matériel jusqu'à ce que son contact au Département du Commerce l'informe que l'opération prenait fin le 30 juin 1948, et lui demande de retourner les bobines quand il en aurait fini avec elles, déclarant qu'« aucune activité supplémentaire sur microfilm ne sera menée ».(33)

Selon son président, William C. Speed, « le principal fabricant américain de supports d'enregistrement professionnels »(34), Audio Devices, Incorporated, avait, pendant environ un an, remarquablement tiré parti du savoir-faire technique allemand ainsi spolié avant que la

société ne s'engage dans le projet d'examen et d'évaluation des microfilms du Département du Commerce. Speed a assisté à une démonstration - organisée au Département du Commerce par l'Office of Technical Services (OTS) et l'Institute of Radio Engineers - d'un nouveau magnétophone allemand, le Magnetophone, dont le Colonel Richard H. Ranger avait rapporté un modèle aux États-Unis pour faire des recherches. Peu de temps après la démonstration, M. Speed est retourné à Washington pour apprendre tout ce qu'il pouvait sur le nouveau procédé, ayant conclu qu'il « révolutionnerait l'industrie du disque » et que « le magnétophone est le premier développement vraiment important en enregistrement et reproduction sonore à être mis en avant depuis que Western Electric a abandonné l'enregistrement acoustique il y a vingt ans ».(35) L'OTS lui a fourni des copies des rapports déposés par les enquêteurs qui s'étaient rendus en Allemagne et a permis à l'entreprise d'examiner le magnétophone que Ranger avait rapatrié à des fins de recherche. Les ingénieurs d'Audio Devices ont par la suite produit une bande d'enregistrement magnétique de très haute qualité, dont Speed a envoyé un échantillon à l'OTS avec une lettre reconnaissant que « la fabrication de ce matériel et une grande partie du succès que nous avons obtenu est due presque entièrement aux informations, rapports et documents que nous a fournis le Département du Commerce... Je suis sûr que si votre ministère n'avait pas mis les procédés allemands à notre disposition, nous serions presque certainement encore en train d'expérimenter avec du matériel et des méthodes de qualité inférieure ».(36)

Après une année d'essais, au cours de laquelle il s'est personnellement rendu en Europe et s'est informé de l'évolution de la situation, Speed a de nouveau écrit à l'OTS, déclarant que « notre travail sur bande progresse maintenant à un rythme rapide » et se vantant que « les spectacles Crosby et Burl Ives » utilisent ce produit. « Les opérations pilotes touchent maintenant à leur fin, poursuit-il, et la production de masse commence à se mettre en place. D'autre part, il écrit dans la même lettre : « Nos efforts pour collaborer avec votre ministère dans l'évaluation des bobines de microfilm sont certainement arrivés à un mauvais moment. Personne ici ne lit l'allemand technique [et] ce qui est écrit en anglais est loin de nos intérêts. Je suis désolé de devoir vous décevoir à ce sujet, mais franchement, cela coûte plus cher qu'il n'y paraît »(37).

Épilogue

Bien que le Département du Commerce ait mis fin au programme des documents le 30 juin 1948, les documents microfilmés et les documents en sa possession ont continué d'être mis à la disposition de tous ceux qui voulaient et pouvaient identifier ce qu'ils voulaient et payer les frais de reproduction. C'est le cas du projet allemand de récupération de documents sur les combustibles synthétiques lancé par le Center for Energy and Mineral Resources de la Texas A & M University en 1975, après le traumatisme du choc pétrolier de 1973-1974 et la clameur publique qui a suivi pour une industrie des carburants synthétiques viable aux États-Unis. Bien que le projet ait été mis « en veilleuse » avant son achèvement, il est important d'en faire part ici non seulement pour illustrer l'impact à long terme du savoir-faire scientifique et technique allemand spolié et envoyé aux États-Unis, mais aussi pour illustrer la manière dont les « réparations intellectuelles » sont passées de mains privées allemandes vers des mains privées américaines en passant par la FIAT et l'OTS.

Initialement financé sur trois ans par diverses sources, dont Dow Chemical Company, Diamond-Shamrock Corporation, Union Carbide et Texas A & M University, le plan consistait à localiser, récupérer et éventuellement stocker sous une forme accessible - dans une banque de données informatiques des Oak Ridge National Laboratories - tous les enregistrements des techniques de conversion du charbon en pétrole qui avaient été apportés aux États-Unis après la guerre par la Technical Oil Mission et les autres équipes, missions et unités du renseignement.(38) Le projet a prospéré brièvement au milieu et à la fin des années 1970, puis il a été éclipsé lorsque ni des sources privées ni le Département de l'énergie des États-Unis n'ont voulu fournir de fonds pour sa poursuite. Selon l'un des principaux promoteurs du projet, « le manque d'intérêt actuel pour les carburants synthétiques nous a contraints à mettre en veilleuse notre projet allemand de récupération de documents ».(39) Fait significatif, l'une des sources d'information les plus importantes pour le projet était une collection de « 306 bobines de microfilm comprenant environ 300 000 pages de documents originaux allemands », dont certaines avaient été utilisées après la guerre pour la recherche et l'expérimentation par le Bureau des mines et plusieurs entreprises et établissements de recherche privés.(40) En plus des microfilms, le projet

Texas A & M a permis de récupérer des rapports en temps de guerre du CIOS et d'après-guerre de la FIAT. Ces derniers étaient des rapports déposés par des consultants techniques et des missions techniques qui s'étaient rendus en Allemagne dans le cadre du programme du Département du Commerce visant à mettre en œuvre le décret présidentiel 9604 du président Truman, qui prévoyait l'acquisition d'« informations concernant les procédés, inventions, méthodes, dispositifs, améliorations et avancées scientifiques, industrielles et technologiques ».

Nous pouvons maintenant nous tourner vers le programme de la FIAT visant à faciliter le travail des consultants techniques et des missions techniques, un programme qui s'inscrit en parallèle et en complémentarité avec le projet de filmage des documents et des dossiers de la FIAT.

Consultants et Missions

Une fois l'opération de renseignement scientifique et technique en temps de guerre « carrément lancée dans le domaine commercial », comme l'a dit le général Clay en octobre 1946,(1) le Bureau des services techniques (OTS) à Washington et la Field Information Agency, Technical (FIAT) en Allemagne ont transformé cette première opération militaire en opération civile. En janvier 1946, dans un article décrivant les changements administratifs occasionnés par la transformation et reflétant les efforts de l'OTS pour recruter des consultants scientifiques et techniques pour se rendre en Allemagne, Chemical Industries avertit que la collecte d'informations techniques en Allemagne serait compromise « à moins que l'industrie ne vienne à son secours ». Il restait encore beaucoup à faire, et « le travail consistant à fournir et à financer des experts pour la suite des travaux sur le terrain... a été laissé à l'industrie ». Les entreprises chimiques américaines, poursuit l'article, avaient leurs propres intérêts en jeu ; un investissement de 2 000 \$ à 3 000 \$ pour envoyer quelqu'un en Allemagne pendant trois mois pourrait permettre à une entreprise d'obtenir des « informations de première main », même si la personne envoyée devait voyager comme représentant du gouvernement et faire un rapport final qui serait rendu public.(2)

Recrutement de consultants et missions

La campagne de l'OTS pour le recrutement de personnes issues de l'industrie privée, dans le cadre du plan visant à « utiliser des méthodes d'aspiration pour acquérir toutes les informations techniques et scientifiques dont disposent les Allemands », a fait beaucoup d'effet(3). Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, John C. Green a demandé aux rédacteurs en chef de tous les principaux journaux spécialisés de proposer des candidats et des bénévoles pour le programme des documents de la FIAT. Dans le même memorandum, il a invité les entreprises privées à dire à l'OTS ce qu'elles voulaient

d'Allemagne et à désigner ou fournir des enquêteurs qui pourraient aller le chercher, soit comme consultants scientifiques individuels, soit comme membres de missions spéciales que le Département du Commerce se proposait d'organiser pour des groupes industriels ou scientifiques.(4) « Nous avons l'intention de faire largement connaître à l'industrie », a écrit M. Green à la FIAT, « que les entreprises peuvent envoyer leurs techniciens en Allemagne pour faire des enquêtes, les dépenses devant être à la charge des entreprises et les résultats devant être communiqués au Département du Commerce pour publication ».(5) C'est précisément ce qu'a fait l'OTS par le biais de communiqués de presse, d'appels téléphoniques à des dirigeants industriels, de visites à des associations professionnelles et à des sociétés techniques, et de divers autres moyens. Par exemple, un fonctionnaire de l'OTS a passé une journée à visiter des sociétés d'ingénierie à New York ; un autre s'est rendu à New York, Chicago et Cincinnati pour rencontrer des représentants de diverses sociétés et discuter de « l'opportunité de mener d'autres enquêtes de renseignement en Allemagne ». D'autres encore ont assisté à des réunions et à des congrès de l'American Chemical Society, du National Metal Congress and Exposition et de la National Association of Manufacturers, où Green lui-même a prononcé un discours.(6)

En réponse à la campagne de l'OTS, comme l'ont fait de nombreuses autres publications spécialisées, un rédacteur en chef de *Food Industries* a écrit que « votre gouvernement vous offre une chance de participer aux réparations de la guerre - des réparations sous forme d'informations technologiques... dans tous les domaines de l'industrie et de la recherche », notamment « les méthodes de test, la recherche chimique, les nouveaux produits, les nouveaux matériaux et méthodes de production, le développement des usines ».(7) Dans un article similaire, *Science News Letter* a cité les produits chimiques, l'aéronautique, l'industrie automobile, les machines-outils, l'équipement industriel, les carburants et lubrifiants, les métaux et minéraux, le matériel de communication, les instruments scientifiques, la construction navale et les textiles parmi les domaines dans lesquels l'OTS recherchait des personnes compétentes. « Si une industrie ou un groupe scientifique souhaite étudier les méthodes industrielles allemandes, l'oncle Sam prendra les dispositions nécessaires pour qu'une mission puisse se rendre en Allemagne. »(8)

L'organisation de ces missions peut être illustrée par les exemples suivants dans le domaine pharmaceutique. Après avoir lu l'article dans *Chemical Industries*, mentionné ci-dessus, C. R. Addinall, directeur adjoint de la recherche chez Merck & Company, a écrit à l'OTS qu'il avait planifié un voyage d'affaires en Europe pour recueillir des informations commerciales et scientifiques « utiles pour Merck & Co, Inc. » et qu'il aimerait discuter d'un voyage en Allemagne comme représentant gouvernemental pour acquérir « des informations qui seraient d'intérêt public et aussi utiles pour Merck & Co, Inc. ». Les principaux intérêts de Merck étaient les vitamines, les hormones, les antibiotiques et les produits chimiques pharmaceutiques « de tous types », a-t-il noté, mais la société s'intéressait aussi aux herbicides, fongicides, insecticides, germicides et « diverses matières premières et procédés pour la préparation de produits chimiques organiques de base utiles aux travaux synthétiques dans les plus grands domaines ».(9) L'OTS a par la suite invité les principales firmes pharmaceutiques américaines à envoyer des représentants à Washington pour participer à une réunion.* Lors de la réunion, Addinall a dit qu'il avait étudié les rapports des personnes qui avaient suivi les armées en Europe et a trouvé certains d'entre eux comme étant assez bons, mais la plupart ne contenaient pas les détails essentiels. « Si une entreprise veut fabriquer un produit chimique », dit-il, « elle veut savoir ce que ce produit chimique peut faire, connaître ses antécédents et ce qui peut être fait - elle veut un processus de fabrication complet, et elle veut savoir si un brevet a été demandé ou accordé et s'il est en cours de transfert à une société aux États-Unis ».(10) Après avoir été informés par les représentants de l'OTS des coûts pour les entreprises, des exigences en matière de passeport et d'examen physique, de la nécessité d'acheter des uniformes de l'armée et de l'obligation pour l'OTS de préparer des rapports à rendre publics, on a demandé aux représentants de l'industrie présents à la réunion de retourner voir leurs administrateurs « le plus tôt possible dans cette perspective ». Cinq jours plus tard, l'OTS a publié un

* Outre Addinall de Merck, des représentants de Monsanto Chemical Company, Upjohn, Pfizer, Dow Chemical, Parke-Davis, Mallinckrodt Chemical Works, E. R. Squibb & Sons, Sharp & Dohme et Abbott Laboratories ont participé à la réunion (voir note pour ce chapitre). Bien sûr, il n'est pas clair s'ils étaient intéressés à aller en Allemagne ou simplement à garder un œil sur la concurrence.

communiqué de presse indiquant que des équipes d'enquêteurs américains étaient en train d'être constituées pour passer au peigne fin l'industrie pharmaceutique allemande à la recherche d'informations utiles aux entreprises américaines. « Des dizaines de documents sur les nouveaux produits et les nouvelles méthodes de production déposés dans les bureaux et les laboratoires allemands sont à votre disposition », poursuit le communiqué de presse. « D'autres informations peuvent être obtenues par le biais d'entretiens avec des techniciens allemands... sur place... Souvent, un enquêteur qui connaît son domaine peut détecter des déclarations évasives ou fausses faites par des techniciens allemands et retracer les faits réels en la matière. »(11)

Tout au long de 1946 et du premier semestre de 1947, le Département du Commerce a parrainé des centaines de missions de ce genre, auxquelles participaient un ou plusieurs représentants de groupes industriels ou d'associations professionnelles, comme la Society of Automotive Engineers. Par exemple, en temps de guerre l'industrie cinématographique a envoyé une mission pour enquêter sur les procédés allemands de fabrication de films en couleurs et l'industrie textile a envoyé deux missions de suivi pour approfondir les conclusions des enquêtes sur les textiles.(12) Comme nous l'avons mentionné ailleurs dans la présente étude, l'industrie pétrolière a appuyé une mission technique pétrolière d'après-guerre - dirigée par W. F. Faragher, de la Houdry Process Corporation, et Harold V. Atwell, de la Texas Company - et a ensuite coopéré avec d'autres pour envoyer une deuxième mission de suivi par Faragher. Chacune de ces missions devait s'ajouter aux conclusions de la mission technique pétrolière en temps de guerre proposée à l'origine par le ministre de l'Intérieur Harold Ickes.(13) Souvent, cependant, une « mission » ne comprenait pas plus d'une personne à la recherche d'informations spécifiques utiles à son entreprise. Par exemple, Sosthenes Behn, le président d'ITT, a accepté de faire don des services d'un employé d'ITT, le Dr T. M. Odarenko, au Département du Commerce, « étant entendu que le Dr Odarenko sera autorisé à obtenir pour nous des informations qui nous intéressent uniquement à cause de nos filiales ».(14)* De plus, W. H. Reynolds, un

* Edwin Y. Webb, de l'OTS, a déclaré dans une lettre adressée à Behn : "Vous avez accepté de mandater le Dr Odarenko pour continuer notre travail en Allemagne, et je vous assure de mes efforts pour rendre ces résultats

consultant scientifique de l'American Instrument Company, qui, selon lui, est la seule entreprise américaine à « construire des appareils à haute pression et à haute température pour les réactions chimiques catalytiques », s'est rendu en Allemagne sous les auspices de l'OTS et a visité les deux seules entreprises allemandes qui faisaient la même chose. À son retour, il a exprimé des doutes quant à la valeur générale de ses enquêtes, mais il a affirmé : « Dans mon cas, ça a été d'une grande valeur pour mon entreprise et nous en avons tiré profit dès que cela fut rendu public ».(15)

Quoi qu'il en soit, le *New York Times* rapportait en mai 1947 - alors que, dans un souci d'économie, le 80e Congrès semblait sur le point d'arrêter le projet d'exploitation allemand de l'OTS - que « le projet allemand de 'brain-picking' [collecte des cerveaux] est l'entreprise commune des entreprises et du gouvernement », ajoutant que « pour aider les employés du [ministère du] Commerce à trouver les documents, l'industrie américaine envoya 6 000 de ses propres experts en Allemagne à la recherche des dossiers, brevets et usines de I. G. Farben ». L'article donnait ainsi l'impression trompeuse que le programme visait exclusivement I. G. Farben, ou au mieux les géants industriels allemands qui avaient fourni la machine de guerre allemande et méritaient ce qu'ils recevaient en retour.(16) Quant à la portée du programme de consultants scientifiques et de missions techniques, un tableau préparé par la FIAT à la veille de sa dissolution montre qu'au cours de l'année se terminant le 31 mai 1947, la FIAT avait traité et approuvé 1 398 enquêteurs américains et 1 075 autres examinateurs de documents pour 969 et 640 visites sur place, respectivement.(17)**

mutuellement avantageux pour tous les intéressés". Webb à Behn, 9 avril 1946, RG 40, boîte 116, dossier ITT, WNRC.

** L'OMGUS officiel non publié, Historical Office, *History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Période du 1er juillet 1946 au 30 juin 1947*, MS dans le RG 319, CMH, Historical Manuscripts file, NA, montre qu'entre le 1er juillet 1946 et le 30 juin 1947 FIAT a traité 4 994 enquêteurs alliés pour 2 922 visites sur place. Mes propres recherches montrent que les enquêteurs alliés venaient des États-Unis, de Grande-Bretagne, de France, de Russie, des Pays-Bas, de Norvège, de Tchécoslovaquie, du Danemark, de Belgique, du Canada, d'Australie, d'Inde, du Brésil et de Chine, la plupart provenant des trois premiers pays. Je n'ai pas pu trouver de chiffres officiels ou

Vivre et travailler en Allemagne

Les experts sélectionnés pour se rendre en Allemagne se rendaient normalement d'abord à Washington, où ils achetaient des uniformes, se faisaient vacciner et s'occupaient des formalités administratives nécessaires pour devenir « consultants scientifiques » de l'OTS et recevoir leurs missions à la FIAT. De Washington, ils se rendaient à New York et s'envolaient de là - normalement via Gander, Shannon et Amsterdam - jusqu'à Francfort ; de là, ils étaient conduits au siège de la FIAT à Höchst (après le 1er janvier 1947 à Karlsruhe). À la FIAT, les chefs de division leur donnaient des instructions et - en attendant les autorisations militaires et les ordres de voyage pour les cibles de leur choix - leur donnaient accès à la bibliothèque FIAT et aux rapports d'évaluation des cibles FIAT ainsi qu'à ceux recueillis par le CIOS et autres services de renseignement pendant la guerre.(18)

Bien que beaucoup d'entre eux se soient plaints des retards « inutiles » au siège de la FIAT, les experts vivaient dans un confort relatif au Ritter's Park Hotel de Bad Homburg, une « très belle » station balnéaire « relativement intacte » dans le Taunus, un des sites naturels idylliques de l'Allemagne. Le complexe de l'hôtel et du parc, qui aurait fourni des dortoirs avec « beaucoup de salles de bains », des courts de tennis, des sources minérales, des bains publics, un bar avec des boissons alcoolisées bon marché, un cinéma et d'autres installations de divertissement - dont « le célèbre restaurant civil et dancing club » - était géré par l'USFET Special Services et entièrement composé de personnels allemands qui étaient rémunérés par des sources locales et qui étaient apparemment « soucieux de faire plaisir » en échange de cigarettes, de chocolat, de savon et d'autres commodités. Selon la FIAT, l'idée était que « tout le personnel technique soit regroupé de manière à pouvoir passer son temps libre à converser sur des sujets d'intérêt mutuel et à avoir des contacts sociaux entre eux ».(19)

Une fois sortis du siège de la FIAT et envoyés sur le terrain pour mener les enquêtes pour lesquelles ils étaient venus en Allemagne, les

fiables pour la période antérieure au 1er juillet 1946, et je ne sais pas d'où vient le chiffre de 6 000 du *New York Times*.

consultants scientifiques étaient confrontés à des changements dramatiques dans leurs conditions de vie et de travail. Ils voyageaient dans des jeeps, des voitures de commandement, des berlines ou des véhicules de transport que l'armée leur assignait en fonction de la disponibilité et de la taille de leurs groupes, et ils transportaient leurs propres bagages et rations. Sur ou près de leurs cibles, qui étaient généralement dispersées et nombreuses, ils logeaient dans des maisons et des appartements allemands réquisitionnés - certains apparemment bons, d'autres rudimentaires - qui leur étaient affectés par des détachements du gouvernement militaire local ou par des unités militaires. Leurs ordres de voyage et laissez-passer FIAT les autorisaient à visiter les usines allemandes, à examiner les procédés et les produits, à prendre des photographies et des échantillons, à exiger des dessins, des plans et des blueprints et, selon John Green, « prendre toutes autres mesures appropriées pour extraire toute information » dont ils avaient la garde, et, selon John C. Green, « prendre toutes autres mesures appropriées à l'extraction complète de l'information » qu'ils recherchaient.(20)

« Mesures appropriées » et autres méthodes

Une photo accompagnant un article intitulé « La plus grande chasse au trésor du monde », publié dans *Nation's Business*, un organe de la Chambre de commerce des États-Unis, montre un Américain en uniforme pointant du doigt un individu gros et insolent en présence de deux autres personnes en tenue de travail pointant aussi leur doigt. On peut lire ce qui suit dans la légende : « Un fonctionnaire du gouvernement américain interroge un industriel allemand au sujet de son usine alors que les travailleurs esclaves russes qui travaillaient pour lui lui rafraîchissent la mémoire ».(21) La directive sur la création de la FIAT donnait aux enquêteurs le pouvoir de renvoyer, d'arrêter et de faire interner des Allemands, et le manuel FIAT pour les équipes de terrain leur demandait de déférer les cas difficiles au responsable du renseignement militaire le plus proche et ensuite de soumettre à la FIAT un rapport d'incident.(22)

Mais si l'on lit sans esprit critique les comptes rendus publiés des enquêtes, on est porté à croire qu'à quelques exceptions près, les Allemands ont volontiers, voire même avec enthousiasme, partagé leur

savoir-faire. « L'un des développements les plus intéressants du travail de renseignement en Allemagne », selon l'un de ces rapports, « était la coopération presque universelle de la part des scientifiques, des responsables d'usine et du personnel allemands. Quelques-uns étaient renfrognés, d'autres ont fait preuve d'étroitesse d'esprit, d'autres encore ont délibérément tenté d'induire les enquêteurs en erreur », mais la plupart ont parlé librement et divulgué leur expertise.(23) Selon un autre compte rendu publié, les enquêteurs de retour ont rapporté que les Allemands ont donné des informations librement, en partie parce qu'ils espéraient que leurs informations étaient suffisamment importantes pour qu'on les invite aux États-Unis pour y travailler, mais aussi parce qu'ils craignaient d'être soumis à une « enquête militaire supplémentaire » et de finir dans « un camp avec des Nazis purs et durs et d'autres qui ne veulent pas coopérer ».(24) « Nous avons le pouvoir d'exiger qu'ils soient emprisonnés pendant deux ans s'ils nous mentaient, mais ce n'est pas la peur qui les a poussés à se montrer coopératifs », a déclaré un chercheur de retour à ses étudiants du Massachusetts Institute of Technology. Il expliqua :

Tout d'abord, ils étaient impressionnés par l'uniforme d'une armée conquérante et, deuxièmement, ils espéraient faire bonne impression dans l'espoir que nous pourrions faire en sorte qu'ils se rendent aux États-Unis ou en Angleterre où ils pourraient être au chaud et manger trois vrais repas par jour. L'idée de devoir aller en Russie qui, dans bien des cas, semblait la seule autre alternative, leur faisait horreur.(25)

Enfin, un autre récit publié, après avoir commenté que les « conquis » ne pouvaient pas se permettre d'être « trop réfractaires » et ayant souligné la « tendance naturelle de l'homme à se vanter du travail bien fait », est même allé jusqu'à conclure, dans la meilleure circonlocution militaire de l'époque, qu'« il était possible de convaincre nombre des meilleurs scientifiques que leur carrière en recherche militaire était arrivée à son terme, et que leur meilleur recours pour préserver leur travail dans le domaine de la science consistait à le transmettre à une institution scientifique qui était au-dessus du plagiat, qui développerait davantage leurs idées et qui leur accorderait un crédit approprié. » (26)*

* Une vision légèrement différente de la coopération allemande apparaît dans une lettre du 8 septembre 1981 adressée à l'auteur par R. D. Dunlop, un chercheur de la société Monsanto Chemical Company qui a été chercheur sans

Cependant, les réalités étaient souvent quelque peu différentes. Des dossiers américains montrent que des enquêteurs ont enlevé des Allemands de chez eux et de leur lieu de travail pour les emmener à « Dustbin », un centre de détention et d'interrogation pour scientifiques et industriels, où ils pouvaient être détenus indéfiniment pour exploitation.(27) Là, ils étaient soumis à des indignités qui leur étaient très étrangères, car ils étaient habitués à la déférence et au respect traditionnellement accordés à une « aristocratie scientifique de la classe dirigeante ».* Les détenus de « Dustbin » étaient « tenus de nettoyer leur propre chambre, de faire leur lit et de laver leurs vêtements » et on leur donnait des « devoirs » consistant à rédiger des rapports sur leur travail et leurs domaines de connaissances spécialisées.(28)

D'autres documents américains montrent, par exemple, qu'un enquêteur a pris des documents chez le Dr H. Küppenbender, un responsable de la Zeiss Optical Company, « pendant son absence temporaire de Heidenheim » et a laissé un bref reçu au détachement du gouvernement militaire local montrant qu'il avait pris « diverses notes... concernant le développement d'un nouveau type de volet pour caméra ».(29) Les responsables de Brown-Boveri et Cie, AG, ont refusé de donner des informations aux enquêteurs, affirmant que l'entreprise appartenait en partie à des intérêts étrangers et était donc exemptée. Par la suite, le quartier général du gouvernement militaire américain à Francfort a informé la FIAT que les responsables de Brown-Boveri devaient répondre à « toutes les questions des équipes d'enquête autorisées des Alliés », que la propriété étrangère n'était pas une excuse acceptable

compensation (WOC) en Allemagne de novembre 1946 à mars 1947. Il affirme que les Allemands se sont montrés coopératifs et ouverts dans leurs discussions avec les Américains, apparemment parce qu'ils pensaient que les Américains se fourniraient chez eux ; ils étaient beaucoup moins coopératifs lorsque les équipes étaient multinationales.

** Fritz Ebner, dans une interview à Darmstadt le 12 mai 1981, m'a donné une description graphique de cette "aristocratie". Ses membres étaient conduits par des chauffeurs en uniforme. Leurs bureaux, leurs lieux de travail et leurs laboratoires étaient leurs châteaux, où le calme régnait et où personne ne sortait des rangs. Leur vie était "régularisée et routinisée", et ils désapprouvaient l'informalité, par exemple, lorsqu'un fonctionnaire portait son col de chemise ouvert à une "occasion". Ebner ajouta [...] qu'ils dédaignaient les adultes qui mâchaient de la gomme.

pour le non-respect des règles et que tous les agents FIAT opérant sur le terrain devraient en être informés. En outre, poursuit le conseil, « il est suggéré que [les enquêteurs] informent les personnes interrogées que tout manquement de leur part à répondre correctement concernant les activités de [leur société] exposera cette personne à une peine en vertu de l'ordonnance no 1 du gouvernement militaire ».(30) Lorsque les enquêteurs de la FIAT ont appris que les entreprises allemandes avaient souvent entreposé des papiers et des documents importants pour les protéger des raids aériens, il serait devenu « pratique courante » pour les enquêteurs de la FIAT « d'interroger les directeurs des usines sur cette question ». Quand un fonctionnaire d'I. G. Farben à Offenbach admit avoir entreposé des documents dans un coffre-fort d'une banque voisine, mais que les clés avaient été perdues, la FIAT « s'est arrangé pour que les coffres soient éventrés ».(31) Dans les locaux de l'usine Ernst Leitz à Wetzlar, des enquêteurs qui « avaient eu beaucoup de mal avec les fonctionnaires... à s'assurer de l'étendue des dossiers techniques... ont eu recours à de sévères méthodes de pression et ont ainsi eu accès à tous leurs matériels. »(32)

Les archives allemandes regorgent de récits d'incidents similaires et sont riches en références à des tentatives infructueuses de refuser l'accès aux archives, aux installations et au savoir-faire non breveté, à des demandes infructueuses de reçus et aux efforts vains pour obtenir compensation pour tout le savoir-faire scientifique et technique apporté par les Allemands. Elles contiennent également des commentaires pathétiques à partir desquels il est facile de déceler la contrainte implicite à laquelle ils ont cédé.

Peu de temps après la capitulation de l'Allemagne – peut-on aussi lire dans le commentaire d'une personne qui a préféré ne pas donner le nom de son entreprise « parce que la question est si sensible » - toutes les sociétés, quelle que soit leur position dans leur domaine, ont été envahies par des commissions françaises, britanniques et américaines. Celles-ci exigeaient des informations sur les expériences techniques, sur les méthodes de production et sur les savoir-faire industriels de toutes sortes. Il était presque impossible de ne pas divulguer de telles informations parce que les commissions, par diverses manœuvres et techniques, étaient généralement capables de trouver d'autres sources d'information qui leur permettaient de surprendre les Allemands en leur demandant de plus en plus de détails.(33) Selon une lettre de Degussa

au ministre de l'Économie et des Transports de Hesse, les visites ne visaient pas seulement à recueillir des informations, mais aussi à inspecter les usines et les équipements et à prendre des photos, des échantillons de produits, des recettes et des formules, des dessins et des plans et des documents concernant l'entreprise entière. Parfois, lorsque les enquêteurs arrivaient sans laissez-passer FIAT ou avec des laissez-passer qui semblaient peu clairs ou inappropriés aux responsables de l'entreprise, il y avait des affrontements désagréables que Degussa a tenté de résoudre en contactant des unités des forces d'occupation américaines. Dans ces cas, les enquêteurs revenaient habituellement avec des laissez-passer appropriés pour faire ce qu'ils avaient voulu faire au départ.(34) Des représentants de deux entreprises - E. Merck (Darmstadt) et Alexander Wacker (Munich) - ont rapporté lors d'une réunion de la Commission allemande de contrôle de la recherche de la zone américaine que des chercheurs se sont rendus dans des entreprises allemandes avec des rapports qu'ils avaient achetés dans des librairies aux États-Unis ou Grande-Bretagne.* Pour compléter ces rapports, ils ont exigé des informations sur les processus de production et les directives internes. Ils voulaient des renseignements complets et détaillés sur l'équipement, les formules, les pressions, les températures et les temps, ainsi que des spécifications et des dessins pour les bâtiments, les laboratoires, l'équipement, etc. Ainsi donc, ont conclu les représentants des entreprises, l'industrie allemande était privée de son capital intellectuel le plus précieux (« das wertvollste geistige Kapital »), et ce sans aucun contrôle (« vollig unkontrolliert »), donc sans crédit au compte des réparations de l'Allemagne.(35) Enfin, la société H. A. Waldrich, GmbH, Maschinenfabrik (Siegen/Westfalen) a indiqué à son association industrielle de Düsseldorf que les enquêteurs avaient demandé des plans et des échantillons de raboteuses, de perceuses verticales et de tours, ainsi que des plans de production (incluant commandes et contrats, informations sur les coûts, techniques de production, dossiers techniques, temps et autres études de mouvement), études scientifiques, calculs, essais en laboratoires, méthodes de contrôle et mesure, littérature spécialisée, journaux

* En fait, il s'agissait de copies des rapports du CIOS en temps de guerre, des rapports d'évaluation des cibles FIAT ou des rapports déposés par les enquêteurs FIAT précédents, fournis aux enquêteurs par l'OTS ou la bibliothèque FIAT.

professionnels, catalogues, formulaires imprimés et diverses listes, y compris les noms des clients et des fournisseurs.(36)

Quelques exemples de cas

Cas 1 : Le suivi de la mission technique pétrolière américaine. Comme nous l'avons déjà dit, après le retour de la U.S. Technical Oil Mission en temps de guerre aux États-Unis, le Bureau of Mines, l'American Petroleum Institute et d'autres membres de l'industrie ont identifié des sujets qui devaient faire l'objet d'une enquête plus approfondie en Allemagne et nommé un comité d'étude pour effectuer le travail. L'un des membres du comité, le Dr W. F. Faragher, de la Houdry Process Corporation, s'est par la suite rendu en Allemagne à titre de consultant technique de l'OTS/FIAT pour obtenir des rapports sur une quinzaine de sujets, dont la synthèse Fischer-Tropsch, l'oxosynthèse et les huiles lubrifiantes synthétiques, qui étaient nécessaires pour combler les lacunes laissées par la première mission pétrolière, selon M. Faragher.(37) Au début de janvier 1947, il réunit à Leverkusen un nombre important d'experts de l'industrie chimique allemande et leur assigna des sujets sur lesquels ils devaient préparer des documents, sans, semble-t-il, demander d'abord à ces experts s'ils étaient disposés à le faire et, dans au moins un cas, il fit appel à un expert, le Dr Robert Gehrke, qui ne se trouvait même pas à la réunion.(38)

Faragher n'a jamais tenu ses promesses de payer les experts pour leurs services, un fait qui a été consigné dans de nombreuses lettres par la suite.(39) Le problème, c'est qu'un grand nombre des experts en question vivaient à l'intérieur des zones britannique et française, où la branche américaine de la FIAT ne pouvait tout simplement pas ordonner aux autorités locales de les payer au titre des frais d'occupation - le mode de paiement typique de la FIAT pour les services - et il semble que Faragher préférerait ne pas passer par les autorités d'occupation britanniques et françaises pour de tels ordres. De plus, suivant son propre récit publié, « certains des rédacteurs désirés avaient été exclus de toute occupation autre que le travail manuel » en raison de leurs « affiliations avec le parti nazi... Heureusement, il a été possible d'utiliser ces rédacteurs », écrivait-il, « en prenant des dispositions avec les branches appropriées du gouvernement militaire et des agences

allemandes ».* Faragher qualifiait ces dernières de fastidieuses et « un grand handicap », mais omettait toute référence à la rémunération.(40) Quoi qu'il en soit, quatre ans après les faits, le président du comité d'étude technique de la mission pétrolière de Faragher a avisé John C. Green que les dispositions pour payer les rapports n'avaient pas été respectées et que Faragher, qui se sentait moralement obligé de faire quelque chose, avait envoyé des colis alimentaires, pour lesquels une demande de soumissions auprès du American Petroleum Institute avait recueilli 1 650 \$ auprès de diverses entreprises du secteur. L'objectif principal de sa lettre était toutefois de demander à l'OTS de l'aider à obtenir les rapports qui n'avaient pas encore été remis, en particulier celui du Dr Heinrich Tramm, de Ruhrchemie AG à Oberhausen, qu'il savait être terminé mais que Tramm avait refusé de remettre.(41)

Dès décembre 1948, Ruhrchemie AG avait saisi la Joint Import-Export Agency (JIEA), une agence de régulation anglo-américaine du commerce extérieur bizonal, sur la question des paiements.(42) L'agence a statué que l'entreprise devait être payée, non seulement pour le travail réel et les coûts immédiats liés à la préparation du rapport, mais aussi pour la valeur intrinsèque de l'information contenue dans le rapport. Ce dernier point était un point que ni la FIAT américaine ni les Forces-T britanniques n'étaient disposés à discuter avec qui que ce soit dans le passé et qu'ils ne discuteraient pas non plus dans l'avenir. Le Haut-Commissariat des États-Unis (HICOG), successeur du Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne (OMGUS), a néanmoins insisté pour que la livraison soit gratuite, certifiant dans une lettre adressée à Tramm que Faragher était en fait un employé de bonne foi du gouvernement américain au moment où il a demandé le rapport « et qu'il était expressément autorisé à obtenir le rapport en question ».(43) Ruhrchemie a ensuite porté la question devant le ministère de l'économie de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à Düsseldorf, qui l'a à son tour soumise au commissaire britannique chargé des affaires foncières. La réponse du commissaire ne figure pas dans les documents

* Auparavant, la FIAT avait exigé des fonctionnaires locaux qu'ils définissent les services d'experts de la FIAT comme un substitut au travail commun exigé d'eux en vertu des lois de dénazification, mais rien n'indique que cela ait été fait dans cette affaire. Voir Peter J. A. Cusack, FIAT, à Bürgermeister of Höchst, 28 novembre 1945, RG 40, fichiers OTS Webb, boîte 126, dossier DI 254.82 (FIAT), WNRC.

disponibles, mais elle n'a évidemment pas découragé Ruhrchemie de persister dans ses efforts.(44)

Pendant ce temps, le directeur de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) à Washington, qui croyait que « le Dr Tramm utilise tous les subterfuges et toutes les excuses pour retarder la publication de son rapport », rédigea un câble destiné à être envoyé par le Département d'État à HICOG. Il a suggéré que l'on dise à Tramm que la remise du rapport serait une démonstration de sa bonne foi dans ses rapports avec le gouvernement des États-Unis et qu'une telle démonstration « est une condition préalable à l'approbation en votre nom et celui des entreprises que vous représentez dans les dossiers en attente dans vos services ». Ce que cela signifiait : dites à Tramm de remettre les rapports si la Ruhrchemie veut obtenir l'approbation de sa demande en instance auprès de l'Administration de la coopération économique (ECA) pour du matériel d'une valeur de 245 000 \$.(45) Mais la sagesse l'emportant, le résultat fut une approche plus douce.

Reflétant les changements intervenus dans les relations germano-américaines au cours des cinq années qui ont suivi la fin de la guerre, en particulier après la formation de la République fédérale et l'adoption d'un statut d'occupation, le Département d'État - en consultation avec les responsables de la JIOA et du Département du commerce - a rejeté cette recommandation comme étant coercitive, et a rejeté également une autre suggestion selon laquelle la ECA devait racheter le rapport à ses fonds de contrepartie. Il a finalement accepté de renvoyer Faragher en Europe en tant que consultant temporaire du gouvernement pour négocier directement le matériel que le Bureau des mines, le Army Quartermaster Corps et l'American Petroleum Institute réclamaient toujours.(46) Ainsi, avec l'approbation de la Houdry Process Corporation, l'autorisation du département d'État, l'indemnité journalière du département du Commerce et le transport de l'armée, Faragher - un exemple vivant du complexe militaro-industriel à l'œuvre - partit pour l'Europe en avril 1951, pour une mission qui devait durer trois semaines. Mais les semaines se changèrent en mois. En septembre, John C. Green lui écrivit à Francfort, approuvant à contrecœur une nouvelle prolongation de six semaines (la moitié de ce que Faragher avait demandé) et l'informant que le Département du Commerce n'avait initialement envisagé ni une mission importante ni des dépenses au-delà du 1er juillet. Finalement,

Green lui ordonna de cesser d'agir en tant que représentant du gouvernement des États-Unis.(47)

Que Faragher ait ou non reçu le rapport Tramm n'est pas révélé dans les dossiers disponibles, et il n'y a pas de Freedom of Information Act pour les entreprises privées ou l'American Petroleum Institute. Mais Arnold Krammer, un historien qui a travaillé sur le projet de documentation sur les carburants synthétiques Texas A & M dans les années 1970, a écrit en 1981 que la Houdry Process Corporation avait amené sept experts allemands en carburants synthétiques aux États-Unis après la guerre pour mener des recherches sous la direction du Dr Faragher.(48) Enfin, il existe des preuves cryptiques selon lesquelles, lorsque les entreprises allemandes ont de nouveau été autorisées à produire du caoutchouc synthétique et du carburant synthétique, certaines d'entre elles détenaient des licences de la Houdry Process Corporation pour utiliser le savoir-faire technique développé par cette dernière à l'époque où les carburants synthétiques et le caoutchouc synthétique étaient interdits aux Allemands.(49)

Cas 2 : Mission de l'industrie cosmétique. Fin mai 1946, un communiqué de presse de l'OTS annonçait que des « entreprises américaines de cosmétiques intéressées » parrainaient le Dr Stephen A. Karas, ancien chimiste en chef de Helena Rubinstein, Incorporated, pour une mission d'enquête sur les « secrets commerciaux de l'industrie cosmétique allemande » et pour « étudier la fabrication des arômes alimentaires, un domaine intimement apparenté ».(50) En octobre, l'OTS notait dans un autre communiqué que « l'un des objectifs de l'étude du Dr Karas était d'obtenir des formules pour les cires de base que les fabricants américains importaient d'Allemagne avant la guerre ».* Il venait tout juste de « revenir avec tous les détails des procédés allemands et des formules originales de fabrication des cires synthétiques de glyco, d'extraction du cholestérol de la graisse de laine et de fabrication de nombreux parfums, savons de toilette, crèmes et autres produits cosmétiques à base de ces matières », qui seraient tous

* Bien que l'OTS ait toujours décrit sa mission comme une collecte de technologies et de savoir-faire en temps de guerre, on notera que, dans ce cas, la recherche portait sur des matériaux "importés d'Allemagne avant la guerre".

disponibles dans l'avenir chez OTS sous forme de deux rapports FIAT.(51)

Moins de deux semaines plus tard, un aide-mémoire de la Légation de Suisse à Washington, D.C., protesta auprès du Département d'État que Karas, vêtu d'un uniforme américain et en possession d'un laissez-passer lui permettant d'« enquêter dans les locaux de la société », avait visité Haarmann & Reimer, une usine chimique à Holzminden, près de Hanovre, en août 1946, et a enlevé la formule secrète de « Coffarom », un arôme de café synthétique développé dans les années 1920 par la société suisse « Inga » (Internationale Nahrungs & Genussmittel AG à Schaffhausen) et autorisé par Haarmann & Reimer en 1928, selon un accord encore en vigueur.(52) Le résultat immédiat fût une décision prise par le Comité sur la divulgation de l'information scientifique (CORSI), un jour après la contestation suisse, pour que l'armée classe la formule et empêche ainsi sa divulgation au public. Selon Green, qui refusa plus tard de voir le Dr Karas, la classification minimiserait les difficultés de l'entreprise suisse, mais laisserait les principes en jeu « intacts ».(53) En d'autres termes, l'OTS ne distribuerait pas la formule secrète suisse et éviterait ainsi d'avoir à discuter des sujets délicats du droit de la FIAT de retirer le savoir-faire scientifique et technique d'avant-guerre, de séquestrer la propriété privée à titre de réparation et de prendre des actifs privés étrangers à l'Allemagne comme « réparation intellectuelle ».(54)

Cas 3 : L'appel de Degussa pour la réduction et le contrôle des visiteurs FIAT. Degussa, une entreprise très diversifiée qui produisait des métaux spéciaux, des produits chimiques, des céramiques, du noir de carbone (*Aktivruß*), et bien d'autres choses encore, tenta durant l'été 1946 d'obtenir à la fois une réduction du nombre de visites et un contrôle plus strict de la FIAT par rapport aux souhaits et aux exigences des visiteurs. L'entreprise rapporte avoir reçu plus de 200 visites de commissions techniques et de spécialistes individuels entre avril 1945 et mars 1946, et a enregistré spécifiquement 50 autres visites similaires entre avril et septembre 1946.(55) Après deux visites particulièrement odieuses, l'une en mars par un Norvégien intéressé par la natrium, l'autre en avril par un Canadien intéressé par la céramique,(56) dont ni l'une ni l'autre n'a pu être atténuée par des appels directs au Bureau du gouvernement militaire pour le Land de Grande Hesse, le juriste en chef du cabinet a demandé

au gouvernement de Hesse d'intervenir auprès de la FIAT pour modifier ses règles et procédures.

Par le biais de divers canaux, dont la Industrie- und Handelskammer de Francfort, le ministère de l'Économie de Hesse et le ministre-président américain de la Grande Hesse (Dr Karl Geiler), les responsables de Degussa ont réuni des preuves et présenté des arguments pour démontrer que les enquêtes FIAT empiétaient sur les droits de brevet et les accords de brevet (en l'occurrence entre Degussa et DuPont), mettaient à nu les secrets industriels non protégés, entravaient des activités actuelles et approuvées, restreignaient les efforts allemands pour reconstruire la production allemande dans le cadre du plan de niveau industriel du Conseil de contrôle allié et menaçaient finalement de rendre impossible l'autosuffisance économique allemande souhaitée par les Américains.(57) Un certain argument énonce que « Notre usine de colorants céramiques [*keramische Farben*] a dû préparer une documentation considérable comprenant de nombreuses formules et directives de production [*Rezepte und Arbeitsvorschriften*] qui avaient été tenues dans le plus grand secret. C'est une intrusion sérieuse dans le capital intellectuel de l'entreprise au profit de la concurrence étrangère. » Bien que l'effet immédiat d'une telle action détermine souvent la vie ou la mort d'une entreprise individuelle, le rapport conclut que les répercussions à long terme de l'ensemble du programme d'exploitation des Alliés se traduiront par une détérioration de la base industrielle de l'Allemagne et que la capacité déjà limitée de la nation allemande à atteindre son autosuffisance économique sera compromise.(58)

De nombreuses communications, réunions et discussions personnelles ont eu lieu, souvent sans grand détail, entre des responsables de Degussa, de l'Industrie- und de Handelskammer à Francfort, du gouvernement de Hesse, de la FIAT et de l'Office of Military Government for Greater Hesse. Par la suite, le chef de la division de l'industrie de cette dernière a préparé un communiqué écrit contenant des « informations concernant les enquêteurs qui visitent des installations industrielles allemandes » et autorisé sa distribution « à toutes les entreprises allemandes de la Grande Hesse ». En résumé, le communiqué indiquait que tous les enquêteurs avaient besoin de laissez-passer signés, qu'aucun document original « ne sera évacué en aucune circonstance », mais que « des duplicatas facilement disponibles dans

l'usine peuvent être enlevés si cela est indiqué dans le laissez-passer FIAT ». De plus, il faisait état qu'« aucun enquêteur n'aura le pouvoir de retirer l'équipement », mais que « toutes les informations demandées sur le laissez-passer FIAT seront mises à disposition », et enfin, que « les entreprises allemandes ne seront pas tenues de supporter le coût de reproduction des documents ». En ce qui concerne ce dernier point, soit FIAT enverrait du personnel photographique pour effectuer les travaux de reproduction, soit, lorsque l'entreprise était tenue de le faire, les frais seraient remboursés par les organismes financiers allemands compétents sur présentation des formulaires de demande du gouvernement militaire et - cela pourrait être ajouté - imputés aux frais de l'occupation.(59)

Le nouveau communiqué d'information écrit ne disait rien sur la réduction du nombre d'enquêtes, pas plus qu'il n'a changé ce qui s'est passé dans les entreprises individuelles lorsque les enquêteurs sont arrivés. Un mémorandum interne de Degussa du 16 juillet 1946 note que le ministère de l'économie de Hesse avait informé le ministre-président Geiler, le 8 juillet 1946, qu'il devait considérer l'affaire comme close et que les Américains ne pouvaient aller au-delà du communiqué écrit pour faire exception dans certains cas spéciaux.(60) Trois mois plus tard, le 8 octobre 1946, Degussa écrivit une nouvelle fois au ministre de l'Économie de Hesse, déclarant qu'en dépit de plusieurs protestations écrites et orales de la société, ainsi que des rapports au ministre, aux agences américaines, au ministre-président lui-même, le nombre de visites alliées et leur fréquence étaient toujours exceptionnellement élevées (« ungewöhnlich hoch »). La lettre poursuivait en disant que les visiteurs, qui avaient habituellement des laissez-passer FIAT, demandaient encore des échantillons, des formules, des dessins et des documents à tous les services, et lorsque le personnel de l'entreprise refusait ou résistait parce que leurs laissez-passer étaient vagues ou incomplets, les visiteurs revenaient plus tard avec des laissez-passer FIAT correctement exécutés pour prendre tout ce qu'ils avaient désiré au départ.(61)

Cas 4 : « Absence de tact » à Stuttgart. Le 20 mars 1946, le directeur général de Robert Bosch, GmbH, écrivit au colonel Gerald B. O'Grady, chef du service de l'industrie du bureau du gouvernement militaire du Wurtemberg-Baden, apparemment après avoir au préalable discuté de la question de manière informelle et orale avec lui, que « nous recevons de

temps en temps des visiteurs civils en uniforme militaire, dont la plupart sont membres de nos sociétés concurrentes à l'étranger. Habituellement, ils commençaient par demander des informations identifiées dans leurs laissez-passer, poursuit la lettre, mais ils demandaient aussi des « plans, d'autres données techniques et même des échantillons de pièces, produits et outils » qui étaient « le résultat de nombreuses années de recherche et développement à un coût élevé que nous aurions normalement donné aux entreprises moyennant un prix approprié ». Dans ces circonstances, Bosch a suggéré que le bureau du colonel O'Grady exige que les visiteurs éventuels de la FIAT précisent leurs demandes lorsqu'ils sollicitaient des laissez-passer pour visiter l'entreprise et que Bosch soit autorisé à répondre aux demandes en indiquant (1) les articles qui pourraient être communiqués sans objection, (2) les articles qui devraient être communiqués seulement contre paiement adéquat et (3) les articles qui devraient être refusés et les raisons de ce refus.(62)

Le colonel O'Grady, qui a dit un jour à un enquêteur de la FIAT qu'il « désapprouvait totalement un tel cambriolage » et dont le bureau était connu à la FIAT pour avoir fait des difficultés à ses enquêteurs « à diverses occasions » a envoyé la lettre Bosch et des données sur les visites de la FIAT dans le Wurtemberg-Baden (73 visites en février 1946 ; 103 autres jusqu'au 26 mars) à l'OMGUS à Berlin, déclarant que « pratiquement aucun [des enquêteurs] ne se trouve ici dans l'intérêt d'un quelconque gouvernement mais dans un but purement personnel. En fait », poursuivit-il, « une équipe de trois Britanniques a dit à M. Gillen à l'usine Kodak de Stuttgart que la raison de leur visite était qu'ils se lançaient dans la fabrication de caméras et voulaient voir les procédés utilisés chez Kodak ».(63) Lorsque l'affaire, après être passée par les voies militaires appropriées, a atterri sur le bureau du colonel Ralph M. Osborne, le chef américain de la FIAT, sa réponse courroucée fut que « la suggestion de cette entreprise [Bosch] visant à leur faire des recommandations sur les exigences des enquêteurs gouvernementaux, que ce soient britanniques, américains, français, russes, est inconséquente ». En fin de compte, a-t-il ajouté, les Allemands devraient respecter les termes d'un traité de paix, comme les États-Unis le feraient également. Dans l'intervalle, « le retrait des idées ou du 'savoir-faire' n'est qu'une forme de réparation », et les entreprises concernées sont soumises « aux désirs de la puissance occupante, peu importe ce que... [les entreprises] peuvent penser ou désirer... Si nous

avons perdu la guerre, je doute fort que les dirigeants de Bosch aient pris en considération une telle proposition de nos préoccupations aux États-Unis telle qu'ils l'ont soumise au Colonel O'Grady. »(64)

Après avoir rejeté la suggestion de Bosch et s'en être débarrassé, Osborne braqua ses canons - lourdement chargés de munitions provenant de très haut - en direction du Colonel O'Grady. La FIAT fonctionne selon des politiques élaborées et approuvées par le président des États-Unis, les chefs d'état-major interarmées, le Congrès des États-Unis et le vice-gouverneur militaire pour l'Allemagne, critiqua-t-il violemment. Plaidant en faveur de l'obéissance aux ordres de ses supérieurs - comme aucun accusé allemand n'a été autorisé à le faire lors du procès pour crimes de guerre de Nuremberg ou pendant la procédure de dénazification - Osborne écrit :

Une fois la politique établie par les chefs d'état-major interarmées et acceptée par le sous-gouverneur militaire, il nous incombe d'appliquer les dispositions de ces directives au mieux de nos capacités et dans l'intérêt du gouvernement américain. On se rend compte que certains Allemands ou entreprises allemandes n'approuvent pas nos procédures, mais jusqu'à ce qu'un traité de paix ou toute autre action acceptable pour notre gouvernement soit conclu pour modifier les directives du président et des chefs d'état-major conjoints, nous devons agir selon les directives de notre gouvernement et non selon les souhaits des individus ou entreprises allemands concernés... [Par conséquent] il est demandé que des mesures soient prises pour faire connaître au personnel de votre bureau les responsabilités générales de la FIAT... [et que] les mesures nécessaires soient prises pour que les enquêteurs civils travaillant sous contrat avec le gouvernement dans l'opération et, dans bien des cas, à leurs propres frais, ne soient pas amenés à réfléchir de manière personnelle sur leurs activités ou leur image.(65)

Avant de passer aux gains américains et aux pertes allemandes dans le cadre du programme de consultants et de missions FIAT, c'est-à-dire au savoir-faire technique allemand que les consultants et missions américains ont transféré aux États-Unis, il est à noter que les nombreux autres cas pour lesquels des dossiers sont disponibles ont été exclus dans le choix de ces exemples pour illustrer la nature du programme et la réponse allemande à celui-ci. Parmi eux, on peut citer les suivants :

1. Une équipe néerlandaise a utilisé un laissez-passer FIAT pour inspecter et exploiter l'information et la technologie chez A. W. Faber-Castell, J. S. Staedtler et d'autres entreprises de l'industrie bavaroise de fabrication de crayons de plomb, sans cacher que ces informations devaient servir à construire aux Pays-Bas une fabrique pour y produire ce que les Pays-Bas importaient par le passé d'Allemagne.(66)
2. Une équipe américaine composée de deux personnes - jugées hautement compétentes par la société - a visité Optische Werke C. A. Steinheil Sohne à Munich, avec un laissez-passer FIAT qui les autorisait à inspecter l'usine, à étudier « l'ensemble du programme de recherche et développement » de la société et à prendre en photo tout ce qu'ils voulaient copier.(67)
3. Un consultant technique français a rendu visite à Degussa avec un laissez-passer FIAT l'autorisant à microfilmer des rapports et documents techniques qu'une équipe américaine avait fini de copier seulement deux semaines auparavant, obligeant ainsi l'entreprise à « faire en français ce que celle-ci venait de faire en anglais ».(68)
4. Une équipe britannique a pris les plans et les dessins d'un modèle de travail d'un nouveau moteur de bicyclette que Victoria-Werke AG, Nuremberg, avait exposé à une foire aux exportations en 1946, un moteur retrouvé par Victoria-Werke trois ans plus tard dupliqué au Canada, en Autriche et en Grande Bretagne.(69)

Transfer du savoir-faire technique

Les consultants scientifiques et les missions techniques étaient tenus, aux termes de leurs contrats avec le Bureau des services techniques (OTS), de déposer des rapports auprès de la FIAT avant leur départ d'Allemagne et leur retour aux États-Unis. La FIAT, grâce à son immense équipe de spécialistes allemands payés sur les fonds locaux et imputés aux coûts d'occupation, a résumé et indexé les rapports, puis les a envoyés à Washington avec des photocopies de documents, des échantillons de produits et d'équipements, et d'autres choses jugées essentielles par les enquêteurs pour leurs rapports. À Washington, les rapports ont d'abord été transmis à la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) et au Committee on the Release of Scientific Information (CORSI) pour autorisation de sécurité, puis au Département du Commerce pour diffusion par l'intermédiaire du Publication Board.(1)

L'OTS fonctionne selon le dicton qui stipule que « l'enquête sur l'industrie allemande représente la moitié de notre travail ; l'autre moitié consiste à mettre l'information entre les mains de l'industrie et du public »(2) et a fait diverses choses pour accomplir ce qui précède. Il a publié des communiqués de presse sur des missions spécifiques et soumis des articles à des revues spécialisées et professionnelles, des magazines et des bulletins d'information. Il a tenu des réunions avec des groupes du commerce et de l'industrie, a servi des visiteurs qui sont venus à Washington et a répondu à des demandes écrites d'entreprises individuelles et de divers groupes industriels et de recherche.(3) Il a publié une *Bibliography of Scientific and Industrial Research Reports* [Bibliographie des rapports de recherche scientifique et industrielle] hebdomadaire, qu'il a vendue par abonnement et distribuée gratuitement à certaines bibliothèques, agences gouvernementales, sociétés scientifiques, et peut-être à d'autres.(4) Décrites par l'OTS comme un

guide pour « tout ce que nous avons pu apprendre sur la science et l'industrie allemandes, et tout ce que l'on peut maintenant dire sur la recherche et les développements industriels en Amérique en temps de guerre », les bibliographies hebdomadaires annotées étaient parfois complétées par d'autres instruments de recherche et bibliographies spéciales sur certains sujets, comme les plastiques, les adhésifs, le papier, les céramiques, les produits laitiers, les matières grasses et huiles, et enregistreurs à fil et à bande magnétique.(5)

Pendant une courte période, l'OTS a également publié *Federal Science Progress*, un magazine mensuel de qualité contenant beaucoup de propagande sur le travail et les avantages de l'OTS et du Conseil des publications. Publié pour la première fois en février 1947, le magazine fut critiqué par des revues commerciales avec lesquelles il était en concurrence et par le député Karl Stefan, du Nebraska - un champion de la reprise économique allemande qui voulait faire cesser toute l'opération FIAT/OTS - provoquant son arrêt en juin 1947 après seulement cinq numéros publiés.(6) Parmi ses nombreuses activités visant à mettre l'information en provenance d'Allemagne entre les mains de l'industrie et du public, les projets les plus visibles de l'OTS ont été la publication et la vente des rapports de la FIAT et du Conseil des publications ainsi que l'exposition et la démonstration de matériel allemand apporté aux États-Unis à la demande des consultants techniques et des missions.

Rapports de la FIAT et du comité de publication

Si le nombre de rapports achetés par les Américains est une mesure adéquate, l'OTS s'est comporté comme un véritable bureau foncier dans la diffusion du savoir-faire scientifique et technique allemand. Dans un article du *Harper's Magazine* d'octobre 1946, « Secrets by the Thousands » [Des secrets par millier], qui était clairement basé sur des informations fournies par l'OTS, C. Lester Walker rapporte que les commandes reçues par le Comité de publication étaient actuellement d'environ 1 000 par jour et que jusqu'à 20 000 commandes avaient été exécutées en un mois. Déclarant que les Américains n'utilisaient pas seulement les secrets de l'Allemagne, mais qu'ils les « dévoraient », Walker a écrit que « les dirigeants d'entreprises se garent pratiquement à la porte de l'OTS, voulant être les premiers à obtenir un rapport ou une

publication particulière ».(7) Un article du *New York Times* du 26 mai 1947 disait que le Département du Commerce vendait des rapports dont le prix moyen se situait entre 3 \$ et 4 \$ - le coût réel de la reproduction - à raison de 6 000 \$ par semaine, et qu'il avait vendu plus de 400 000 rapports pour un total de 1 500 000 \$.(8)* Un an plus tard, un article paru dans *Scientific American* disait que « beaucoup de rapports, contenant des descriptions de procédés et d'équipements, des formules, des plans d'usines et d'autres données techniques, se vendent pour moins d'un dollar ! » et que « les entreprises et individus américains les achètent à un taux de 1 000 \$ par jour ».(9)

Les sujets des rapports proposés à la vente par l'OTS ont touché pratiquement tous les aspects de l'industrie et de la technologie allemandes : chimie de l'acétylène, carburants et caoutchouc synthétiques, huiles lubrifiantes synthétiques, fibres synthétiques et fabrication de textiles, céramique, moteurs diesel, optique et verre, souffleries, presses lourdes, infrarouge, magnétophones et rubans plastiques métallisés, extrusion à froid d'acier, microscopes électroniques, condensateurs électriques, machine à beurre, jus de fruits, machine à emballer le chocolat, procédé pour préserver huile de soja, noir de carbone blanc, produits celluloseux et sucres de bois, fournitures dentaires, paillettes de mica synthétique, saphirs synthétiques pour montres, horloges et roulements d'instruments, film couleur et traitement du film couleur, horloges à quartz, produits pharmaceutiques, insecticides, plasma sanguin synthétique, cuir artificiel, plastiques, couleurs et colorants, savons et détergents, machines à bois, fermetures à glissière, aiguilles de couture, équipements de fabrication de fromage, potentiomètres et autres

* Par exemple, on pouvait acheter pour 10 cents un rapport sur les travaux du Dr Julius W. Reppe, le chimiste de I. G. Farben, célèbre pour ses progrès en chimie de l'acétylène. Voir *Chemical and Metallurgical Engineering*, 52 (nov. 1945), pp. 220-28, et "German Chemical Industries", *Chemical Engineering*, 53 (nov. 1946), pp. 245-46. Les responsables de Degussa ont appris en lisant le rapport rédigé par l'un des leurs en 1945 à la demande d'un enquêteur à la bibliothèque Amerika Haus de Francfort qu'il était possible d'acheter à l'OTS, pour 2 \$, un rapport rédigé par l'un des leurs à la demande d'un chercheur : voir H. Kohl, Notiz für Herrn Scheller/ZSV Betreffend Schreiben v. 15 janvier 1947 (Bibliothèque américaine), dossier Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1er avril 1945 bis... Degussa Archives.

instruments de mesure précis, bidons de lait, épandeuses à fumier, motos, caméras et équipement photo, entre autres choses.

Ni les enquêteurs qui ont rédigé les rapports du comité de publication ni les entreprises qui les ont achetés à l'OTS n'étaient tenus de rendre compte de la façon dont les rapports étaient utilisés ou des avantages qui en découlaient. Certains d'entre eux l'ont toutefois fait, donnant ainsi un aperçu de ce qui demeure essentiellement un livre confidentiel.(10)

Enregistreurs et bandes magnétiques. Richard H. Ranger, propriétaire de Rangertone dans le New Jersey et colonel du Signal Corps pendant la guerre, écrit qu'il n'aurait manqué son expérience du renseignement scientifique et technique en temps de guerre pour rien au monde et exprime l'espoir que « les résultats justifieront tout cela ».(11) Il s'est aussi efforcé de réaliser cet espoir. Il apporta un modèle de magnétophone allemand (Magnetophone) aux États-Unis, le déposa d'abord dans les laboratoires du Signal Corps à Fort Monmouth, New Jersey, puis - après sa démobilisation en octobre 1946 - en fit la démonstration au Département du Commerce dans le cadre d'une réunion de l'Institute of Radio Engineers(12). En mai 1947, il écrivit à l'OTS que Rangertone venait de terminer un modèle de préproduction de « notre enregistreur magnétique », travaillant sous « l'inspiration de savoir... tout à fait complètement ce que les Allemands avaient fait », et donnant « une attention infinie aux détails ». L'enregistreur magnétique « est l'objet que nous avons choisi comme notre premier grand projet de reconversion [d'après-guerre] », et il espérait l'avoir sur le marché dans un mois.(13) Deux mois plus tard, il déclare avoir reçu une commande du Bureau des normes pour la partie mécanique de son enregistreur et avoir montré son équipement à CBS et NBC, qui lui ont manifesté un intérêt suffisant pour conclure « il semblerait bien que c'est parti pour de bon. ».(14)

Pendant ce temps, William C. Speed, le président d'Audio Devices, l'entreprise qui fabriquait les bandes pour le nouveau Rangertone, a indiqué à l'OTS que « la fabrication de ce matériel et une grande partie du succès que nous avons obtenu est due presque entièrement aux informations, rapports et documents qui nous ont été fournis par le Département du Commerce ». « Les Allemands avaient porté le magnétophone et la bande d'enregistrement d'oxyde de fer à un haut

degré de perfection », écrivit-il ; « Audio Devices se prépare maintenant à produire en série pour commercialiser les bandes sous la marque 'AUDIOTAPE', qui seront mises à la disposition des fabricants de machines à enregistrer, des studios de diffusion et du public par nos 200 distributeurs agréés réguliers ».(15)

Préservation de l'huile de soja. Warren H. Goss, directeur adjoint des laboratoires de recherche du département de l'Agriculture des États-Unis à Peoria (Illinois), s'était rendu en Allemagne en 1945 en tant que consultant technique OTS et enquêteur FIAT. En décembre 1946, il écrivit à l'OTS que l'industrie américaine du soja avait régulièrement souffert dans le passé d'un phénomène connu sous le nom de « réversion » de l'huile de soja, qui se traduisait par des pertes d'environ 50 millions de dollars par an (barèmes de 1946) en raison des dégâts causés à toute cette industrie. L'industrie, poursuit-il, avait dépensé d'énormes sommes d'argent en recherche depuis une quinzaine d'années pour résoudre le problème de la réversion, mais n'avait obtenu « qu'un succès limité ». Au cours de ses enquêtes en Allemagne, poursuit M. Goss, il avait découvert et rédigé des rapports sur deux méthodes allemandes pour surmonter la réversion, « qui semblent toutes deux être des secrets commerciaux », et l'une d'elles avait depuis été testée et jugée très efficace par l'agence de Goss. Plusieurs grands opérateurs aux États-Unis étaient parvenus à des conclusions similaires, a-t-il indiqué, mais on ne savait pas exactement comment ils utiliseraient le savoir-faire allemand, car certains producteurs devraient changer radicalement leur équipement. De plus, comme il me l'a écrit en 1981, « les raffineurs d'huiles comestibles gardent le secret sur les détails de leur mode de fonctionnement ». Néanmoins, il conclut en décembre 1946, « il semble tout à fait certain... qu'une partie substantielle des pertes importantes dues à la réversion sera éliminée grâce à ces découvertes et qu'il y aura une grande amélioration dans la qualité des produits vendus au détail aux consommateurs ».(16)

Plus d'un an plus tard, Robert Reiss, administrateur en chef du programme OTS/FIAT du Département du Commerce, s'est entretenu avec M. Goss en réponse à des questions sur l'utilisation du procédé allemand pour la fabrication de l'huile de soja - questions qui semblaient découler des défis que l'industrie avait posés aux déclarations publiques de l'OTS concernant la grande valeur du procédé pour les utilisateurs

américains. Goss, qui entre-temps avait quitté le service gouvernemental et accepté un poste de directeur adjoint de la recherche pour Pillsbury Mills à Minneapolis, a réitéré ses conclusions antérieures, estimant cette fois-ci les économies annuelles à environ 30 à 40 millions de dollars, et a ajouté quelques détails et observations intéressants. Il aurait dit à Reiss que les fabricants américains sont « très discrets sur ce qu'ils font avec les données allemandes », mais a néanmoins fait remarquer « que probablement toutes les entreprises des secteurs de la transformation et des équipements de l'industrie du soja utilisent ou ont été influencées par ces données allemandes ». Il a cité comme exemples quatre entreprises, Armour and Company of Chicago, Clinton Industries of Clinton, Iowa, Allis-Chalmers of Milwaukee, Wisconsin, et la French Oil Mill Machinery Company de Piqua, Ohio, notant toutefois que « les quatre entreprises n'ont probablement pas utilisé les données allemandes si on leur pose la question ».(17)

Textiles, fibres et teintures. À partir d'octobre 1945, lorsqu'une équipe d'experts de l'industrie textile qui revenait tout juste d'Allemagne fit part de ses conclusions lors d'une réunion de quelque 750 représentants de l'industrie à New York et annonça son intention de publier un rapport écrit officiel de plus de 1 000 pages, les avantages potentiels du savoir-faire technique allemand pour l'industrie textile américaine reçurent une grande attention publique. Par exemple, *Business Week* a rapporté que des experts américains avaient découvert un « équipement supérieur » et décrit une usine expérimentale gouvernementale à Denkendorf, une petite ville du Sud de l'Allemagne, qui présentait plusieurs types d'isolation des sols et des murs, un toit à dents de scie unique qui maximisait la lumière du jour, un éclairage artificiel qui s'approche de la lumière naturelle, une climatisation dans l'usine, un procédé sous vide pour enlever la peluche des machines textiles plutôt que « la faire circuler » comme on le faisait aux États-Unis. *Textile World* a décrit la même usine à l'époque et a publié des articles similaires en 1946 et 1947. L'un d'eux annonçait la disponibilité de plus de soixante-quinze rapports sur l'industrie textile allemande au Département du Commerce, dont certains contenaient des milliers de formules de colorants allemands qui « pourraient faire progresser l'industrie américaine des colorants de cinq à dix ans ». *Chemical and Metallurgical Engineering*, dans un article annonçant la publication d'un rapport du comité de

publication en février 1946, déclarait que « l'industrie allemande de la rayonne et des fibres synthétiques a fait quelques tours de passe-passe ». Enfin, *Mechanical Engineering* a décrit divers appareils, machines et procédés allemands « ingénieux » utilisés dans l'industrie de la rayonne, dont l'un « augmente la production, par rapport à la surface au sol, de 150 pour cent » et l'autre « élimine les six ou sept opérations distinctes dans la production conventionnelle ».(18)

L'un des experts en textile qui s'était rendu en Europe, L. G. Costa, de l'entreprise de fabrication et d'exportation de machines et d'équipements textiles Oscar Kohorn and Company, écrivit à John C. Green en octobre 1946 que son entreprise comptait utiliser immédiatement l'information provenant d'Allemagne. « Nous serons en mesure d'appliquer rapidement les leçons apprises, tant positives que négatives, et donc de présenter très rapidement au monde entier une technologie américaine améliorée. Nous n'hésitons pas à apporter immédiatement des modifications à nos installations... et il est fort possible que, dans ce domaine, l'expérience allemande... aura une influence importante non seulement sur la fabrication nationale mais, dans notre cas, sur notre commerce extérieur ».(19) Moins de trois ans plus tard, un rapport publié cataloguant l'impact des scientifiques et des techniciens allemands aux États-Unis indiquait qu'Oscar Kohorn and Company avait fait appel à deux de ces experts allemands - apparemment dans le cadre du Projet Paperclip – l'un étant un ingénieur qui avait aidé l'entreprise à ouvrir de nouvelles usines totalisant 60 millions de dollars, l'autre, un chimiste qui opérait une usine au Brésil, pour 30 millions \$.(20)

Autres technologies allemandes. Albert J. Phillips, directeur de recherche de l'American Smelting and Refining Company, a souligné que les méthodes allemandes d'affinage de la ferraille d'aluminium promettaient de faire économiser plusieurs milliers de dollars dans ce pays, et a signalé que son entreprise travaillait sur deux projets issus des enquêtes OTS et FIAT. Ni l'une ni l'autre n'est exactement calquée sur les informations allemandes, a-t-il poursuivi, mais « dans chaque cas, la démonstration allemande nous a donné la confiance nécessaire pour entreprendre le projet ».(21) John D. Waugh, de la division des hélices d'aéronefs Aeromatic de la Koppers Company, a signalé que son entreprise travaillait avec un revêtement en plastique pour les pales d'hélice que les Allemands avaient appliqué directement sur la pale,

plutôt qu'avec des punaises, du fil et de la soudure. De plus, il a dit qu'il savait que Curtiss-Wright Corporation avait dupliqué et testait un « système de lames à balayage arrière » développé en Allemagne qui était très prometteur pour les turbines.(22)

M. C. Banca, du département Engineering Products de RCA, écrit que le développement allemand des tubes infrarouges a permis d'obtenir des images de télévision plus nettes avec un meilleur contraste. « D'un point de vue technique, cette caractéristique est d'une valeur inestimable » a-t-il fait remarquer. « Si notre équipe n'avait rien appris d'autre, ce seul objet aurait valu le voyage. »(23) John S. Buck, cytologiste en chef du Service de santé publique des États-Unis, a expliqué comment son agence avait utilisé un microscope Zeiss exproprié que l'OTS avait assigné aux National Institutes of Health. Il a également eu l'occasion de tester un microscope à contraste de phase construit par Bausch et Lomb, et il a trouvé qu'« il se compare favorablement avec l'allemand, ce qui n'est guère étonnant, car c'est apparemment une copie pratiquement exacte ».(24)

C. M. Jackson, le chimiste en chef de la marine de DeVoe and Raynolds Company, a déclaré savoir que DuPont utilisait du cyanamide de plomb, que les Allemands avaient largement utilisé pendant la guerre comme pigment anticorrosif et comme substitut du chromate de zinc, et que « l'une de nos grandes compagnies pétrolières construit actuellement une usine de glycérine synthétique, qui, je crois, est généralement construite sur le principe de celle utilisée en Allemagne » pour produire cet article « très rare ».(25)

Enfin, en mai 1947, Robert Reiss, de l'OTS, énumère, sans toutefois donner de détails, les noms de sept sociétés connues pour utiliser les procédés chimiques acétyléniques allemands, de trois sociétés utilisant la technologie allemande des disjoncteurs, de deux sociétés utilisant le mica synthétique développé en Allemagne, de deux sociétés utilisant la technologie Fischer-Tropsch des combustibles synthétiques apportés d'Allemagne et de sociétés individuelles utilisant des informations en provenance d'Allemagne sur les condensateurs radio, les magnétophones à bande magnétique et les microscopes à contraste de phase, l'extrusion à froid de l'acier et les fibres synthétiques.(26)

Expositions et démonstrations

Outre la publicité et la vente des rapports préparés par ses consultants scientifiques et ses missions techniques, l'OTS a parrainé et fait connaître des démonstrations de produits et d'équipements allemands expédiés aux États-Unis par FIAT à la demande de ces consultants et missions. Au début de décembre 1946, un résumé des activités de l'OTS déclarait que « depuis le début du programme, les enquêteurs en Allemagne ont réservé des articles pour l'évacuation vers les États-Unis ». Il a indiqué que le Département du Commerce avait déjà reçu environ 2 500 articles, allant d'« échantillons chimiques d'une demi-livre à des pièces de machines pesant dix ou douze tonnes », et il a noté que « des échantillons et du matériel arrivaient en quantités toujours croissantes ». Le résumé poursuit en disant que, depuis que le Département du Commerce a reçu ces documents au profit de l'industrie américaine, l'OTS avisait normalement les revues spécialisées et professionnelles appropriées et « toutes les entreprises connues intéressées » lorsque des articles dans leurs domaines d'intérêt ou d'activité arrivaient.⁽²⁷⁾ Il a également fait tester et exposer des objets ou des groupes d'objets par des laboratoires gouvernementaux, des sociétés scientifiques et des associations professionnelles, et parfois par des entreprises privées.

Matériel de transport à Fort Monroe, Virginie. Début mars 1946, en collaboration avec l'Army Transportation Corps, l'OTS exposa quelque trente-cinq objets à Fort Monroe, en Virginie. Après une exposition spéciale pour la presse et les membres intéressés du Congrès le 5 [mars], l'exposition a duré trois jours supplémentaires à l'intention des ingénieurs, scientifiques, fabricants et autres représentants de la science et de l'industrie. Y étaient exposés les produits - y compris les moteurs diesel, les locomotives, les wagons de chemin de fer, les moteurs de manœuvre et les équipements marins - d'entreprises allemandes renommées telles que Daimler-Benz, Klockner-Humboldt-Deutz, Henschel & Sohn, J. M. Voith et M.A.N. (Maschinenfabrik Augsburg-Nürnberg). Selon un communiqué de presse du Département du Commerce relatif à l'exposition, « des réparations intellectuelles et scientifiques de ce type permettent aux entreprises américaines d'introduire de nouveaux produits ou d'améliorer les anciens, et ne coûtent à l'Allemagne que le leadership dont elle fait preuve dans

certaines industries et techniques. Les petites entreprises ainsi que les grandes sociétés aux États-Unis bénéficieront de la diffusion gratuite de ces renseignements ».(28)

Équipement technique à Fort Belvoir, Virginie. Du 16 au 18 avril 1946, le Département du Commerce a collaboré avec l'Army Corps of Engineers à une exposition semblable à Fort Belvoir, en Virginie. Dans la brochure et l'invitation qu'il envoyait aux « membres de la science et de l'industrie », l'OTS promettait le transport gratuit depuis le Département du commerce à Washington et le Fort Belvoir en indiquant que quelque 200 articles distincts seraient exposés pendant trois jours. Il s'agissait de matériel d'arpentage, de cartographie et de photogrammétrie, de matériel électrique et électronique, de matériel de construction, de matériel d'approvisionnement en eau et d'unités de distillation, de matériel de pontage, ainsi que de matériel militaire allemand capturé, comme des canots et bateaux d'assaut, des moteurs hors bords, des motrices de bateaux, des pontons, des bateaux de démolition.(29)

Machines-outils et autres articles à l'arsenal de Frankford, Philadelphie. Parrainée conjointement par l'OTS, le National Machine Tool Builders Association, l'Army Ordnance Department et l'Army Ordnance Association, l'exposition de machines-outils, d'appareils de mesure et d'essai et de matériel de transformation des matières plastiques de l'Arsenal de Francfort a eu lieu du 31 mars au 2 mai 1947 et présentait quinze expositions de « machines-outils et autres équipements au design et au fonctionnement novateurs ». Il s'agissait notamment d'un tour de la Süddeutsche K hlerfabrik   Feuerbach, d'une meuleuse de Schmidt & Schmidt   Stuttgart, d'un tour à rectifier de chez Fortuna Werke   Stuttgart, une machine à fileter de chez Ernst Grob   Munich et un tour à rectifier de précision avec assistance optique de chez Ultra Pr zisionswerk   Aschaffenburg.(30) La machine Ultra Pr zisionswerk - que les Allemands avaient utilisée pour fabriquer des gabarits, des formes cylindriques et d'autres formes complexes - avait été décrite dans un communiqué de presse antérieur de l'OTS comme « une réalisation exceptionnelle en matière de construction et d'exécution » avec un « nouveau système optique qui permet à

l'opérateur de comparer son travail avec le dessin du technicien au cours des travaux ». Elle aurait suscité un vif intérêt parmi les plus de 1 000 experts ayant visité l'exposition. En fait, elle avait suscité des demandes de renseignements auprès de l'OTS de la part de Bausch and Lomb Optical Company, de l'American Jeweled Watch Manufacturers Association, de la National Machine Tool Builders Association et d'autres avant même l'ouverture de l'exposition.(31)

Les visiteurs de l'exposition ont été informés par l'OTS que les rapports techniques sur l'équipement exposé pouvaient être achetés auprès du Département du commerce et que les entreprises pouvaient envoyer des experts en mission technique en Allemagne pour un examen approfondi de la conception des constructions, des spécifications précises, des accessoires et des techniques de fabrication. L'OTS a également invité les visiteurs et leurs entreprises à participer à son programme de mise à disposition des échantillonneuses pour un examen détaillé, des essais expérimentaux et des essais de performance, en notant que lorsque les dessins et les spécifications n'existaient pas, les échantillonneuses pouvaient être démontées pour faire des dessins et fournir des spécifications pour leur reproduction.(32)

La machine à condensateur Bosch de Western Electric, Chicago. L'OTS a décrit à plusieurs reprises la Bosch Condenser Machine comme « une machine ingénieuse » qui promettait de révolutionner la fabrication de condensateurs pour radios, allumages automatiques, appareils auditifs, émetteurs de télévision, radar et autres appareils électriques et électroniques. Elle permettrait à l'industrie américaine des condensateurs d'économiser des « millions de dollars par an » en produisant des condensateurs 50 % plus petits et 40 % moins chers que ceux produits aux États-Unis.* Elle avait été amenée aux États-Unis à l'initiative de Howland H. Sargeant, le Dépositaire des biens étrangers, qui avait confisqué le brevet allemand détenu par les États-Unis de la machine et

* L'OTS a publié ces chiffres en 1948 (voir ci-dessous, la note 34 pour ce chapitre). Le Comité de publication avait précédemment annoncé que les condensateurs produits par la machine étaient 40 % plus petits et 20 % moins chers. Voir Publication Board, communiqué de presse OPB-60, 6 mars 1946, RG 40, boîte 108, dossier 1-99, WNRC. Voir aussi "Capacitors without Foil", *Electronics*, 19 (mai 1946), 303.

l'avait mise à la disposition des fabricants américains pendant la guerre, pour apprendre que « l'information en matière de brevets [s'avérait] insuffisante pour qu'un fabricant adopte ce procédé ».(33) Après la guerre, Sargeant a demandé à l'OTS d'envoyer une de ses missions en Allemagne pour obtenir plus d'informations, et l'OTS a chargé Frederick E. Henderson, le surintendant de l'ingénierie de fabrication de Western Electric à Baltimore, de cette tâche. Henderson, qui travaillait comme consultant scientifique pour la FIAT, s'est rendu à l'usine Robert Bosch, GmbH, à Stuttgart, a fait les recherches, a rédigé un rapport FIAT de six pages - que le Conseil des publications a finalement vendu pour 10 cents l'exemplaire aux États-Unis - et a fait expédier une des machines de douze tonnes aux États-Unis comme spécimen aux fins de recherches et d'études.(34)

La machine témoin a été attribuée par l'OTS à la Western Electric Company et à Bell Telephone Laboratories pour démonstration publique.(35) Des ingénieurs et techniciens des deux entreprises ont assemblé la machine à l'usine de Western Electric à Hawthorne, près de Chicago. Là, elle fut mise à disposition pour inspection et observation par les fabricants intéressés des États-Unis et du Canada, dont environ 200 auraient manifesté leur intérêt pour la machine après que l'OTS eut annoncé l'acquisition de celle-ci. Le registre des visiteurs de l'exposition, que Bell Téléphone a compilé à la demande de l'OTS, contient les noms des ingénieurs, présidents, vice-présidents, contremaîtres, directeurs généraux, surintendants, chimistes, physiciens, consultants et autres de 131 entreprises et organismes, dont le U.S. Army Signal Corps, le National Bureau of Standards, ITT, General Electric et Bausch and Lomb Optical Company.(36)

Les dossiers du Département du Commerce montrent que l'exposition a été transférée de la Western Electric à Chicago à la Good-All Electric Company à Ogallala, Nebraska, et de là à la Sprague Electric Company à North Adams, Massachusetts. De plus, ils indiquent que Western Electric a construit cinq machines similaires à celle importée d'Allemagne et que l'entreprise prévoyait de les utiliser dans la fabrication de 25 millions de condensateurs pour téléphones de bureau, qui pourraient maintenant être redessinés pour utiliser les condensateurs compacts et devenir ainsi plus petits que ceux utilisés habituellement aux États-Unis.(37) Robert A. Goodall, le président de Good-All Electric, avait un contrat militaire pour produire 8 millions de

condensateurs pour les fusibles de proximité. Après s'être enquis plus tôt de la possibilité de faire venir deux experts allemands aux États-Unis dans le cadre du Projet Paperclip, Goodall écrivit à l'OTS en mai 1948 que Good-All Electric avait vérifié la machine et étudié les rapports disponibles, et que cela « nous avait permis de commencer la construction de notre propre machine » pour fabriquer les condensateurs de type Bosch. « Tout cela », conclut-il, « est le fruit de notre observation de l'équipement allemand ».(38)

Autres expositions et démonstrations. Le Département du Commerce a sponsorisé de nombreuses expositions d'équipements techniques allemands en plus de ceux identifiés et décrits ci-dessus. L'American Lava Company de Chattanooga (Tennessee), puis la General Ceramics Company de Keasbey (New Jersey), ont présenté deux machines qui utilisaient « une technique entièrement nouvelle inconnue dans ce pays », l'une une presse mécanique qui « estampille automatiquement les pièces en céramique sèche plutôt que les [pièces] mouillées comme c'était fait auparavant », l'autre une machine à souder et à riveter des cosses métalliques, des goujons et d'autres pièces sur des céramiques.(39) Les machines, qui provenaient de chez Steatit-Magnesia AG à Lauf-Pegnitz, avaient été expédiées aux États-Unis à la demande de Hans Thurnauer, vice-président et directeur de recherche de l'American Lava Company, qui écrivit plus tard que sa visite en Allemagne en tant que consultant scientifique pour l'OTS et la FIAT était « tout comme une partie de chasse dans un territoire inexploré ».(40) La Society of Automotive Engineers (SAE) combinait une exposition de matériel automobile allemand à Détroit avec un programme officiel mettant en vedette douze conférenciers qui avaient été en Allemagne. Le *SAE Journal* publia les articles des conférenciers dans son numéro de juin 1946, et le SAE collabora par la suite avec l'OTS à l'élaboration d'une liste de questions et de problèmes qui nécessitaient une enquête plus approfondie en Allemagne. En novembre 1946, la FIAT signala qu'elle avait reçu 290 problèmes et questions des membres de la SAE, sur lesquels elle avait enquêté.(41)

Richard H. Ranger, comme nous l'avons vu plus haut, après sa libération du Corps des transmissions de l'armée, a pris la parole lors d'une réunion de l'Institut des ingénieurs radio dans l'auditorium du Département du Commerce et a présenté un modèle de l'enregistreur sur bande allemand

(Magnétophone) qu'il avait rapporté en qualité de chercheur de la FIAT. Il a également montré des films en couleurs et des diapositives qu'il avait recueillis en sa qualité de chef d'une mission technique parrainée par l'OTS et garantie par Remington Rand, Ansco Film Corporation, Hollywood Colorfilm Corporation, Eastman Kodak et autres entreprises de l'industrie.(42) À la suite de la conférence et de la démonstration de Ranger, Edwin Y. Webb, chef de la Section de l'électronique et des communications de l'OTS, a montré les échantillons de films confisqués à l'Institute of Radio Engineers, à des invités et même à une classe allemande à la George Washington University.(43)

Parmi les longs métrages figurait *Die Frau Meiner Träume* qui raconte l'histoire d'un homme à la recherche effrénée de la femme de ses rêves, en partie tourné dans les Alpes allemandes. Il s'est avéré si populaire qu'une organisation américaine de secours aux Allemands a demandé si elle pouvait utiliser le film pour aider à collecter des fonds.(44) Probablement mal à l'aise à l'idée que ce film puisse être utilisé de cette façon - cherchant peut-être simplement un moyen facile de dire non - John C. Green a demandé au Département d'État de rendre une décision sur la question, et ne reçut en fin de compte qu'un commentaire incisif du Secrétaire adjoint Willard L. Thorp sur les irrégularités au sujet de l'ensemble des opérations de l'OTS : « À l'heure actuelle, le Département d'État n'a pas d'intérêt direct dans les biens qui ont été transférés d'Allemagne dans ce pays, mais qui n'ont pas été attribués à ce gouvernement en réparation. »(45) Sans se décourager, Webb s'est rendu en Allemagne où il a essayé - quoique sans succès - de collecter d'autres copies du film, d'abord en Bavière, puis à Berlin. Écrivant de Bavière, où il avait trouvé treize copies complètes du film mais n'avait pas réussi à convaincre ses propres compatriotes de les sortir, il a rapporté que les forces américaines avaient stocké environ 3 000 films allemands complets dans les studios de la Bavarian Film Company et qu'il était question de les détruire ou de les nettoyer pour en faire des réserves de pellicule. « Ce serait une grave erreur et une perte irréparable », écrit-il à Washington, « privant le peuple et les écoles d'Amérique de biens qui leur appartiennent à juste titre [*sic*] grâce aux millions de dollars déjà investis ici en nourriture et fournitures ».(46) À Berlin, où il a dit qu'il essaierait d'obtenir une certaine coopération, le chef de la Motion Picture Division de l'Office of Information Control des États-Unis - un civil allemand et ancien directeur de la Bavarian Film Company - lui aurait dit que « le problème avec vous, Américains,

c'est que vous venez ici et pensez pouvoir tout prendre - si vous voulez avoir ce film, vous devrez aller voir le général Clay ». (47)

Il n'y a aucune preuve qu'il ait vu Clay ou qu'il ait eu le film.

Comme nous le verrons au chapitre suivant, Clay avait déjà stoppé l'opération FIAT cinq mois auparavant, le 1er juillet 1947. Mais avant d'en venir à cette histoire, un commentaire sur le transfert du savoir-faire scientifique et technique allemand vers les États-Unis sans le bénéfice des rapports et en violation ouverte des procédures établies s'impose.

Les « Réparations Intellectuelles » non rapportées

Étant donné la nature de l'opération OTS/FIAT, en particulier la dépendance de l'OTS à l'égard des entreprises privées pour fournir et financer les consultants scientifiques que la FIAT a briefés et envoyés en Allemagne pour mener leurs propres enquêtes, généralement sur les cibles de leur choix, il est impossible de déterminer exactement ce ou combien les Américains ont retiré « officieusement » d'Allemagne sous la forme de « réparations intellectuelles » après la guerre. Il est vrai que la FIAT a exigé des experts qu'ils rédigent des rapports sur leurs conclusions et que ces rapports - c'est-à-dire ceux qui n'étaient pas classifiés - ont finalement été rendus publics par l'OTS par l'intermédiaire du Comité des publications. Ces rapports et d'autres documents de la FIAT et de l'OTS fournissent une base pour illustrer la nature du savoir-faire scientifique et technique retiré de l'Allemagne, mais une grande partie de ce que les Américains ont gagné et les Allemands ont perdu n'a pas été déclarée.

Des rapports incomplets. Les enquêteurs, qui n'étaient pas tenus de discuter des raisons pour lesquelles ils voulaient visiter des cibles spécifiques s'ils pensaient que cela révélerait leurs propres secrets industriels ou commerciaux, passaient souvent des jours et des semaines à un endroit donné en Allemagne sans inclure plus qu'une simple référence dans leurs rapports à ce qu'ils y faisaient. Parfois, ils ont admis très franchement qu'ils avaient été « exposés à toutes sortes de petits gadgets et d'astuces du métier qui sont trop nombreux et détaillés, on pense, pour que nous les abordions dans ce rapport ».(48) Faisant écho à

ces propos, un rapport de synthèse de la FIAT du 20 novembre 1946 parlait des « divers éléments de ‘savoir-faire’, des gadgets et des ‘trucs du métier’ observés par les enquêteurs dans leurs déplacements en usine, ne faisant peut-être aucune note mentale particulière ou enregistrement à ce moment-là » mais qu’ils peuvent utiliser « plus tard lorsqu’ils reprennent le travail et font face à un problème où la même application peut être faite ».(49) Le directeur de l’OTS, John C. Green, qui a fait publiquement l’éloge de son opération comme étant la source « des seules réparations solides et permanentes que nous allons obtenir de cette guerre » et comme fournisseur « de réparations intellectuelles, récompenses du vainqueur que tout entrepreneur américain pourra partager », a néanmoins noté que, « dans bien des cas, un procédé, appareil ou outil observé par un enquêteur en Allemagne sera rétrocédé à une société américaine pour améliorer son efficacité et réduire ses coûts ».(50) De plus, dans au moins un cas, il a admis en privé que les enquêteurs et les examinateurs de documents « gardaient certains renseignements obtenus au lieu de les inclure dans leurs rapports ou de les verser sur des microfilms ».(51)

Face à cette situation, les responsables de la FIAT ont parlé de mettre au point « un système pour pratiquement radiographier les enquêteurs et les agents de contrôle avant leur retour aux États-Unis ». Mais la FIAT, accablée à l’époque par les préparatifs de son déménagement de Höchst à Karlsruhe, ne s’est apparemment jamais avancée à mettre « par écrit les responsabilités » des personnes concernées, cette notification étant certes une « réitération des obligations » de leurs contrats et des informations que l’OTS et la FIAT avaient régulièrement fournies oralement dans leurs réunions à Washington et en Allemagne, respectivement.

Rapports inadéquats. « Nous avons connu des moments plutôt critiques », écrivait John C. Green au représentant de l’OTS à la FIAT en mars 1946, parce que les enquêteurs étaient de retour, que la nouvelle de leurs conclusions s’était répandue et que l’OTS ne pouvait publier leurs rapports. Les rapports n’étaient pas disponibles, soit parce qu’ils avaient été retardés, soit parce qu’ils étaient trop mal faits pour être

publiés.* À titre d'exemple, Green a mentionné les deux rapports FIAT de C. H. Reynolds, de la Sheffield Corporation, que le Conseil des publications refusa de publier tant ils étaient si mal faits, mais la propre entreprise de Reynolds a jugé ses conclusions suffisamment importantes pour le renvoyer avec un collègue en Allemagne afin d'y mener une enquête plus détaillée. Entre-temps, le reste de l'industrie ne savait rien des détails de ce que Reynolds avait appris, bien qu'ils en aient été informés de manière générale.(53) La réponse de la FIAT, bien que dépourvue de solutions, montre que le cas de Green n'était que la pointe de l'iceberg. Selon T. G. Haertel, représentant en chef de l'OTS à la FIAT, bon nombre des rapports déposés par les enquêteurs avant de quitter l'Allemagne étaient mal rédigés, certains étaient simplement superficiels, et d'autres reflétaient une maîtrise insuffisante de l'anglais. En conséquence, les responsables de la FIAT avaient décidé de ne pas envoyer à Washington ceux « qui mettraient en danger la réputation technique de cette mission ». Si nous avions quand même été de l'avant, conclut Haertel, certains des rapports « auraient été ridiculisés s'ils avaient été publiés tels quels ».(54)

Absence de rapports. Dans une lettre du 11 avril 1946 adressée à l'Office of Military Government for Germany (OMGUS), dont le siège de la section de Stuttgart s'était plaint que les opérations FIAT ne servaient que de courroie de transmission aux fins d'espionnage industriel,(55) le Colonel Ralph Osborne, chef américain de la FIAT, écrivit que même si les enquêteurs venaient de cabinets privés, tous étaient liés par des contrats gouvernementaux qui les obligeaient à faire rapport de leurs constatations et leur interdisaient de tirer parti de leur poste dans le but d'obtenir des renseignements spéciaux pour leur

* Walter Grimme m'a dit dans une interview le 18 février 1981 à Munster qu'après qu'il soit devenu possible pour les Allemands d'acheter des rapports FIAT et BIOS, lui et ses collègues ont lu des rapports sur leur propre entreprise et les concurrents de l'entreprise. Ils ont trouvé que certains rapports étaient très bons et d'autres de piètre qualité. Dans certains cas, les enquêteurs ont semblé naïfs, dit-il, car ils ont manqué des faits importants tout en soulignant d'autres qui étaient généralement connus dans l'industrie. Et parfois, des choses que les associés de Grimme avaient dites aux enquêteurs ne sont jamais apparues dans les rapports publiés.

propre entreprise. « Naturellement », observe Osborne, « de temps en temps, un individu peut essayer de tricher et il est très difficile de contrôler de telles actions. D'un autre côté, toute tentative importante de piratage qui pourrait prendre la forme de brevets ou de plans de nouveaux procédés détournés secrètement serait inévitablement découverte, et le gouvernement prendrait vraisemblablement des mesures contre le contrevenant ».(56) Il semblerait que la manœuvre d'Osborne et une lettre caustique qu'il a écrite directement au colonel Gerald B. O'Grady, l'auteur de la plainte de Stuttgart, aient mis temporairement fin à l'affaire.(57) Mais ses termes (« inévitablement » et « vraisemblablement ») révèlent à la fois l'absence de procédures de la FIAT et son incapacité à contrôler efficacement ses enquêteurs, une situation qui a fait, en fait, l'objet de fréquentes discussions à Washington et en Allemagne, et pour laquelle nous n'avons pas trouvé de solution efficace enregistrée.

Le 3 avril 1946, Robert Reiss, l'officier d'administration basé à Washington pour les opérations outre-mer de l'OTS, écrit à ses chefs d'unité environ une semaine avant que le chef de la FIAT n'ait réussi à endormir l'OMGUS et a intimidé le Colonel O'Grady à Stuttgart, pour dire que « des sources diverses avaient fait savoir que des enquêteurs récemment envoyés en Allemagne sans frais pour le gouvernement ont estimé pour leur part qu'ils n'étaient pas tenus de préparer des rapports écrits à l'étranger à la fin de leur mission ». Il a informé ses chefs d'unité que les enquêteurs étaient « des représentants du gouvernement ayant l'obligation de respecter les règles et règlements... dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions » et leur a demandé « d'insister fortement auprès des enquêteurs sur l'importance de préparer des rapports écrits avant leur départ d'Allemagne ».(58) Mais trois mois plus tard, les conditions ne s'étaient toujours pas améliorées quand le Colonel Osborne s'est rendu aux États-Unis et a discuté avec l'OTS de ce qu'il avait caché à l'OMGUS un peu plus tôt. Le 7 juin 1946, Reiss écrit aux mêmes chefs d'unité pour leur faire part de la plainte d'Osborne selon laquelle certains enquêteurs « qui sont maintenant envoyés [en Allemagne]... sans frais pour le gouvernement ont l'impression que lorsqu'ils sont en Allemagne, ils sont des citoyens travaillant pour leur propre entreprise au lieu de représentants du gouvernement américain ». Après avoir fait part de la conclusion d'Osborne selon laquelle « la situation est grave » et réitéré sa propre demande du 3 avril pour de meilleurs briefings, Reiss a averti qu'à moins que les choses ne

changent, il pourrait se révéler nécessaire de restructurer l'opération OTS/FIAT dans son ensemble. Mais apparemment, rien n'a changé, car un mois plus tard, il a de nouveau fait un compte-rendu des nouvelles d'Allemagne : sans indemnisation (WOC), les enquêteurs n'ont souvent pas coopéré. Certains d'entre eux avaient manifestement utilisé FIAT « comme prétexte pour entrer en Allemagne » pour mener leurs propres affaires privées ; ceux qui avaient déjà eu des relations commerciales en Allemagne étaient particulièrement difficiles à gérer. De nombreux enquêteurs ont simplement utilisé les rapports d'évaluation des cibles dans les dossiers FIAT comme modèles pour leurs propres rapports finaux superficiels ; certains d'entre eux ont refusé de rédiger des rapports ; et d'autres qui avaient initialement refusé de le faire ont rédigé des rapports inadéquats quand ils y étaient obligés.(59)

La solution de l'OTS au problème des rapports incomplets, inadéquats et inexistants a été d'ouvrir les vannes et d'envoyer autant de personnes que possible en Allemagne, vraisemblablement pour que le plus grand nombre possible puisse obtenir ce qu'il voulait pour son propre compte. En juillet 1946, Reiss écrivit à T. G. Haertel, à la FIAT, pour lui dire que les concurrents se montrent inquiets lorsque des enquêtes sont menées par des représentants d'autres entreprises, même si ces derniers signent des déclarations dans lesquelles ils sont prévenus que les données allemandes ne seront utilisées dans leurs propres entreprises et établissements qu'après la publication du rapport dans la bibliothèque OTS. Néanmoins, a-t-il fait remarquer, « même si nous faisons confiance à l'honnêteté et au jugement de nos enquêteurs, nous ne pouvons évidemment pas connaître le degré précis d'efficacité de cet avertissement... et leurs concurrents sont naturellement dans une incertitude encore plus grande ». Reiss a conclu qu'une façon de résoudre le problème était d'envoyer un grand nombre d'enquêteurs, même si le travail se faisait en double.(60)

La politique consistant à envoyer autant de personnes que possible pour surmonter les effets des rapports inadéquats expliquent en partie pourquoi l'OTS s'est empressé d'envoyer des gens après que le Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne (OMGUS) a fait part de son intention de fermer l'opération OTS/FIAT dans l'intérêt de l'économie allemande.(61) George Scatchard, conseiller scientifique du général Clay, qui était à Washington à la fin de 1946 pour discuter de ces plans, entre autres choses, rapporta à Clay que l'un des arguments

utilisés à Washington contre le démantèlement de la FIAT était que les grandes entreprises avaient été prioritaires et avaient obtenu les renseignements qu'elles avaient demandés, et que le programme devait être poursuivi jusqu'« à ce que de plus petites entreprises parviennent à détacher des hommes pour y aller comme enquêteurs ».(62) En décembre 1946, lorsque T. M. Odarenko - l'homme que Sosthène Behn, d'ITT, avait libéré étant entendu qu'il serait « autorisé à nous obtenir les informations auxquelles nous seuls sommes intéressés » - retourna aux États-Unis, l'OTS a publié un communiqué de presse le citant : « Les hommes d'affaires et les fabricants américains devraient envoyer immédiatement des enquêteurs en Allemagne, car à mesure que les usines allemandes se reconvertiront aux opérations en temps de paix, elles deviendront moins facilement accessibles aux enquêteurs américains. »(63)

Entre-temps, l'OTS a « intensifié ses efforts... pour persuader l'industrie d'envoyer des enquêteurs en Allemagne dès que possible ».(64) En février 1947, John C. Green aurait déclaré lors d'une réunion de la section de New York de la Society for the Advancement of Management que le gouvernement américain « ne tiendrait pas la porte ouverte longtemps ». Le même mois, il a publié « Last Call for Germany » [Dernier appel pour l'Allemagne]. « La possibilité d'entrer dans n'importe quelle usine, de voir n'importe quels documents, d'inspecter n'importe quel équipement et d'interroger n'importe quel expert ne se prolongera pas indéfiniment, » a-t-il averti. « C'est la dernière chance pour l'industrie américaine d'acquérir, à peu de frais, une mine d'informations scientifiques et techniques. » N'ayant pas besoin de rappeler à ses lecteurs, comme le faisaient quotidiennement les médias, que le Conseil des ministres des Affaires étrangères se préparait à se réunir prochainement à Moscou pour examiner le problème allemand et un éventuel traité de paix, Green a fait remarquer que « la victoire a ouvert les portes et les dossiers des usines et laboratoires allemands aux enquêteurs américains ». Il a conclu que « ce sera une tragédie nationale... si nous laissons les portes se refermer avant d'avoir ajouté le meilleur des connaissances techniques de l'Allemagne à la nôtre. »(65)

PARTIE III

Clôture de la FIAT
et évaluation du butin

Gouverneurs versus exploiters

Les plans initiaux du général Clay, tels qu'il les rapporta à Washington en juin 1945, étaient d'utiliser la FIAT pour coordonner les recherches scientifiques et techniques en cours en Allemagne jusqu'à ce que « les intérêts des organismes américains au pays fléchissent », puis pour compiler les données économiques, de production et de recherche dont le Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne (OMGUS) a besoin dans ses fonctions de contrôle permanent.(1) Mais, comme nous l'avons décrit plus haut au chapitre 2, les plans et procédures élaborés par les ministères du Commerce et de la Guerre à Washington pour appliquer le décret 9604 du Président Truman et convertir ainsi le programme de renseignement scientifique et technique en temps de guerre en un programme d'exploitation commerciale d'après-guerre, ont désigné FIAT comme l'agence en Europe par laquelle les États-Unis percevaient des « réparations intellectuelles ». Les conceptions divergentes du rôle de la FIAT et les désaccords fondamentaux sur les buts et objectifs américains qui se sont développés au fur et à mesure de l'occupation de l'Allemagne ont provoqué des tensions entre l'OMGUS et la FIAT - entre les gouverneurs et les exploiters - jusqu'à ce que l'OMGUS réussisse à faire fermer la FIAT le 30 juin 1947.

Enlèvements effectués par la FIAT à titre d'exportations ou de réparations ou aucun des deux

Dès octobre 1945, la Division de l'économie de l'OMGUS rédigea un projet d'amendement à la réglementation du gouvernement militaire en vigueur afin d'interdire tout autre enlèvement effectués par la FIAT en Allemagne « en attendant l'attribution des réparations aux États-Unis ».(2) Ce projet a suscité une protestation immédiate et urgente de la part de la FIAT qui a déclaré que « l'ordre proposé » allait faire fermer son entreprise et l'empêcher d'exécuter les ordres du ministère de

la Guerre.(3) Il a également fait l'objet d'une déclaration formelle d'opposition et de refus de la part de la Division des forces armées de l'OMGUS, qui suggérait que le matériel encore recherché par Washington soit exempté des interdictions de la nouvelle directive proposée : équipements militaires, souffleries, carburants synthétiques et équipements de production de caoutchouc synthétique, et autres « matériel de recherche et d'expérimentation spécialisé ».(4) Enfin, le projet d'amendement a fait l'objet d'une série de conférences de l'OMGUS non concluantes, au cours desquelles les représentants de la Division Juridique de l'OMGUS auraient considéré « avec une grande inquiétude » les activités de la FIAT.(5)

Le 6 décembre 1945, comme il le fera dans d'autres cas pendant son mandat de gouverneur militaire, le général Clay soumet la question au ministère de la Guerre, fait une recommandation quant à ce que devrait être cette politique, puis prendre les mesures en prévision de l'approbation de celle-ci. Il a ordonné à la FIAT de ne plus expédier quoique ce soit en provenance d'Allemagne jusqu'à l'arrivée de la réglementation du JCS.(6) Comme le résume le message de Clay à Washington, l'orientation politique du JCS du 3 octobre 1945, sur le contrôle de la recherche et de l'enseignement scientifiques et industriels allemands, autorise l'OMGUS à transférer aux États-Unis des projets de recherche et du matériel expérimental dans les domaines des armes, des munitions, de la physique nucléaire et d'autres matériels de guerre. Mais la FIAT avait « reçu l'instruction d'exporter des équipements de recherche à d'autres fins, comme une usine d'hydrogénation du charbon pour le Bureau des mines ». Nous croyons comprendre, a poursuivi M. Clay, « qu'en vertu du Protocole de Potsdam, l'équipement autre que le matériel de guerre ne peut être exporté d'Allemagne que pour réparation ou pour être vendu en dollars américains à titre d'article d'exportation. » En terminant, Clay a fait remarquer que « nous avons exhorté à maintes reprises d'autres pays à ne pas retirer de biens de l'Allemagne, sauf du matériel de guerre », et il a averti que « des déménagements de ce type [c'est-à-dire sans paiement et sans réparation] peuvent entraîner des déménagements généralisés d'autres zones ».(7)

Utilisant la demande d'évacuation de l'usine d'hydrogénation du charbon du Bureau of Mines comme scénario test, le JCS a observé que puisque les Allemands avaient utilisé l'usine pour la production, elle « ne pouvait

être considérée comme du matériel de recherche allemand même si son utilisation aux États-Unis est proposée pour la recherche ». Par conséquent, le JCS a conclu que « la saisie et le transfert de tels équipements » ne pouvaient avoir lieu qu'en vertu des dispositions relatives aux réparations de la JCS 1067/6, la directive de base existante relative au gouvernement militaire de l'Allemagne.(8) L'interprétation de Clay ayant ainsi été validée par le JCS, l'OMGUS a ordonné que seules deux catégories d'évacuations soient autorisées à l'avenir : [1] du matériel de guerre et des articles de recherche militaire, qui pourraient être évacués directement en tant que matériel ennemi capturé (c'est-à-dire en tant que butin de guerre), et [2] des échantillons de biens d'équipement et de produits non militaires, qui pourraient être évacués soit comme articles d'exportation, à payer en dollars américains, soit comme réparations, conformément aux procédures adoptées qui exigent des demandes et allocations à l'Inter-Allied Reparation Agency (IARA) à Bruxelles.(9)

Un commun accord semble s'être dégagé avec le colonel Ralph M. Osborne, chef de la FIAT, qui a dit un jour qu'il détestait « devoir dépenser de bons dollars américains pour obtenir de l'équipement qui peut peut-être être obtenu sans frais par des réparations ».(10)* Dans un premier temps, l'Armée de terre, la Marine, l'Armée de l'air et le Bureau des services techniques du Département du Commerce avaient choisi d'essayer la voie des réparations pour obtenir des échantillons de biens d'équipement et de produits non militaires, mais ils ont changé de tactique assez rapidement. Par exemple, le Bureau des mines a d'abord demandé que cette usine d'hydrogénation du charbon soit récupérée à titre de réparation. Toutefois, le Département d'État lui a fait savoir qu'il lui faudrait beaucoup de temps pour obtenir l'usine pour les États-Unis dans le cadre de l'allocation de réparations de l'IARA et que le risque était grande de voir d'autres pays solliciter également l'acquisition de celle-ci. Le Bureau des mines, soutenu par l'Armée, la Marine et le

* Osborne répondait à la quête de John C. Green pour un "raccourci qui permettrait d'amener l'équipement dans ce pays". "Franchement", avait écrit M. Green, "à moins que nous ne puissions trouver un moyen de faire venir ce genre de choses ici sans avoir à déboursier de l'argent américain ou à suivre les 'round-robin des procédures de réparation' en cours, je crains que tout cela ne s'enlise". Green à Osborne, 29 mars 1946, RG 260, expédition 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC.

Département du Commerce, dont chacun avait sa propre liste d'articles recherchés en Allemagne, a d'abord fait pression sur l'OMGUS, puis sur le département d'État, pour que les équipements d'hydrogénation du charbon soient envoyés aux États-Unis en dehors des circuits convenus, sans paiement en dollars, bien sûr. De fait, le Bureau des mines a fini par admettre « qu'aucune somme d'argent n'est disponible sur ses crédits pour payer l'équipement et le matériel demandés »(11).

Le général Clay avait d'abord supposé, comme il l'avait souligné en soumettant la question au ministère de la Guerre le 6 décembre 1945, qu'il n'aurait aucune difficulté à obtenir du matériel et de l'équipement non militaires demandés par la FIAT à titre de réparation. « Lorsque les États-Unis souhaitent un tel équipement », écrivit-il, « nous nous proposons de le signaler [à l'IARA] comme étant disponible dans le cadre des réparations et, en même temps, de déposer une demande pour les États-Unis. Compte tenu de nos petites demandes de réparation, nous ne devrions pas avoir de difficulté à obtenir une indemnisation » Il a fait valoir que « indépendamment de la justice de nos revendications », prendre du matériel « qui n'est pas correctement réclamé en réparation ou payé à l'exportation » serait incompatible avec « les accords internationaux en matière de réparation » ainsi qu'avec le « Protocole de Potsdam... Nous répétons que compte tenu de nos petites requêtes, nous n'anticipons aucune difficulté à obtenir l'affectation du matériel que nous désirons à titre de réparation. »(12) Mais il a parlé trop vite, car il ne savait pas encore à quel point les procédures d'allocation de l'IARA seraient complexes une fois achevées.(13) Il n'avait pas non plus été informé de la réticence du Département du Commerce à payer pour que des spécimens de machines et d'équipements soient prélevés en Allemagne. Il n'avait pas non plus été informé de la réticence du Département d'État à utiliser le pouvoir américain pour influencer les décisions en matière d'allocation de l'IARA à Bruxelles. Une fois ces choses devenues claires pour lui, le général Clay s'est incliné devant ses supérieurs à Washington et a approuvé l'expédition de matériel demandé par la FIAT en dehors des canaux de réparation et sans paiement en dollars. La manière dont cela s'est produit est complexe, mais importante pour illustrer le conflit entre les gouverneurs en Allemagne et les exploiters à Washington.

Deux mois après son message optimiste du 6 décembre 1945 à Washington, Clay envoya au JCS une liste d'articles dont l'évacuation

avait été demandée par divers organismes à Washington, expliquant que certains d'entre eux pouvaient être pris immédiatement comme matériel de recherche militaire (c'est-à-dire comme butin de guerre), mais que les autres biens d'équipement et produits non militaires pouvaient être obtenus uniquement par achat ou dans le cadre des réparations, qui étaient désormais clairement définies dans les procédures. Elles comportaient quatre grandes étapes : [1] Déclaration de disponibilité des États-Unis, [2] prospection d'autres demandeurs de réparations, [3] allocation initiale par l'Allied Control Council (ACC) entre l'URSS et les puissances occidentales, et [4] allocation finale par l'IARA au bénéficiaire. Clay estima que, compte tenu du temps que prendraient ces procédures, l'achat serait plus facile et pourrait être traité sur le plan administratif en Allemagne, les articles achetés étant classés comme des exportations de la production actuelle. Mais le JCS a décidé que les articles « devaient être déclarés disponibles et demandés en réparation », expliquant que le Département du Commerce qui avait « assumé la responsabilité... de recevoir et de présenter des demandes de ce type d'équipement pour l'industrie n'est plus disposé à payer pour l'importation ».(14) Suivirent des consultations entre Clay et les représentants américains à l'IARA à Bruxelles, qui aboutirent à une visite de trois jours à Berlin de Russel Dorr, le principal délégué américain auprès de l'IARA. Au cours de la visite, Clay « réagit vivement » à la nouvelle selon laquelle Dorr ne pouvait garantir l'attribution de la liste FIAT aux États-Unis. Le 3 mai 1946, Clay - déjà frustré à l'époque par son échec à obtenir un accord à quatre pour lier le plan allemand de niveau industriel, les réparations, les importations et les exportations dans une politique commune de l'ACC, et dans une colère évidente - changea sa recommandation initiale.(15)

Dans un message adressé au ministère de la Guerre le lendemain de l'arrêt de tous les envois de réparations en provenance de la zone américaine et immédiatement après la visite de Russell Dorr à Berlin, Clay rapporte que la FIAT avait rassemblé du matériel scientifique et de recherche pour une valeur approximative de 800 000 \$, que l'OMGUS n'avait pas envoyé aux États-Unis parce que cela violerait « l'accord d'exportation et d'importation », à moins que le matériel ne soit alloué à titre de réparation. Il poursuivit en disant que l'OMGUS avait espéré l'allouer en réparation, puis le récupérer par le biais de l'ACC et de l'IARA, mais Dorr venait de lui dire qu'il ne pouvait être certain que les États-Unis l'obtiendraient. Déclarant que les Russes et les Français

avaient retiré des équipements et autres matériels de leurs zones sans affectation et sans paiement, il s'est déclaré prêt à faire de même dans la zone américaine en changeant sa recommandation pour passer de la méthode d'allocation par le biais de machines à quatre moteurs à l'expédition directe vers les États-Unis. Manifestement inquiet de son brusque revirement sur les prélèvements unilatéraux, il a toutefois conclu que les États-Unis pouvaient déclarer la valeur des prélèvements directs à l'IARA et imputer ces derniers à leur part des réparations.(16)*

Après avoir reçu de la part du ministère de la Guerre la recommandation révisée de Clay concernant la coordination des politiques courantes, le Département d'État a d'abord refusé, puis a fait des concessions. Les fonctionnaires du Département d'État étaient alors engagés par des accords internationaux dans le programme de réparations décrit de façon aussi concise et convaincante par Clay dans son message du 6 décembre au ministère de la Guerre, et furent donc surpris et piqués par la décision de Clay du 3 mai 1946 d'arrêter les envois de réparations de la zone américaine sans consulter Washington au préalable. Ils ont d'abord réagi à sa recommandation en faisant valoir qu'il pouvait difficilement s'attendre à ce que les matériels FIAT soient expédiés directement aux États-Unis, tout en empêchant des livraisons de réparations en provenance de la zone américaine. Mais le ministère de la Guerre, parlant au nom des forces armées, et le Département du Commerce, parlant au nom de l'industrie américaine, exercèrent de fortes pressions en faveur de la recommandation de Clay, John C. Green faisant valoir que la reconversion économique américaine d'après-guerre dépendait de l'accès au savoir-faire technique et scientifique allemand.(17) Charles P. Kindelberger, chef de la division des affaires économiques allemandes et autrichiennes du département d'État, décrivit le dilemme auquel se heurtait ce dernier en raison des pressions et arguments qui lui étaient soumis : « Implicitement, l'autorisation d'expédier implique un constat : le gain que retirent États-Unis de la réception de l'équipement l'emporte sur le coût des bonnes relations avec les pays non-occupants, qui ne reçoivent actuellement aucune réparation. La question fondamentale est de savoir si le département préfère embarrasser le ministère de la

* Dans le même message, Clay a également suggéré que les États-Unis pourraient vendre l'équipement et utiliser le bénéfice pour se rembourser des importations allemandes actuelles de nourriture et d'autres articles, mais il a dit préférer l'autre solution.

Guerre, le Département du Commerce et l'industrie américaine, ou lui-même dans ses relations avec les autres pays ».(18) Il a fini par se mettre dans l'embarras, mais seulement après avoir envisagé et échoué à trouver un accord sur diverses autres alternatives - qui auraient toutes modifiées ou retirées l'ordre de Clay de suspendre les expéditions de réparations depuis la zone américaine - et après de longues discussions à Washington et à Bruxelles sur ce que les États-Unis devraient dire à l'IARA.(19)

Le 29 juin 1946, le ministère de la Guerre câbla à l'OMGUS l'autorisation d'expédier immédiatement le matériel figurant sur la liste FIAT. Le ministère de la Guerre déclara qu'une comptabilité serait faite plus tard et des explications à l'IARA seraient incluses dans la réponse des États-Unis à une demande du secrétariat de l'IARA adressée à la Grande-Bretagne, à la France et aux États-Unis pour un rapport de leurs zones respectives sur les prélèvements de matériels soumis à traitement dans le cadre des réparations.(20) Le câble poursuivait qu'en autorisant cet envoi en dehors des voies normales de réparation, il était « fermement entendu qu'il n'y aurait pas d'autres retraits de cette nature » et que les demandes futures seraient traitées par l'IARA avec les représentations d'intérêts américaines appropriées au cours du processus de répartition.(21) Une semaine plus tard, l'OMGUS a relevé la FIAT de toute responsabilité ultérieure pour les déménagements d'équipement d'Allemagne et a transféré la fonction à la Direction du commerce de l'OMGUS (pour les déménagements par exportation) et à la Section des réparations de la Direction de l'industrie (pour les prélèvements par allocation à titre de réparations). C'est ainsi que l'OMGUS établit les procédures et les mécanismes pour mettre en œuvre la politique recommandée par Clay au JCS le 6 décembre 1945, mais seulement après que les États-Unis eurent retiré - en dehors des voies de réparation - ce qu'ils voulaient.(22)

Bien que la comptabilité promise par le Département d'État n'ait jamais eu lieu - sujet sur lequel je reviendrai - les documents disponibles montrent que la liste FIAT approuvée pour expédition directe le 29 juin 1946 comprenait 37 articles, pesant environ 500 tonnes et dont la valeur estimée est de 800 000 \$ environ.(23) Il y avait : la machine de fabrication de condensateurs Robert Bosch, l'équipement de moulage sous pression Mahle Werke, la rectifieuse Ultra Präzisionswerk, un magnétophone et le laboratoire d'essais de matériaux de la

Maschinenfabrik Augsburg-Nürnberg (M.A.N.) ainsi que d'autres matériaux et équipements de I. G. Farben, Klöckner-Humboldt-Deutz, Bavarian Motor Works (BMW), Messerschmitt, Friedrich Deckel, Adlerwerke et autres.(24)

La reprise économique allemande et le transfert de technologie

Les efforts américains pour établir et promouvoir une économie allemande autonome d'après-guerre et ainsi réduire les coûts de l'occupation pour les contribuables américains ont été documentés et décrits ailleurs.(25) Les responsables américains en Allemagne estimaient que les enquêtes scientifiques et techniques en cours constituaient un sérieux obstacle à la reprise économique allemande parce qu'elles entravaient la production actuelle approuvée et violaient la sécurité de la recherche et des processus commerciaux allemands, dont les Allemands pouvaient se servir pour payer les importations d'aliments et de matières premières. Écrivant au ministère de la Guerre le 20 octobre 1946, le général Clay déclara que les enquêtes de la FIAT constituaient un sérieux handicap pour la reprise économique allemande. Il doutait que « le développement industriel allemand dans l'industrie et la recherche en temps de paix... puisse être vigoureusement poussé jusqu'à ce qu'une certaine sécurité industrielle soit assurée pour les processus commerciaux qui sont développés dans ces industries ».(26)

Il est peut-être évident que les enquêtes ont posé problème, mais l'évolution de la situation en Autriche prouve qu'elles étaient généralement reconnues comme telles. En septembre 1946, en réponse aux protestations des autorités autrichiennes selon lesquelles « l'examen et la publication de procédés, de formules et d'autres secrets nécessaires propres à l'industrie autrichienne pourraient être extrêmement nuisibles à la relance de l'économie du pays », les commissions de contrôle américaine et britannique pour l'Autriche refusèrent à une équipe FIAT l'accès du pays. La FIAT fit appel au Département d'Etat pour réexamen. Mais ce dernier aurait voulu reconnaître l'Autriche « comme un pays libéré », cesser d'entraver l'industrie autrichienne et « contrer l'influence russe dans ce domaine ». C'est ainsi qu'il a soutenu la décision des commissions de contrôle et qu'il a donc approuvé une politique selon laquelle « les futures demandes d'entrée en Autriche par

le personnel d'enquête doivent se limiter à celles qui visent uniquement à examiner des cibles industrielles qui étaient auparavant engagées dans la fabrication de matériel de guerre ».(27)

Mais le message de Clay protestant contre l'entrave de la FIAT à la reprise économique allemande est né de l'expérience américaine en Allemagne.

Pour répondre à la demande du général Clay que la FIAT opère sous le régime de la juridiction du Bureau du gouvernement militaire pour l'Allemagne (OMGUS), la Direction générale des opérations de la FIAT a envoyé ses fonctionnaires à Munich, Stuttgart et Wiesbaden au début de l'année 1946 pour coordonner les activités sur le terrain de la FIAT avec les bureaux du gouvernement militaire des États-Unis pour la Bavière, pour le Wurtemberg-Baden et pour la Hesse. Le rapport sommaire de ces visites, daté du 15 mars 1946, décrit les procédures à suivre par les équipes de la FIAT dans chacun des trois *Länder* (États). Mais il contient également une liste de plaintes concernant les opérations de la FIAT formulées par les responsables du gouvernement militaire régional ayant été consultés : le nombre d'enquêteurs se rendant dans certaines usines était excessif. Certaines équipes étaient trop nombreuses pour l'objet de l'enquête. Les enquêteurs se sont ingérés dans les opérations des usines des entreprises qui avaient repris la production avec l'approbation des autorités gouvernementales militaires. Les équipes n'étaient pas suffisamment informées, et souvent elles ne se limitaient pas à des « enquêtes purement techniques ». Enfin, la liste conclut que les équipes se présentaient avec des laissez-passer FIAT expirés, certaines d'entre elles voulant même inscrire des cibles qui ne figuraient pas dans leurs laissez-passer.(28)

Ce dont les responsables du gouvernement militaire régional des *Länder* se sont plaints aux visiteurs de la FIAT, ils l'ont également signalé à leurs supérieurs à Berlin, ce qui a amené le chef d'état-major de l'OMGUS à demander à la FIAT un rapport sur les activités du Département du Commerce en Allemagne. Le colonel Ralph M. Osborne, chef de la FIAT, a répondu en présentant un bref historique des origines du programme d'exploitation d'après-guerre OTS/FIAT (décrit précédemment dans cette étude). Il a souligné l'autorisation contenue dans le décret présidentiel, les directives des chefs d'état-major conjoints et l'appui financier du Congrès américain au programme. Le financement du Congrès, a-t-il dit, est en fait si important qu'il permet

une expansion considérable du programme ; en fait, des plans étaient déjà en cours.(29)* Au fur et à mesure que le programme a pris de l'ampleur, le manque d'harmonie entre lui et l'importance toujours plus grande accordée par l'OMGUS à la reprise économique allemande vers l'autosuffisance est devenu de plus en plus évident, les plaintes sur le terrain ont gagné en volume, et le conflit entre le gouverneur et les exploitants a alors pris de nouvelles proportions.

Comme décrit plus haut dans cette étude, le colonel Gerald B. O'Grady, chef du service de l'industrie du Bureau du gouvernement militaire du Wurtemberg-Baden, s'est plaint directement à l'OMGUS à Berlin que son district était envahi par des enquêteurs, qui ont exigé et pris des informations techniques pour leur propre usage. En guise de preuve, il a offert une lettre du directeur général de Robert Bosch, GmbH, et d'autres données que son bureau avait recueillies. La valeur du savoir-faire exproprié, a-t-il fait valoir, constituait une perte directe pour l'économie allemande. Pour cette raison et « d'autres », qu'il n'a pas précisées, la réduction des enquêtes était justifiée dans l'intérêt de la reprise économique allemande.(30) En outre, nous avons pu constater que l'appel de Degussa en faveur d'une réduction et d'un meilleur contrôle des visiteurs de la FIAT a reçu le soutien de la Frankfurt Industrie- und Handelskammer, du ministre de l'Économie de Hesse et du ministre-président de la Grande Hesse. Tous ces fonctionnaires ont travaillé ensemble et ont finalement obtenu du lieutenant-colonel Samuel S. Graham, chef de l'industrie au Bureau du gouvernement militaire de Hesse, un document écrit énumérant les pouvoirs des enquêteurs de la FIAT et les droits des entreprises allemandes pendant les enquêtes.(31) La concession du colonel Graham était nettement inférieure à ce que les Allemands avaient espéré ; Degussa se plaignait trois mois plus tard que le nombre et la fréquence des enquêtes alliées étaient encore anormalement élevés et que les visiteurs de la FIAT demandaient encore des échantillons, des formules, des dessins et des

* Osborne a noté que le Congrès avait approuvé un crédit déficitaire pour couvrir le fonctionnement de la FIAT jusqu'au 30 juin 1946, et qu'il s'attendait à l'approbation d'une demande de 6 millions de dollars pour l'exercice financier 1947. Cela aurait permis de faire passer l'effectif du 1er mars 1946 de 70 consultants scientifiques, analystes de documents, linguistes techniques, sténographes, traducteurs, opérateurs de microfilms et personnel administratif à environ 190 personnes à la fin avril 1946. Voir note 29 de ce chapitre.

documents.(32) Néanmoins, le colonel Graham avait conseillé au ministre de l'Économie de Hesse de « veiller à ce que ces informations soient diffusées à toutes les entreprises allemandes de la Grande Hesse », afin de permettre aux entreprises allemandes de créer des difficultés pour les visiteurs de la FIAT. Une fois l'information diffusée(33), les responsables de Degussa ont appris lors de conférences avec le ministre de l'Économie de Hesse que son cabinet était prêt à reprendre la question avec les Américains, si d'autres plaintes des entreprises arrivaient. Entre-temps, un mémorandum de Degussa montre que des fonctionnaires du ministère de l'Économie de Hesse ont informé les entreprises qu'il était possible de réduire au minimum les informations qu'elles étaient tenues de transmettre en donnant des instructions appropriées aux experts et à ceux qui donnent normalement des informations, et en établissant dans chaque usine une réception centrale pour examiner méticuleusement les laissez-passer FIAT des visiteurs avant qu'ils ne voient les techniciens et experts de l'entreprise.(34)

Entre-temps, des responsables américains à Munich ont fait état de difficultés en Bavière similaires à celles du Wurtemberg-Baden et de la Grande Hesse(35), et diverses associations industrielles et commerciales allemandes ont conseillé leurs membres sur la manière de traiter avec les enquêteurs. Par exemple, l'Industrie- und Handelskammer de Francfort a demandé à ses membres de préparer un bref rapport sur chaque visite et d'en envoyer trois exemplaires à la section appropriée de l'Handelskammer. En outre, le Wirtschaftsverband Maschinenbau, dont le siège est à Düsseldorf Oberkassel, a publié une lettre circulaire sur la livraison de dessins et de plans aux membres des forces d'occupation et a conseillé aux entreprises individuelles de demander des réquisitions, de demander des reçus et d'obtenir autant de renseignements que possible pour appuyer leurs futures demandes de restitution ou d'indemnisation.(36)

Réaffirmer l'autorité de la FIAT

La FIAT s'est donc trouvée confrontée à des incidents de résistance de la part d'entreprises allemandes individuelles. Il était également nécessaire de garder à l'esprit que les points de vue des officiers du gouvernement militaire américain sur le terrain correspondaient à ceux des entreprises,

des associations industrielles et commerciales et des représentants du gouvernement allemands avec lesquels les officiers américains sur le terrain traitaient quotidiennement. Des signes sont également apparus en provenance de Berlin que les jours de la FIAT étaient comptés - un sujet sur lequel je reviendrai. Tout cela, ajouté aux premières preuves d'une collaboration entre la branche Industrie du Bureau du gouvernement militaire de Stuttgart et les entreprises du Würtemberg-Baden(37), a incité la FIAT à réaffirmer son autorité et à consolider son empire en Allemagne.

La nouvelle selon laquelle les enquêteurs de la FIAT avaient rencontré des difficultés à Stuttgart « à diverses occasions », difficultés qui « n'étaient pas nécessairement causées par les Allemands, mais par des représentants de notre propre gouvernement militaire », a provoqué une vive réaction de la part du Colonel Ralph M. Osborne, chef de la FIAT. L'objet immédiat de sa colère était le colonel Gerald B. O'Grady, chef de la section de l'industrie au Bureau du gouvernement militaire du Würtemberg-Bade, à qui Osborne a fait remarquer avec véhémence que l'autorité de la FIAT venait directement du gouverneur militaire et, en fin de compte, des chefs d'état-major interarmées, du Congrès américain, et du Président des États-Unis.(38) Moins d'un mois plus tard, en mai 1946, Osborne envoya une lettre similaire, quoique plus modérée, au Bureau du gouvernement militaire de Bavière après avoir entendu leurs plaintes. Dans cette lettre, il notait que le Congrès américain dépensait de l'argent pour obtenir des informations scientifiques et techniques en provenance d'Allemagne au profit de l'industrie américaine, « avec la conviction que ces informations seront une source majeure de réparations de la part de l'Allemagne ».(39) Puis, en août 1946, il réussit à faire publier par le quartier général de l'United States Forces, European Theater (USFET) une directive stipulant que les enquêteurs du renseignement technique en Allemagne étaient des employés du gouvernement engagés « dans la poursuite du programme du Comité des publications pour le filtrage et le microfilmage de documents techniques et scientifiques » en vertu de directives « pour étudier, examiner, interroger ou photographier des cibles de renseignement technique allemandes spécifiques », qui comprenaient « les installations, équipements, documents ou personnel allemands ».(40) Pendant ce temps, John C. Green, directeur de l'Office of Technical Services (OTS) du Département du Commerce, assurait la défense de la FIAT à Washington.

Osborne et Green se sont rencontrés à Washington et à Höchst, respectivement, en juin et juillet 1946. Leurs discussions ont porté sur [1] les problèmes rencontrés par les enquêteurs sur le terrain, [2] les propositions de la Section des plans et des opérations du ministère de la guerre et de la Section des ressources humaines de l'USFET visant à réduire le soutien financier et logistique des opérations FIAT/OTS en Allemagne(41) et [3] l'opposition à toute exploitation ultérieure de la science et technologie allemande émanant de l'OMGUS, notamment de George Scatchard, conseiller scientifique du général Clay et chef du service Recherche et contrôle scientifiques de l'OMGUS.(42)*

À son retour d'Europe, Green rédigea des lettres similaires au commandant général de l'USFET (le général Joseph T. McNarney) et à l'ambassadeur des États-Unis à Londres (W. Averell Harriman) et les envoya au secrétaire du Commerce Henry A. Wallace. Dans sa lettre à Wallace, Green note : « Lors de mon voyage à l'étranger, j'ai constaté que certains membres clés du personnel ne connaissaient pas nos opérations en Allemagne et à Londres et ne s'y intéressaient donc pas. Des lettres du genre de celles indiquées dans les projets ci-joints, signées par le président Truman, contribueraient grandement à assurer à notre personnel à l'étranger le soutien et l'encouragement nécessaires pour que les directives du président concernant l'exploitation de la science et de la technologie allemandes aient un effet positif ».(43) Wallace, qui aurait exprimé un « vif intérêt » pour l'exploitation de la technologie allemande au profit de l'industrie américaine lors de la réunion du Département du Commerce qui suivit, demanda des

* Pour le point de vue de Scatchard, voir Reiss à Green, 30 août 1946, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 156, dossier lettres FIAT de Haertel, WNRC, que Reiss a écrites en Allemagne alors qu'il observait les activités de la FIAT. Dans ce rapport, il a fait part de la préoccupation d'Osborne au sujet de l'avenir de la FIAT et le principal argument de Scatchard contre, à savoir, qu'il ne pouvait pas bouger pour rétablir la recherche allemande tant que la FIAT n'était pas mise hors circuit. Osborne pensait qu'un compromis pourrait être trouvé si des usines et des instituts de recherche allemands approuvés par l'OMGUS étaient affichés pour exclure les chercheurs ; Reiss a lui-même déclaré que "la meilleure solution serait d'interdire la reprise des recherches allemandes jusqu'à ce que notre programme d'investigation soit terminé". Il a toutefois averti que Scatchard avait gagné en influence du fait que "les Britanniques arrêtaient définitivement leurs enquêtes d'ici la fin de l'année".

« exemples concrets d'enquêtes ayant une valeur actuelle ou potentielle dans l'industrie américaine ». Green a alors sollicité de telles informations auprès de tous les anciens enquêteurs en Allemagne.(44) Cependant, sans attendre ces exemples, Wallace a envoyé les projets de lettres de Green à Matthew Connelly, secrétaire du président, expliquant leur origine et demandant qu'ils soient transmis à Truman. « Je ne crois pas, déclara Wallace, que l'envoi de telles lettres aurait des répercussions de la part des services ou d'autres organismes, et serait d'un réel avantage pour notre programme. »(45)

Après avoir édité la déclaration intéressée de Green selon laquelle la FIAT avait « fait un travail remarquable dans le cadre de l'exploitation de la science et de la technologie allemandes » et atténué une référence aux « 'secrets' scientifiques et industriels allemands [mis à disposition] pour notre intérêt national », le cabinet de la Maison-Blanche a apporté les projets révisés à bord de l'USS Williamsburg où Truman a approuvé et signé ces documents aux fins de diffusion. Ainsi la lettre à McNarney déclarait que « L'Agence d'information sur le terrain technique, dont le siège est à Höchst, en Allemagne, rend un service important en mettant les découvertes et développements scientifiques et technologiques allemands à la disposition de notre économie. J'espère que cette unité des forces militaires continuera à recevoir un ferme soutien qui constitue un facteur vital dans la mise à disposition des secrets scientifiques et industriels de l'Allemagne dans notre intérêt national. » À Harriman, Truman a dit :

J'apprends que l'ambassade de Londres a récemment créé une mission composée de membres du personnel du Département du Commerce dont le but est de permettre l'accès aux technologies capturées sous contrôle britannique et de réaliser un échange technologique avec le personnel de recherche britannique. Ces objectifs ont une valeur immédiate et inestimable à long terme pour notre économie et j'espère que vous donnerez à cette mission le soutien solide nécessaire pour assurer le succès de ses efforts.(46)

Dans sa réponse de Londres, M. Harriman a déclaré : « Je partage pleinement le point de vue selon lequel les objectifs de la Mission, tels qu'ils sont exposés dans votre lettre, sont d'une importance immédiate et inestimable pour nous sur le long terme. » À Francfort, le général de division C. R. Huebner, chef d'état-major de l'USFET, se prosterne verbalement :

Je désire, en l'absence du général McNarney, vous informer qu'en tant que Gouverneur général militaire, McNarney suit de près les progrès de la Field Information Agency, Technical, depuis sa création. Cette agence a toujours reçu le ferme soutien du Centre opérationnel ... [et] continuera de recevoir l'appui qui lui a été accordé dans le passé et pourra conserver le personnel et le matériel nécessaires à l'accomplissement de son travail de la plus haute importance.(47)

Reflétant davantage l'urgence apparente qu'il attribuait à l'intervention du président, Huebner demanda à son personnel de téléphoner le contenu de la lettre de Truman au bureau de Clay à Berlin.(48) Trois jours plus tard, un message sur l'importance nationale du programme FIAT fut envoyé par l'OMGUS aux directeurs terrestres du gouvernement militaire, ordonnant que « tout le personnel de votre commandement soit informé que le but de la FIAT est l'exploitation des sciences et technologies allemandes et fonctionne sous les directives du Président avec le ferme soutien du Congrès ». (49) Ironiquement, ce qui avait été conçu comme une manœuvre pour consolider l'empire FIAT/OTS et donner une nouvelle vie au programme en Allemagne s'est avéré être le début de sa fin, car cela a inspiré le général Clay à soulever la question d'une comptabilité « en termes de dollars » - un sujet sur lequel je vais revenir - et à travailler ensuite à la dissolution anticipée de la FIAT.(50)

Fin de la FIAT

Avant même l'implication personnelle de Clay en octobre 1946, la FIAT et l'OTS avaient reçu divers signaux indiquant que « le gouvernement militaire veut que le programme prenne fin ».(51) En Allemagne, par exemple, le 12 septembre 1946, T. G. Haertel, le représentant de liaison de l'OTS à la FIAT, rapportait à Green : « Nous savons qu'à un moment indéterminé, dans un avenir pas trop lointain, nos opérations sur le terrain vont devoir être réduites ou arrêtées. » Cela se produirait, a-t-il dit, soit parce que l'Office allemand des brevets serait rétabli, soit parce qu'un accord de paix serait conclu avec l'Allemagne, soit parce qu'un accord à quatre pourrait obliger la FIAT à interrompre les enquêtes techniques, soit, enfin, parce que les fonctionnaires du gouvernement militaire qui souhaitent restaurer l'industrie allemande continueront à causer difficultés et retards.(52) À Washington, à peu près au même

moment, la Division des affaires civiles du Département de la guerre a demandé à l'OMGUS de commenter l'anxiété du Département du commerce au sujet des « rapports qu'il a reçus selon lesquels l'OMGUS allait interrompre le programme FIAT au printemps prochain » malgré le fait qu'il avait « le soutien actif du Congrès et du Président. » Clay répondit que « tout seuil recommandé à la FIAT sera signalé à l'avance au ministère de la Guerre afin qu'il puisse être discuté avec toutes les parties concernées avant que des mesures soient prises ».(53) Précisément un mois plus tard, il fit ce qu'il avait promis.

Le 20 octobre 1946, Clay envoya un télégramme au ministère de la Guerre pour lui dire qu'il envoyait un membre de son personnel à Washington pour discuter de la politique américaine en matière de brevets et d'une date limite pour l'utilisation de détectives privés pour exploiter des processus commerciaux et des activités de recherche dans l'industrie allemande. Le câble disait :

Il est pleinement apprécié que ces équipes aient obtenu des informations précieuses pour les États-Unis, ce qui représentera peut-être notre seul retour en réparations... Cependant, le travail se poursuit depuis notre entrée en Allemagne et la plupart des informations qui existaient en Allemagne au moment de la capitulation devraient désormais être disponibles. Il est peu probable que le développement industriel allemand dans l'industrie et les activités de recherche dans ces industries en temps de paix puissent être poussés vigoureusement jusqu'à ce qu'une certaine sécurité industrielle soit assurée pour les processus commerciaux qui sont développés dans ces mêmes industries.(54)

Le membre du personnel que Clay envoyait (Richard Spencer, un fonctionnaire de la Division juridique de l'OMGUS) venait d'envoyer une longue lettre sur le même sujet au secrétaire adjoint à la Guerre Howard C. Petersen. Spencer y fait référence au discours du secrétaire d'État James F. Byrnes à Stuttgart, le 6 septembre 1946, dans lequel Byrnes avait exprimé le désir de laisser le peuple allemand reprendre sa vie économique en temps de paix. Selon Spencer, l'objectif de Byrnes nécessitait deux changements fondamentaux dans la politique américaine : [1] l'établissement rapide de la sécurité industrielle, et [2] la réouverture de l'Office allemand des brevets, couplée à l'abandon de la politique américaine en vigueur exigeant que tous les brevets allemands au pays et à l'étranger soient non exclusifs, non restrictifs et non discriminatoires. Immédiatement après la guerre, Spencer se souvint que

le Président avait approuvé une politique visant à rendre la technologie de fabrication allemande disponible à l'industrie américaine. « En conséquence, poursuit-il, des techniciens et des équipes de terrain ont pénétré dans la zone américaine (et si possible dans les autres zones occupées) pour obtenir des copies de documents scientifiques et techniques, des microfilmages photographiques de procédés secrets, des demandes de brevets et dans certains cas des prototypes de nouvelles machines, équipements ou produits... Le programme est en vigueur depuis plus d'un an maintenant et le fût devrait être à peu près vidé. » En tout état de cause, a-t-il conclu, le moment est venu de trouver un équilibre, de déclarer la fin de cette exploitation et de rétablir la sécurité industrielle dans l'intérêt de la reprise économique allemande « annoncée » par Byrnes à Stuttgart.(55)

L'initiative Clay-Spencer a vu le jour - apparemment de manière informelle - en novembre 1946, lors des discussions anglo-américaines à Washington sur la fusion de leurs deux zones d'occupation et sur l'accord financier pour souscrire un programme de reprise économique bizonale. Les documents disponibles créés plus tard montrent que les Britanniques avaient proposé le 31 mars 1947 comme date butoir pour toutes les opérations d'exploitation britanniques et américaines en Allemagne, que Clay avait appuyé la proposition britannique et que John H. Hilldring, le secrétaire d'État adjoint pour les zones occupées, lui avait dit que le Département du Commerce et que le Département d'État approuveraient sa demande.(56) Alors que rien de plus ne s'était produit à la fin de janvier 1947, Clay envoya un télégramme au ministère de la Guerre pour demander un rapport d'étape sur les préparatifs à Washington, disant qu'il voulait faire une annonce bien avant la date butoir effective. Une semaine plus tard, il a de nouveau envoyé un télégramme, disant cette fois que les Britanniques voulaient faire une annonce anticipée.(57) Mais à Washington, Hilldring n'avait pas réussi à obtenir l'accord du Bureau des services techniques du Département du Commerce.

Pour sa part, John C. Green, implacable dans la défense de l'exploitation de l'OTS/FIAT a fait pression sur le Département d'État pour qu'il lui accorde plus de temps. Dans son « Last Call for Germany » [Dernier appel pour l'Allemagne], publié dans le numéro de février 1947 du *Federal Science Progress*, l'organe officiel de l'OTS, il écrivait que l'armée avait déjà obtenu beaucoup de ce qu'elle attendait de

l'Allemagne, mais « notre travail est d'aider les hommes de l'industrie qui veulent entrer en Allemagne. » Ce serait « une tragédie nationale », a-t-il déclaré, « si nous laissions les portes se fermer avant d'avoir ajouté le meilleur des connaissances techniques de l'Allemagne aux nôtres ». Au Département d'État, après avoir répété son refrain favori selon lequel les connaissances scientifiques et techniques « sont les seules réparations tangibles que nous obtiendrons probablement de la Seconde Guerre mondiale », M. Green s'est plaint qu'une date butoir du 31 mars était contraire aux plans actuels visant à poursuivre ce programme jusqu'à la fin de l'année. Le Département du Commerce, l'Association nationale des fabricants et la presse scientifique et technique, a-t-il fait remarquer, avaient notifié à l'industrie « qu'elle doit agir rapidement si elle veut profiter de l'occasion de mener des enquêtes en Allemagne ». Si le programme était interrompu en mars, poursuit-il, le Département du Commerce devrait revenir sur les engagements qu'il avait déjà pris pour le printemps envers de grandes entreprises comme Texaco, Upjohn, Colgate-Palmolive, Pittsburgh Plate Glass, Radio Patents Corporation, et la Standard Oil Development Company. Les Britanniques, a-t-il soutenu, avaient travaillé beaucoup plus vite que les États-Unis dans cette exploitation, en partie à cause de leur proximité physique de l'Allemagne. Ils avaient envoyé environ 4 000 personnes en Allemagne, alors que les États-Unis n'en avaient envoyé que 600 environ ; ainsi, « il semble logique que les Britanniques aient 'mis le champ à sec' et ne ressentent plus la pression industrielle quant à la nécessité de l'accès alors que l'industrie américaine estime qu'il y a encore bien des choses à faire. »(58)

Après diverses négociations interministérielles, ainsi que des conférences avec des représentants de l'ambassade britannique à Washington, le ministère de la Guerre informa Clay, le 18 février 1947, que des discussions se poursuivaient, mais qu'il semblait que les enquêtes sur le terrain ne pouvaient être terminées le 31 mars 1947.(59) Clay a riposté en disant qu'il était engagé pour le 1er avril et qu'il pensait que les États-Unis l'étaient aussi. Hilldring se souviendra certainement, a-t-il dit, que les Britanniques avaient voulu fixer une date dans l'accord de fusion bizonal de Washington pour le 2 décembre 1946, mais avaient retiré leur suggestion sur l'assurance de Hilldring qu'il obtiendrait l'accord pour une date butoir du 1er avril. Les Britanniques seraient probablement d'accord maintenant, croyait Clay, pour achever les enquêtes commencées avant le 1er avril, mais pas pour commencer

de nouvelles enquêtes après cette date. Trois jours plus tard, le ministère de la Guerre rapporte qu'un accord final a été conclu avec les Britanniques : aucune nouvelle enquête ne sera autorisée après le 15 mai ; toutes les enquêtes seront terminées avant le 30 juin 1947 ; et une annonce à cet effet, indiquant que la reprise économique allemande nécessite la fin de nouvelles enquêtes sur place, pourrait être faite à Berlin.(60) Le reste n'est qu'épilogue. Les activités de relations publiques de Green n'ont plus impressionné les membres du Congrès (c'était le 80e Congrès à visées économiques) comme par le passé. Le Comité des crédits de la Chambre des représentants a réduit de moitié la demande de crédits de l'OTS et « a recommandé que le travail inachevé [des opérations de l'OTS à l'étranger] soit transféré soit au Bureau des normes, soit à l'Office des brevets, soit aux deux et que cette activité comme telle soit abolie ».(61)

Green a néanmoins obtenu du Comité sénatorial et de la Chambre des représentants qu'il restitue suffisamment de fonds au Département du Commerce pour que le programme outre-mer puisse être mené à bien de façon ordonnée après le 30 juin 1947. Mais Clay s'est fermement opposé à la poursuite de la FIAT après cette date, faisant valoir que les États-Unis avaient conclu un accord avec les Britanniques et les Français pour qu'il cesse le 30 juin et que le microfilmage et la rédaction de rapports en Allemagne après cette date ne vaudraient pas les malentendus internationaux qui en résulteraient. En outre, a-t-il fait observer, ces activités pourraient être menées plus efficacement et à moindre coût à Washington qu'en Allemagne.(62) Finalement, Clay a informé le ministère de la Guerre qu'il mettrait fin aux opérations de la FIAT le 30 juin, à moins que le ministère de la Guerre ne lui ordonne le contraire.(63) Clay n'ayant reçu aucun ordre de ce type à ce moment-là, la FIAT a cessé d'exister à la fin de la journée de travail du 30 juin 1947. Le lendemain, Osborne présenta un rapport sommaire final des activités de la FIAT.(64)

Note finale

Les documents publics et privés allemands dont j'ai pu disposer pour cette étude sont riches d'exemples d'enquêtes britanniques continues menées par les Forces-T et d'autres après le 30 juin 1947, et de protestations d'Allemands selon lesquelles de telles activités étaient en

violation de la politique annoncée.(65) Lorsqu'on les interrogea, les responsables britanniques sur le terrain prétendirent avoir des listes FIAT/BIOS (British Intelligence Objectives Subcommittee) qui avaient été préparées avant le 1er juillet 1947, listes qui indiquaient les documents que les entreprises allemandes auraient à fournir à la demande des représentants des forces d'occupation dûment mandatés.(66) Finalement, le 16 octobre, le 22 octobre et le 8 décembre 1947, le gouvernement militaire britannique publia des listes d'entreprises qui devaient encore remettre des documents aux Forces-T et à d'autres. Les Britanniques ont franchement admis qu'il est fort possible que certaines des entreprises concernées ne savaient pas qu'elles avaient encore du matériel à livrer, mais ils ont déclaré que le vice-gouverneur militaire britannique adjoint avait décidé que cela ne serait pas accepté comme excuse valable pour ne pas s'y conformer.(67)

Étant donné les références répétées aux souhaits réitérés des Britanniques de mettre fin aux enquêtes techniques en Allemagne que Clay et d'autres Américains avaient utilisées pour tirer parti de leurs propres recommandations, ces informations peuvent sembler étranges en effet. Cela peut aussi suggérer que les Américains ont menti. Une explication plus probable, qui est indiquée par certains des documents auxquels j'ai eu accès, est que les Britanniques avaient leur propre conflit interne entre les gouverneurs et les exploiters, mais que les gouverneurs britanniques ont eu moins de succès que le général Clay à stopper les exploiters.(68)

Évaluation du butin

Lors de la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères (CFM) à Moscou au début de 1947, V. M. Molotov, ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, défendant la revendication de son gouvernement contre l'Allemagne pour 10 milliards de dollars en réparations, aurait déclaré que la Grande-Bretagne et les États-Unis avaient déjà reçu d'importantes réparations de l'Allemagne sous forme de brevets et autres savoir-faire techniques. « Les rapports de presse indiquent que ces réparations s'élèvent à plus de dix milliards de dollars », a déclaré M. Molotov. Il a identifié une source pour la valeur des réparations prises par les Américains et les Britanniques comme étant une déclaration de John C. Green dans laquelle il « commente l'immense valeur de ces brevets pour les États-Unis ».(1) Le secrétaire d'État George C. Marshall a réagi avec colère, ce qui ne lui ressemblait pas du tout, comme l'a fait remarquer un observateur des plus estimé.(2) Marshall a déclaré :

Nous avons utilisé des scientifiques américains pour obtenir des informations sur la science allemande, y compris les brevets, toutes ces informations étant publiées dans des dépliants et mises à la disposition du reste du monde. En fait, Amtorg, la centrale d'achat soviétique aux États-Unis, a été jusqu'à présent le plus gros acheteur de ces dépliants. Les dépliants coûtent des frais minimes pour couvrir les frais d'impression et d'administration. Il ne s'agit pas de dix milliards de dollars en réparations.(3)

Pour amplifier les remarques de Marshall, la délégation américaine à Moscou a par la suite fait circuler un document parmi les autres délégations du CFM et l'a simultanément communiqué à la presse. Il dressait la liste des réparations américaines reçues sous forme de navires, des actifs extérieurs allemands, des allocations de l'Inter-Allied Reparation Agency (IARA) et des extractions directes, dont la valeur totale était inférieure à 275 millions \$. Pour expliquer les prélèvements

directs, le document indique que « les États-Unis ont procédé à certains prélèvements de biens d'équipement industriels en Allemagne qui n'ont pas été effectués par l'intermédiaire de l'Inter-Allied Reparation Agency. Ces prélèvements ont été ordonnés pour poursuivre notre effort de guerre avant la reddition des Japonais. » Leur valeur, qui « est en cours de calcul... n'est pas importante et ne devrait pas dépasser 10 000 000 \$ ».(4) Ce document, qui portait sur l'ensemble du programme d'exploitation commerciale et industrielle de l'après-guerre décrit dans la présente étude, a contribué à faire en sorte que l'évaluation qu'il signalait comme étant en cours ne soit jamais réalisée. Une telle évaluation, que le général Clay avait demandée très tôt, était en effet en discussion. Mais, comme nous le verrons bientôt, les discussions ont suscité des objections à la fois pratiques et fondamentales avant même la Conférence de Moscou. Ce n'était qu'une question de temps avant que les opposants ne l'emportent, une fois que le Département d'État a fait cette déclaration incomplète au sujet des reçus de réparations américains. Toute évaluation s'approchant de la vérité aurait sans aucun doute été embarrassante pour Marshall et certainement pour les fonctionnaires du Département d'État qui l'ont conseillé à Moscou, car elle aurait révélé à quel point la déclaration publiée à Moscou avait été déformée, trompeuse et propagandiste.

Évaluations proposées par Clay

Les premiers témoignages de la volonté du général Clay de faire évaluer les déménagements opérés par l'OTS/FIAT d'Allemagne se trouvent dans les rapports d'un visiteur du ministère de la Guerre qui l'a rencontré à Francfort, le 13 mars 1946. Selon le visiteur, Clay « s'est dit préoccupé par le fait que des informations scientifiques et techniques ont été obtenues d'entreprises et de particuliers allemands sans qu'aucune disposition n'ait été prise pour évaluer... sa valeur monétaire en tant que... crédit de réparation ».(5) Puis, le 9 septembre 1946, le jour où il reçut le texte de la lettre de Truman à McNarney sur l'importance nationale de la FIAT et trois jours seulement après les remarques encourageantes du secrétaire d'État James F. Byrnes à Stuttgart sur la reprise économique future de l'Allemagne, Clay fit part de ses préoccupations au major-général H. S. Aurand, directeur de la recherche et du développement au ministère de la Guerre. Clay s'est dit préoccupé par le problème de la comptabilisation des déménagements de la FIAT

et a demandé qu'une réflexion soit menée à Washington sur cette question. « Je suis certain », a-t-il expliqué, « que la recherche et les résultats scientifiques utilisés chez nous devraient être évalués en termes d'argent. Certes, les États-Unis ne paieront pas en dollars, mais ils doivent évaluer les valeurs en jeu pour les inclure dans les comptes de réparations. De même, le droit de chaque Allemand à être indemnisé à une date ultérieure par un gouvernement allemand doit être protégé. Cela, en soi, nécessiterait une évaluation pour information ».(6)

Moins d'un mois plus tard, Clay répéta essentiellement, mais avec beaucoup moins de retenue, ce qu'il avait écrit au général Aurand. Cette fois, il s'exprime dans une lettre personnelle datée du 4 octobre au général Oliver P. Echols, qui avait été l'adjoint de Clay à Berlin avant de retourner à Washington pour devenir directeur de la Division des affaires civiles du ministère de la Guerre. Prétendant ne pas connaître la politique de Washington, Clay a déclaré que les États-Unis prenaient, par l'intermédiaire de la FIAT, autant d'informations que possible sur les processus commerciaux et la pensée scientifique avancée. La position des États-Unis était que l'information était disponible pour tous les pays ; mais, selon lui, le niveau avancé du développement industriel américain la rendait manifestement plus précieuse pour les États-Unis que pour les autres. Lorsque les États-Unis ont cessé de recueillir les informations nécessaires à la poursuite de la guerre avec le Japon, ils sont entrés « carrément dans le domaine commercial... Nous faisons peut-être la même chose que la Russie en prenant la production actuelle de l'Allemagne sans la comptabiliser, et que la France fait en retirant des biens d'équipement d'Allemagne sans les comptabiliser. » Enfin, a-t-il répété, les scientifiques allemands méritent une certaine compensation pour leurs efforts, ils ont le droit de présenter des réclamations contre leur futur gouvernement, et la valeur de leurs contributions devrait donc être inscrite au dossier.(7)

Réponses à Washington

George Scatchard, directeur de la Direction de la recherche scientifique et du contrôle de l'OMGUS et conseiller de Clay pour les affaires scientifiques, était aux États-Unis au début de novembre 1946 pour une réunion de la National Academy of Sciences et pour des consultations à Washington concernant la FIAT et son avenir. Le 4, il rapporta à Clay

que presque tous les scientifiques qu'il avait consultés étaient d'accord sur l'importance d'une évaluation, mais que la plupart des représentants du gouvernement doutaient qu'une évaluation précise puisse jamais être faite. Certains responsables, a-t-il dit, pensaient que les États-Unis pourraient aussi bien fixer une valeur arbitrairement, tandis que d'autres pensaient « que toute tentative de fixer une valeur serait préjudiciable ».(8) En fait, l'initiative de Clay avait donné lieu à de nombreuses discussions au sein de plusieurs organismes et entre ces derniers, et elle devait se poursuivre longtemps après le retour de Scatchard à Berlin, le 7 novembre 1946.

Au Département du Commerce. Les fonctionnaires de l'Office of Technical Services (OTS) du Département du Commerce et leurs représentants de liaison à la FIAT discutèrent de la lettre de Clay du 9 septembre 1946 au général Aurand, pour conclure qu'ils n'étaient « nullement sûrs qu'il soit possible de faire une telle comptabilité, même pour l'inclure dans les comptes des réparations et même si les États-Unis ne paieraient pas en dollars ». Le colonel Osborne, le chef de la FIAT, aurait préféré laisser le travail aux négociateurs du traité de paix. Néanmoins, il a envoyé à l'OMGUS un extrait d'un rapport de l'OTS qui concluait qu'une évaluation « nécessiterait un grand nombre d'experts dans tous les domaines examinés ». L'extrait mentionnait également la lettre type de l'OTS qui fut envoyée aux anciens enquêteurs le 15 août 1946, après que le secrétaire du Commerce Wallace eut demandé « des exemples précis d'enquêtes qui ont une valeur actuelle ou potentielle pour l'industrie américaine ». Réalisant évidemment que ce n'était pas du tout ce que Clay avait en tête - et sans révéler que Wallace avait en fait demandé l'information pour persuader Truman d'écrire une lettre sur l'importance nationale de la FIAT - Osborne a dit que les discussions se poursuivaient et qu'une tentative serait faite pour « résoudre le problème ».(9)

Mais les discussions ont soulevé plus de problèmes qu'elles n'en ont résolus. Par exemple, T. G. Haertel, représentant de l'OTS à la FIAT, a déclaré que « les efforts de renseignement sont intangibles et ne peuvent être mesurés en unités d'effort déployées ou en résultats obtenus » et a conclu qu'une évaluation était impossible avant que l'industrie américaine ait eu la chance d'utiliser l'information que renfermaient ces rapports. John C. Green a convenu qu'« un jugement définitif ne sera

probablement pas possible avant cinq ou dix ans ». Dans son rapport annuel de 1946 sur les opérations de l'OTS, il écrit : « Il faut des mois et des années de travail avant qu'une nouvelle idée de fabrication puisse passer par les étapes nécessaires du développement, des essais, de l'exploitation de l'usine pilote et enfin de la production à grande échelle ».(10)

Au ministère de la Guerre. Les fonctionnaires du ministère de la Guerre voulaient que quelqu'un d'autre fasse les évaluations, si jamais elles devaient l'être. Le général Aurand a écrit à Clay, par exemple, que « la nécessité d'une évaluation des biens que nous extrayons d'Allemagne est avant tout une question de politique internationale et devrait être déterminée par le Département d'État ». Peut-être, pensait-il, que la question devrait être abordée par l'Agence interalliée des réparations, qui pourrait établir un chiffre arbitraire et le répartir ensuite équitablement entre toutes les nations y étant représentées. L'information étant mise à la disposition de tous, il ne voyait aucune raison pour les États-Unis de procéder à une évaluation unilatérale. Quoi qu'il en soit, étant donné la valeur immatérielle du bien et la difficulté d'évaluer les applications commerciales futures, il estimait qu'il n'était pas pratique d'essayer de fixer une valeur monétaire exacte pour le moment.(11)

Le général Echols, qui déclara que le problème de Clay ne concernait son bureau que « sur une base économique ou métaphysique », envoya au général Aurand la lettre de Clay du 4 octobre 1946 et lui suggéra de s'adresser au bureau de John C. Green au Département du Commerce pour « que les ministères de la Guerre et du Commerce s'entendent d'abord sur une politique qui représente et protège leurs intérêts avant de discuter du problème avec le Département d'État ».(12) Deux semaines plus tard, pendant la visite de George Scatchard à Washington, Echols a écrit à Clay pour commenter les discussions de Scatchard avec le secrétaire d'État adjoint Hilldring et le secrétaire adjoint à la Guerre Petersen, et pour signaler que Hilldring avait accepté d'inscrire le problème des évaluations à l'ordre du jour du Comité de coordination État-Marine de guerre (SWNCC). « Certains groupes ici pensent que les évaluations seraient si imprécises qu'elles seraient inutiles », a fait remarquer M. Echols, notant toutefois que Scatchard avait un plan qui, « selon moi... peut donner une bonne approximation... ».(13)

Scatchard envoya son plan à Clay le 4 novembre 1946 en faisant remarquer que les scientifiques étaient généralement d'accord sur l'importance d'une évaluation mais que les fonctionnaires du gouvernement provoquaient des remous. Le plan se présentait sous la forme de deux propositions pour le SWNCC : la première était que le SWNCC demande à John C. Green d'obtenir « du chef de chacune de ses équipes FIAT une estimation de la valeur des informations obtenues de l'Allemagne sur chacun des sujets étudiés par son équipe, y compris les informations obtenues par l'étude des brevets, des microfilms, des appareils envoyés dans ce pays et des investigations de ses propres équipes et des autres ». Deuxièmement, le SWNCC a demandé à la National Academy of Sciences de nommer un comité spécial chargé de le conseiller sur l'opportunité d'une telle évaluation, sur la nature des questions à poser aux chefs d'équipe de la FIAT, sur la coordination et l'intégration des résultats des sollicitations faites par Green et sur toute autre question pouvant survenir.⁽¹⁴⁾ Pendant ce temps, le département d'État, qui était de toute évidence élu pour faire les évaluations par toutes les autres parties concernées, a provoqué les plus gros remous de tous.

Au Département d'État. Willard L. Thorp, secrétaire d'État adjoint aux Affaires économiques, a présenté la réponse de son ministère à la demande d'évaluation de Clay en déclarant à Scatchard que cette évaluation ne serait utile que pour « garder la conscience américaine tranquille ».⁽¹⁵⁾ Charles P. Kindelberger, chef de la Division des affaires allemandes et autrichiennes du Département d'État, informa Hilldring le 19 novembre 1946 que les discussions organisées par le Secrétariat germano-autrichien avaient abouti au jugement « que le matériel FIAT ne devait pas être évalué aux fins d'une réparation ». Les participants à la discussion avaient essentiellement trois raisons : premièrement, étant donné les centaines de tonnes de documents et de matériels détenus par le Département du commerce, il serait physiquement impossible de trier et d'évaluer les différents éléments avec le personnel qui pourrait y être affecté. Deuxièmement, les documents ne concernaient pas seulement les États-Unis, et il était peu probable que d'autres pays acceptent d'imputer leurs comptes de réparations de la même manière. Troisièmement, la question des

réparations est une préoccupation internationale et fait à juste titre l'objet d'un accord international.(16)

Comme nous l'avons déjà mentionné, à la fin de novembre 1946, pendant les négociations à Washington sur la formation de la Bizone, Clay et les Britanniques insistèrent pour que la date du 31 mars 1947 soit fixée au terme des enquêtes FIAT, et Hilldring promit d'obtenir le consentement du Département du Commerce et du Département d'État. D'après les dossiers disponibles, la question de savoir si Hilldring avait promis de discuter des évaluations n'est pas claire, mais le 17 janvier 1947, le général Daniel Noce, qui avait entre-temps remplacé le général Echols comme chef de la Division des affaires civiles (CAD) du ministère de la Guerre, informa Clay que des conversations sur le sujet avaient eu lieu entre des représentants des ministères du Commerce et de la Guerre, ainsi que du Département d'État. Ils n'avaient cependant fait que renforcer l'opinion du général Aurand selon laquelle le montant du crédit de réparation en question « devrait, selon toute probabilité, être fondé sur un chiffre arbitraire et réparti équitablement entre toutes les nations percevant ces réparations, car toutes ont tiré profit des informations ». Selon Noce, lorsque le général Echols a quitté son poste, il a laissé un mot - mais aucun dossier officiel - indiquant que Clay voulait que des mesures soient prises à ce sujet. Noce conseilla à Clay de présenter officiellement son point de vue au ministère de la Guerre afin que tout le problème puisse être soumis au Département d'État et au Comité de coordination de la guerre et de la marine (SWNCC).(17) La réponse de Clay fut immédiate, complète et sans ambiguïté.

Ce que Clay « pense de la comptabilité des informations de la FIAT » dans un câble du 22 janvier 1947 a en effet été notifié à Echols dans une lettre du 4 octobre 1946. Clay a rappelé le contenu de la lettre comme suit :

Grâce à la FIAT, nous prenons de l'Allemagne toutes les informations que nous pouvons obtenir sur les processus commerciaux et la pensée scientifique avancée. Bien que nous rendions cette information accessible à tous, notre propre progrès industriel la rend plus précieuse pour nous que pour les autres. Nous avons tout d'abord pris ces informations pour faciliter notre effort de guerre contre le Japon, et ensuite de toute évidence à des fins commerciales. La prise de ces informations à mon sens sans comptabilité est comparable à l'action

soviétique dans la prise de production actuelle et à l'action française dans le retrait des biens d'équipement en dehors des réparations. Enfin, nous nous approprions la pensée des scientifiques allemands et la façonnons à notre propre usage. Il est clair que ces hommes devraient avoir droit à un certain dédommagement financier de la part du futur gouvernement allemand. À moins qu'il n'y ait une évaluation en termes monétaires maintenant, il sera difficile d'établir un bilan par la suite. Le travail accompli par la FIAT s'avérera, je crois, en grande partie constitutif des réparations de l'Allemagne aux États-Unis. Toutefois, si tel est le cas, des mesures devraient être prises pour évaluer les informations de manière suffisamment détaillée pour permettre une comptabilisation dans le cadre des réparations avec nos Alliés et également dans la comptabilisation finale avec le gouvernement allemand. Notre bilan à l'égard de ce type d'information devrait être aussi clair que notre bilan en matière de prélèvement des biens d'équipement et de la production. Il est certain que cette évaluation ne peut se faire qu'à Washington et qu'elle devrait suivre une certaine formule empirique. Il me semble qu'il est important de noter que cette tentative a été faite. Je le répète, le but de la comptabilité n'est pas de payer, mais d'inclure le décompte dans les réparations finales.(18)

Il est peut-être compréhensible, étant donné le chemin semé d'embûches que les demandes de Clay avaient déjà parcouru et les nombreuses autres questions et problèmes nécessitant l'attention du nouveau secrétaire d'État, George C. Marshall, au début de 1947, alors que lui et son personnel se préparaient pour la Conférence de Moscou, que les documents disponibles ne fassent état d'aucune autre activité à Washington sur cette question jusqu'immédiatement après l'échange Molotov-Marshall décrit au début du présent chapitre.

Mesures prises par Washington pour évaluer la FIAT

Deux jours après la vive réaction de Marshall aux déclarations de Molotov du 18 mars 1947, que les fonctionnaires du Département d'État qualifieront plus tard d'« accusations non fondées » sur la base de chiffres « extravagants », les responsables du Département d'État à Washington se sont mis en quatre pour obtenir des données sur les extractions américaines en Allemagne. Apparemment par téléphone, mais aussi par lettre du 20 mars (à laquelle il est fait référence dans les

réponses, mais que je n'ai jamais vue), Hilldring a demandé aux différentes agences concernées des listes et des valeurs estimées des choses retirées d'Allemagne qui faisaient l'objet d'une évaluation à titre de réparations.(19) Entre-temps, selon un document du Département d'État préparé plus tard pour le SWNCC, « afin de contrecarrer dans une certaine mesure les accusations soviétiques et en l'absence de rapports fiables et détaillés sur les extractions américaines, le Secrétaire d'État indiquait néanmoins au CFM qu'il ne s'attendait pas à ce que la valeur des transferts américains dépasse les 10 millions de dollars. Il a également indiqué que des évaluations détaillées étaient en cours d'élaboration et seraient soumises au CFM ».(20)

Plus tard en mars 1947, le Département d'État reçut des rapports du Bureau des mines, du ministère de la Marine et du ministère de la Guerre, mais apparemment aucun ne provenait du Département du Commerce.(21) Hilldring a envoyé les documents à Moscou - bien que ce fût après la publication des Américains - mais il a également signalé de sérieux problèmes avec ce qui avait été soumis. Le Département d'État, écrivit-il au secrétaire adjoint à la Guerre Petersen le 9 avril 1947, avait besoin de disposer de meilleures descriptions des articles déjà énumérés, de précisions sur ce qui constitue un butin de guerre ou une réparation, et une méthode communément acceptée pour déterminer les valeurs ; il avait aussi besoin d'entendre les agences qui n'avaient pas encore présenté de rapport. Pour obtenir ces choses, il a suggéré la création d'un sous-comité du SWNCC. Mais à présent, le ministère de la Guerre rechignait. Le ministre de la Guerre Robert P. Patterson lui-même a fait valoir que « des questions de politique peuvent être en jeu sur lesquelles un comité ad-hoc... ne serait ni autorisé ni qualifié pour prendre des décisions ». Il a suggéré « que la procédure appropriée consiste à renvoyer la question au Comité de coordination État-Guerre-Marine... pour une étude plus approfondie et pour une solution ».(22)

La politique du SWNCC et le sort des évaluations de la FIAT

Une fois que le SWNCC s'est penché sur la question, la question des évaluations FIAT pour les crédits de réparation s'est trouvée irrémédiablement imbriquée au problème lancinant de savoir ce qui, le cas échéant, devait être signalé à l'Inter-Allied Reparation Agency (IARA) comme étant des prélèvements unilatéraux dans la zone

américaine de l'Allemagne. Des représentants du Département d'État sont venus au SWNCC pour annoncer que les États-Unis n'avaient jamais répondu à une demande d'information de l'IARA du 20 juin 1946, même si l'IARA avait effectué deux enquêtes informelles par l'intermédiaire du délégué américain à l'IARA.(23) En outre, il était apparemment clair pour tous que l'échange Molotov-Marshall à Moscou s'était produit au cours d'un débat sur la question de savoir si les ministres des Affaires étrangères devaient entendre des représentants de l'IARA et que les États-Unis ont fait figure de principal opposant.(24) Il était également évident que la question se poserait à nouveau lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères, qui devait se tenir plus tard dans l'année à Londres. Quoi qu'il en soit, les représentants du Département d'État ouvrirent les discussions du SWNCC le 19 mai 1947 en se plaignant du nombre et de la nature des rapports que celui-ci avait reçus et une demande officielle de rapport exhaustif, que le Département d'État souhaitait que le ministère de la Guerre prépare avant le 15 juin 1947.(25)

Il s'en est suivi deux mois d'intenses querelles interministérielles. Entre-temps, la France a menacé de se retirer des pourparlers du Plan Marshall récemment entamés, à moins qu'un nouveau plan bizonal proposé au niveau de l'industrie ne soit modifié, et le général Clay a menacé de démissionner de son poste de gouverneur militaire si tel était le cas.(26) Le SWNCC a finalement approuvé un document de compromis sur les mesures de réparation unilatérales dans le cadre des prélèvements en Allemagne.(27) Bien que les querelles internes aient souvent porté sur la procédure, la véritable question était évidemment celle du fond. Par exemple, le ministère de la Guerre a accepté de dresser une liste de ses propres enlèvements, mais pas de ceux d'autres agences. Ses porte-paroles ont noté que le ministère de la Guerre n'avait « programmé ni les installations ni les fonds pour entreprendre à l'échelle gouvernementale la tâche de préparer un rapport directeur de tous les biens enlevés d'Allemagne ». En outre, selon eux, les informations recherchées étaient destinées à être utilisées dans des négociations internationales qui étaient la prérogative du Département d'État, et ce dernier devait donc déterminer la forme et le contenu des rapports qu'il souhaitait et traiter directement avec les autres agences et départements qui avaient reçu des biens de l'Allemagne.(28)

Le document directif, intitulé « Unilateral Removals from Germany to Be Accounted for as Reparation » [Les extractions unilatérales d'Allemagne à prendre en compte dans le cadre des réparations], que le SWNCC a approuvé « par mesure officieuse » le 8 août 1947, prévoyait que le ministère de la Guerre et celui de la Marine dresseraient leurs propres listes et que le Département d'État « exigerait de toutes autres agences gouvernementales compétentes... de présenter les biens enlevés ou livrés par elles ». Les ministères de la Guerre et de la Marine devaient également « fournir au Département d'État tous les renseignements dont ils disposaient au sujet des biens enlevés par ou pour d'autres organismes ». Aucune date d'échéance n'a été fixée pour ces rapports et listes, mais un « traitement rapide » a été demandé. Ils devaient inclure tous les retraits d'Allemagne, à l'exception de dix catégories de matériel de guerre que le Conseil de contrôle allié avait auparavant définies comme butin de guerre plutôt que comme réparation. En outre, le SWNCC a décrit trois autres catégories d'exclusion : [1] tous les biens enlevés pour répondre aux besoins militaires pendant la période des opérations militaires actives en Europe, ou pour répondre aux besoins civils des zones libérées dans le cadre de programmes approuvés des Affaires civiles ; [2] les biens enlevés par des particuliers sans autorisation officielle et jamais remis à la garde officielle d'un organisme du gouvernement des États-Unis ; et [3] « les données techniques, industrielles et scientifiques intangibles de tous types ». Comme si cela ne suffisait pas, le document du SWNCC contenait une clause de sauvegarde stipulant que toute agence de notation pouvait demander « l'exclusion de tout élément ou catégorie majeur non expressément » prévu dans les catégories d'exclusion mentionnées, et que ces demandes devraient « être soumises pour examen initial » à un comité ad hoc qui serait créé pour les recevoir et les examiner.(29)*

* Je n'ai pas pu trouver les rapports présentés au Département d'État, à l'exception d'un rapport du Département du Commerce daté du 10 novembre 1947, qui estimait la valeur totale des matériaux reçus à 1 561 819,00 *Reichsmarks* (soit 624 727,60 dollars au taux de conversion déclaré du Département du Commerce, soit 1 RM = .40 dollars U.S). Ce chiffre est remarquable si on le compare à celui d'un mémorandum interne du Département du Commerce du 21 août 1947, qui indiquait que l'équipement pris au laboratoire des moteurs diesel Klöckner-Humboldt-Deutz à Oberursel et

Les bureaucraties étant ce qu'elles sont, la Division des affaires civiles (CAD) du ministère de la Guerre n'a reçu une copie officielle du document de politique du SWNCC du 8 août que le 21 août. Entre-temps, le général Noce, directeur du CAD, ne savait apparemment pas exactement ce qui avait été fait par le SWNCC, bien qu'il fût globalement au courant que des discussions étaient en cours pour déclarer la valeur des prélèvements des États-Unis à l'IARA à Bruxelles. Le 11 août, il écrivit au secrétaire d'État adjoint Hilldring, qui était président du SWNCC, pour lui rappeler que Clay avait officiellement demandé une telle évaluation en janvier 1947. Notant que Clay avait de nouveau soulevé la question lors de la récente visite du secrétaire de l'armée Kenneth C. Royall en Allemagne, Noce a demandé l'avis du Département d'État sur la question ou « tout conseil qui pourrait être offert pour une solution ».(30) La réponse du Département d'État, qui émanait de Charles E. Saltzman, le successeur désigné de M. Hilldring, mérite une plus grande attention, car elle résume les arguments qui ont amené le gouvernement américain à décider de ne pas évaluer le programme FIAT/OTS en Allemagne dans son ensemble, au titre des réparations.

La suggestion du général Clay voulant que les déménagements de la FIAT soient évalués à des fins de réparation avait « été longuement discutée au Département d'État », écrit Saltzman au ministère de la Guerre le 29 août 1947, mais « la conclusion est que les inconvénients l'emportent très nettement sur les avantages » de le faire. Bien que Clay ait laissé entendre que l'évaluation permettrait de distinguer la conduite américaine par rapport aux prélèvements pour réparations « indus des Soviétiques et des Français », M. Saltzman a poursuivi en affirmant que les responsables du Département d'État estimaient qu'il était « beaucoup plus sûr... pour les États-Unis... de continuer à affirmer qu'ils n'ont tiré aucun avantage particulier du matériel FIAT » parce qu'il « a été mis

finalement donné à l'Université A et M d'Oklahoma était évalué à environ 4 millions de dollars. Voir Green à Saltzman, 10 nov. 1947, RG 40, dossiers OTS Reiss, boîte 153, dossier Worden, WNRC, et note de service, 21 août 1947, classés parmi des lettres exprimant un intérêt pour le matériel, *ibid.* boîte 96, dossier Diesel Engine Laboratory Correspondence. Par contre, un autre mémorandum interne du Département du Commerce, daté du 3 avril 1948, estimait la valeur de l'équipement reçu par Oklahoma A et M à "plus de 1 000 000 \$". *Ibid.*, case 96, dossier KHD Laboratory.

dans le domaine public ». Reflétant clairement les craintes que la déclaration américaine des reçus de réparations publiée lors de la réunion de Moscou du Conseil des ministres des Affaires étrangères (CFM) serait exposée comme frauduleuse, Saltzman écrit :

D'admettre la responsabilité d'une charge imputée aux États-Unis sur le compte des réparations et tenter d'évaluer l'information laisserait les États-Unis ouverts à la propagande soviétique selon laquelle la réparation que nous avons reçue de l'Allemagne était en réalité beaucoup plus importante que ce que nous avons fait savoir. L'attaque soviétique ad hominem au Conseil des ministres des Affaires étrangères de Moscou, en 1947, selon laquelle les États-Unis avaient bénéficié d'énormes réparations grâce aux brevets allemands montre le danger de reconnaître une imputation au compte des réparations du matériel de la FIAT.

À l'argument de Clay selon lequel le niveau plus élevé de développement industriel américain rendait le matériel de la FIAT plus précieux pour les États-Unis que pour d'autres pays, Saltzman a répondu que « le département [d'État] ne peut accepter que les États-Unis aient tiré pour eux-mêmes... la part prépondérante de la valeur de l'information de la FIAT. » Comme l'information était disponible pour tous les pays à un coût nominal, « on pourrait tout aussi bien faire valoir que les pays les plus en retard en tirent un avantage proportionnellement plus grand que les États-Unis, en raison de leur dépendance plus forte à l'égard de l'industrie allemande dans le passé et de la quantité moindre d'informations techniques locales ».

En ce qui concerne la possibilité d'imputer les retraits de la FIAT à la part américaine des réparations, la lettre de Saltzman indique que les représentants du Département d'État avaient prévu deux problèmes majeurs, l'un national et l'autre international. Sur le plan intérieur, l'évaluation des retraits de la FIAT soulèverait de « graves problèmes comptables internes », dont la nature « peut être suggérée par... des problèmes [déjà] existant, car plusieurs des organismes de service qui ont bénéficié d'équipements physiques retirés d'Allemagne à des fins expérimentales ne souhaitent pas que leurs crédits soient imputés à la valeur totale à laquelle l'équipement est porté au compte des réparations américain ». Sur le plan international, les responsables du Département d'État ont estimé qu'« il ne serait pas possible » d'obtenir des autres pays membres de l'IAIRA qu'ils imputent les informations de la FIAT sur

leurs comptes de réparation. Même s'ils étaient d'accord sur le principe, « la tâche de répartir équitablement les réparations entre les différents pays serait insurmontable ».

Dans son résumé des arguments du Département d'État, Saltzman conclut : « Il ne semble pas nécessaire d'établir une imputation spécifique sur les comptes de réparation pour qu'une indemnisation puisse être versée aux particuliers en Allemagne. Si un futur gouvernement allemand souhaite indemniser ce type de perte, » ni l'évaluation précise des retraits de la FIAT pour la comptabilisation des réparations, ni une « estimation globale » ne seraient utiles, « dans la mesure où des évaluations individuelles en Allemagne seraient encore nécessaires ».(31)

Le général Noce envoya à Berlin des copies de sa propre lettre à Hilldring et de la réponse de Saltzman. La réponse brève et remarquablement retenue de Clay était qu'il n'avait « aucun commentaire » si ce n'est que « nous et le ministère de l'Armée avons été honnêtes dans nos opinions ; le Département d'État a pris cette responsabilité et là, je souhaite que cela se termine ».(32) Une note de service versée au dossier de la Division des affaires civiles du ministère de la Guerre indique que le Département d'État a « réfuté le point de vue du général Clay », de sorte qu'aucune autre mesure ne fut nécessaire, et l'affaire classée.(33)

Affaire classée ?

Bien que les prélèvements FIAT/OTS de l'Allemagne n'aient jamais été évalués et que nous n'avons donc aucun dossier précis de ce que John C. Green et d'autres ont souvent appelé les seules réparations que les États-Unis obtiendraient, les dossiers utilisés pour cette étude sont remplis de déclarations, d'affirmations, d'estimations et de spéculations sur la valeur du savoir-faire scientifique et technique transféré d'Allemagne aux États-Unis après la guerre. Habituellement, on les qualifiait par des déclarations selon lesquelles la valeur réelle n'apparaîtrait que quelques années plus tard, après que l'information ait été mise à l'essai, testée et utilisée ; on parlait souvent d'une fourchette de cinq à dix ans.(34) Elles s'accompagnaient parfois de références au secret des destinataires, à leur réticence à donner crédit à des sources étrangères et à leur prudence lorsqu'il s'agissait d'« admettre des faveurs qui pourraient devenir des

obligations ».(35) Pour être juste envers ceux qui étaient enclins à évaluer et ceux qui ne considéraient tout simplement pas l'opération FIAT/OTS comme un permis de voler, on peut noter qu'un échantillon de la littérature sur le sujet de l'octroi de licences de procédés et de savoir-faire technique suggère que l'ensemble de ce domaine ne s'est développé qu'après la Deuxième Guerre mondiale. De plus, ces licences sont coûteuses en « heures-homme d'ingénierie, déplacements, frais d'option, » et autres, et constituent une activité extrêmement complexe.(36)* Quoi qu'il en soit, et en l'absence d'une évaluation quantitative de la valeur des prélèvements de la FIAT, les diverses expressions de la valeur fournissent une base qualitative pour juger des proportions du butin.

Ce qu'en disent les fonctionnaires du Département du Commerce. Dès le 1er août 1945, Howland H. Sargeant, directeur du Technical Industrial Intelligence Committee (TIIC) du Département du Commerce, enregistra ce que quatre enquêteurs récemment revenus lui avaient dit : « D'après l'évaluation préliminaire du matériel qu'ils ont obtenu, eux et leur sous-comité estiment que, dans *chaque cas*, les résultats de leurs enquêtes ont été suffisants pour rembourser le coût total de l'opération TIIC. » En janvier 1945, Sargeant avait estimé - il convient de noter - le « coût total » à environ 2 millions de dollars sur douze mois.(37) En février 1946, Edwin Y. Webb, président du sous-comité de l'électronique et des communications du TIIC, a déclaré - en l'honneur de Howland H. Sargeant - que le Bureau des publications mettait à disposition « les secrets industriels techniques les mieux gardés de l'industrie allemande » aux États-Unis. Il était impossible d'en estimer la valeur pour l'industrie privée, a-t-il dit, mais « il ne fait aucun doute que cela se chiffre en centaines de millions de dollars ».(38) Lloyd R. Worden, un autre représentant du TIIC, a appris lors d'une

* Dudley B. Smith et Ryle Miller, Jr. dans "The Buying and Selling of Concepts" (voir note 36 pour ce chapitre), ont fourni une liste de 152 points à considérer concernant les brevets, 86 le savoir-faire et 69 les "clauses communes". Ils ont conclu que "les accords de licence permettent l'échange de propriété intellectuelle, par opposition à la propriété matérielle ; et plus les concepts sont difficiles et complexes, plus les négociations peuvent être difficiles et complexes" (p. 140).

visite à Wright Field, en Ohio, qu'un fabricant avait admis avoir économisé 140 000 \$ en utilisant un seul rapport de l'Allemagne et que Goodyear comptait économiser environ 20 000 \$ en frais de recherche en utilisant les résultats des recherches menées en Allemagne sur la puissance des dispositifs de dégivrage.(39)

D'autres fonctionnaires du Département du Commerce débordaient encore d'enthousiasme. L'un d'eux a écrit : « Cette accumulation d'informations [l'accumulation sur deux ans des rapports FIAT, BIOS, CIO et du Bureau des publications] représente non seulement le plus grand transfert de renseignements de masse jamais effectué d'un pays à un autre, mais aussi l'une des plus précieuses acquisitions jamais faites par ce pays. »(40) Un autre a écrit que « des techniciens qualifiés, familiers avec la masse d'informations recueillies, disent qu'il faudra des années avant que quiconque puisse en estimer pleinement la valeur. Mais sur la base de quelques rapports de quelques industries qui ont déjà tiré profit du matériel publié, la technologie allemande permettra à l'industrie américaine d'économiser des milliards de dollars au cours des prochaines décennies et devrait faire progresser nos propres recherches de plusieurs années ».(41)

Et puis il y a John C. Green, directeur du Bureau des services techniques (OTS) et administrateur fonctionnel du programme du Bureau des publications, qui a souvent parlé et écrit sur la valeur de son opération. On ne peut pas détailler la valeur du savoir-faire allemand dans des tableaux mensuels, en partie parce que « ces rapports et documents n'ont pas été achetés à des entreprises allemandes », écrivait-il en mai 1947. « Il est impossible d'en évaluer la valeur monétaire, même s'il est certain qu'elle atteindra des centaines de millions de dollars... Il faudra peut-être une décennie ou plus avant que les dossiers de l'OTS soient étudiés et leur contenu évalué », a-t-il déclaré, « mais il est déjà suffisamment clair que les importations actuelles de technologie allemande [qu'il appelle aussi 'importations invisibles'] apparaîtront dans le tableau des exportations de demain sous forme de produits nouveaux et moins chers pour les clients étrangers américains ».(42) Les États-Unis pourraient bénéficier du milliard de dollars que les Allemands ont consacré à la recherche pendant la guerre, écrivait Green dans son rapport annuel sur les opérations OTS/FIAT pour 1946. Les rapports des enquêteurs avaient

déjà produit des résultats d'une grande valeur. Quelques-uns... ouvrent des possibilités d'une toute nouvelle industrie ; beaucoup d'autres offrent des moyens moins chers ou meilleurs de produire des choses qui font déjà partie de notre économie ; même les résultats négatifs servent à orienter la recherche américaine loin des pistes coûteuses et infructueuses. Le plus précieux de tous, peut-être, est la stimulation de la recherche et du développement américains qui découle de ce que les esprits allemands ont accompli pendant les années de guerre.(43)*

Ce qu'en disent les enquêteurs et les techniciens. Les enquêteurs qui ont découvert et exproprié la technologie allemande et les techniciens qui l'ont appliquée aux États-Unis ont rarement parlé de valeur en dollars et en cents, mais leurs actions décrites tout au long de cette étude témoignent de la grande valeur qu'ils accordent à ce qu'ils ont découvert. Outre les magnétophones, les condensateurs électroniques, les équipements de moulage sous pression, les formules de conservation de l'huile de soja, les procédés film-couleur, les rectifieuses de précision, et la foule d'autres choses déjà mentionnées dans cette étude, les experts qui s'étaient rendus en Allemagne ont fait état d'une « merveilleuse capacité » de production synthétique dans les textiles, le caoutchouc, le pétrole, l'azote et d'autres matériaux. « Sur le plan métallurgique, l'Allemagne ne nous a rien montré », écrivait-on, mais « du point de vue du design, les Allemands étaient absolument déconcertants ». Selon

* De peur que ces déclarations ne soient sommairement rejetées comme étant des exagérations et d'autosatisfaction de la part de ceux qui ont participé au programme - même si c'était ça, bien sûr - il est bon de considérer, par exemple, "Spying on U.S. Business", *Newsweek*, 94 (12 nov. 1979), p. 43. Cet article décrivait l'activité soviétique visant à obtenir des secrets industriels aux États-Unis et la difficulté de l'empêcher, et faisait remarquer ce qu'un peu d'espionnage peut faire pour un pays - même, pourrait-on ajouter, lorsque les vannes ne sont pas grandes ouvertes, comme elles l'étaient en Allemagne pour les enquêteurs de la FIAT. Ou encore, examinons *Time*, 124 (10 sept. 1984), p. 44, qui rapporte que Procter and Gamble a poursuivi trois géants alimentaires rivaux pour avoir enfreint sa technique brevetée des biscuits aux brisures de chocolat Duncan Hines : "Les poursuites ont accusé les concurrents d'avoir espionné une présentation de vente et une usine de biscuits, et d'avoir même survoler en avion une installation en construction."

Business Week, les enquêteurs ont rapporté avoir trouvé de meilleures méthodes de manipulation de l'acétylène sous pression, des méthodes améliorées de fabrication de vitamines, des disjoncteurs haute tension meilleurs que ceux produits aux États-Unis et un polymère synthétique que les Allemands utilisaient comme substitut du sang pour traiter les chocs. *National Petroleum News* a publié un éditorial selon lequel « l'histoire peut prouver que les connaissances » acquises par la Technical Oil Mission « pour diffusion dans ce pays, vaudront bien plus que tout le butin matériel qui aurait pu être pris dans le sillage de nos armées vengeresses. »(44)

Un chercheur qui s'est donné la peine de détailler l'équipement exceptionnel qu'il avait trouvé aux usines optiques Zeiss et Leitz (microscopes à contraste de phase et autres articles techniques) a conclu que les divers détails de ces technologies aideraient à améliorer la qualité et à réduire les coûts des produits américains, à accélérer le développement d'équipement similaire de fabrication américaine pour l'industrie et la médecine, et à démontrer aux Américains la nécessité de disposer dans le secteur optique de laboratoires bien dotés, bien payés et bien équipés.(45) Un autre, plus bref, a simplement déclaré que l'information allemande qu'il avait trouvée améliorerait probablement l'équipement à rayons X américain, augmenterait les exportations américaines de cet équipement et améliorerait la conception du bêtatron, facilitant ainsi la recherche en physique nucléaire.(46) Se référant au développement allemand de la technologie infra-rouge et à son importance pour l'industrie télévisuelle américaine, un autre chercheur a écrit : « Il est difficile d'évaluer la valeur économique en dollars, mais d'un point de vue technique, cette caractéristique a une valeur inestimable. Si notre équipe n'avait rien appris d'autre, ce seul élément justifiait à lui seul le voyage ».(47) Un autre encore, se référant à la recherche allemande sur les fibres synthétiques, a écrit que « les Allemands font leur travail de recherche avec rigueur et nous n'aurons pas à répéter ce qu'ils ont fait - simplement reprendre la recherche et aller de l'avant ».(48)

Un colonel de l'Armée du ministère de la Défense, s'adressant à un auditoire parsemé d'enquêteurs de retour d'Allemagne, se réjouit du « fait que jamais auparavant, dans l'histoire, une nation vaincue n'avait été aussi profondément étudiée - sur les plans politique, industriel et scientifique - ou ne fut source de renseignements techniques aussi

précieux que l'Allemagne ».(49) Beaucoup plus prudemment, un professeur de chimie de l'Université de l'Illinois a déclaré qu'il n'avait utilisé que les rapports sur le caoutchouc synthétique, mais a commenté sur leur « extrême valeur ». « Une très grande partie de l'effort de recherche actuel dans le cadre du programme gouvernemental de recherche sur le caoutchouc synthétique, poursuit-il, est fondée sur les pistes qui ont été obtenues grâce à ces rapports de renseignements techniques ».(50) Enfin, un expert en magnésium de Dow Chemical a commenté la « tendance populaire et tout à fait naturelle de nombreux techniciens et industriels de ce pays à dénigrer » la valeur et l'importance de ce qu'ils avaient apporté d'Allemagne. Mais cette tendance était erronée :

Quiconque connaît les faits en la matière conviendra... qu'il n'y a aucun fondement à une telle opinion. Je peux vous assurer que dans l'industrie du magnésium, les Allemands étaient bien avancés, entièrement compétents et en possession d'informations pouvant être utilisées de manière rentable dans ce pays. Ce sentiment de compétence des techniciens et de la technologie allemands est partagé par la plupart de mes associés d'autres industries qui ont représenté l'industrie américaine dans l'enquête sur l'Allemagne.(51)

Ce qu'en disent les journalistes et autres personnes. Bien que les participants aient souvent hésité à attribuer une valeur monétaire aux prélèvements de la FIAT/OTS en Allemagne, les journalistes et les rédacteurs scientifiques, qui obtenaient souvent leurs informations directement du Département du Commerce, ont parfois suggéré des valeurs en termes plus globaux. Déjà à l'automne 1945, alors que l'opération FIAT/OTS venait tout juste de démarrer, un collaborateur fréquent de l'organe officiel de la Chambre de commerce des États-Unis écrivait que « le plus grand nettoyage financier et industriel du monde est en cours... C'est une chasse au trésor sans précédent dans les affaires internationales. » En février 1946, bien avant que l'on puisse prévoir l'impact de l'opération FIAT, un rédacteur d'un magazine populaire décrivit ce qu'il appelait « La plus grande chasse au trésor du monde » et conclut que les forces américaines avaient déjà « découvert 2.000.000.000.000 \$ en fonds cachés et des dizaines d'inventions scientifiques inestimables ». *Stars and Stripes*, le journal de l'armée publié en Allemagne, estimait que « les inventions » d'I. G. Farben

« valant des millions de dollars » étaient « distribuées à la science et l'industrie américaines ». *Science News Letter*, citant une déclaration publiée par le Département du Commerce au début de 1946, déclarait que les documents mis à la disposition des entreprises et de l'industrie contenaient des « informations inestimables ».(52)

Dans un article intitulé « Secrets by the Thousands », dans lequel C. Lester Walker décrit les fonds scientifiques et techniques allemands de Wright Field, de la Bibliothèque du Congrès et du Bureau des services techniques, il ne donne aucune valeur totale, mais donne de nombreux exemples dont ses lecteurs peuvent extrapoler l'énorme valeur totale en jeu. Une compagnie aérienne, écrivait-il, a acheté un rapport pour « quelques dollars » et a économisé « au moins cent mille dollars ». Le directeur de recherche d'une entreprise américaine a pris des notes pendant environ trois heures, puis il est parti en disant : « Merci beaucoup, les notes de ces documents rapporteront au moins un demi-million de dollars à ma société ». Enfin, un fabricant américain, après avoir vu un rapport sur l'industrie allemande des fibres synthétiques, a déclaré : « Ce rapport rapporterait 20 millions de dollars à ma société si elle en avait l'exclusivité. »(53)

Dans un article similaire, quoique moins richement étoffé d'exemples, George C. Copeland a écrit pour le *New York Times* que même si la valeur monétaire du programme de l'OTS n'a pu être déterminée, un incident survenu à I. G. Farben était toutefois révélateur : en remettant une formule chimique à un enquêteur de l'OTS, un fonctionnaire a dit : « Nous avons dépensé 500 000 \$ pour développer ce procédé. » Plus prudent que d'autres quant à l'attribution de valeur, John L. Kent écrit pour *Scientific American* que « les innombrables découvertes techniques » rendent difficile de « les évaluer à leur juste valeur. Certains des plus petits détails peuvent s'avérer un grand avantage pour une entreprise américaine. Seule une étude complète de nos propres ingénieurs dans nos propres usines peut déterminer la vraie valeur pour l'industrie américaine. » Néanmoins, conclut-il, les rapports FIAT/OTS/Bureau des publications « présentent une occasion sans précédent de tirer profit de la recherche et de la découverte payées par nos ennemis ».(54)

Avant de parler des efforts frustrés du général Clay pour faire évaluer les prélèvements de la FIAT aux fins de la comptabilité des réparations et en ce qui concerne les tentatives allemandes d'évaluer la valeur des

pertes subies par l'Allemagne dans le cadre du programme, il convient peut-être de se référer brièvement à l'analyse de la valeur contenue dans un manuscrit sur l'histoire de la FIAT, qui se trouve dans les archives de l'OMGUS Historical Office. Après avoir fait remarquer que le chiffre russe de 10 milliards de dollars annoncé par Molotov au CFM de Moscou était trop élevé, les auteurs anonymes ont soutenu que ce n'est que dans le temps - après les tests, les essais et les applications - qu'une valeur précise pourrait être établie. Néanmoins, les auteurs « ont estimé que les activités de la FIAT devraient permettre au gouvernement et à l'industrie aux États-Unis d'économiser au moins cinq milliards de dollars ».(55) Si nous devons accepter ce chiffre comme un chiffre global raisonnable, et si nous devons faire l'hypothèse tout à fait plausible que les Britanniques ont reçu une valeur à peu près égale à celle des États-Unis, il en découlerait que Molotov au CFM de Moscou avait vu juste.

Les Allemands évaluent leurs pertes

Compte tenu de la nature du programme d'exploitation FIAT, de la division de l'Allemagne en quatre zones d'occupation après la guerre et de l'absence d'organismes administratifs centraux - que le général Clay et les Américains ont tenté sans succès de créer - il n'est pas surprenant que les premières tentatives des Allemands pour évaluer leurs pertes dans les divers programmes alliés pour exploiter les connaissances scientifiques et techniques allemandes ont été sporadiques et que leur reconstruction est quasiment impossible à ce stade. De nombreuses organisations et agences se sont impliquées à différentes époques, parmi lesquelles plusieurs chambres de commerce (Industrie- und Handelskammern), le Wirtschaftsverband Maschinenbau à Düsseldorf-Oberkassel, le Vorstand der Patentanwaltskammer à Hambourg, le Lord Mayor et le Sénat de Hambourg, la Conférence des ministres présidents de la Bizone, et par le truchement du dernier sénateur Gustav W. Harmssen, de Brême, d'une part, et l'Office allemand des questions de paix (Deutsches Büro für Friedensfragen) à Stuttgart, d'autre part ; enfin, les gouvernements des *Länder* (état) de la Grande Hesse à Wiesbaden, de la Bavière à Munich, du Württemberg-Baden à Stuttgart et de la Rhénanie du Nord-Westphalie à Düsseldorf (1). L'appareil administratif et l'incitation à coordonner les diverses initiatives et approches allemandes sont apparus à la fin de 1946 et au début de 1947, lorsque les Britanniques et les Américains ont créé des administrations centrales pour la Bizone et que les vainqueurs se sont préparés à aborder la question d'un traité de paix allemand lors de la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères à Moscou.

L'administration économique bizonale prend le relais

« Il est tout à fait clair », écrit l'ancien maire de Hambourg au directeur des affaires économiques de Minden à la fin de décembre 1946, « que l'administration économique bizonale [*Verwaltungsamt für Wirtschaft*], en coopération avec les diverses associations commerciales et industrielles [*Wirtschaftsverbände*], est l'agence appropriée pour recueillir des données sur ce que l'industrie allemande doit abandonner aux fins de réparation, et pour faire des recommandations sur la manière de l'évaluer ». (2) Pour répondre à ceux qui parlent de manière vague de « réparations envers l'Allemagne » sous la forme d'envois de vivres pour prévenir les maladies et les troubles, un mémorandum interne du 2 janvier 1947, adressé au directeur du *Verwaltungsamt für Wirtschaft* (VAW), suggère qu'il pourrait être utile de recueillir des informations exactes sur la contribution des scientifiques allemands aux recherches alliées et la valeur des découvertes scientifiques et techniques et des méthodes de fabrication allemandes, dont la presse étrangère et nationale avait estimé qu'elles représentaient des « sommes fantastiques » pour les vainqueurs. (3) Sous l'impulsion de ces préoccupations et d'autres, notamment une lettre du directeur de Krupp, une série de lettres et de rappels du ministère de l'Économie de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et des discussions en cours parrainées par les comités économiques des *Länderrat* de la zone américaine, la VAW est entrée en action. (4)

Au printemps et au début de l'été 1947, la VAW bizonale informa diverses entreprises et agences de ses plans. « En ce qui concerne le retrait de la propriété intellectuelle », écrit-il à Krupp, par exemple, « nous prévoyons de travailler avec toutes les agences existantes des gouvernements des *Länder* pour rassembler des données sur ce qui a été retiré. Nous tenterons ensuite d'évaluer le matériel retiré, de tout regrouper dans un seul rapport et de le présenter au Conseil de contrôle allié en vue d'un éventuel crédit sur le compte des réparations de l'Allemagne ». (5)

Mais la VAW et les organisations affiliées par l'intermédiaire desquelles elle a travaillé ont rapidement été submergées par des rapports non coordonnés contenant des informations si diverses qu'elles les ont rendues pratiquement indigestes. Certaines entreprises ont décrit leurs rencontres avec des enquêteurs et des équipes, elles ont expliqué en détail ce à quoi elles avaient dû renoncer et se sont plaintes du non-

païement par les Alliés de la valeur intrinsèque des biens enlevés par les équipes de la FIAT et de la Force-T. Dans un cas, par exemple, le ministère de l'Économie de Rhénanie-du-Nord-Westphalie a envoyé un échantillon de rapports d'entreprises et leur a demandé conseil sur la façon dont les entreprises pourraient recueillir la valeur des idées, de l'expérience et du savoir-faire inhérents aux dessins, aux plans et aux schémas demandés par les chercheurs. Les enquêteurs étaient prêts à remettre les formulaires de demande uniquement pour la valeur du papier et les coûts de reproduction de ces choses, poursuivait la lettre du ministère de l'Économie, mais ils refusaient catégoriquement de considérer ou même discuter les valeurs intrinsèques impliquées. La pratique courante dans l'industrie consistait à facturer des frais d'environ 15 % de la valeur de la machine elle-même pour les dessins et les plans, mais « il s'est avéré que » lorsque les entreprises ont inclus de tels montants dans leurs factures - ou si elles refusaient de présenter des factures reflétant uniquement les coûts de papier et de reproduction (« diese indiskutable kleine Summe ») - elles n'ont reçu aucun formulaire de demande du tout.(6)*

Tentant de mettre de l'ordre dans ses procédures de recouvrement et d'uniformiser les rapports qu'elle a reçus, la VAW a commandé une étude spécialisée sur les moyens d'évaluer la propriété intellectuelle.(7) Elle a également eu des discussions informelles avec divers représentants et groupes de l'industrie, et elle a rencontré à Stuttgart des représentants de l'industrie et le Deutsches Büro für Friedensfragen le 15 juillet 1947.(8) En annonçant les plans de cette dernière réunion, le directeur d'un nouveau Bureau des questions de réparation (Abteilung für Demontagefragen) de la VAW a écrit qu'il était exceptionnellement occupé à essayer de déterminer comment évaluer les machines et la propriété intellectuelle enlevés par les forces d'occupation. L'évaluation des plans et dessins de construction, des processus de production et de la planification du développement (« Konstruktionszeichnungen, Betriebsverfahren und Entwicklungsarbeiten ») est particulièrement

* Une entreprise, Heidenreich & Harbeck de Hambourg, rapporta en 1949, par exemple, que sa tentative de facturer aux Britanniques 10 % de la valeur des machines pour lesquelles elle avait livré des plans et des dessins fut rejetée par les Forces-T britanniques sous le nom de "eine Unverschämtheit [insolence]". Voir Rolf Lambertz, Heidenreich Harbeck, à VfW, 24 janvier 1949, dossier B 102/3794, BA.

difficile, a-t-il dit. Néanmoins, conclut-il avec optimisme, son bureau s'efforcera de disposer d'un exposé de situation d'ici novembre 1947, apparemment en prévision de sa présentation à la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères à Londres.⁽⁹⁾ Mais on n'en est jamais arrivé là. Lors de diverses réunions avec des représentants de l'industrie, les responsables de la VAW ont appris que de nombreuses entreprises hésitaient à déclarer leurs pertes de propriété intellectuelle par crainte que cela n'entraîne éventuellement des désavantages fiscaux. Bien que les responsables des finances bizonales aient informé informellement les responsables de la VAW qu'un impôt n'entrerait en jeu que si les entreprises étaient indemnisées pour leurs pertes déclarées, certaines étaient apparemment peu disposées à déclarer leurs pertes aux Alliés par crainte d'être imposées de manière rétroactive pour les biens qu'elles n'avaient pas déclarés aux autorités fiscales auparavant. Quelles qu'en soient les raisons, le processus de collecte de l'information ne fonctionnait pas sans encombre. Par exemple, une tentative du Wirtschaftsverband Maschinenbau et du ministre de l'Économie de Düsseldorf d'utiliser un questionnaire pour recueillir des données sur les retraits a dû être abandonnée car les informations qui leur ont été communiquées se sont avérées trop diverses pour être coordonnées. Ce qu'il fallait, selon un mémorandum interne de la VAW décrivant la fin du programme de questionnaire, c'était un ensemble clair de directives convenues pour l'ensemble de la Bizone.⁽¹⁰⁾

Finalement, après des retards causés en partie par le transfert de la VAW de Minden à Francfort (où elle a été rebaptisée Verwaltung für Wirtschaft de l'administration économique bizonale fusionnée), un rassemblement de grands représentants de l'industrie (par exemple de Bosch, Krupp et BMW), des associations industrielles (par exemple le Wirtschaftsverband Chemische Industrien) et des fonctionnaires commerciaux ont discuté tout au long de la journée du 16 juin 1948 des problèmes et des solutions possibles. Senatsrat Schmid, le chef de l'Office des réparations de la Verwaltung für Wirtschaft (VfW), voulait parler des méthodes d'évaluation plutôt que des implications fiscales de la déclaration de la valeur du savoir-faire ; néanmoins, celles-ci ont pris le pas sur la discussion au cours de cette journée. Mais il y avait aussi de grandes divergences d'opinion sur les méthodes d'évaluation. Un représentant de l'industrie a suggéré que chaque entreprise décide du prix qu'elle aurait demandé dans le cadre d'un accord de licence commerciale normal. Un autre a parlé de l'utilisation des 10 à 18 pour

cent de la valeur du produit fini que les entreprises allemandes avaient facturé aux Japonais pour leurs plans pendant la guerre. D'autres voulaient tenir compte des avantages pour les bénéficiaires (« Nutzen des Empfängers »). Un autre encore a suggéré qu'il serait peut-être préférable d'essayer d'arriver à un chiffre global et de répartir ensuite le montant à l'interne entre les entreprises ayant déclaré des pertes. Mais cette idée a été rejetée par d'autres comme étant pratiquement inutile dans le traitement des cas individuels, et elle a été diffusée par d'autres encore qui ont observé que d'autres entreprises importantes, telles que Siemens, Farbwerke Höchst et M.A.N., n'étaient pas représentées et qu'elles devraient également être consultées. Après de longues discussions, il a finalement été convenu que les coûts de développement (« Entwicklungskosten ») fourniraient au moins une base de discussion et que la VfW demanderait aux chambres de commerce (Industrie- und Handelskammern) de la Bizone de recueillir des informations sur ces coûts auprès des entreprises sur leur territoire. En outre, il a été convenu que la VfW demanderait aux entreprises individuelles, y compris celles qui n'étaient pas présentes, de faire connaître leur point de vue sur les méthodes d'évaluation. Inutile de dire que le Senatsrat Schmid a conclu la réunion en déclarant qu'il avait espéré de nouveaux progrès dans cette tâche difficile.(11) Il a néanmoins mis en œuvre le plan tel qu'il était.

Œuvrer par l'entremise des Chambres de commerce

Le 28 juin 1948, le Bureau des réparations de la Verwaltung für Wirtschaft (VfW) envoya des lettres similaires à l'Industrie- und Handelskammern (IHK) de la Bizone britannique et américaine leur demandant de recueillir auprès des entreprises dans leurs secteurs les données concernant les dépenses qu'elles avaient engagées durant la décennie précédente en développant et en mettant en œuvre les produits perdus au profit des Alliés, au cours des saisies des brevets et autres mesures de la FIAT ou des Forces-T. Les IHK devaient demander aux entreprises et aux instituts de recherche d'estimer la valeur non seulement de leurs succès, mais aussi de leurs échecs au cours des dix dernières années, et on devait leur rappeler que leurs propres intérêts étaient en jeu. Selon la VfW, l'information serait utilisée dans les négociations avec les vainqueurs sur une loi d'occupation et sur le traité

de paix, et éventuellement par les agences gouvernementales allemandes pour le règlement des revendications.(12)

Au cours des mois qui ont suivi, les rapports des chambres de commerce ont afflué, mais ils n'étaient ni uniformes ni adéquats. Par exemple, les rapports de l'IHK de Munich, qui avaient en fait été rassemblés pour le ministère bavarois de l'Économie à l'été 1947, furent jugés insatisfaisants par le Bureau des réparations de la Vfw, faute d'informations suffisantes et d'une estimation uniforme des valeurs. Dans certains cas, ils ne contenaient aucune estimation de valeur du tout.(13) Le IHK zu Solingen a envoyé les rapports de trois entreprises et a déclaré que deux autres avaient promis de faire rapport séparément et directement. « La faible réponse des entreprises à notre demande, en dépit des avis de la presse et d'une lettre circulaire », écrit l'IHK zu Solingen, « est très probablement due au manque de confiance continu [*Vertrauensmangel*] et au malaise quant aux autres dommages et expropriations ».(14) La Handelskammer [Chambre de Commerce] de Hambourg a envoyé des copies de huit brefs rapports et a regretté que la réponse à ses demandes ait été si insatisfaisante. L'IHK de Darmstadt a transmis les rapports de neuf entreprises et en a nommé quatre autres qui ont déclaré que leurs pertes ne pouvaient même pas encore être estimées. De plus, elle a estimé qu'une quarantaine d'autres entreprises dans sa juridiction avaient sans aucun doute perdu des biens au profit des équipes FIAT et BIOS, mais qu'elles avaient toutes déclaré n'avoir subi aucune perte sans autre explication.(15)

Les raisons de cette réticence étaient peut-être semblables à celles décrites par l'IHK de Mannheim, qui a décrit en détail les problèmes qu'il avait rencontrés. De nombreuses personnes avec lesquelles il avait discuté du programme de collecte de la Vfw avaient parlé de la nature délicate de la question, rapporte l'IHK de Mannheim. Certains ont commenté l'imprécision des lignes directrices de la Vfw, et même les entreprises qui avaient soumis des rapports s'étaient opposées à la grande marge de manœuvre que la Vfw se serait réservée concernant l'utilisation des informations.(16) Au printemps 1949, la Vfw convoqua une autre réunion de dirigeants de l'industrie, d'associations industrielles et de responsables de la Vfw, après avoir entendu parler, de manière informelle de la part de diverses sources, et de manière officielle, de la part du IHK de Francfort, du Wirtschaftsverband Eisen- and Stahlindustrie à Düsseldorf et de Robert Bosch, GmbH de l'insuffisance

de l'approche fondée sur les coûts de développement et d'autres questions.(17) Des représentants d'entreprises telles que Demag (Duisburg), Bosch (Stuttgart), M.A.N. (Augsbourg), BMW (Munich), Farbwerke Höchst, Krupp (Essen), diverses IHK et des groupes industriels tels que le Wirtschaftsverband Maschinenbau (Düsseldorf-Oberkassel) ont participé à la réunion. Le Senatsrat Schmid, directeur du Bureau des réparations de la VfW, a déclaré à la réunion que les enquêtes du IHK (« Umfrage ») concernant les coûts de développement avaient produit de si mauvais résultats que rien de constructif ne pouvait en être tiré. Pour cette raison, et parce que les entreprises individuelles continuaient d'exprimer leurs craintes quant aux conséquences fiscales de la déclaration de leurs pertes, M. Schmid a déclaré que la VfW se retirait des activités d'évaluation et les confiait aux associations industrielles et commerciales.(18)

Bien qu'il y ait eu des personnes présentes qui (pas comme certains Américains, comme nous l'avons vu) pensaient qu'une évaluation était impossible, voire dangereuse - dans ce cas, parce que la présentation d'un chiffre aux Alliés inviterait naturellement un contre chiffre allié pour les dommages de guerre - la conférence a néanmoins conclu qu'un effort devait être fait pour évaluer les pertes allemandes en propriété intellectuelle (« geistiges Eigentum »). Par consensus, la conférence a décidé que les associations industrielles et commerciales devraient former un groupe de travail ad hoc pour planifier le projet, que la VfW devrait essayer de résumer le matériel qu'elle avait déjà reçu, et enfin - comme priorité absolue - que le sénat Schmid devrait essayer d'obtenir une déclaration écrite de la Bizonal Finance Administration (Verwaltung für Finanzen, Vff) sur la question des impôts.(19)

En ce qui concerne ce dernier plan, Schmid a échoué dans sa première tentative d'obtenir du Vff un engagement selon lequel les associations industrielles seraient exemptées de communiquer aux autorités fiscales des informations sur les prélèvements de la FIAT. Il décida de réessayer, cette fois en appelant les ministres des Finances des *Länder* (États) à aborder la question lors de leur prochaine réunion informelle.(20) À l'appui de son appel, il écrivit le 28 juillet 1949 que la détermination de la valeur de la propriété intellectuelle perdue était extrêmement importante, car elle pourrait éventuellement servir de base à un crédit de réparation allemand estimé entre 15 et 25 milliards de

*Deutschmarks** (environ 6 à 10 milliards au taux de change de 1949), ainsi qu'à un éventuel paiement des créances aux entreprises individuelles. Selon Schmid, l'expérience avait montré que les entreprises ne déclareraient pas leurs pertes à moins que les autorités fiscales ne s'engagent clairement et par écrit à ce que les groupes industriels et les associations commerciales qui recueillent les renseignements soient exemptés de l'obligation légale de mettre les renseignements et les registres à la disposition des fonctionnaires du fisc.(21) Lors de leur réunion suivante, les 11 et 12 août 1949, les ministres des Finances des *Länder* (États) ont convenu que le calcul des éventuels crédits de réparation était suffisamment important pour accorder l'exemption. Ils décidèrent d'édicter des règlements appropriés et supprimèrent ainsi ce qui avait été l'un des principaux obstacles aux tentatives allemandes de déterminer la valeur des informations scientifiques et techniques que les Alliés avaient prises comme « réparations intellectuelles ».(22)

Notgemeinschaft für Reparationsgeschädigte Industrie

Une fois la question de la fiscalité réglée de manière satisfaisante, le groupe de travail ad hoc des organisations industrielles a procédé à la création d'une organisation faîtière chargée de coordonner à la fois la collecte d'informations sur les prélèvements effectués dans le cadre des réparations et l'évaluation du savoir-faire scientifique et technique perdu par les entreprises allemandes en raison des divers programmes d'exploitation des Alliés. Elle était connue sous le nom de *Notgemeinschaft für Reparationsgeschädigte Industrie* (Union d'urgence des industries touchées par les réparations) et se composait d'un président, d'un conseil d'administration et d'un directeur commercial (*Geschäftsführer*) ayant son siège à Düsseldorf.(23) Travaillant dans un premier temps en collaboration avec l'Office des réparations de la Bizonal Economics Administration (VfW), puis avec le ministère fédéral de l'Économie (*Bundesministerium für Wirtschaft*), qui a absorbé l'organisation VfW, la *Notgemeinschaft* a préparé un

* Depuis la réforme monétaire de juin 1948, la nouvelle unité monétaire allemande est le *Deutschmark*. Avant cela, c'était le *Reichsmark*. Aux fins de la comptabilité des réparations et du commerce international, le taux de change a été fixé à = 0,40 \$ dans les deux cas.

questionnaire élaboré destiné à fournir des informations pour un registre statistique de tous les biens, y compris la propriété intellectuelle, soustraits à l'Allemagne après la guerre. La Notgemeinschaft a également proposé d'établir une commission (Ausswertungsausschuss) une fois les questionnaires distribués, remplis et renvoyés, afin de déterminer la valeur de l'ensemble.(24)

Le rapport final de la commission de la Notgemeinschaft pour évaluer la propriété intellectuelle (« geistiges Eigentum ») prise en Allemagne par les Alliés a été préparé par le conseil en brevets Max Bunke, de Stuttgart. Il fut achevé le 14 février 1951. Le rapport estime que la valeur totale des brevets, marques de commerce et autres droits de propriété intellectuelle (« geistiges Gut ») retirés d'Allemagne se situe entre 12 et 30 milliards de *Deutschmarks* (DM) (entre 4,8 et 12 milliards de dollars).(25) Dans son exposé détaillé sur la façon dont il est parvenu à ces chiffres, Bunke a fait référence aux reportages de la radio et des journaux russes qui avaient parlé de 10 milliards de dollars, soit 25 milliards de DM, et à une étude indépendante menée par le sénateur Gustav W. Harmssen, ministre de l'économie de Brême, qui avait estimé le montant à 5 milliards de dollars.(26)

Évaluation par l'Allemagne des pertes éclipsées

Entre-temps, comme l'ont montré d'innombrables livres et articles sur l'Allemagne et la guerre froide, l'Allemagne a été divisée et les puissances d'occupation se sont engagées ouvertement et activement dans une guerre froide. Berlin, qui avait été bloquée par les Russes et approvisionnée par le pont aérien allié jusqu'à la levée du blocus, restait une île à l'Est. L'économie ouest-allemande - qui avait été intégrée dans le programme de relance européen, en grande partie sur l'insistance des Américains qui avaient élaboré et financé le plan Marshall - a connu une reprise miraculeuse, et la République fédérale d'Allemagne est devenue membre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que d'autres organisations et agences internationales orientées vers l'Occident. Dans ce contexte plus large, qui dépasse manifestement le cadre de la présente étude, d'autres tentatives des Allemands pour obtenir des crédits de réparation pour leurs pertes de savoir-faire scientifique et technique ont été éclipsées, tout comme l'ont été toutes les tentatives futures des entreprises, des associations industrielles

allemandes et des personnes les représentant pour déposer des demandes d'indemnisation contre la République fédérale d'Allemagne.

Dans les Accords contractuels du 26 mai 1952, modifiés par les Accords de Paris du 23 octobre 1954 (entrés en vigueur le 5 mai 1955), la République fédérale d'Allemagne, dans le cadre d'un accord de règlement de dette d'après-guerre, a renoncé à tout droit qu'elle aurait pu revendiquer à l'avenir pour exiger des crédits de réparation au titre des pertes en matière de savoir et autres actifs scientifiques et techniques. Les accords stipulaient :

La République fédérale ne soulèvera à l'avenir aucune objection contre les mesures qui ont été ou seront prises à l'égard des avoirs extérieurs ou autres biens allemands saisis aux fins de réparation ou de restitution, ou en raison de l'état de guerre, ou en vertu d'accords conclus ou à conclure par les Trois Puissances avec d'autres pays alliés, pays neutres ou anciens alliés de l'Allemagne... Aucune réclamation ou action ne sera recevable contre des personnes qui auront acquis ou transféré un titre de propriété... ou contre des organisations internationales, des gouvernements étrangers ou des personnes qui auront agi sur instruction de ces organisations ou gouvernements...(27)

En ce qui concerne le droit des entreprises et des particuliers allemands de réclamer le remboursement de leurs pertes, les Accords contractuels prévoyaient que la République fédérale d'Allemagne devait décider si elle voulait indemniser ses citoyens victimes de l'occupation.(28) Bien que la question ait fait l'objet d'une grande attention en Allemagne au cours des années qui ont suivi - et il existe une littérature considérable sur le sujet remontant bien au-delà des années 70 - aucune compensation pour la perte du savoir-faire scientifique et technique en soi ne fut jamais versée, et il n'existe donc aucun registre des montants en cause.(29)

Les cibles allemandes parlent d'elles-mêmes

Comme ce fut le cas pour les Américains, mais pour des raisons différentes, les Allemands n'ont jamais calculé avec précision la valeur de l'information scientifique et le savoir-faire technique que les vainqueurs ont retiré d'Allemagne. Mais, comme je l'ai montré dans le chapitre précédent pour la partie américaine, les documents allemands

utilisés pour cette étude sont riches en références à évaluer. Parfois, les entreprises visées ont exprimé cette valeur en termes monétaires ; souvent, elles l'ont exprimée en termes d'années de recherche, de développement et d'expérience ; et dans d'autres circonstances, elles ont exposé de façon générale l'importance des éléments en question pour l'entreprise elle-même, pour l'industrie et la capacité de l'Allemagne à mettre sur pied une économie viable par le commerce international.

Le propriétaire d'une usine métallurgique de Düsseldorf a déclaré avoir été contraint à trois reprises d'abandonner les plans et dessins complets de ses « Schleuderguss-Maschinen » (machines à mouler centrifuge) dont le style et le type avaient été un secret bien gardé avant la capitulation. Les machines avaient coûté à l'entreprise environ 10 à 12 mille *Reichsmarks* (RM) à construire, écrivait-il, mais la valeur intrinsèque (« ideale Wert ») n'avait jamais été calculée ni même estimée.(30)

Une usine de machines-outils à Sieger, en Westphalie, a indiqué que les enquêteurs avaient demandé des plans ou des échantillons (ou les deux) de diverses machines, des dossiers techniques, des études scientifiques, des méthodes d'essai et de mesure, des calculs de coûts et des documents techniques, ainsi que les listes des fournisseurs et clients de l'entreprise. Le rapport indiquait à quel point il était pénible pour l'entreprise de devoir se départir de plans, de dossiers, d'archives, de données de construction (« Konstruktionsunterlagen »), et autres biens de l'esprit (« Gedankengut ») que l'entreprise avait accumulés au cours de ses presque cent ans d'existence.(31)

Après s'être plaint que les fonctionnaires allemands n'étaient d'aucune aide pour réglementer et surveiller les demandes des enquêteurs, Blohm & Voss de Hambourg a dressé une longue liste de catégories de matériel de guerre, de butin, de restitutions et de réparations qui avaient été pris à la compagnie. Elle a ajouté que divers enquêteurs de la Royal Navy, de la Marine des États-Unis et de la Commission de contrôle pour l'Allemagne avaient demandé et emporté des dessins, des calculs, des données empiriques et toutes sortes de notes, croquis et dossiers (« Zeichnungen, Berechnungsunterlagen, Erfahrungswerte et Aufzeichnungen aller Art »), souvent sans documents officiels et normalement sans fournir aucune information concernant le formulaire et les modalités du règlement.(32)

Une usine de machines-outils de Munich a déclaré avoir été obligée par les enquêteurs de préparer et de photocopier des plans pour quatre machines, ce qui avait coûté à l'entreprise environ 125 000 *Reichsmarks* (RM) à développer et construire.(33)

Anorgana GmbH de Gendorf, une filiale d'I. G. Farben, a recensé les noms de 166 chercheurs et consultants scientifiques qui avaient visité l'entreprise entre le 1er janvier 1946 et juin 1947, et estimé qu'entre 200 et 250 experts avaient visité l'entreprise avant cela. Ils ont inspecté des machines individuelles, parfois toute l'entreprise. Certains d'entre eux sont restés des jours et une équipe de microfilms est venue photographier « la plupart de nos dossiers et de nombreux autres documents » ainsi que les archives des principaux laboratoires d'I.G. Farben, qui avaient été transférées de Ludwigshafen et conservées à Gendorf en 1944. L'entreprise n'avait aucun moyen d'estimer la valeur de ces déménagements, selon le rapport Anorgana, mais ils représentaient « une combinaison des usines individuelles les plus modernes, dont certaines ne se retrouvent nulle part ailleurs en Allemagne. La valeur de notre investissement total est d'environ 136 000 000 de *Reichsmarks*. »(34)

La société Optische Werke G. Rodenstock de Munich, bien qu'elle se soit déclarée incapable d'estimer avec précision la valeur des déménagements de l'entreprise, a néanmoins décrit les visites d'experts américains, britanniques et tchécoslovaques qui ont contrôlé la fabrication des lunettes (« Brillengläserfabrikation »). L'homme de Tchécoslovaquie, que le rapport de l'entreprise identifiait comme le directeur d'une entreprise tchécoslovaque récemment socialisée, concurrente et experte en mécanique de précision et en optique (« Feinmechanik und Optik »), a passé une semaine entière à étudier les installations de l'entreprise, à photographier les installations et les dossiers, et à faire faire des copies de divers plans et avant-projets. Expert qu'il était, selon le rapport, « pas un seul secret de la société ou de ses pratiques ne pouvait lui être caché ».(35)

La Bavarian Motor Works (BMW) de Munich a consigné que les experts de l'aviation américaine avaient emballé une cinquantaine de caisses de la société « Entwicklungs- und Fertigungsmaterial (Zeichnungen, Berichte...) » pour moteurs d'avions et roquettes et « à notre connaissance les avaient envoyées à Wright Field (États-Unis) ». Le rapport de l'entreprise a calculé la valeur de ces déménagements à

325 948 112,70 *RM*, soit le montant que BMW avait dépensé en frais de développement depuis 1937. En outre, selon le rapport de l'entreprise, la division des motos de BMW disposait de documents sur le transfert (« Übernahmeprotokolle liegen vor ») de microfilms et de documents concernant sept de ses modèles de motos, dont la valeur a été estimée à *RM* 9 millions pour la société. Enfin, la division automobile de BMW avait livré deux jeux complets de dessins et de plans pour son modèle 326 (« Wagenbaumuster 326 »), dont la valeur était estimée à environ 4,5 millions *RM*.(36)

À la fin de l'année 1945, un fabricant de machines textiles de Bielefeld, après une tentative infructueuse de s'y opposer, dut renoncer à un jeu complet de dessins pour une machine spéciale non brevetée pour la fabrication de soie artificielle (« Kunstseide »). L'enquêteur britannique venu chercher les plans et les dessins aurait dit qu'ils étaient nécessaires pour réparer une machine qu'une entreprise britannique avait achetée avant la guerre, mais il a assuré à l'entreprise, selon son rapport, que, selon toute probabilité, toute nouvelle machine nécessaire en Grande-Bretagne leur serait commandée. « Comme cela ne s'est pas produit [plus de deux ans plus tard], on peut supposer qu'il s'agissait d'un cas d'espionnage industriel. » L'entreprise a reçu 80,95 *RM*, soit le coût réel de la préparation des ébauches de plans.(37)

De tels rapports, qui sont chacun uniques dans leurs détails et leurs ramifications, ne sont pas rares.(38) Une commission anglo-américaine, dont les membres auraient été bien informés sur l'industrie des fournitures dentaires en Allemagne, a visité Degussa et a demandé des informations sur les méthodes de production, les exportations, les conditions de travail, les salaires, les traitements et autres choses. De toute évidence, ils recueillaient également des informations similaires auprès d'autres fournisseurs dentaires allemands, dont les noms figuraient sur une liste.(39) Wilhelm Steeger GmbH, de Wuppertal-Vohwinkel, a dû renoncer à un jeu complet de dessins pour un épandeur de fumier (« Scheibendüngerstreuer »), pour lequel l'entreprise n'a reçu ni paiement ni promesse de paiement.(40) Aachener Maschinenbau, Heinrich Schirp, a dû céder à six reprises en 1946 et 1947 les plans des machines utilisées par l'entreprise pour fabriquer des aiguilles de machines à coudre.(41) Une autre entreprise a dû renoncer à une machine spéciale pour meuler les lames de patins à glace, qu'elle avait achetée à un fabricant de Solingen.(42) Un fabricant de machines

spécialisées de Langenfeld, près de Cologne, a dû renoncer à un ensemble complet de plans et d'instructions de montage pour deux machines, l'une pour la fabrication de serviettes en papier, l'autre pour la fabrication de « Registrierstreifen » (rouleaux de caisse)(43). La société Milchkannenfabrik Latzer & Heimann, d'Essen-Werden, a dû céder ses plans pour quatre machines spécialisées servant à la fabrication de boîtes de conserve pour le lait.(44) La société Maschinenbau-Aktiengesellschaft Balacke, de Bochum, a remis les dessins et le mode d'emploi pour une chambre de séchage du tabac à cigarettes (« 1 Zeichnung... eines Vakuum-Trockenschrankes für die Trocknung von Zigarettentabak nebst Betriebsvorschrift »).(45) W. Schlafhorst & Co, Maschinenfabrik, a déclaré avoir dû livrer un millier d'exemplaires de plans et de dessins pour « presque toutes les machines textiles que nous avons construites » (« 1000 Zeichnungskopien für nahezu alle von uns gebauten Textilmaschinen »).(46)

Enfin, pour illustrer à quel point le programme d'exploitation scientifique et technique en Allemagne s'écartait des définitions généralement acceptées des réparations, il convient de noter le cas de Margarete Steiff GmbH de Giengen, près de Heidenheim. En octobre 1946, ce fabricant de peluches mondialement connu, dont le « teddy bear » [« nounours »] s'était apparemment inspiré d'une bande dessinée de Clifford K. Berryman de 1902 faisant allusion au penchant du président Theodore Roosevelt pour le « gros gibier » plutôt que les ours, signala au détachement du gouvernement militaire américain à Heidenheim que la société était soumise au « Werkspionage ». Dans l'immédiat, les « espions » étaient deux concurrents de l'industrie britannique du jouet. Ils voulaient tout voir. Ils prenaient des notes, faisaient des croquis et demandaient des échantillons. Ils voulaient voir comment les travailleurs effectuaient les opérations les plus difficiles, et ils ont même mesuré les bâtons utilisés pour farcir les animaux. Et ils ont pris des photos d'une machine spéciale (« Auf zeichnungsmaschine ») que l'entreprise avait gardée secrète. « Ce type de fabrication de jouets est le travail le plus paisible que les Allemands puissent faire », peut-on lire dans le rapport, pour ensuite se demander comment les Allemands pouvaient espérer exporter et gagner de l'argent pour payer la nourriture si de telles choses se poursuivaient. Il faisait également observer qu'environ 30 % des actions de l'entreprise appartenaient à Mme Marianne Steiff Meisel, d'Ann Arbor, au Michigan, fille du fondateur de l'entreprise (il était « l'inventeur du

Teddy-Bear »), un fait qui a pu avoir une incidence sur ce qui s'est passé dans le futur, mais je ne possède aucune information là-dessus.(47)

PARTIE IV

Conclusion

Observations et réflexions

Certaines questions abordées ci-dessus ne nécessitent que peu de commentaires finaux, outre ceux qui ont déjà été présentés dans le corps principal de la présente étude. L'ensemble du programme d'exploitation scientifique et technique visant à transférer les personnes, le savoir-faire et le matériel des vaincus aux vainqueurs après la guerre est le résultat d'une opération de renseignement de guerre et pourrait être considéré comme le résultat logique de la guerre moderne et totale. Le programme était certainement remarquable par sa portée, par son application systématique et par son incapacité à faire la distinction entre le butin de guerre, les réparations et le pillage. Il convient également de noter la manière dont le savoir-faire scientifique et technique est passé de mains privées à mains privées et le fait qu'aucune évaluation n'a jamais eu lieu, que ce soit aux fins de la comptabilité des réparations ou de l'indemnisation éventuelle aux donateurs ou du paiement par les destinataires.

Certaines autres questions, cependant, méritent une attention plus soutenue.

Sur la question des reçus de réparations américains

Le mythe populaire et durable selon lequel les États-Unis n'ont obtenu que peu ou pas de réparations de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, un mythe que j'ai entendu l'ambassadeur des États-Unis en République fédérale d'Allemagne répéter à Nuremberg encore une fois le 23 mai 1986, et qui a manifestement besoin d'être dissipé.⁽¹⁾ Toutefois, il est peut-être impossible de déterminer un chiffre exact, car, comme nous l'avons vu, les Américains n'ont pas tenu de compte du savoir-faire scientifique et technique qu'ils ont retiré à l'Allemagne, et les Allemands eux-mêmes n'ont pas évalué avec précision le montant ou la valeur de ce qu'ils avaient dû céder. Ces échecs s'expliquent en grande

partie par la nature même du programme d'exploitation, la réticence d'un grand nombre des principaux intéressés, les problèmes pratiques et administratifs qui n'ont pu être surmontés et les problèmes complexes que pose la détermination de la valeur immédiate ou à long terme de la propriété intellectuelle, des machines et procédés non brevetés et de l'ensemble des autres actifs retirés d'Allemagne dans le cadre de ce programme.

Si je regarde en arrière après quarante ans, dont une dizaine d'années de recherche soutenue en tant qu'historien (en aucun cas en tant qu'expert scientifique et technique), j'admets franchement que je ne suis pas plus proche d'une évaluation précise que quiconque. Ce que j'ai pu montrer, cependant, en décrivant les actions et les réactions des preneurs américains et des donneurs allemands, en donnant des exemples représentatifs et en citant les diverses déclarations, témoignages et évaluations informelles des directeurs américains et allemands, est que le montant et la valeur ne sont nullement insignifiants. Le chiffre de 10 milliards de dollars avancé par les Russes et leurs amis et qualifié d'« extravagant » par les fonctionnaires du Département d'État n'est probablement pas loin de la vérité.(2)

Deux sujets qui ne sont pas développés ailleurs dans cette étude, bien qu'ils ne nous rapprochent pas d'un chiffre précis, méritent d'être commentés au regard des informations scientifiques et techniques que les Américains ont retirées d'Allemagne, quant à la quantité et la valeur de ces dernières.

Les opportunistes de l'après-guerre. Incontestablement, les consultants scientifiques et les examinateurs de documents ont transféré d'importantes quantités de savoir-faire technique directement à leur propre entreprise et pour leurs propres intérêts. Parfois, ils l'ont fait immédiatement après leur retour aux États-Unis et bien avant la publication par le Bureau des publications des rapports qu'ils avaient préparés pour la FIAT en Allemagne.(3) Parfois, ils l'ont fait en violation des procédures établies. Comme on l'a vu plus haut, le Bureau des services techniques (OTS) du Département du Commerce comptait sur les entreprises privées pour fournir et financer les services de consultants scientifiques, que la FIAT a briefés et envoyés en Allemagne pour mener leurs propres enquêtes, généralement sur les

cibles de leur choix. L'OTS n'a jamais été en mesure de résoudre les problèmes créés par les enquêteurs qui ont soumis des rapports incomplets, des rapports inadéquats voire aucun rapport du tout.(4) La solution du Département du Commerce, alors que tout le reste s'est avéré futile, a été de garder les portes ouvertes le plus longtemps possible et d'envoyer autant de personnes que possible, bref, d'augmenter le nombre d'opportunistes potentiels.

Composante de la fuite des cerveaux du Projet Paperclip. Le Projet Paperclip, qui est généralement considéré comme un projet de guerre pour exploiter la technologie allemande des fusées, comportait également - comme nous l'avons vu - un élément important de l'exploitation commerciale, tant dans sa création que dans son application pratique. Bien que je ne sois certainement pas une autorité sur la façon dont le transfert de personnes se traduit par un transfert de technologie, un examen d'une sélection de documents sur le sujet est évocateur. Un article paru en 1967 dans *Chemical Engineering*, par exemple, indique que « bien que le savoir-faire soit diffusé par les individus d'une organisation, il réside dans les personnes ; et la perte de quelques personnes clés, par des changements d'emploi (ou même par une promotion dans la même entreprise), peut entraîner une diminution effective du savoir-faire ».(5) Plus précisément, une étude menée auprès de 908 anciens employés de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) qui avaient quitté la NASA pour occuper un autre emploi a conclu que « des taux élevés de transfert de technologie sont associés à des changements dans l'emploi et les conditions de travail ». Elle signalait, par exemple, que les transferts de technologie des procédures de recherche et de développement ont eu lieu dans 26,7 % des cas, des procédures de gestion dans 30,5 %, des processus de production dans 9,5 %, des changements de produits dans 7,6 % et des nouveaux produits dans 6,9 %. « Compte tenu de l'existence d'un potentiel de transfert de technologie, » résume l'étude, « la probabilité qu'il se produise est élevée. »(6) Le Projet Paperclip, tel que décrit plus haut, était en fait conçu pour se concentrer sur les personnes ayant un tel « potentiel de transfert de technologie ». Les listes de refus compilées à Washington par la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) et utilisées pour recruter des spécialistes pour servir le Projet Paperclip aux États-Unis étaient essentiellement des listes de personnes ayant « une

importance ou une capacité exceptionnelle dans un domaine » et de personnes ayant « la faculté... de transférer leurs talents scientifiques ou techniques d'un domaine à un autre ».(7)

Comme nous l'avons également vu, les forces armées ont partagé leurs spécialistes du Paperclip avec leurs sous-traitants, leur permettant à l'occasion de faire la navette entre les installations militaires et les entreprises privées et, dans de nombreux cas, de les libérer entièrement pour travailler dans le secteur privé. Un rapport statistique de 1951 de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA), par exemple, montre des spécialistes du Paperclip travaillant dans diverses entreprises et agences privées, dont Bendix Aviation Corporation, Grumann Aircraft Company, Packard Motor Company, Hydropress, Incorporated, de New York, Phillips Petroleum Company, Dow Chemical Company, Pillsbury Mills, Wollensak Optical Company, Hydrocarbon Research et les universités d'Indiana, Chicago, Minnesota, Illinois et Missouri.(8) Clarence G. Lasby, dans son étude inédite du Projet Paperclip, publiée en 1971, énumère de nombreuses universités (Yale, Wisconsin, Kansas, Ohio State, et autres) et sociétés (Boeing, Raytheon, General Electric, Bell, Westinghouse, et autres) auxquelles les spécialistes du Paperclip ont fait appel dans les années 1950 et 1960, « souvent à des postes de direction ».(9)*

Sur la légalité, les précédents historiques et les questions connexes

En juillet 1950, William G. Downey, chef de la Division du droit international de l'Armée au cabinet du Juge-avocat général, a rédigé un article détaillé et très technique sur la question des biens ennemis capturés, dans lequel il cite en détail les règles de la Convention de La

* "The Profession," *Product Engineering*, 35 (23 nov. 1964), discutant des ingénieurs allemands et des spécialistes des fusées amenés aux États-Unis dans le cadre du Projet Paperclip, déclare : "Ceux qui ont quitté le service du gouvernement américain se sont généralement taillés une place dans les sociétés spatiales ou électroniques privées [américaines]. Aujourd'hui, ces mêmes entreprises entrent sur les marchés allemands de l'espace et de l'électronique et, profitant des connaissances de la langue allemande des expatriés et de l'Allemagne, renvoient ces hommes dans le *Vaterland* en tant que représentants d'entreprises, scouts ou officiers de liaison technique" (p. 59).

Haye sur la saisie des biens privés ennemis.** « C'est un principe généralement reconnu du droit international de la guerre, a déclaré Downey, que les biens privés ennemis ne peuvent être saisis que s'ils sont susceptibles d'un usage militaire direct, et qu'une armée d'occupation ne peut prendre possession que... de biens appartenant à l'État ».(10)

Bien qu'ils aient été éclipsés par les arguments en faveur du programme, les considérations de légalité et les précédents historiques n'étaient apparemment jamais loin de l'esprit de ceux qui ont développé et administré l'exploitation scientifique et technique d'après-guerre en Allemagne. Ils n'ont pas non plus échappé à l'attention des Allemands qui ont été touchés.

Qualifications américaines. Dès le 28 août 1944, lorsque Vannevar Bush suggéra pour la première fois aux États-Unis d'obtenir « certaines informations techniques allemandes à caractère industriel », Bush recommanda que cette opération, si elle était approuvée, reçoive l'accord du président, en raison des incertitudes quant au pouvoir de le faire.(11) En mai 1945, Fred M. Vinson, directeur du Bureau de la mobilisation et de la reconversion en temps de guerre, demanda aux chefs d'état-major interarmées (JCS) de déclassifier les rapports de renseignements scientifiques et industriels recueillis pour les militaires afin que l'industrie et les entreprises puissent les utiliser pour « accroître la variété, la qualité et la quantité de notre production en temps de paix ». Dans sa réponse, le JCS s'est couvert, affirmant que les décisions concernant les droits de propriété et les droits de brevet qui pourraient être violés au cours du processus dépassaient ses compétences.(12) En juin 1946, Roger Adams, après son retour de service en Allemagne en tant que conseiller scientifique de Clay, écrivit dans une lettre au président de l'Académie nationale des sciences que les Américains avaient « adopté l'attitude que tout ce qu'ils peuvent obtenir en

** Il est intéressant de noter que, bien que l'article de Downey soit riche en exemples de biens confisqués pendant la guerre (par exemple, des chevaux hongrois, des devises prises par les troupes et des biens et brevets saisis par le gardien des biens étrangers), il ne contient pas une seule référence à la FIAT et au programme d'exploitation scientifique et technique en Allemagne après-guerre.

Allemagne en matière d'information technique, que ce soit en temps de paix ou de guerre, est un butin légitime en temps de guerre ». Bien qu'il ne soit pas allé aussi loin que l'officier de l'industrie du gouvernement militaire à Stuttgart, qui aurait qualifié le programme d'exploitation de vol qualifié, Adams s'est dit préoccupé : « Toute la question est de savoir si le fait que nous ayons gagné la guerre justifie l'acquisition d'informations gouvernementales et privées que nous pouvons nous procurer ».(13) Enfin, en novembre 1946, lors des discussions à Washington sur la demande d'évaluation des prélèvements de la FIAT faite par le général Clay, un fonctionnaire non identifié du Département d'État fit cette constatation : « Il convient de souligner que la justification juridique précise des activités de la FIAT n'est pas claire ».(14)*

« *Si les Allemands avaient gagné la guerre...* » En dépit de ces préoccupations et peut-être d'autres expressions de préoccupation et de scrupules, le programme d'exploitation des Américains a trouvé des arguments pour le faire au fur et à mesure de son déroulement. Par exemple, le sous-secrétaire d'État William L. Clayton déclara à un comité du Congrès en juin 1945 que les États-Unis avaient une « revendication contre toutes les inventions allemandes faites pendant la guerre », car la « principale raison » de la recherche et du développement allemands était de renverser les États-Unis et leurs alliés par la force militaire.(15)

* Pour une discussion publique inhabituelle sur des préoccupations semblables à celles exprimées dans les milieux gouvernementaux, voir Moritz J. Bonn, "The Breakdown of Reparations", *The Commercial and Financial Chronicle*, 164 (12 septembre 1946), 1373 +. Bonn s'est montré particulièrement sévère à l'égard de la pratique consistant à prendre la propriété privée à titre de réparation. Pour les Russes, a-t-il fait valoir, cette pratique était logique, puisqu'ils ne reconnaissaient pas la propriété privée, mais " la question de savoir si la revendication des Alliés est juridiquement fondée ou non peut être mise en doute ". Quoi qu'il en soit, a-t-il poursuivi, "il est tout à fait certain... que les inégalités d'un État totalitaire ne peuvent être condamnées de manière convaincante par imitation fidèle... Si la sécurité alliée exige la confiscation des brevets allemands, tant mieux. Mais la sécurité n'est certainement pas augmentée en privant un inventeur allemand des fruits de son travail."

Des entreprises américaines et suisses ont protesté très tôt contre le fait que leurs filiales et licenciés allemands étaient contraints de remettre des procédés non brevetés à des enquêteurs alliés pour que leurs concurrents puissent éventuellement les utiliser. Un expert juridique du Département d'État a répondu en juillet 1945 : « Les informations mentionnées par le gouvernement suisse et par le conseil de la firme américaine étaient à la disposition du gouvernement allemand dans la poursuite de la guerre et il me semble qu'ils viennent avec une bien mauvaise grâce lorsqu'ils se plaignent que les informations doivent maintenant être mises à la disposition de ce gouvernement pour la fabrication des articles qu'il exige. » En conclusion, il a supposé que le gouvernement américain ne cesserait pas d'utiliser ces processus « quelles qu'en soient les conséquences juridiques », et il a soutenu qu'il appartenait aux plaignants d'établir la justice de leurs plaintes sur une base légale.⁽¹⁶⁾ En novembre 1945, Charles Fahy, directeur de la division juridique de l'OMGUS, observait, en se basant sur les protestations et les actions d'évitement de Brown-Boveri et Cie AG, une société suisse affiliée, que « la question fondamentale est de savoir si les responsables américains peuvent prendre dans la zone américaine tous les renseignements désirés, y compris les secrets commerciaux, les documents et les échantillons d'équipement, et les utiliser ailleurs ». Il a cité la directive de base des chefs d'état-major interarmées pour l'occupation de l'Allemagne (JCS 1067/6) comme autorité pour de tels déménagements, et a conclu que « ce type de biens est légitimement inclus dans la catégorie des réparations ».⁽¹⁷⁾

Enfin, en février 1947, John C. Green, directeur du Bureau des services techniques du Département du Commerce, fut soumis à un interrogatoire vif et critique de la part du député Karl Stefan, du Nebraska, concernant l'autorité légale pour le type d'exploitation scientifique et technique dans laquelle l'agence de Green s'était engagée. Dans son témoignage de réponse, Green est allé directement au cœur du problème : « C'est la première fois qu'une nation acquiert ses réparations en savoir plutôt qu'en biens matériels. La justification fondamentale de cette activité est que nous avons gagné la guerre et pas les Allemands. Si

les Allemands avaient gagné la guerre, ils seraient ici à Schenectady et Chicago et à Detroit et Pittsburgh, faisant la même chose ».(18)*

Sur l'effet d'entraînement de l'exploitation scientifique et technique

FIAT et la reprise de la recherche allemande. Fin avril 1946, le Conseil de contrôle allié approuva la loi n° 25 de l'ACC sur le contrôle de la recherche scientifique en Allemagne occupée. Il mettait l'accent sur l'interdiction et la restriction de la recherche, mais il identifiait également les domaines de recherche que les commandants de zone étaient autorisés à exercer dans le cadre de contrôles individuels. Cette caractéristique a incité George Scatchard, professeur au Massachusetts Institute of Technology, qui avait été à Berlin le principal responsable américain du contrôle de la recherche à l'époque, à remarquer plus tard que la recherche allemande était « contrôlée mais non paralysée » par la loi.(19) Dans la zone américaine, l'Office of Military Government for Germany (OMGUS) a délégué l'administration du contrôle de la recherche aux gouvernements du *Land* (État) allemands qui étaient responsables à cet égard devant les agents américains de contrôle de la recherche, un pour chacun des quatre *Länder* de la zone américaine.(20) En conséquence, chacun des *Länder* allemands a créé un appareil administratif de contrôle de la recherche, et les *Länderrat* (le Conseil des ministres présidents de la zone américaine, situé à Stuttgart) ont créé un comité spécial sur le contrôle de la recherche pour coordonner les procédures et autres affaires par zone.(21)

* Par souci d'équité envers Green, mais aussi comme preuve supplémentaire de l'absence d'arguments juridiques convaincants en faveur du programme FIAT, il convient de noter ici que Green (et d'autres) ont souvent fait référence aux extractions de la FIAT comme une forme unique de réparation ("réparation intellectuelle"). D'autres fois, cependant, il les a qualifiées d'"importations invisibles", justifiables pour compenser les vivres et les secours envoyés en Allemagne occupée par les États-Unis pour prévenir les maladies et les troubles. Voir notamment John C. Green, "Technology Imports from Germany: New World-Trade Opportunities", *Foreign Commerce Weekly*, 27 (3 mai 1947), p. 3, et Osborne à Green, 13 avril 1946, RG 260, livraison 11, boîte 2-2, dossier 19 (98 Recherche scientifique), WNRC, concernant l'idée de compensation.

Alors même que l'appareil administratif de contrôle de la recherche était en train d'être mis en place, George Scatchard a insisté pour que la FIAT soit dissoute dans l'intérêt de la reprise de la recherche allemande. Ses activités continues ont suscité beaucoup d'inquiétude chez FIAT et au Bureau des services techniques (OTS) à Washington. Lorsque Scatchard a annoncé qu'il retournerait bientôt au MIT, le directeur de l'OTS, John C. Green, a suggéré à l'Armée que l'OTS recrute le nouveau conseiller scientifique et élargisse et réorganise ses services en Europe afin de coordonner et d'exécuter les tâches du conseiller scientifique avec celles du personnel de soutien de l'OTS pour la FIAT en Europe.(22) Un membre du personnel du supérieur de Scatchard, le directeur de la Division économique de l'OMGUS, William H. Draper, Jr, a qualifié la proposition de Green d'« entente que le Département du Commerce prépare ». Draper lui-même a écrit au ministère de la Guerre pour commenter l'incompatibilité des fonctions et des intérêts de la FIAT et de la Division de la recherche et du contrôle de l'OMGUS, et pour suggérer que Green soit simplement remercié pour son offre.(23) Répétant ce que Draper avait dit, Scatchard écrivit lui aussi directement au ministère de la Guerre : « Les activités de la Direction du contrôle de la recherche de la Division de l'économie et celles de la Direction industrielle de la FIAT sont incompatibles. » Scatchard suggéra en outre que les « activités actuelles de la FIAT devraient être abandonnées dans un proche avenir ».(24) Aussi intéressants que puissent être ces luttes bureaucratiques sur le terrain, leur importance fondamentale est mieux illustrée par les événements et les développements en Allemagne.

Les agents de contrôle de la recherche américains sur le terrain, qui étaient sous mandat de l'OMGUS pour encourager la recherche allemande autorisée dans l'intérêt du développement d'une économie allemande autonome et pacifique d'après-guerre, ont exhorté les organismes allemands de contrôle de la recherche dans leur juridiction à aller de l'avant dans ce sens. Par exemple, le colonel L. J. Brunton, agent de contrôle de la recherche à Stuttgart, aurait déclaré à la première réunion du Comité consultatif allemand de contrôle de la recherche pour le Wurtemberg-Baden que son premier devoir était de veiller à ce qu'aucune recherche militaire ne soit menée, mais qu'il avait également une autre fonction importante : encourager la recherche allemande afin de rendre l'économie allemande du temps de paix compétitive sur les marchés mondiaux, pour que les Allemands puissent gagner suffisamment de devises étrangères pour se nourrir dans leurs frontières

actuelles et limitées.(25) Mais les Allemands avançaient lentement et à contrecœur, en partie parce qu'ils craignaient que les enquêteurs de la FIAT n'aient accès à leurs laboratoires, à leurs installations de recherche et à leurs résultats à moins que les politiques et pratiques existantes ne soient modifiées.

Dans cette perspective, la commission spéciale des Länderrat sur le contrôle de la recherche - à la demande du ministère de l'économie de Hesse - a inscrit à l'ordre du jour de sa réunion du 16 janvier 1947 deux points pertinents, l'un concernant la protection juridique du commerce et de l'industrie (« Gewerblicher Rechtsschutz »), l'autre l'inspection des installations (« Werksbesichtigungen »).(26) Un bref compte rendu de cette réunion montre que le premier point a été discuté et que « des préparatifs ont été faits pour une proposition » aux Ministres-Présidents et au gouvernement militaire, respectivement, « à rédiger à la prochaine réunion ». Mais la discussion sur « l'inspection des végétaux » a été reportée, très probablement sur l'avis informel des officiers de liaison américains du Bureau de coordination du gouvernement régional (RGCO), dont la fonction principale était d'observer et de conseiller les Länderrat et leurs comités.(27) En tout état de cause, peu après la réunion et sans autre explication, le RGCO a envoyé au Secrétaire exécutif des Länderrat (Erich Rossmann) une copie de l'ordonnance 9604 du Président Truman « pour votre information et pour transmission au Comité de contrôle de la recherche scientifique ».(28)

Finalement - pour raccourcir un peu cette fascinante histoire - les ministres-présidents de la zone américaine envoyèrent une lettre commune au général Clay le 8 septembre 1947, demandant une politique de protection des procédés industriels et des secrets dans le but d'accroître le niveau de la production et des exportations allemandes. « Nous n'avons aujourd'hui aucun moyen de protéger les nouveaux procédés ou les brevets », ont-ils écrit. « Dans ces conditions, les entreprises allemandes hésitent à aller de l'avant. Beaucoup d'entreprises attendent simplement des temps meilleurs ».(29) Il existe des preuves que Clay a répondu de façon encourageante, et il est peut-être juste de supposer que la lettre a eu une certaine influence sur les changements politiques visant à protéger les brevets et les secrets commerciaux allemands qui sont entrés progressivement en vigueur en 1948 et par la suite.(30)

Pendant ce temps, les effets néfastes et les séquelles de l'« inspection des usines » sur la reprise de la recherche allemande dans l'après-guerre ont continué à se faire sentir. En février 1947, des représentants des entreprises industrielles (Merck à Darmstadt et C. F. Böhringer à Ingelheim, par exemple) et des lycées techniques de Stuttgart et Darmstadt, ainsi que des représentants du gouvernement militaire et du *Land* allemand, assistèrent à la réunion mensuelle régulière du comité spécial du Länderrat pour le contrôle des recherches. Le colonel Brunton aurait fait savoir à cette réunion que les directeurs d'instituts de recherche régis par la loi no 25 de l'ACC avaient le droit de refuser de fournir les renseignements que leur demandaient les enquêteurs de la FIAT. De plus, il leur a dit que les rapports trimestriels qu'ils étaient tenus de présenter aux agents de contrôle de la recherche américains régionaux en vertu des dispositions de la loi étaient strictement confidentiels ; en fait, ils étaient conservés dans un coffre-fort auquel seuls les agents de contrôle de la recherche et leur secrétaire avaient accès. Les entreprises et instituts de recherche allemands peuvent donc être assurés, a dit le colonel Brunton, que leurs rapports sont tenus secrets et que leurs travaux ne seront pas révélés au monde entier.(31)

Mais les Allemands, maintenant familiers avec le décret exécutif 9604 de Truman - qu'ils ont fait circuler entre eux - et reflétant leur amère expérience avec les enquêteurs de la FIAT, n'étaient pas satisfaits des assurances orales des agents de contrôle de la recherche des niveaux inférieurs. Lors de sa réunion mensuelle suivante, le 25 mars 1947, la commission spéciale du Länderrat sur le contrôle de la recherche passa une grande partie de la journée à discuter de ce que son rapporteur appelait « la question sensible du pillage intellectuel de l'industrie allemande par les représentants des entreprises étrangères » (« die heikle Frage der geistigen Ausraubung der deutschen Industrie durch ausländische Firmenvertreter »). En conclusion, le comité a décidé qu'il était inutile de demander par écrit à la Direction du contrôle de la recherche de l'OMGUS un changement de politique (« unzweckmässig »). Ils croyaient que le mieux qu'ils pouvaient espérer était que les agents régionaux de contrôle de la recherche interviendraient dans des cas individuels, ce que ces derniers avaient apparemment promis de faire sur demande, au cas par cas.(32)

Comme nous l'avons vu, les enquêtes de la FIAT ont officiellement pris fin le 15 mai 1947, et la FIAT a cessé d'exister le 30 juin 1947, à la suite

d'une décision de haute instance. Mais l'impact des opérations dites de retrait progressif, bien au-delà du 1er juillet 1947, et les séquelles persistantes de celles déjà achevées à cette date sont néanmoins remarquables.(33) D'une part, les entreprises et institutions de recherche allemandes qui avaient été approuvées pour la recherche en vertu de la loi no 25 de l'ACC et étaient donc tenues de soumettre des rapports trimestriels aux Research Control Officers américains auraient fourni dans ces rapports aussi peu de renseignements que possible. D'autre part, le fonctionnaire du Ministère de l'Économie de Hesse (Dr Friedrich Frowein) qui avait entrepris d'élaborer un plan de recherche industrielle bizonal - comme l'avait demandé le 23 avril 1947 le British/American Bipartite Economic Control Group - rapporta informellement après des réunions à Stuttgart, Mannheim, Munich, Francfort, Düsseldorf et Hannover que la question des enquêtes FIAT était soulevée à chaque réunion.(34) Dans son rapport final, qu'il soumit le 21 avril 1948, après de nouvelles visites à Brême, Berlin et ailleurs, Frowein rapporta que malgré toutes les clarifications apportées à la Loi n° 25 de l'ACC, de sérieux problèmes subsistaient. Un certain nombre d'entreprises étaient apparemment enclines à ne pas poursuivre leurs recherches (« Eine Reihe von Firmen ist offensichtlich geneigt, mit Forschungsarbeiten zurückzuhalten »), a-t-il conclu ; en fait, les problèmes se sont aggravés par la suite, les Américains exigeant toujours davantage de détails dans leurs rapports de contrôle trimestriels sur les recherches.(35)

Les Américains avaient, en effet, exercé des pressions, et ils ont continué à le faire, au final, de manière vengeresse. Dès le 7 juillet 1947, une semaine après la fermeture de la FIAT, F. S. Perkerson, agent de contrôle de la recherche de l'OMGUS de Berlin, se plaignait auprès du comité spécial du Länderrat à Stuttgart que les rapports reçus à Berlin étaient superficiels, trop peu détaillés et qu'ils devraient être plus explicites et complets dans les prochains rapports. Il a prétendu comprendre la réticence des entreprises à fournir des informations, mais il s'attendait à ce qu'elles reconsidèrent leurs objections à la lumière des garanties du gouvernement militaire selon lesquelles les dossiers ne seraient pas mis à la disposition de leurs concurrents.(36) Enfin, en avril 1948 - ironiquement, à l'occasion de cérémonies festives à Göttingen en l'honneur de Max Planck et de l'inauguration officielle de la Max Planck Gesellschaft (qui a remplacé la Kaiser Wilhelm Gesellschaft) - Carl H. Nordstrom, Chief Research Control Officer pour l'OMGUS, est tombé sur les Allemands à bras raccourcis.(37) Les Américains n'étaient plus

disposés à subir les pratiques insatisfaisantes des Allemands en matière de rapports, aurait-il dit au président de la commission spéciale des Länderrat sur le contrôle de la recherche. En dépit du fait que les agents de contrôle de la recherche avaient essayé pendant plus d'un an d'obtenir une amélioration par la persuasion, les rapports ont continué à être mal préparés. Certains d'entre eux dissimulaient manifestement ce qui était en train d'être fait, a-t-il poursuivi, et beaucoup d'entre eux étaient en violation flagrante de la loi no 25 de l'ACC. Face à ces conditions, l'OMGUS s'est senti obligé de recourir à des punitions plutôt qu'à la persuasion. Nordstrom a averti que la loi de l'ACC prévoyait des sanctions, y compris la peine de mort, pour les violations ainsi que pour l'insuffisance des rapports, et qu'il prévoyait d'attendre les rapports trimestriels qui devaient être présentés le 1er juillet 1948, puis de prendre des mesures s'il n'y avait aucune amélioration.(38)

On ne dispose d'aucun dossier montrant que les menaces de peines et de châtements aient jamais été exécutées, et il semble qu'une solution viable ait été trouvée par la suite. Mais les Allemands continuèrent à avoir peur et à se méfier, et leurs pires craintes finirent par se réaliser. Par exemple, Thomas Stamm décrit une réunion du 25 mai 1949 à Göttingen de représentants d'organismes allemands de contrôle de la recherche, au cours de laquelle certains d'entre eux ont parlé de la loi n° 25 de l'ACC comme étant une base de l'espionnage industriel.(39) Plus explicite encore est un rapport du 1er mai 1949, commandé par l'Office allemand des questions de paix et préparé par un institut sous la direction de Gustav von Schmoller, économiste allemand de renommée mondiale. « Les opérations du BIOS et de la FIAT », expliquait le rapport, « n'avaient pas pour but de contrôler la recherche scientifique, mais avait pour but déclaré d'exploiter les réalisations techniques des entreprises allemandes, que ce soit comme butin de guerre ou comme réparations anticipées ». En ce qui concerne les rapports trimestriels de contrôle de la recherche, le rapport de l'institut von Schmoller fait remarquer qu'ils sont fastidieux et prennent du temps, mais aussi que « de nombreux entrepreneurs », craignant que « les connaissances nouvellement développées tombent entre les mains de personnes non autorisées ; oui, entre celles de concurrents étrangers, préfèrent renoncer aux recherches scientifiques tant que les réglementations actuelles sont en vigueur ». Même si les agents de contrôle de la recherche ont fait des promesses sur la confidentialité de leurs dossiers, conclut le rapport, nombre d'entre eux étaient eux-mêmes des experts et des spécialistes

dont l'accès leur a donné l'occasion d'utiliser l'information dans leur propre travail ultérieur, au détriment de l'Allemagne occupée.(40) En fait, le soupçon toujours présent - en l'occurrence, non déclaré - que les agents de contrôle de la recherche ne disaient pas la vérité ou qu'ils seraient éventuellement écartés par les autorités supérieures est demeuré. En ce qui concerne ce dernier point, cette suspicion n'était pas dénuée de fondement.

Le 10 juillet 1950, immédiatement après le déclenchement de la guerre de Corée, un mémorandum adressé par le Département de l'armée de l'air au président du Comité consultatif du renseignement indiquait que la Division de la recherche scientifique du Conseil de sécurité militaire, au bureau du Haut-Commissaire des États-Unis pour l'Allemagne (HICOG) avait en sa possession un grand nombre de rapports soumis par des scientifiques allemands conformément aux lois de l'ACC concernant la recherche, les inventions et la capacité de production allemande. « L'accès à ces rapports est demandé, sans succès, depuis juillet 1946 », révèle le mémorandum, « et il est devenu extrêmement urgent que l'information contenue dans ces rapports soit mise à la disposition du renseignement ». Ils étaient sous la garde de Carl Nordstrom, chef de la Division de la recherche scientifique de l'HICOG, qui s'est opposé à leur dissémination, affirmant que cela compromettrait les sources et permettrait les fuites vers les industries de recherche et développement aux États-Unis et en Allemagne. « M. Nordstrom soutient que les rapports confidentiels sur lesquels il exerce un contrôle total lui sont confiés en vertu d'un accord tripartite qui, selon lui, garantit aux scientifiques allemands la protection de leurs idées et de leurs inventions commercialement exploitables. » Mais, poursuit le mémorandum, les agents des services de renseignement présents sur la scène des opérations étaient certains que les rapports contenaient beaucoup d'informations précieuses et que les Russes l'avaient découvert d'une manière ou d'une autre. « M. Nordstrom a dit qu'il ne rendrait pas ces rapports sans une directive de Washington. » En conclusion, le mémorandum suggérait que la question soit abordée à la prochaine réunion du Comité consultatif du renseignement afin que ce dernier informe le secrétaire d'État, par l'intermédiaire du Conseil national de sécurité (NSC), de l'obligation de communiquer les rapports à la Central Intelligence Agency (CIA).(41)

Les détails de ce qui s'est passé par la suite sont peut-être contenus dans les dossiers de la CIA, qui n'ont pas été utilisés pour cette étude ; mais il ressort clairement d'autres documents disponibles que les rapports de recherche trimestriels allemands ont été transférés aux États-Unis. Le 11 août 1950, par exemple, le département de l'Armée de terre a envoyé un télégramme au commandant en chef des Forces américaines en Europe (CINCEUR) pour lui demander s'il pouvait mettre à la disposition du HICOG du matériel microfilm pour reproduire les dossiers dont Nordstrom avait la garde ainsi que ceux que la Division de la recherche scientifique du Conseil de sécurité militaire du HICOG allait continuer à rassembler. Le CINCEUR répondit une semaine plus tard, indiquant que le HICOG n'avait pas besoin de matériel de micro-filmage supplémentaire et se préparait déjà à expédier douze boîtes de copies des rapports allemands soumis avant septembre 1949, en vertu de la loi n° 25 de l'ACC. Il a ajouté que les données recueillies après cette date seraient traitées et reproduites par le Conseil de sécurité militaire au cours des six prochaines semaines.(42)

Ce que les agences de Washington ont fait avec les rapports allemands est ouvert à la conjecture, mais ce qui s'est passé pendant que la FIAT était encore opérationnelle est suggestif. Les services militaires les ont sans aucun doute mis à la disposition de leurs contractants, puisqu'ils disposaient des rapports de la FIAT et du Bureau des publications. De plus, les rapports ont pu servir comme source de noms de spécialistes à ajouter aux listes de refus que les services militaires utilisaient pour faire venir des scientifiques et des techniciens aux États-Unis dans le cadre de divers programmes qui se sont poursuivis longtemps après la fin officielle du recrutement du Projet Paperclip, soit le 30 septembre 1947.(43) Quoi qu'il en soit, il ne fait guère de doute que le programme d'exploitation scientifique et technique de l'après-guerre a eu des effets d'entraînement continus et profonds, tant en ce qui concerne le transfert des connaissances et des personnes aux États-Unis que pour ce qui concerne la frustration et la possibilité de retard des travaux allemands en temps de guerre, et la reprise économique après-guerre. Mais il a aussi eu un effet plus positif à long terme.

FIAT et le plan Marshall. En janvier 1947, alors que le général Clay et l'OMGUS demandaient l'arrêt des enquêtes de la FIAT dans l'intérêt de la reprise et de l'autosuffisance économique de l'Allemagne, John C.

Green rédigea une lettre défendant ses activités au général William H. Draper, Jr, chef de la Division économique d'OMGUS, sans toutefois l'envoyer. Entre autres choses, M. Green a soutenu que les opérations FIAT avaient fait connaître la technologie allemande et les scientifiques et techniciens allemands à l'industrie et à la science américaines comme jamais auparavant. « En fait », écrit-il, « la publicité même que notre programme a donnée à l'industrie allemande devrait avoir un effet promotionnel, en rapprochant les industries allemande et alliée. »(44)

La validité de ses affirmations est certainement suggérée par le caractère du débat public américain sur le plan Marshall et les origines du programme de relance européen.

Une fois que les Américains eurent décidé de parrainer et de souscrire un programme général de relance économique en Europe dans le cadre du Plan Marshall, il semble qu'il y ait eu un accord presque universel aux États-Unis sur le fait que le programme ne pourrait pas réussir sans un apport industriel majeur de l'Allemagne. Les arguments et les affirmations selon lesquels l'Allemagne de l'Ouest devait jouer un rôle clé dans la reprise économique européenne, même si ce n'est pas le lieu de les développer, étaient une caractéristique commune de la planification et de l'élaboration du programme ainsi que des débats au Congrès et dans le cadre de débats publics.(45) L'idée a été réitérée par le personnel du Département d'État chargé de la planification des politiques, la commission présidentielle sur l'aide étrangère (commission Harriman), la commission parlementaire sur l'aide étrangère (commission Herter), les délégations du Congrès qui sont revenues de visites en Europe pendant ce que l'on appelle le « Marshall Plan Summer », le Committee for the Marshall Plan to Aid European Recovery, la National Association of Manufacturers, le Secrétaire d'État George C. Marshall, le Secrétaire au Commerce W. Averell Harriman et des dizaines d'autres du secteur public et du secteur privé. Bien sûr, les raisons invoquées étaient variées et très complexes, car elles incluaient des éléments politiques, idéologiques, humanitaires et économiques, ainsi que des considérations sur la puissance et la position des États-Unis dans la guerre froide. Indiscutablement, cependant, les conceptions américaines de l'organisation, la vitalité et les réalisations de la science et de l'industrie allemandes ont joué un rôle clé dans la détermination américaine d'inclure l'Allemagne dans le Plan Marshall pour le redressement économique européen. Ces conceptions, qui, il est vrai,

ont vu le jour bien avant la période couverte par la présente étude, ont en fait été vérifiées, renforcées et mises en évidence par ce que les consultants et enquêteurs scientifiques et techniques de l'après-guerre ont ramené avec eux dans leurs bagages.

FIAT convoyeur pour les relations commerciales futures. Après tout ce qui a été dit, et compte tenu de l'importance des investissements américains actuels en Allemagne et des investissements allemands aux États-Unis - un sujet qui dépasse largement le cadre de la présente étude - ce point n'a guère besoin d'être développé.(46) Le manuel de la FIAT à l'intention des enquêteurs avertissait très tôt que les règles interdisant la fraternisation avec les Allemands s'appliquaient à eux, et il déclarait : « Les enquêteurs peuvent... être approchés par des ressortissants allemands en vue de créer des entreprises commerciales en dehors de l'Allemagne. Une telle approche doit être immédiatement signalée à l'Agence d'information sur le terrain, technique, par le chef d'équipe sur le terrain. » Mais il n'y avait évidemment aucun moyen de contrôler ce qui se passait sur le terrain entre les enquêteurs individuels et leurs « cibles », en présence de rien de plus que quatre murs - ou ce qui en restait dans l'Allemagne d'après-guerre. Les dossiers disponibles montrent que les enquêteurs, en particulier ceux qui avaient déjà eu des relations d'affaires en Allemagne, étaient « très difficiles à gérer ». Ils ont parfois « utilisé leurs enquêtes FIAT comme simple prétexte pour entrer en Allemagne » et étaient souvent plus intéressés par leurs propres affaires privées que par l'accomplissement de leurs missions pour la FIAT. Il n'y avait aucun moyen de les empêcher de visiter leurs propriétés ou leurs anciens représentants une fois qu'ils étaient en Allemagne. Même ceux qui ont fidèlement mené à bien leurs missions FIAT pouvaient, par principe, demander des prolongations « pour conduire des affaires privées » avant de rentrer aux États-Unis.(47)

Les détails sur la façon dont, ou dans quelle mesure, les contacts de la FIAT ont mené directement à de futures relations d'affaires ne sont, bien entendu, pas du domaine public, mais j'ai eu des entretiens et des échanges par courrier avec des responsables allemands et américains qui m'ont décrit certaines affaires de manière confidentielle. On peut également lire dans une publication britannique que « le premier objectif [des enquêtes d'après-guerre] était d'obtenir toutes les informations possibles au profit des Alliés, mais ces discussions ne pouvaient

manquer de réveiller le vieil esprit de solidarité internationale si malheureusement interrompu pendant la guerre ».(48)

L'autobiographie de Karl Winnacker, un ancien directeur d'I. G. Farben, qui a été enlevé par les Américains en 1945, qui a travaillé [pour eux] pendant deux ans, puis qui est revenu chez Farbwerke Höchst AG pour devenir président du conseil, illustre mieux la réalité de la situation. Commentant les visites de chimistes et d'industriels de l'immédiat après-guerre qui « voulaient tous profiter le plus possible de nos connaissances techniques », Winnacker a nommé R. Lindley Murray, président de l'American Hooker Company of Niagara Falls, comme une exception. « Il a pris dans son porte-documents tout un lot de dessins, les a répartis sur ma table et m'a demandé d'accepter un échange détaillé de connaissances sur les cellules d'électrolyse de Hooker et Höchst. En fait », note Winnacker, « nous sommes parvenus à un arrangement amical à ce sujet. » Dix ans plus tard, se souvient Winnacker, il rendit visite à Murray, et les deux se remémorèrent la visite de Murray, en 1945. « L'entreprise de Murray », dit-il sans entrer dans les détails, « a fini par exploiter une usine d'électrolyse construite par [Friedrich] Uhde et qui reposait sur notre raisonnement. »(49)

Matériel de référence

Annexe

Le communiqué de presse proposé du 11 mars 1946 sur le Projet Paperclip et l'exploitation de la science et de la technologie allemandes de l'après-guerre, préparé au bureau de la Joint Intelligence Objectives Agency, est cité au complet ci-dessous. Il a été approuvé officieusement au Bureau des services techniques du Département du commerce, puis classé secret, avec « tous les documents s'y rapportant », le 14 mars 1946, par le Joint Intelligence Committee of the Joint Chiefs of Staff. Le communiqué est joint au mémorandum de E. W. Gruhn, JIOA, au secrétaire, JIC, 11 mars 1946, RG 218, fichiers décimaux centraux JCS, boîte 95, dossier CCS 471.9, sec. 5, NA.

Après la Première Guerre mondiale, les vainqueurs n'ont pas vraiment tenté d'exploiter l'Allemagne pour ses connaissances techniques et scientifiques. Cependant, bien avant la fin de la Seconde Guerre mondiale avec l'Allemagne, les chefs d'état-major interarmées avaient planifié l'exploitation complète de l'Allemagne pour obtenir des informations techniques.

Conformément à ces plans, le gouvernement s'engage maintenant à exploiter l'Allemagne pour toutes les informations techniques et scientifiques pouvant être obtenues. L'exploitation a nécessité l'envoi en Allemagne de plusieurs centaines de techniciens et de scientifiques américains hautement qualifiés, sur les traces de nos armées qui ont conquis le pays. Ces enquêteurs ont examiné les plans et l'équipement de fabrication, les dossiers et les documents et ont interrogé le personnel allemand. Les informations à valeur industrielle qui ont été recueillies sont mises à la disposition du public par le Département du Commerce.

Des mesures sont actuellement prises pour étendre cette exploitation en faisant venir dans ce pays les meilleurs scientifiques et techniciens allemands afin que leurs talents puissent être utilisés ici.

Plusieurs agences gouvernementales sont impliquées dans l'exploitation technique du programme de l'Allemagne en plus du Département du Commerce. Il s'agit des ministères de la Guerre et de la Marine, du ministère de l'Intérieur et du ministère de l'Agriculture. Le Département d'État est en train d'établir plusieurs consulats dans la zone américaine en vue de la délivrance de visas dans le cadre du programme présidentiel de quotas d'immigration limités.

De nombreux scientifiques et techniciens allemands seront amenés ici pour être exploités par les ministères de la Marine et de la Guerre dans le cadre du développement d'armes pour des raisons de sécurité nationale. Ces organismes comptent déjà environ cent cinquante scientifiques et techniciens allemands au pays. Cependant, ceux-ci ont été amenés ici sans leurs familles avec l'intention de les renvoyer en Allemagne dans un délai de six mois à un an.

D'autres scientifiques et techniciens allemands seront amenés aux États-Unis pour être exploités à des fins civiles, principalement pour l'industrie américaine. Étant donné que ces derniers ne seront transférés qu'après qu'il aura été définitivement établi que cela servirait l'intérêt national, ils seront exploités sans restriction au lieu d'être employés par certaines entreprises. Cette exploitation à des fins non militaires sera parrainée par l'organisme ou le ministère fédéral compétent.

Le nombre de scientifiques allemands qui seront amenés en Amérique pour être exploités sera strictement limité. Selon les estimations actuelles, le nombre total ne dépassera pas trois cents, mais se limitera à ceux qui peuvent apporter une contribution positive et précieuse à notre bien-être national. Ils comprendront les meilleurs chercheurs en sciences pures, ceux comparables au professeur Einstein. Dans le passé, les États-Unis ont compté dans une large mesure sur les scientifiques allemands pour la recherche scientifique fondamentale pure. Ces recherches constituent la base des développements pratiques. Ils comprendront également d'éminents physiciens, des chimistes exceptionnels, des lauréats du prix Nobel et des chefs de file dans divers domaines de la recherche et du développement.

L'exploitation de ces Allemands hautement qualifiés sera d'une grande valeur pour le développement de nouveaux types d'armes que les Allemands planifiaient à la fin de la guerre. Il sera également dans l'intérêt national de les utiliser pour accroître notre potentiel de

production dans de nombreux domaines industriels. En raison de la diminution de nos ressources naturelles, il est devenu une nécessité stratégique pour notre pays de développer des matériaux de substitution et synthétiques.

La Grande-Bretagne, la France et la Russie ont reconnu l'intérêt d'exploiter le personnel qualifié allemand et il est fort probable que des pays neutres comme la Suède, la Suisse et l'Espagne encourageront l'immigration de scientifiques et d'experts techniques allemands dès que les Allemands seront autorisés à émigrer dans ces pays. L'interdiction de certaines industries de guerre et d'autres industries de soutien de la guerre comme l'aluminium, le pétrole synthétique, le caoutchouc synthétique et les roulements à billes incitera les techniciens allemands hautement qualifiés de ces industries à chercher du travail dans d'autres pays et à aider ainsi ces pays à accroître leur potentiel de guerre.

Cependant, il est maintenant bien connu qu'après la dernière guerre et en raison des dispositions du Traité de Versailles en matière de désarmement, le gouvernement allemand a fait en sorte que de nombreux techniciens soient employés dans des pays comme la Suède, la Russie, la Suisse et l'Espagne dans des industries de production de guerre. Puis, lorsque le réarmement allemand a commencé, ces techniciens ont été rappelés en Allemagne.

En gardant cela à l'esprit, des dispositions et des garde-fous adéquats seront pris pour protéger nos secrets.

Ceux qui seront transférés seront soigneusement contrôlés afin qu'aucun Nazi actif n'en fasse partie. De plus, ceux qui sont sélectionnés ne seront amenés aux États-Unis que s'ils font du bénévolat. Le désir sincère de devenir citoyen américain et de ne jamais retourner en Allemagne sera également pris en compte dans la sélection des personnes.

Seuls les membres de la famille immédiate des scientifiques qui ont l'intention de vivre dans ce pays seront rapatriés. Les membres des familles seront vérifiés quant à leur sympathie pour les Nazis, car certains jeunes Allemands comptaient parmi les Nazis les plus agressifs.

Compte tenu du petit nombre de familles qui vont venir, l'effet sur la situation du logement sera très faible. Il se peut fort bien que le déplacement des familles doive être reporté jusqu'à ce que le logement soit disponible dans chacun des cas. Le mouvement des familles peut

également être retardé pendant une période probatoire qui peut être nécessaire pour déterminer avec précision la coopération du scientifique allemand et l'honnêteté de son désir de devenir un bon citoyen américain.

Le gouvernement aura pour politique d'exploiter ces Allemands au nom de l'ensemble de la nation et non pour ou par des intérêts privés isolés. Dans certains cas, des dispositions seront prises avec des associations industrielles ou des sociétés d'exploitation afin que tous ceux qui travaillent dans une industrie particulière puissent en bénéficier sur un pied d'égalité. Tous les brevets qui en résultent doivent faire l'objet d'une licence libre sur la base d'une redevance raisonnable.

Le programme gouvernemental pour l'exploitation des développements allemands dans le domaine des machines, outils, équipements et matériaux industriels est étroitement lié à l'exploitation des scientifiques et techniciens allemands. Des échantillons de ces produits sont obtenus par le biais de procédures de réparation en vue de leur expédition aux États-Unis, où ils sont mis à la disposition de l'industrie américaine à des fins d'étude sur une base non restrictive et ouverte au public.

Il ressort clairement de ce qui précède que le gouvernement utilise des méthodes d'aspiration pour obtenir toutes les informations techniques et scientifiques dont disposent les Allemands. La valeur de cette information pour les États-Unis dépassera probablement de loin toute réparation en espèces.

Des informations sur les aspects industriels du programme d'exploitation peuvent être obtenues auprès du Bureau des publications du Département du Commerce.

Notes

Les abréviations et acronymes suivants sont utilisés dans les Notes.

AFB	Air Force Base
AGTS	Adjutant General, Top Secret (OMGUS)
AGWAR	The Adjutant General, War Department
ALSOS	Code name for the Manhattan Project's intelligence mission in Europe
AmEmbassy	American Embassy
BA	Bundesarchiv
BAOR	British Army of the Rhine
BECG	Bipartite Economic Control Group
BICO	Bipartite Control Group
BIOS	British Intelligence Objectives Subcommittee
BMW	Bayrische Motor Werke (Bavarian Motor Works)
CA	Civil Affairs
CAD	Civil Affairs Division, War Department
CCS	Combined Chiefs of Staff
CG	Commanding General
CIC	Combined Intelligence Committee
CINCEUR	Commander in Chief, Europe
CIOS	Combined Intelligence Objectives Subcommittee
CMH	Office of the Chief of Military History
CNO	Chief of Naval Operations
COMNAV-FORGER	Commander, Naval Forces, Germany (U.S.)
C/S	Chief of Staff
CSUSA	Chief of Staff, U.S. Army
DBfF	Deutsches Büro für Friedensfragen
DMG	Deputy Military Governor
ETO	European Theater of Operations

EUCOM	Headquarters, European Command (U.S.)
FEA	Foreign Economic Administration
FIAT	Field Information Agency, Technical
<i>FRUS</i>	<i>Foreign Relations of the United States</i>
GER	German Desk, Department of State
GmbH	Gesellschaft mit beschränkter Haftung
HICOG	Office of the U.S. High Commissioner for Germany
HSA	Hauptstaatsarchiv
IARA	Inter-Allied Reparation Agency
IHK	Industrie- und Handelskammer
INT	Intelligence Division
JCS	Joint Chiefs of Staff
JIC	Joint Intelligence Committee
JIOA	Joint Intelligence Objectives Agency
JIS	Joint Intelligence Staff
M.A.N.	Maschinenfabrik Augsburg-Nürnberg
NA	National Archives
NRW	North Rhine-Westphalia
ODDI	Office of the Deputy Director for Intelligence
ODI	Office of the Director for Intelligence
OMG	Office of Military Government
OMGUS	U.S. Office of Military Government for Germany
OTS	Office of Technical Services
RG	Record Group
RGCO	Regional Government Coordinating Office
SAE	Society of Automotive Engineers
SANACC	State-Army-Navy-Air Force Coordinating Committee
SCAF	Supreme Commander, Allied Forces
SecArmy	Secretary of the Army
SecCommerce	Secretary of Commerce
SecNavy	Secretary of the Navy
SecState	Secretary of State
SecWar	Secretary of War

SHAEF	Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Forces
SR	Scholarly Resources
SWNCC	State-War-Navy Coordinating Committee
TIIB	Technical Industrial Intelligence Branch
TIIC	Technical Industrial Intelligence Committee
TIID	Technical Industrial Intelligence Division
USAF	United States Air Forces
USAFE	United States Air Forces, Europe
USAF Records, Maxwell AFB	U.S. Air Forces Records, The Albert F. Simpson Historical Research Center, Maxwell Air Force Base, Alabama
USFA	United States Forces, Austria
USFET	United States Forces, European Theater
USGpCC	United States Group, Control Council for Germany
USPOLAD	United States Political Adviser, Germany
VAW	Verwaltungsamt für Wirtschaft
VfW	Verwaltung für Wirtschaft
W/B	Württemberg-Baden
WARCAD	War Department, Civil Affairs Division
WARX	War Department cable
WDCAD	War Department, Civil Affairs Division
WDGS	War Department, General Staff
WNRC	Washington National Records Center
ZSV	Zentralsekretariat des Vorstands

Préface

1. Clay to Echols, 4 Oct. 1946, RG 165, box 351, file WDSCA 387.6 sec. 4, NA; Clay to Noce, CC-7783, 22 Jan. 1947, RG 165, box 357, file WDSCA 387.6, sec. 15, NA.
2. Groth to SecState, 5 Feb. 1947 and 6 Feb. 1947, RG 84, box 767, file 33 (400a Reparations), WNRC.
3. G. W. Harmssen, *Reparationen, Sozialprodukt, Lebensstandard: Versuch einer Wirtschaftsbilanz*, 2d ed., 4 pts. (Bremen, 1948); G. W. Harmssen, *Am Abend der Demontage: Sechs Jahre Reparationspolitik. Mit Dokumentenanhang* (Bremen, 1951).

4. OMGUS to Department of the Army, CC-2982, 28 Jan. 1948, RG 260, box 107-2/1, file AG 333, WNRC; OMGUS, press release, 27 Jan. 1948, RG 260, box 1-2/4, WNRC.
5. Semler to Volkmann, 20 Nov. 1947, and Volkmann to Schmid, 3 Dec. 1947, B 102/3767, BA. Semler's expression was "die sogenannten schleichenden Reparationen."
6. OMGUS CA to C/S, memorandum, subj: speech by Dr. Semmler [*sic*] at Erlangen, 16 Jan. 1948, RG 260, box 107-2/1, file AG 333, WNRC; Johannes Semler, "Kommentar zu meiner Erlanger Rede," MS (Frankfurt, 1948), copy in Z 35/509, BA.
7. For selected references and quoted materials see *Bayerischer Landtag Verhandlungen . . .*, 54. Sitzung, 18 Feb. 1948, 864; "Diary-Semler Case," 18 Feb. 1948-24 Feb. 1948, dictated by Murray van Wagoner, RG 260, box 102-2/15 (Semler investigation), WNRC; OMGUS (Mettger, CAD, and T. H. Ball, Finance) to Chief of Staff, subj: special investigation of Dr. Johannes Semler, 28 Feb. 1948, RG 260, box 107-2/1, file AG 333, WNRC; Theodore H. Ball, OMGUS Office of the Special Consultant to the Military Governor, to Clay, memorandum, subj: Spruchkammer trial of Dr. Johannes Semler, 2 Apr. 1948, RG 260, box 107-2/1, file AG 333, WNRC. For German press accounts see *Frankfurter Rundschau*, 19 Feb. 1948, 1; *Siiddeutsche Zeitung*, 21 Feb. 1948, 1, and 28 Feb. 1948, 2.
8. This work is described in Richard Dean Burns, ed., *Guide to American Foreign Relations since 1700* (Santa Barbara, Calif., 1983), 775-76.
9. Vannevar Bush, *Pieces of the Action* (New York, 1970), 115-16.

Chapitre Un

1. Summary, final after action report, T-Force and T-Branch, 12th Army Group, 1 July 1945, RG 332, ETO, USFET G-2 Section, Operations Branch, box 27, file Correspondence, 1945, WNRC.
2. SHAEF, G-2, intelligence directive no. 17, subj: "T" Force, 27 July 1944, RG 165, file ABC 334.8 CIOs (30 July 1944), sec. 1-A, NA.
3. Establishment of a Combined Intelligence Objectives Subcommittee, note for files, 14 Aug. 1944, *ibid*.
4. CIOs membership lists, 21 Aug. 1944, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 5700, frame 0872.
5. CIOs, statement of purpose of Grey List, CIOs (GLP-4 Revised) [2 Feb. 1945], RG 84, box 37, file 820.02a Safehaven General and CIOs, Jan.-Aug. 1945, WNRC.
6. CIOs, report for 1944, CIC 63/9, 7 Feb. 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 133, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 2, NA.

7. Bush to Stimson (and Forrestal), 28 Aug. 1944, RG 165, file ABC 334.8 Post-War Intelligence (30 June 1944), NA.
8. Forrestal to Stimson, 9 Sept. 1944; Krug to Stimson, 21 Sept. 1944; War Department, G-4, memorandum for the director, subj: acquisition of German technical information of an industrial nature, 9 Sept. 1944, all *ibid*.
9. Army Service Forces, memorandum, subj: acquisition of German technical information of an industrial nature, 20 Sept. 1944, *ibid*.
10. V. H. Fränkel, memorandum, subj: proposed function for Technical Sub-Division G-2 SHAEF during SHAEF period of occupation of Germany, 19 Sept. 1944, RG 331, file SHAEF, G-2, Executive Sub-Division, 322-21, Economic Intelligence Section, NA; SHAEF, G-2, to Walter Schwinn, Economic Section, subj: collection of economic intelligence, 1er oct. 1944, RG 331, box 142, G-2 Division, Intelligence Target Sub-Division, 1944-45, NA.
11. AGWAR to SHAEF, WX-36623, 26 Sept. 1944, SHAEF Adjutant General records, file 371.31 CIOS Targets, NA.
12. Ickes to Leahy, 23 Sept. 1944; Leahy to Ickes, 17 Oct. 1944, RG 165, box 501, file ABC 387 Germany (18 Dec. 1943), sec. 19, NA; Arnold Krammer, "Technology Transfer as War Booty: The U.S. Technical Oil Mission to Europe, 1945," *Technology and Culture*, 22 (Jan. 1981), 80 n. 26.
13. AmEmbassy London to SecState, 14 Oct. 1944, RG 165, file ABC 334.8 CIOS (30 July 1944), sec. 1-A, NA.
14. CIOS, SHAEF, report of working party on Grey List Panel, 30 Oct. 1944, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 132, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 1, NA.
15. AmEmbassy London to SecState, 14 Oct. 1944, RG 165, file ABC 334.8 CIOS (30 July 1944), sec. 1-A, NA.
16. TIIC, basic directive, 30 Oct. 1944, *ibid*.
17. JIC 220/9, subj: interpretation of the basic directive of the TIIC, 21 Feb. 1945, *ibid.*, sec. 1-B, NA.
18. TIIC 1/2, subj: TIIC establishment of industrial subcommittees (basic directives), RG 40, box 157, file TIIC 1/, WNRC; C. R. Heller, "Statement on TIIC," 19 June 1945, RG 40, box 99, file Publicity, WNRC.
19. TIIC, memorandum for information no. 8, 18 Dec. 1944, RG 40, box 116, file Basic Organization, WNRC; O. E. May to Colonel Cecil G. Dunn, TIIC, 28 May 1945, RG 40, box 26, file TIIC-General Correspondence, 1945-46, WNRC.
20. Typewritten notes for Howland, 18 Dec. 1944, RG 40, box 154, file TIIC, WNRC; TIIC, Aeronautical Subcommittee, to James D. Redding, SAE, 28 Mar. 1945, RG 40, box 87, file Aircraft War Production Council, WNRC.

21. See, for example, TIIC, Communications Subcommittee, Advisory Panel I-Wire Systems and Equipment, agenda, 22 May 1945, RG 40, box 114, file Advisory Panel I, WNRC.

22. *Ibid.*

23. *Ibid.*

24. SHAEF Main, G-2, to "T" Force Sub-Division, subj: removal of archives and documents from Berlin, 2 Feb. 1945, RG 331, box 144, file SHAEF, G-2 Division, Intelligence Target Sub-Division, 1944-45 *ibid.*; SHAEF Main, G-2, subj: evacuation and movements of intelligence targets from Berlin, 1 Mar. 1945, *ibid.*; CIOS to G-2 Division, SHAEF (Rear), subj: movement of CIOS investigating personnel to Berlin under Eclipse conditions, 24 Feb. 1945, RG 165, file ABC 334.8 CIOS (30 July 1944), sec. 1-B, NA.

25. JIC to SHAEF Rear for U.S. Section CIOS, 4 May 1945, RG 165, file ABC 334.8 CIOS (30 July 1944), sec. 1-C, NA; TIIC, Communications Subcommittee, Advisory Panel I-Wire Systems and Equipment, agenda, 22 May 1945, RG 40, box 114, file Advisory Panel I, WNRC; CIOS, SHAEF Rear, progress report for 1945, 4 June 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 134, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 7, NA.

26. *Ibid.*

27. William R. Sears, "Project Paperclip," book review in *Bulletin of the Atomic Scientists*, 28 (June 1972), 55.

28. Richard H. Depew to William Abernethy, TIIC, 11 Aug. 1945, RG 40, box 86, file Depew, WNRC.

29. CIOS, minutes of seventeenth meeting, 25 Apr. 1945, RG 165, box 205, file ABC 334.8 CIOS (30 July 1944), sec. 3, NA. See also Walter J. Murphy, "The Job Still Is Unfinished: Some Thoughts on the Collection and Dissemination of Technical and Scientific Information from Occupied Countries," *Chemical and Engineering News*, 23 (10 Sept. 1945), 1528, where he writes that CIOS was "frequently facetiously referred to . . . as CHAOS" in the field.

30. SHAEF, G-2, subj: notes from E. A. B. on posting guards in factories that have just been captured, 1 Mar. 1945, in U.S. Army Unit records, 1940-50, 42d Infantry Division, 1943-46, box 989, file T-Force, Dec. 1944-Apr. 1945, Eisenhower Library.

31. CIOS, SHAEF (Rear), progress report for 1945, 4 June 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 134, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 7, NA.

32. CIOS, an instruction to field teams from the Combined Intelligence Committee, CIOS 37, 21 Feb. 1945, *ibid.*, box 133, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 2, NA.

33. Office of War Information, press release, 26 Aug. 1945, RG 40, box 99, file Publicity, WNRC.

34. W. C. Schroeder, "Investigation by the U.S. Government Technical Oil Mission," *American Petroleum Institute Proceedings*, 25, no. 3 (1945), 25.
35. K. W. Jones, SHAEF, G-2, report on visit to the works of the I. G. Farben-Industrie at Ludwigshafen-Oppau, 23-30 Mar. 1945, RG 260, FIAT, 7,748th Unit, box 3, file CIOS, WNRC.
36. CIOS, preliminary report on synthetic rubber targets in the I. G. Farbenindustrie-Ludwigshafen . . 3 Apr. 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 133, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 3, NA.
37. Hopkinson to Robert Reiss, 12 Nov. 1946, RG 40, box 99, file Year End Review, WNRC.
38. Benjamin S. Garvey, "Investigating the German Rubber Industry" (MS copy of a speech), RG 40, box 154, file Evaluation Committee, WNRC.
39. Dr. Baumann, "Fabrikationsschema und Fabrikationsbeschreibungen," 19 Apr. 1945; Dr. Baumann, Aktennotiz über die Besichtigung der Butadienfabrik durch zwei Amerikaner am 21.4.1945, 23 Apr. 1945; Dr. Baumann to Wirtschaftsverband Chemische Industrie, subj: Beschlagnahmung von geistigem Eigentum, Maschinen und anderen Werten durch T-Force (FIAT-BIOS-usw.)-Aktionen, 14 May 1948, Chemische Werke Hüls archives (copies in my possession).
40. Dr. Baerwind, "Erster Besuch einer amerikanischen Wirtschafts-Kommission bei mir," 4 Apr. 1945, file Besuchsberichte, V. 1.4.45-1.9.45, Degussa archives.
41. Dr. Baerwind, Vierte Vernehmung durch den amerikanischen Informationsdienst . . . 16 Apr. 1945, file Baerwind Berichte, Degussa archives.
42. Dr. Baerwind, "Zweiter Besuch einer amerikanischen Wirtschafts-Kommission bei mir," 9 Apr. 1945, file Besuchsberichte v. 1 Apr. 1945-1 Sept. 1945, Degussa archives; Dr. Baerwind, "Dritte Vernehmung durch den amerikanischen Informationsdienst am 11.4.1945," dated 16 Apr. 1945, *ibid.*; H. Kohl, "Informationsbesuch von Mr. White, DuPont-Konzern am 11.4.1945, dated 12 Apr. 1945, *ibid.*; Dr. Roka, Notiz, 17 Apr. 1945, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bis . . . , *ibid.* According to Dr. Roka, the American told him, "Ich hätte zwar keine Waffen im engeren Sinne des Wortes, aber meine Waffe wäre die Wissenschaft, die ich genauso hergeben müsse wie der Soldat die Waffe."
43. Degussa to Grosshessisches Staatsministerium, Minister für Wirtschaft und Verkehr, subj: Besuche industrieller Betriebe durch amerikanische und nicht-amerikanische Wirtschaftsoffiziere, 8 Oct. 1946, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bis ... , Degussa archives. See also Wüstney, subj: Besuch alliierter Wirtschaftskommissionen oder Wirtschafts-offiziere, 15 Aug. 1945, file Besuchsberichte v. 1 Apr. 1945-1 Sept. 1945, Degussa archives,

for instructions to Degussa officials to prepare reports of all visits and file them with the Zentralsekretariat des Vorstands.

44. Pichler, Notiz, 25 May 1945, file Besucherberichte v. 1 Apr. 1945- 1 Sept. 1945; Degussa archives.

45. Dr. Baerwind, Besuch der Herren Paterson und Le Rossignol vom . . . FIAT in Degussa am 5.7.1945, dated 6 July 1945, *ibid.*

46. Sidney D. Kirkpatrick, "Through Germany in a Jeep," *Chemical and Metallurgical Engineering*, 52 (June 1945), 94-96.

47. M. Göcke to Direktor H. Schlosser, 6 May 1945, file Besucherberichte v. 1 Apr. 1945-1 Sept. 1945, Degussa archives.

48. Kirkpatrick, "Through Germany in a Jeep," 95.

49. E. Eugene Ecklund to the author, received 10 Nov. 1981, in my possession.

50. L. V. Burton, TIIC, to Cecil G. Dunn, TIIC Food Committee, 16 June 1945, RG 40, box 27, file TIIC Committees-Food Reports, WNRC.

51. G. D. Edwards, TIIC, to R. S. Glasgow, AmEmbassy London, 28 June 1945, RG 40, box 102, Chronological file no. 1, WNRC; Glasgow to Edwards, 17 Aug. 1945, RG 40, box 115, file Correspondence, European Representative, WNRC.

52. Dick Ranger to Dear R. S., 10 June 1945, RG 40, box 110, file Reports of TIIC, folder TIIC/C Investigators' Reports-Informal, WNRC.

53. Glasgow to Edwards, 17 Aug. 1945, RG 40, box 115, file Correspondence, European Representative, WNRC.

54. SHAEF Main to 12th Army Group for G-2, 25 Apr. 1945, RG 260, FIAT 7,77 1st Document Center, box 12, file Captured Enemy Signal Equipment, WNRC; CIOS, CAFT assessment report, target no. 24/5, Chemische Fabrik Merck, Darmstadt, 6 Apr. 1945, RG 165, box 263/G, WNRC.

55. Brätsch/Forschung, Aktennotiz über den Besuch englischer Offiziere in der Forschungsanstalt, 29 May 1945, file Büro Brätsch, Abbau der Forschungsanstalt, 1945-48, M.A.N. Werk-Archiv (copy in my possession); Brätsch/Forschung, Aktenvermerk über den Besuch von Mr. Otis D. Treiber, 27 Dec. 1945, *ibid.*; memorandum, subj: research laboratory for mechanics and shape, 25 June 1946, *ibid.*; Naval Technical Unit, Europe, Naval Advisor, OMGUS, to Chief, Economics Division, OMGUS, subj: research laboratory at M.A.N. Augsburg, clearance and evacuation of -request for written confirmation for, 1 July 1946, RG 260, FIAT records, box 17/5, folder 5, WNRC.

56. CIOS, CAFT assessment report no. 28, 13 June 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 134, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 7, NA.

57. Erich Schott, memorandum "Die Niederlage," n.d. (copy in my possession). For an account of the evacuation of scientists and technicians from the Soviet zone see my "U.S. Policy and German Scientists: The Early Cold War,"

Political Science Quarterly, 101, no. 3 (1986), pp. 433-51. For an East German account see Paul G. Esche, "Der Raub an Materialien und geistigen Werten durch die amerikanische Besatzungsmacht während der Besetzung des Zeiss- und Schott-Werkes in Jena (April bis Juni 1945) und ihre Hilfeleistung bei der Errichtung von Konkurrenzbetrieben in der amerikanischen Besatzungszone," in Leo Stern *et al.*, eds., *Der deutsche Imperialismus und der zweite Weltkrieg*, vol. 5 (Berlin, 1962), pp. 251-71.

58. CIOS, evaluation report no. 37, I. G. Farben-Industrie, Bitterfeld, 25 May 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 134, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 5, NA.

59. Russell A. Fisher to Colonel Boris T. Pash, Alsos Mission, subj: discovery and securing of the Planning Office of the Reichsforschungsrat, 1 June 1945, RG 165, records of the War Department, General and Special Staffs, file Progress Reports, Alsos Mission, NA; Fisher to Chief of Alsos Mission, subj: high-priority target, 14 Apr. 1945, RG 338, file USFET G-2 Section, Operations Branch, Correspondence, 1945, WNRC; CIOS, evaluation report no. 20, Planning Board of Reich Research Council, 17 May 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 133, file CCS 319.1 (11-7-44) sec. 4, NA.

60. CIOS, "Establishment of Special Detention Centres for Suspects and Important German Personages, CIOS 73" (quoting a SHAEF letter of 27 May 1945), RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 134, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 4, NA.

61. "Special Detention camp DUSTBIN," attached to CIOS, information from CIOS, CIC 61/28, 7 July 1945, RG 218, box 135, *ibid.*

62. CIOS, "Procedure for the Evacuation of Enemy Civilians to the U.K. for CIOS Purposes," CIOS 61, 16 May 1945, RG 165, file ABC 334.8 CIOS (30 July 1944), sec. 2, NA; Ernst Baerwind, "Beltane School in Wimbledon/London als Lager für deutsche Wissenschaftler und Techniker, August/Okttober 1946," file Baerwind Berichte, Degussa archives; Dr. Walter Grimme, interview with the author, 18 Feb. 1981, Münster.

63. JCS, Joint Intelligence Committee, to SHAEF, WARX 10144, 31 May 1945, RG 165, file ABC 334.8 CIOS (30 July 1944), sec. 2, NA.

64. J. M. Roamer to General Bissell, subj: employment of German scientists in furtherance of the war effort against Japan, 14 May 1945, RG 319, Army-Intelligence decimal files, 1941-48, box 989, file 400.112 Research thru 30 Aug. 1945, WNRC. See also Clarence G. Lasby, *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War* (New York, 1971), pp. 65-66 and *passim*.

65. SHAEF to War Department, S-88111 SCAF 394, 15 May 1945, RG 165, file ABC 387 Germany (18 Dec. 1943), sec. 19, NA.

66. Somervell, memorandum for the Chief of Staff, 17 May 1945, RG 319, Army-Intelligence decimal files, 1941-48, box 989, file 400.112 Research thru 30 Aug. 1945, WNRC.
67. Marshall to Wilson, subj: employment of German civilian scientists and technicians in the United States, 5 June 1945, RG 218, Combined Chiefs of Staff decimal files, box 462, file CCS 471.9, sec. 1, NA.
68. CCS 870/9, "Co-ordinated Exploitation of German Scientists and Technicians in the United States and the United Kingdom," 24 Sept. 1945, SWNCC 257, SR microfilm, reel 23, frame 1222, NA.
69. Wilson to Marshall, subj: employment of German civilian scientists and technicians in the United States, 14 June 1945, RG 218, Combined Chiefs of Staff decimal files, box 462, file CCS 471.9, sec. 2, NA.
70. H. M. Benninghoff to Kermit Gordon, memorandum, subj: immigration of German scientists, 5 July 1945, RG 59, file 862.92/7-545, NA.

Chapitre Deux

1. TIIC, memorandum for Communications Subcommittee, 18 Aug. 1945, attached to TIIC/C agenda no. 11, app. A, RG 40, box 123, OTS Webb files, WNRC.
2. *New York Times*, 16 June 1945, p. 15, col. 3.
3. S. T. Crossland to Admiral Leahy, 5 May 1945, RG 165, box 204, file ABC 334.8 CIOS (30 July 1944), sec. 1-C, NA; CIOS, report for 1944, CIC 63/9, 7 Feb. 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 133, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 2, NA.
4. U.S. Congress, House, *Hearings before the Subcommittee of the Committee on Appropriations*, 79th Cong., 2d sess., 26 Jan. 1946, 87.
5. Donald R. Heath, USGpCC, memorandum of conversation with Colonel Boyd and Colonel Scharff on October 6, 1945, 6 Oct. 1945, RG 84, box 726, file 58 (400a Reparations, Sept.-Oct. 1945), WNRC.
6. Department of Commerce, Publication Board, press release OPB-60, 6 Mar. 1946, RG 40, box 108, file 1-99, WNRC.
7. "German Fibers," *Business Week*, 13 Oct. 1945, pp. 63-64.
8. CIOS, evaluation report no. 348, Mahle Werk, GmbH, Fellbach, 28 Aug. 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 136, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 13, NA; J. R. Townsend to G. D. Edwards, TIIC, 21 Aug. 1945, RG 40, box 115, file German Die Casting Machine, WNRC.
9. T. M. Mints to Albert M. Orme, 1 Dec. 1945, RG 40, box 123, OTS Webb files, TJB-Amo Desk, WNRC; R. H. Davies, "Design of German Aircraft Hydraulic Systems and Their Components," paper for SAE annual meeting, 7-11 Jan. 1946, copy in RG 40, file Davies, WNRC.

10. W. C. Schroeder, "Investigation by the U.S. Government Technical Oil Mission," *American Petroleum Institute Proceedings*, 25, no. 3 (1945), pp. 24-29; Warren F. Faragher, "Collecting German Industrial Information," *Chemical and Engineering News*, 26 (27 Dec. 1948), 3816-20; "Widening Horizons," editorial in *National Petroleum News*, 37 (7 Nov. 1945), R-936.
11. Dewey to Wallace and others, 23 Oct. 1945, RG 59, file 862.542/10- 2445, NA.
12. Dewey to Byrnes, 24 Oct. 1945; Byrnes to Dewey, 19 Nov. 1945, both *ibid*.
13. Pauley to SecState, 19 June 1945, in *FRUS*, 1945 (Potsdam) 1: pp. 510- 11.
14. Pauley, speech quoted in Charles Fahy, Director, Legal Division, OMGUS, to FIAT, subj: right of U.S. to remove from Germany documents and information, and related questions, 3 Nov. 1945, RG 260, box 11/2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC. See also "Addendum to the Statement of Arthur Paul . . . before the Senate Appropriations Committee," 30 Oct. 1945, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file 1947 Budget, WNRC.
15. U.S. Congress, Senate, *Hearings before a Subcommittee of the Committee on Military Affairs*, 79th Cong., 1st sess., 25 June 1945, 60; Byrnes to Dewey, 19 Nov. 1945, RG 59, file 862.542/10-1445, NA.
16. Wallace to SecWar Patterson and others, 9 Nov. 1945, RG 40, box 79, file Meeting, WNRC.
17. "Executive Order 9568, Providing for the Release of Scientific Information," 8 June 1945, in *Code of Federal Regulations, Title 3, 1943-1948 Compilation* (Washington, 1957), pp. 391-92; Kennedy to Thorp and Wilcox, memorandum, subj: security aspects of disclosures under Executive Order 9568, 15 June 1945, RG 59, records of the AsstSecState for Occupied Areas, 1946-49, box 5, file 300.8, NA.
18. Vinson to General A. J. McFarland, JCS, 14 May 1945, RG 165, box 204, file ABC 334.8 CIOS (30 July 1944), sec. 1-C, NA.
19. Leahy to Vinson, 8 June 1945, *ibid*.
20. Donald B. Keyes, TIIC, to D. P. Morgan, memorandum, 5 June 1945, RG 40, OTS Reiss files, box 154, file TIIC Material, WNRC.
21. "Executive Order 9604, Providing for the Release of Scientific Information, (Extension and Amendment of Executive Order No. 9568)," 25 Aug. 1945, in *Code of Federal Regulations, Title 3, 1943-1948 Compilation*, p. 422.
22. See U.S. Congress, House, *Hearings before the Subcommittee of the Committee on Appropriations*, 80th Cong., 1st sess., 26 Feb. 1947, p. 92 sq., for biographical information and the statement that Green's eyesight fell below Navy standards for regular service during the war. J. C. Green interview with the author, 14 July 1982, Washington, D.C.
23. JIOA, minutes of the Advisory Board, 8 Oct. 1945, RG 40, box 79, file JIOA Advisory Board, WNRC. *Italics in original.*

24. U.S. Congress, House, *Hearings before the Subcommittee of the Committee on Appropriations*, 79th Cong., 2nd sess., 26 Jan. 1946, p. 77.
25. Green to Gruhn, 17 Oct. 1945, RG 40, box 79, file JIOA Advisory Board, WNRC.
26. Green to Wallace, 26 Sept. 1945, RG 40, box 85, file Enemy Scientists, WNRC; Bowles to Clay, 27 Sept. 1945, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 41, file AG 231.2 Scientists and Technicians, WNRC; JIOA, minutes of the Advisory Board, 8 Oct. 1945, RG 40, box 79, file JIOA Advisory Board, WNRC.
27. AGWAR to USFET, W-59946, 5 Sept. 1945, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 64, file AG 322 FIAT, WNRC; USFET to War Department, S-22720, 11 Sept. 1945, RG 165, file ABC 334.8 CIOS (30 July 1944), sec. 1-C, NA.
28. JIC 220/6, subj: acquisition of German technical information of an industrial nature, 12 Oct. 1945, RG 40, OTS Reiss files, box 158, file TIIC Basic Directive, WNRC.
29. Report on German Documents Conference, 22 Oct. 1945-25 Oct. 1945, USFET, RG 260, FIAT Records, box 17/19, file 24, WNRC.
30. AGWAR to USFET, W-87107, 6 Dec. 1945, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 64, file 322 FIAT, WNRC; AGWAR to USFET, W-87832, 10 Dec. 1945, in OMGUS, Historical Office, *History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Period 8 May 1945-30 June 1946*, app. 24, p. 130, MS in RG 319, CMH, Historical Manuscripts file, NA.
31. AGWAR to USFET, W-87107, 6 Dec. 1945, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 64, file 322 FIAT, WNRC.
32. OMGUS, Economics Division, to FIAT, 11 Mar. 1946, RG 260, box 11/2-2, file 98 (Scientific Research), WNRC; OMGUS, FIAT, Enemy Documents Branch, daily journal, 22 June 1946, RG 260, FIAT Records, box 17/8, file 3, WNRC; OMGUS, FIAT, circular 26, "FIAT Operating Procedure for the Scientific Library," 12 July 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 64, file AG 322 FIAT, WNRC.
33. Sarnoff to Samuel Rosenmann, 4 June 1945, as quoted in Clarence G. Lasby, *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War* (New York, 1971), pp. 80-81, and cited on pp. 304 n. 34.
34. JIOA, minutes of the Advisory Board, 25 Oct. 1945, RG 40, box 79, file JIOA Advisory Board, WNRC.
35. G. D. Edwards to Roy S. Glasgow, 24 Aug. 1945, RG 40, box 115, file Correspondence, European Representative, WNRC; McCarthy to J. K. Tibby, TIIC, 22 Sept. 1945, RG 40, box 116, file Evacuation of German Scientists, WNRC; Karl Olsen to Donald R. Heath, subj: request for entry of Mr. Paul Duffing into the United States, 19 Oct. 1945, RG 84, box 738, file 21 (855

- German Populations, Transfers of), WNRC; Hanawalt to J. K. Tibby, TIIC, 22 Sept. 1945, RG 40, OTS Hilbourne files, box 147, file Foreign, WNRC; Guellich to TIIC, subj: recommendation for evacuation of German plants and personnel, 23 Sept. 1945, RG 330, JIOA General Correspondence, box 4, file 383.7b Migration of Scientists to Russia, NA.
36. Green to Gruhn, JIOA, 29 Oct. 1945, RG 40, box 79, file JIOA Advisory Board, WNRC.
37. T. G. Haertel and D. L. Springer to Lloyd Worden, 16 Oct. 1945, RG 40, OTS Worden files, box 88, file German Scientists, WNRC.
38. Wilson to Marshall, subj: employment of German civilian scientists and technicians in the United States, 14 June 1945, RG 218, Combined Chiefs of Staff decimal files, box 462, file CCS 471.9, sec. 2, NA; USFET, G-2, to G-2, 3rd Army, subj: release of German personnel for evacuation, 18 July 1945, RG 332, ETO, USFET G-2 Section, box 21, file Miscellaneous Records, 1943-46, WNRC. See also Mitchell R. Sharpe, "Backfire and Clitterhaus: Britain Launches the V2," *Aerospace Historian*, 25 (Mar. 1978), 36-44.
39. Harold Volkmann, interviews with the author, 13 Nov. and 3 Dec. 1980, Heidenheim.
40. USAFE, A-2, to AmEmbassy Paris, subj: unauthorized departure of German scientists, from American to French territory of occupation, n.d., in USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel C 5107, frame 0841.
41. Konstanz Fuchs, "Kurzbericht über meine Reise nach Paris," 29 Aug. 1945, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bis . . . , Degussa archives.
42. Roger Adams, report on the activities of Roger Adams, Scientific Adviser to the Deputy Military Governor of Germany, 5 Mar. 1946, file GOVT: IR: OMGUS, 1945, 1946, National Academy of Sciences papers, Washington, D.C.
43. Olsen to William S. Culbertson, subj: the current movement of German scientists into Russian territory, 17 Oct. 1945, RG 84, box 740, file 24 (892a Scientific Institutions), WNRC. For further information on the race for German scientists see Michel Bar-Zohar, *The Hunt for German Scientists*, trans. from the French by Len Ortzen (London, 1967); Lasby, *Project Paperclip*; Franz Kurowski, *Alliierte Jagd auf deutsche Wissenschaftler: Das Unternehmen Paperclip* (Munich, 1982); James McGovern, *Crossbow and Overcast* (New York, 1964); Boris T. Pash, *The Alsos Mission* (New York, 1970); and Tom Bower, *The Paperclip Conspiracy: The Hunt for the Nazi Scientists* (Boston, 1987).
44. Wallace to Truman, subj: proposed importation of German scientists for U.S. science and industry benefit, 4 Dec. 1945, Official file, box 677, folder 192 (1945-Aug. 1947), Truman Library.

45. James C. White to Senator Kenneth D. McKellar, 7 Jan. 1946, *ibid.*
46. McKellar to Truman, 15 Jan. 1946; Truman to McKellar, 17 Jan. 1946; Truman to Bush, 17 Jan. 1946; Bush to Truman, 22 Jan. 1946; Truman to Bush, 24 Jan. 1946; Wallace to Truman, 4 Dec. 1945, all *ibid.*

Chapitre Trois

1. Clayton Bissell, G-2, War Department, to CG, Army Service Forces, subj: exploitation of German specialists in science and technology in the United States, 6 July 1945, RG 165, file ABC 387 Germany (18 Dec. 1943), sec. 19, NA; AGWAR to USFET, WAR-36356, 21 July 1945, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 85, file 10 (370.2), WNRC.
2. Wallace to Truman, subj: proposed importation of German scientists for U.S. science and industry benefit, 4 Dec. 1945, Official file, box 677, folder 192 (1945-Aug. 1947), Truman Library.
3. See James V. Forrestal to Byrnes, 29 Jan. 1946, RG 59, file 862.542/1-2946, NA, for the statement that bringing German scientists and technicians to the United States "has the double advantage of allowing the United States to utilize their talents and also of eliminating the potential threat of continued work by such scientists in Germany or elsewhere outside the United States."
4. SHAEF to War Department, S-88111 SCAF 394, 15 May 1945, RG 165, file ABC 387 Germany (18 Dec. 1943), sec. 19, NA.
5. W. M. Cameron, Secretary, Joint Civil Affairs Committee, JCS [memorandum for the files], 20 Aug. 1945, RG 218, JCS central decimal files, box 229, file 350.05, sec. 1, NA.
6. JIC, memorandum of request, exploitation of German specialists in science and technology in the United States, JIC 317/M, 20 Aug. 1945, RG 218, JCS Combined Chiefs of Staff decimal files, box 462, file CCS 471.9, sec. 2, NA; Hutton to McCormack, memorandum, subj: exploitation of German specialists . . . , 31 Oct. 1945, RG 59, file 862.542/10-3145, NA.
7. A. J. McFarland, Secretary, JCS, memorandum for SWNCC, 13 Sept. 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 94, file CC 471.9, sec. 4, NA.
8. SWNCC, memorandum for Secretary, JCS, subj: exploitation of German specialists . . . , 13 Oct. 1945, RG 165, box 564, file ABC 471.6 (7 Oct. 1943), sec. 1-A, NA; SWNCC 257/5, "Exploitation of German and Austrian Specialists in Science and Technology in the United States," app. B, 4 Mar. 1946, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 94, file CCS 471.9, sec. 4, NA.
9. William A. Borden to John C. Green, 7 Nov. 1945, RG 319, Army-Intelligence decimal files, 1941-48, box 991, file 400.112 Research (1 Aug. 1948), WNRC. The Assistant Secretary of the Navy, H. Struve Hensel, in a letter to SecWar Patterson on 2 Jan. 1946, *ibid.*, that he was "convinced that the

United States should seek to bring out of Germany into this country all outstanding German scientific personnel who can be persuaded to come."

10. S. J. Rubin to Labouisse, subj: German scientists, 17 Jan. 1946; Wilcox to Labouisse, 21 Jan. 1946; Rubin to Labouisse, 24 Jan. 1946, all in RG 59, file 862.92/1-2446, NA.

11. Thorp to Riddleberger, 2 Jan. 1946, RG 59, file 862.542/1-946, NA; Hutton to McCormack, memorandum, subj: exploitation of German specialists . . . , 31 Oct. 1945, RG 59, file 862.542/10-3145, NA. See also Clarence G. Lasby, *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War* (New York, 1971), 160-61.

12. Green to Clayton, 16 Jan. 1946, RG 59, file 862.542/1-1646, NA; Patterson to SecState, 13 Dec. 1945, SWNCC 257, SR microfilm, reel 23, frame 1261, NA; Forrestal to Byrnes, 29 Jan. 1946, RG 59, file 862.542/ 1-2946, NA.

13. McDonald to Knerr, 3 Nov. 1945, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2055, frames 1037-39; Truman to Bush, 24 Jan. 1946, Official file, box 677, folder 192 (1945-Aug. 1947), Truman Library.

14. USGPCC, FIAT, to Chief, FIAT, subj: migration of German scientists, 25 Oct. 1945, RG 260, FIAT 7,748th Unit, shipment 17, box 1, file 33, WNRC; JIOA, memorandum for information, JIOA 3 Nov. 1945, subj: interim procedure for coordinated exploitation of German specialists . . . , RG 40, box 79, file JIOA Advisory Board, WNRC. See *The Stars and Stripes*, 21 Jan. 1946, 4, for the news-attributed to an unnamed military government official in Berlin (possibly Roger Adams)-that about 450 German scientists, many of them non-Nazis, remained idle in the U.S. zone. In the British zone people like that found employment, the story continued, but in the American zone some of them were jailed as mandatory arrests, while others were "wandering about without work or funds," a state of affairs referred to in the story as "criminally stupid."

15. USFET, G-2, to Chief of Staff, USFET, subj: evacuation of German scientists by France, 13 Feb. 1946, RG 332, ETO, USFET, G-2 Section, Operations Branch, box 25, file Correspondence, 1945, WNRC; Clay to General Pierre Koenig, 13 Feb. 1946, *ibid.* At the time of the incident, which occurred in Dec. 1945, the eleven Germans were being recruited by the U.S. Navy under Project Overcast.

16. CCS 870/12, memorandum by the representatives of the British Chiefs of Staff, subj: the exploitation of German scientists and technicians for civil purposes, 23 Jan. 1946, RG 165, box 564, file ABC 471.6 (7 Oct. 1943), sec. 1-A, NA.

17. JIC, memorandum for JIS, subj: exploitation of German and Austrian specialists . . . , 28 Feb. 1946, RG 218, JCS central decimal files, box 94, file CCS 471.9, sec. 4, NA.

18. SWNCC 257/4, "Exploitation of German and Austrian Specialists . . . ," app. A, 26 Feb. 1946, *ibid.*
19. Meeting of the Secretaries of State, War, and Navy, 13 Feb. 1946, RG 59, file 890.0146/2-1346, NA.
20. AGWAR to USFET, W-97733, 19 Feb. 1946, RG 260, OMGUS AGTS files, box 4, file 23, WNRC.
21. USFET to JCS, S-2458, 28 Feb. 1946, RG 165, box 565, file ABC 471.6 (7 Oct. 1943), sec. 1-B, NA; JCS to USFET, WAR-82433, 28 Mar. 1946, *ibid.*
22. SWNCC 257/5, "Exploitation of German and Austrian Specialists . . . ," 4 Mar. 1946, RG 218, JCS central decimal files, 1941-48, box 94, file CCS 471.9, sec. 4, NA; War Department, G-2, to USFET, WAR-80443, 13 Mar. 1946, *ibid.*, box 95, file CCS 471.9, sec. 5, NA.
23. War Department, Bureau of Public Relations, press release, 20 Mar. 1946, copy in Harriet Buyer and Edna Jensen, *History of AAF Participation in Project Paperclip, May 1945-March 1947 (Exploitation of German Scientists)*, vol. 1 (Historical Office, Air Materiel Command, Wright-Patterson Air Force Base, Aug. 1948), in USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2055, frame 0863.
24. Proposed press release, dated 11 Mar. 1946, attached to E. W. Gruhn, JIOA, to Secretary, JIC, memorandum, 11 Mar. 1946, RG 218, JCS central decimal files, box 95, file CCS 471.9, sec. 5, NA.
25. JIS, corrigendum to JIS 239, "Publicity on Exploitation of German Scientists," 14 Mar. 1946, *ibid.*; JCS, JIC, R. U. Hyde, Secretary, to JIOA, subj: JIS 239, publicity . . . , RG 330, JIOA General Correspondence, box 4, file 383.7 Policy-1946, NA.
26. For Acheson's handwritten comment, "As I recall it, this decision was made by the President in a cabinet meeting after very full discussion," see Peurify to Acheson, memorandum, 17 May 1946, RG 59, file 862.542/5-1746, NA.
27. Hilldring, memorandum for SWNCC, subj: clarification of present State-War-Navy policy on civil exploitation of German and Austrian specialists in the United States, 16 May 1947, RG 59, file 862.542/5-1647, NA.
28. For examples, see Edwin Y. Webb, TIIC, to Major J. F. Kingman, Office of the Chief Signal Officer, 2 Apr. 1946, RG 40, box 102, Chronological file no. 4, WNRC; Robert Reiss, TIIC, to F. R. Hensel and Gilbert E. Doan, 19 Apr. 1946, RG 40, box 79, file Briefs, WNRC; and Robert Frye, OTS, to Bosquet N. Wev, JIOA, 8 Aug. 1946, RG 330, JIOA, General Correspondence, box 1, file Department of Commerce, 1946, NA.
29. *Newsweek*, 26 (2 July 1945), 54.

30. Braden to Acheson, memorandum, 14 May 1946, RG 59, file 862.542/5-1446, NA. See also Spruille Braden, "The Germans in Argentina," *The Atlantic Monthly*, 177 (Apr. 1946), 37-43.
31. Peurify to Acheson, memorandum, 17 May 1946, RG 59, file 862.542/5-1746, NA.
32. Monroe J. Hagood, G-2 Representative, JIOA, memorandum for General Vandenberg re Conference on German Scientists, 3 May 1946, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2055, frame 1237; "Conference in Washington with Officials of the State Dept.," report by Foreign Exploitation Section, Intelligence A-2, Headquarters, Air Materiel Command, 10 June 1946, in Buyer and Jensen, *History of AAF Participation in Project Paperclip*, vol. 1, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2055, frame 0715; Samuel Klaus, State Member, JIOA Governing Committee, to Bosquet Wev, Director, JIOA, 19 June 1946, RG 107, Secretary of Army Patterson Project decimal file, 1946-47, box 8, file Germany, NA; Samuel Klaus, "Basic Information Required by the State Department in Connection with Application of German Scientists for Visas to Enter the United States," submitted to JIOA 19 June 1946, RG 165, box 565, file ABC 471.6 (7 Oct. 1943), sec. 1-C, NA.
33. Tom Bower, *The Paperclip Conspiracy: The Hunt for the Nazi Scientists* (Boston, 1987), esp. chaps. 8 and 9; quotation on p. 175.
34. Wev, Director, JIOA, to S. J. Chamberlin, Director of Intelligence, WDGS, subj: exploitation of German and Austrian scientists . . . , 2 July 1947, RG 319, Army-Intelligence decimal files, 1941-48, box 992, file 400.112 Research/Undated, WNRC.
35. JCS to CG USFET, WAR-86116, 29 Apr. 1946, RG 165, box 565, file ABC 471.6 (7 Oct. 1943), sec. 1-B, NA; Control Commission for Germany (British Element), FIAT, to Captain Boursot, Control Branch, Munich, subj: employment of German scientists and technicians . . . , 3 June 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 1, file 254-88, WNRC. See also Ernst Baerwind, Besuch von zwei britischen Offizieren am 30.7.1946 wegen einer Englandreise . . . , 31 July 1946, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bis . . . , Degussa archives, and his "Beltane School in Wimbledon/London als Lager für deutsche Wissenschaftler und Techniker, August/Oktober 1946," file Baerwind Berichte, Degussa archives.
36. D. L. Putt, Air Materiel Command, Wright Field, T-2, to CG Army Air Forces, 14 June 1946, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2005, frames 1254-56; T. M. Odarenko to R. J. Rohr, memorandum, subj: location enemy personnel, 27 June 1946, RG 40, OTS Webb files, box 126, file DI 254.85 (FIAT), WNRC; Zucker, Der Rektor der Friedrich Schiller Universität, to Prof. Brederick, Heidenheim/Brenz, 27 June 1946, translation, and Prof. H. Brederick, statement, 11 July 1946, both in RG 319, Army-Intelligence

decimal files, 1941-48, box 990, file 400.112 Research 19 Aug. 1946, WNRC; Hans Sauerland, Wittelsbacher Hof, Bad Kissingen, to Albert Patin, Wright Field, 11 July 1946, RG 319, Army-Intelligence decimal files, 1941-48, box 991, file 400.112 Research/009, WNRC; Clay to Noiret, 27 July 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 41, file AG 231.2 Scientists and Technicians, WNRC.

37. A. M. Ross, Remington Rand, Inc., to Willard I. Thorpe, 20 May 1946, RG 59, file 740.00119 Control (Germany)/5-2046, NA; C. Offie to Robert Murphy, 11 June 1946, RG 84, box 33, file 1 (Top Secret 1946), WNRC; FIAT-TIID Washington, excerpt from teleconference, 19 June 1946, RG 40, OTS Webb files, box 126, file DI 254.85 (FIAT), WNRC.

38. USFET to JIOA, S-6213, 23 June 1946, RG 260, OMGUS AGTS files, box 4, file 200.4 Policy, WNRC.

39. Clay to CG USFET, subj: evacuation, exploitation and employment of German and Austrian specialists . . . , 6 July 1946, RG 260, OMGUS AGTS files, box 17, file 370.2 Paperclip, WNRC; McNarney to War Department for JCS, S-7556, 17 July 1946, RG 218, JCS central decimal files, box 95, file CCS 471.9, sec. 7, NA.

40. State Department (?), Draft directive, 3 July 1946, RG 59, file 862.542/7-346, NA; Heneman to Hilldring, subj: import of German scientists, 23 July 1946, RG 59, file 862.542/7-2346, NA.

41. AsstSecWar Howard C. Petersen, memorandum, 25 July 1946, RG 335, SecWar Patterson Subject file (Safe), box 6, file Scientific Research (SAFE) no. 2, NA. For information on the response to the Clay/ McNarney message in Washington by the JCS, the War Department, and Secretary of War Patterson, who was reportedly "urging" changes in policy "on high levels," see AGWAR to USFET, W-96224, 2 Aug. 1946, RG 260, OMGUS AGTS files, box 4, file 23, WNRC.

42. Acheson to Truman, subj: interim exploitation of German and Austrian specialists . . . , 30 Aug. 1946, RG 165, file ABC 471.6 (7 Oct. 1943), sec. 1-D, NA. This letter bears the handwritten note: "Approved, 9/3/46, Harry S. Truman."

43. Edna Jensen, *History of USAF Participation in Project Paperclip, September 1946-April 1948*, vol. 2 (Historical Office, Air Materiel Command, Wright-Patterson Air Force Base, Nov. 1948), 26, in USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2055, frame 1541.

44. For portions of that story, see Lasby, *Project Paperclip*, which was written long before the classified records were generally available; Linda Hunt's recent article, "U.S. Coverup of Nazi Scientists," *Bulletin of the Atomic Scientists*, 41, no. 4 (Apr. 1985), 16-24, which concentrates on some of the individuals with histories of Nazi activity and affiliation who were brought to the United States

nevertheless; and Bower, *The Paperclip Conspiracy*, a title that expresses the thesis.

45. OMGUS to Land Directors, subj: Spruchkammer trials of German scientists, 8 Feb. 1947, RG 260, OMGUS papers 120 3/15, box 431, file 51, WNRC.

46. FIAT 7,771st Document Center (Rear), Darmstadt Sub Post, statement of denazification [name in my possession], 4 Aug. 1950, JIOA case file, NA.

47. AGWAR to OMGUS, WX-83711, 8 Aug. 1947, RG 260, OMGUS AG decimal files, box 149, file 9 (AG 370.2 Paperclip), WNRC.

48. OMGUS, Internal Affairs and Communications Division, to C/S, subj: political clearance of German scientists presently in the U.S., 13 Aug. 1947, RG 260, OMGUS papers 17/261-2, file 33, WNRC.

49. USPOLAD to C/S, OMGUS, 12 Sept. 1947; CINCEUR from Clay to AGWAR for Noce, CC-1671, 20 Sept. 1947, both in RG 260, OMGUS AG decimal files, box 149, file 9 (AG 370.2 Paperclip), WNRC.

50. Gordon Wright, *The Ordeal of Total War, 1939-1945* (New York, 1968), 79, attributes the term to Winston Churchill.

51. H. G. v. Studnitz, "Wissenschaftler als Kriegsbeute," *Badische Neueste Nachrichten*, 31 May 1947, 4, clipping in Abt. 507, no. 3889, HAS Wiesbaden.

52. Buyer and Jensen, *History of AAF Participation in Project Paperclip*, 1: 69-71, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2055, frames 0785-89; General Powers to Deputy Chief of Air Staff, routing sheet, subj: utilization by the aircraft industry of German scientists, 8 May 1946, *ibid.*, frame 1236.

53. Excerpt from *Air Materiel Command Monthly Newsletter*, Aug. 1946, *ibid.*, frame 1266.

54. "Scientists Program," draft of March 1947, *ibid.*, frames 0644 sq; Jensen, *History of USAF Participation in Project Paperclip*, 2: 90, *ibid.*, frame 1605; Lasby, *Project Paperclip*, 263.

55. Jensen, *History of USAF Participation in Project Paperclip*, 2: 90, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2055, frame 1605.

56. George C. McDonald, Air Staff-2, to USFET, to Apr. 1946, RG 319, Army-Intelligence decimal files, 1941-48, box 994, file 400.112 Research/ 032, WNRC; M. J. Hagood, JIOA, to Director of Intelligence, WDGS, subj: Mr. Bulova's request for German scientists, 23 Apr. 1946, *ibid.*

57. WDGS, Military Intelligence Service, to USFET, 17 May 1946, *ibid.*, box 990, file 400.112 Research/Undated, WNRC.

58. Jensen, *History of USAF Participation in Project Paperclip*, 2: 91-92, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm reel A 2055, frames 1606-07.

59. Byrnes to Bulova, 26 July 1946, RG 59, 862.542/7-2646, NA.

60. Petersen to SecWar Patterson, subj: "German scientists at Wright Field," 5 Aug. 1946, RG 335, SecWar Patterson Subject file (Safe), box 6, file Scientific Research (SAFE), no. 2, NA.
61. Schwartz to Edwin Y. Webb, TIIC, 9 Mar. 1947, RG 40, box 116, file The Kalart Co., WNRC.
62. Schwartz to Ray Hicks, OTS, 29 Oct. 1947, and 25 June 1948, both in RG 40, box 81, file Wollensak Optical Co., WNRC.
63. Ranft to Hicks, OTS, 15 Aug. 1949, *ibid*.
64. CIOS evaluation report no. 348, Mahle Werk, GmbH, Fellbach, 28 Aug. 1945, RG 218, JCS central decimal files, 1942-45, box 136, file CCS 319.1 (11-7-44), sec. 13, NA.
65. Townsend to G. D. Edwards, TIIC, 21 Aug. 1945, RG 40, box 115, file German Die Casting Machine, WNRC.
66. Hanawalt to J. K. Tibby, TIIC, 22 Sept. 1945, RG 40, OTS Hilbourne files, box 147, file Foreign, WNRC.
67. Reiss, TIIC, to All Unit Chiefs, 21 June 1946, RG 40, OTS Worden files, box 87, file Correspondence, WNRC; TIID, Electronics and Communications Unit, Review, 1 Jan. 1947, RG 40, box 99, file Year End Review, WNRC.
68. Powell to Carl O. Hoffman, OTS, and others, 28 Feb. 1947, RG 40, OTS Worden files, box 87, file Exhibits-Frankford Arsenal, WNRC.
69. T. H. McConica to Hicks, OTS, 11 Dec. 1947, RG 330, JIOA General Correspondence, box 6, file Department of Commerce, NA.
70. David Kolter and Josef Weyrather, interview with the author, to Feb. 1981, Dusseldorf. Both were retired Schloemann employees.
71. OMGUS, monthly report of the Military Governor, "Demobilization of German Air Force," no. 2, 20 Sept. 1945, p. 5, RG 260, WNRC; M.A.N. Werk Nürnberg to IHK München, subj: Beschlagnahme von Zeichnungen, Patenten, Verfahren u. dgl., 4 Sept. 1947, B 102/3767, BA.
72. Schloemann AG to IHK Diisseldorf, 8 June 1948, file NW 99, no. 63, HSA Disseldorf. See also B 102/171458, BA, for a half-inch file on the State Department's return of the Schloemann records to the Federal Republic and the latter's transfer of them to Schloemann AG.
73. Boesch, report on visit to Germany, 25 Jan. 1946, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm reel A 2055, frames 1142-48.
74. Memorandum, miscellaneous activities and operations, 12 Dec. 1946, USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2056, frame 0037, refers to the 9 Dec. agreement with Loewy Construction Company on terms of employment for the five; frame 0078 notes that the five men were allocated to that company indefinitely on 11 Feb. 1947. See also Department of the Air Force, Air Intelligence Requirements Division, to JIOA, subj: release of German specialists from War Department contracts, 17 Feb. 1949, RG 330,

JIOA General Correspondence, box 17, file Air-Transfer and Clearance, NA. Finally, see JIOA, "Statistical Report of Specialists and Dependents Brought to the US under the Paperclip Program," 2 July 1951, RG 40, box 85, WNRC.

75. Proposed press release, dated 11 Mar. 1946, attached to E. W. Gruhn, JIOA, to Secretary, JIC, memorandum, 11 Mar. 1946, RG 218, JCS central decimal files, box 95, file CCS 471.9, sec. 5, NA. The proposed release, which is reproduced in the appendix at the end of this volume, was blocked three days later, when the JIC directed the JIOA, "as a matter of urgency, to classify as SECRET all documents relating to the press release." See JIS, corrigendum to JIS 239, "Publicity on Exploitation of German Scientists," 14 Mar. 1946, *ibid.*, and JCS, JIC, R. U. Hyde, Secretary, to JIOA, subj: JIS 239, publicity . . . , RG 330, JIOA General Correspondence, box 4, file 383.7 Policy-1946, NA.

Chapitre Quatre

1. SHAEF, GBI/SS/322-17, subj: establishment of Field Information Agency, Technical (FIAT) of G-2, 31 May 1945, RG 260, box 20-3/5, file FIAT Mono-I-2C, WNRC; SHAEF, Forward, to War Department, FWD-22987 SCAF 426, 1 June 1945, RG 165, file ABC 387 Germany (18 Dec. 1943), sec. 19, NA. The latter document is also printed in Alfred D. Chandler, Jr., and Louis Galambos, eds., *The Papers of Dwight David Eisenhower: Occupation, 1945*, vol. 6 (Baltimore, 1978), 111-12.

2. W. B. Smith, C/S, SHAEF, to CG USGpCC and Head, Control Commission, Germany (British Element), subj: division of FIAT into British and U.S. components, 11 July 1945, RG 218, file CCS 334 FIAT (6-1-45), NA; USGpCC, INT/FIAT/321.01-1, subj: establishment of Field Information Agency, Technical (FIAT), U.S. Component . . . , 14 July 1945, RG 260, USGpCC records, box 10, file AG 322, FIAT Organization and Functions, WNRC.

3. OTS, TIID, "Collection of Technical Industrial Intelligence in Germany," 10 Dec. 1946, RG 40, box 26, file TIID-Inquiries . . . 1946-47, WNRC.

4. FIAT (Haertel) to Gruhn, JIOA, weekly report no. 20, 17 Jan. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, Jan.- Feb. 1946, WNRC. See RG 260, FIAT Records, box 17/17, folders 1-15, WNRC, for a collection of 1,410 documents evaluation reports prepared by the special reconnaissance teams.

5. Fred S. Thornhill to the author, 28 Sept. 1981, in my possession.

6. FIAT, circular no. 15, "FIAT Operating Procedure, Document Microfilming, Publication Board Program," 8 Mar. 1946, in OMGUS, Historical Office, *History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Period July 1946-30 June 1947*, app. 30, MS in RG 319, CMH, Historical Manuscripts file, NA.

7. OTS, TIID, "Collection of Technical Industrial Intelligence in Germany," 10 Dec. 1946, RG 40, box 26, file TIID-Inquiries . . . 1946-47, WNRC.
8. FIAT, "Estimate of Situation and Recommendation of Priorities for Screening and Microfilming Documents in Publication Board Program," 18 Mar. 1946, RG 40, OTS Hilbourne files, box 147, file Personnel . . . , WNRC; FIAT, bi-weekly progress report-FIAT, 1-15 May 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 64, file AG 322 FIAT, WNRC. The latter notes that a list of 10,000 firms and research centers had been compiled for distribution to various people and agencies.
9. "Scientific Cleanup," *Business Week*, 18 May 1946, pp.19-20.
10. For examples, see K. H. Weberg to Neal D. Crane, subj: progress in the screening of documents in German industrial chemical targets . . . , 1 Nov. 1946, RG 40, OTS Worden files, box 87, file Chemical Subcommittee, TIIC, WNRC; FIAT, bi-weekly progress report-FIAT, 1-15 Nov. 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 64, file AG 322, FIAT, WNRC; FIAT, daily journal, 29 Nov. 1946, RG 260, FIAT records, box 17/9, file 4, WNRC; and FIAT, bi-weekly progress report -FIAT, 16-30 Nov. 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 64, file AG 322, FIAT, WNRC.
11. OTS, TIID, "Collection of Technical Industrial Intelligence in Germany," 10 Dec. 1946, RG 40, box 26, file TIID-Inquiries . . . 1946-47, WNRC.
12. FIAT, Documents Program Section, to Chief, Industry Branch, subj: progress report, 24 Aug.-18 Sept. 1946, RG 40, box 26, file TIID Progress Reports from Germany, 1946-47, WNRC.
13. Dr. Baumann to Akademiker der Gruppe I, Wissenschaftliche Berichte, Chemische Werke Hüls, 31 July 1946, copy in my possession.
14. Documents evaluation report no. 51, RG 260, FIAT records, box 17/17, file 1, WNRC; Dr. Schulenburg, Notiz betr. amerikanischen Besuch, 27 Feb. 1947, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bis . . . , Degussa archives.
15. Degussa to Hessisches Staatsministerium, subj: Werksbesichtigungen: Herausgabe von technischen Unterlagen an Investigators, 29 May 1947, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bis . . . , Degussa archives.
16. Dr. Werkmeister, Zentralamt für Wirtschaft in der Britischen Zone, Minden, to Dr. Agartz, im Hause, 26 Nov. 1946, B 102/3768, BA.
17. Gutehoffnungshütte to Wirtschaftsministerium NRW, subj: Fotografieren von techn. Zeichnungen, 15 Nov. 1946, file NW 99, no. 61, HSA Düsseldorf.
18. Linde's Eismaschinen AG to IHK Munich, subj: Beschlagnahmen von Zeichnungen, Patenten, Verfahren and dergl., 11 Sept. 1947, B 102/3767, BA.
19. Wacker to IHK Munich, subj: Beschlagnahmen von Zeichnungen, Patenten, Verfahren u. dgl., 15 Sept. 1947, B 102/3767, BA.

20. Robert Reiss to Division Chiefs, 27 Apr. 1948, RG 40, box 163, file Inter-Office Memos, WNRC; Reiss to TIID Units, 5 May 1947, RG 40, box 116, *ibid.*
21. Lowell B. Kilgore, "Proposal for a Compendium of German War Time Technology," attached to Reiss to All Units, memorandum, 16 Jan. 1947, RG 40, OTS Worden files, box 88, file Inter-Office Memoranda, WNRC.
22. Green to Editors of All Principal Trade Papers, 27 Mar. 1946, RG 40, box 99, file Document Research, WNRC.
23. Edwin Y. Webb to O. E. Buckley [and others], 28 Mar. 1946, RG 40, box 102, Chronological file no. 2, WNRC; F. E. Hilburn to Robert H. Mehl, 12 Apr. 1946, RG 40, box 137, file Mehl, WNRC. See also RG 40, box 147, file Personnel . . . , WNRC, for copies of form letters that went out to professors, industrialists, and former investigators.
24. Webb to Buckley, President, Bell Telephone Laboratories, 28 Mar. 1946, RG 40, box 102, Chronological file no. 2, WNRC. The decision to use WOC personnel in Washington-and even more extensively in Germany, as we shall see later-was due to OTS budget limitations and the shortage of qualified people who would accept short-term employment. In a letter to T. G. Haertel, the chief of FIAT's Industrial Branch in Germany, Green reported that OTS was having difficulty finding people with the necessary technical qualifications and language ability at the salaries OTS could pay. "When we called Purdue University the other day," Green continued, "we were told that the country has a shortage of 40,000 engineers and Purdue is now trying to find 45 professors. . . . We intend to make it widely known to industry," he concluded, "that firms may send their technical men to Germany to make investigations, the expense to be borne by industry and the results to be reported to the Department of Commerce for publication." Green to Haertel, 10 Apr. 1946, RG 40, box 26, file TIID-General Correspondence 1945-46, WNRC.
25. OMGUS, Historical Office, *History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Period I July 1946-30 June 1947*, 7, MS in RG 319, CMH, Historical Manuscripts file, NA.
26. R. B. MacMullin to Peter J. A. Cusack, 27 Nov. 1945; Cusack to Bürgermeister of Höchst, 28 Nov. 1945, RG 40, OTS Webb files, box 126, file DI 254.82 (FIAT), WNRC. See also MacMullin to Captain Bruni, subj: Dr. Karl Hass, 16 Jan. 1946, *ibid.*, which is a request for a FIAT building pass for Hass.
27. OMG, Greater Hesse, to OMGUS, Denazification Section, 4 Dec. 1946, RG 332, ETO, USFET, AG Section decimal file 1946, box 397, file 350.05, Intelligence FIAT, WNRC; OMGUS to USFET, 1st Indorsement, "for information and appropriate action," 13 Dec. 1946, *ibid.*; USFET to OMGUS, 2nd Indorsement, 30 Dec. 1946, *ibid.*, which returns the correspondence "for

appropriate action as Field Information Agency, Technical is operationally under your headquarters." See also Aktenvermerk, Forschungsüberwachungsstelle Militär-Regierung, Oberstlt. Brunton, Dr. Würth, Birk, 19 Feb. 1947, Z/581, p. 81, BA. Professor Harold Volkmann told me in interviews on 13 Nov. and 3 Dec. 1980, in Heidenheim, how FIAT bent the denazification rules to use his services for writing reports on his specialty.

28. Alfons Hesse to Adolf Smekal, subj: Wiederbeschäftigung, 21 Apr. 1948, Abt. 507, no. 3860, HSA Wiesbaden.

29. A USFET personnel-strength report of 31 Aug. 1946 shows FIAT's contingent of specialists to have been 190 U.S. civilians paid from Commerce Department funds and another 588 German civilians paid from indigenous funds. There are other periodic reports showing that about 200 Americans and about 600 Germans were employed in other-than-routine administrative and housekeeping functions, for which FIAT had its own complement of Army officers, enlisted personnel, and War Department civilian employees. See USFET to OMGUS, subj: survey of Field Information Agency, Technical, and Rear Echelon, 21 Aug. 1946, RG 260, OMGUS AG decimal files, box 64, file AG 322 FIAT, WNRC; Green to Echols, 30 Oct. 1946, RG 165, box 235, file WDSCA 014 Germany, sec. 15, NA; Mr. Sparks to Mr. Meader, subj: military government, 31 Oct. 1946, RG 46, SEN 79A-F30, National Defense Committee, OP.-58, box 1010, NA; OTS, TIID, "Collection of Technical Industrial Intelligence in Germany," 10 Dec. 1946, RG 40, box 26, file TIID-Inquiries . . . 1946-47, WNRC.

30. Kilgore, "Proposal for a compendium of German War Time Technology," 10 Jan. 1947, RG 40, OTS Worden files, box 88, file Inter-Office Memoranda, WNRC.

31. Green to technical societies and trade associations, 25 July 1947, RG 40, box 163, file Inter-Office Compendium, WNRC. For further references to the program see Reiss to Green, with attached copies of memoranda to technical societies and trade associations, 25 July 1947, and to industrial research laboratories and universities, 4 Aug. 1947, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file Green, WNRC; OTS, press release, OTS-771, 6 Aug. 1947, RG 40, box 109, file 700-99, WNRC; Webb to P. R. Mallory & Co., 17 Sept. 1947, RG 40, OTS Webb files, box 125, file Compendium-Chronological, WNRC; and Green to SecCommerce, subj: activity report for Sept. 1947, RG 40, box 107, file Memoranda OTS, WNRC.

32. See RG 40, OTS Webb files, box 125, file Compendium-Chronological, WNRC, for information on the reels sent and the firms to which they went, and Reiss to Green, subj: progress report for Feb. 1948, RG 40, OTS Hilbourne files, box 144, file Progress Reports 1948, WNRC, for the last status report

before the project folded, showing that 1,265 reels had been sent and 116 returned.

33. Guellich to Albert M. Orme, THC, 14 Dec. 1945, RG 40, OTS Webb files, box 123, file Progress Reports, WNRC; Guellich to Webb, 3 Dec. 1947; Webb to Guellich, 12 May 1948, RG 40, both in OTS Webb files, box 125, file American Optical Co., WNRC.

34. Speed to Webb, 28 Jan. 1947, RG 40, box 26, file TIID-Progress Reports (attached to p. 21 of progress report no. 13), WNRC.

35. Speed to Webb, 6 Nov. 1946, RG 40, box 99, file Year End Review, WNRC.

36. For the quotation see Speed to Webb, 28 Jan. 1947, RG 40, box 26, file TIID-Progress Reports (attached to p. 21 of progress report no. 13), WNRC. See also TIID, progress report no. 11, 10 Dec. 1946, p. 15, RG 40, box 99, WNRC, and Webb to Green, subj: attached letters from the Audio Manuf. Corp. relative to manufacture of metallized tape, 10 Feb. 1947, RG 40, box 114, file Audio Devices, Inc., WNRC.

37. Speed to Webb, 16 Jan. 1948, RG 40, box 125, file Audio Devices, Inc., WNRC.

38. For further details see "Recycling Nazi Secrets," *Time*, 109 (18 Apr. 1977), 58; C. H., "Nazi Coal Conversion Methods Reviewed," *Science*, 196 (29 Apr. 1977), 508-9; David Lampe, "Ersatz Gasoline: Forgotten Archives Yielding Secret of How German Army Ran a War on Fuel from Low-Grade Coal," *Science Digest*, 82 (Oct. 1977), 65-67; Howard S. Goller, "Liquid Coal," *Kansas City Times*, six-article series, 21 Nov.-26 Nov. 1977, featuring interviews with Albert Speer and Wilbur C. Schroeder, the former head of the U.S. Technical Oil Mission; Mort Schultz, "Fuel for the Führer," *Popular Mechanics*, 152 (Nov. 1979), 102-3+; Arnold Krammer, "Technology Transfer as War Booty: The U.S. Technical Oil Mission to Europe, 1945," *Technology and Culture*, 22 (Jan. 1981), 68-103; "The Shelf Life of 'the Formula,'" *Newsweek*, 97 (9 Feb. 1981), 69-71; Kent Demaret, "Discovery," *People's Weekly*, 15 (6 Apr. 1981), 135-36+; and "Nazis' Documents on Synthetic Fuel, Center of Storm," *The Washington Star*, 20 Apr. 1981, B-7.

39. Kurt J. Irgolic to Peter Bretnall, 22 June 1984, in my possession.

40. R. Calvert *et al.*, "The German Document Retrieval Project," MS prepared by the Center for Energy and Mineral Resources, Texas A & M University, n.d., 12 pp., in my possession. After the war the Bureau of mines had constructed two synthetic fuels demonstration plants in Louisiana and Missouri, but they were shut down by the Eisenhower administration in 1954, reportedly on the recommendation of the National Petroleum Council and other representatives of the petroleum industry. See L. L. Newman, "Synthetic Oil," *Federal Science Progress*, 1 (Feb. 1947), 11-13; Richard H. K. Vieter, "The

Synthetic Liquid Fuels Program: Energy Politics in the Truman Era," *Business History Review*, 54 (1980), pp. 1-34.

Chapitre Cinq

1. Clay to Echols, 4 Oct. 1946, RG 165, box 351, file WDSCA 387.6, sec. 4, NA.
2. "Technical Experts Needed," *Chemical Industries*, 58 (Jan. 1946), 46.
3. The quotation is from the proposed press release, dated 11 Mar. 1946, attached to E. W. Gruhn, JIOA, to Secretary, JIC, memorandum, 11 Mar. 1946, RG 218, JCS central decimal files, box 95, file CCS 471.9, sec. 5, NA. The proposed release is reproduced in the appendix at the end of this volume.
4. Green to Editors of All Principal Trade Papers, 27 Mar. 1946, RG 40, box 99, file Document Research, WNRC.
5. Green to Haertel, 10 Apr. 1946, RG 40, box 26, file TIID-General Correspondence, 1945-46, WNRC.
6. Reiss to Green, subj: progress report, 12 Apr. 1946, RG 40, box 26, file TIID-Progress Reports by Reiss, WNRC; TIID, progress report no. 10, 1 Nov. 1946, RG 40, box 99, WNRC; TIID, progress report no. 11, 10 Dec. 1946, *ibid.*; Webb to George C. Richert, 23 Dec. 1946, RG 40, box 102, Chronological file no. 4, WNRC.
7. Priscilla A. Deutsch, "What Do We Want from Germany?" *Food Industries*, 18 (June 1946), 81-82.
8. "Industries Asked to Probe German Technology," *Science News Letter*, 49 (4 May 1946), 279.
9. Addinall to Chemical Unit, TIIB, 21 Feb. 1946, RG 40, box 163, file Returned, WNRC.
10. "Notes on the Pharmaceutical Meeting of April 10, 1946," RG 40, box 163, file Minutes, WNRC.
11. Department of Commerce, Publication Board, press release OPB- 93, 15 Apr. 1946, RG 40, box 108, file 1-99, WNRC.
12. "Scientific Cleanup," *Business Week*, 18 May 1946, 19-20; Gruhn, JIOA, to SecState Byrnes, 23 Nov. 1945, RG 40, box 26, file TIID-General Correspondence, 1945-46, WNRC; TIID, Electronics and Communications Unit, review, 1 Jan. 1947, RG 40, box 99, file Year End Review, WNRC; "German Technical Developments," *Federal Science Progress*, I (Feb. 1947), p. 18.
13. Warren F. Faragher, "Collecting German Industrial Information," *Chemical and Engineering News*, 26 (27 Dec. 1948), 3816-20; Albert E. Miller, Chairman, API Technical Oil Mission Study, to John C. Green, 24 Jan. 1951, RG 330, JIOA General Correspondence, box 33, file Army-Miscellaneous, NA.

14. Edwin Y. Webb to Sosthenes Behn, 21 Mar. 1946; Behn to Webb, 8 Apr. 1946; Webb to Behn, 9 Apr. 1946, all in RG 40, box 116, file ITT, WNRC.
15. Reynolds to Reiss, 5 Sept. 1946, RG 40, OTS Webb files, box 123, file TJB-Amo Desk, WNRC.
16. *New York Times*, 26 May 1947, 35.
17. N. G. Gillis, statistical information on material and investigations, FIAT, 13 June 1947, RG 260, 7,748th Unit, box 3, file Reports, WNRC.
18. OMGUS, FIAT, Enemy Documents Branch, daily journal, 29 June 1946, RG 260, FIAT records, box 17/8, file 3, WNRC, says the FIAT library had 23,381 reports on file on that date. T. G. Haertel, FIAT, to Green, progress report no. 52, 5 Dec. 1946, RG 40, OTS Worden and Mayer files, box 98, file Progress Reports, 1946, WNRC, says the FIAT library had over 30,000 technical reports available for use by investigators.
19. FIAT to All Committee Chairmen, subj: new billeting arrangements for technical personnel, 9 July 1946, RG 40, box 26, file TIID General Correspondence, 1945-46, WNRC; Reiss to Unit Chiefs, 16 July 1946, RG 40, OTS Hilbourne files, box 147, file Reiss, WNRC; Richard J. Fontera, FIAT, to Mr. Mayer, THC, 17 Sept. 1946, RG 40, box 86, file Fontera, WNRC; T. G. Haertel, "Three Months in Germany: A Factual Account in Fiction Form of the Investigation of German Industrial 'Know-How,'" *Federal Science Progress*, 1 (Apr. 1947), p. 7.
20. Green to Whom It May Concern, 20 May 1949, RG 40, box 107, file FIAT Declassified Reports, WNRC. See also FIAT, "Handbook for the Guidance of Members and Leaders of Field Teams Operating under the Authority of Field Information Agency, Technical (U.S.)," 6 Sept. 1945, copy in RG 260, FIAT 7,771st Document Center, box 14, WNRC; Reiss to Unit Chiefs, 16 July 1946, RG 40, OTS Hilbourne files, box 147, file Reiss, WNRC; Worden to Reiss, subj: speech given at annual meeting of American Body Engineering Society, 23 Apr. 1947, RG 40, box 88, file Inter-Office Memoranda, Reiss, WNRC.
21. Edwin Ware Hullinger, "World's Greatest Treasure Hunt," *Nation's Business*, 33 (Oct. 1945), p. 21.
22. USGpCC, subj: establishment of Field Information Agency, Technical (FIAT), U.S. component, 14 July 1945, RG 260, USGpCC records, 1944-45 box in, WNRC; FIAT, "Handbook for the Guidance of Members and Leaders of Field Teams Operating under the Authority of Field Information Agency, Technical (U.S.)," 6 Sept. 1945, copy in RG 260, FIAT 7,771st Document Center, box 14, WNRC.
23. Walter J. Murphy, "The Job Still Is Unfinished: Some Thoughts on the Collection and Dissemination of Technical and Scientific Information from Occupied Countries," *Chemical and Engineering News*, 23 (10 Sept. 1945), 1530.

24. "German Industrial Know-How at 5 & in Prices," *Modern Industry*, 11 (15 June 1946), 150-62. See also "Technical Investigations in Germany: Some Observations by a Recent Investigator," *Chemistry and Industry*, 27 Sept. 1947, 08, for a British comment that "most Germans appeared anxious to cooperate with the team and rarely made any attempt to suppress facts or mislead the investigators."
25. Paul M. Tyler to Robert Reiss, TIID, 7 May 1947, with attached "Technical Intelligence Investigations of Metals and Minerals in Germany," n.d. [prepared some months before May 1947 for a talk to students], RG 40, OTS Hilbourne files, box 152, file Tyler, WNRC.
26. Leslie E. Simon, *German Research in World War II: An Analysis of the Conduct of Research* (New York, 1947), vii.
27. "Dustbin" detainees could also be held briefly without exploitation. See FIAT, subj: qualifications of new DUSTBIN detainees, 7 Jan. 1946, RG 332, ETO, MIS-Y Section records re FIAT, 1945-47, box 103, WNRC, which states, "If exploitation on the new arrival is not started within four weeks, procedures for his release will be started automatically."
28. Roger Adams, Head, Chemistry Department, University of Illinois, to Frank B. Jewett, President, National Academy of Sciences, 25 June, 1946, file GOVT: IR: OMGUS, 1945, 1946, National Academy of Sciences papers, Washington, D.C. Adams's description of the menial tasks required of "Dustbin" detainees is, perhaps, indicative of how unusual he found such treatment to be. See also RG 332, ETO MIS-Y Section, FIAT (DUSTBIN), box 102, file Period Status Reports, 1945-47, WNRC, for reports covering the period from Aug. 1945 to 25 Nov. 1946, which show the nature of the homework assignments and the dates of completion.
29. USFET, G-2, subj: letter of clearance, 12 Dec. 1945; Major Myron W. Warren, OMG W/B, to Public Safety Officer, OMG Heidenheim, subj: receipt of documents, 19 Dec. 1945, RG 260, box 12/197-2, file 3, WNRC.
30. OMG U.S. Zone to FIAT. subj: actions of German individuals at Brown-Boveri et Cie, AG, 3 Jan. 1946, RG 40, OTS Webb files, box 126, file DI 254-78, WNRC; Charles Fahy, Director, Legal Division, OMGUS, to FIAT, subj: right of U.S. to remove from Germany documents and information, and related questions, 3 Nov. 1945, RG 260, box 11/2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC.
31. FIAT, Industry Branch, weekly progress report, 1-15 May 1946, RG 40, box 99, file Staff Memoranda, 1946, WNRC.
32. Reiss to Green, subj: progress report no. 6, 28 June 1946, RG 40, box 26, file TIID-Progress Reports by Reiss 1946-47, WNRC. British T-Force units apparently regarded German noncompliance as a violation of legal orders and thus an infringement on the Additional Terms of Surrender, Section V, Article

- 12, "a serious offense." See Captain H. Howard, No. 1 T-Force Unit, to Manager, Gutehoffnungshütte Forschungsinstitut, Oberhausen-Sterkrade, 29 Sept. 1947, file NW 99, no. 28, HSA Düsseldorf.
33. Ernst Rogowski to Eberhardt, Staatssekretariat für besondere Aufgaben (DBfF), 12 Feb. 1947, file EA 1/11, 16, HSA Stuttgart.
34. Degussa to Grosshessisches Staatsministerium, Minister für Wirtschaft und Verkehr, subj: Besuche industrieller Betriebe durch amerikanische und nicht-amerikanische Wirtschaftsbeamtete, 8 Oct. 1946, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bisDegussa archives.
35. Auszug aus Aktenvermerk über die 8. Sitzung "Forschungskontrolle" im Länderrat 25 Mar. 1947, subj: Betriebsbesichtigung durch Ausländer, file EA 6/3, 321, HSA Stuttgart.
36. H. A. Waldrich, GmbH, Maschinenfabrik, Siegen/W., to Wirtschaftsverband Maschinenbau, Düsseldorf-Oberkassel, 29 Apr. 1947, file NW 99, no. 63, HSA Düsseldorf.
37. W. C. Schroeder, "Investigation by the U.S. Government Technical Oil Mission," *American Petroleum Institute Proceedings*, 25, no. 3 (1945), pp. 24-29; Warren F. Faragher, "Collecting German Industrial Information," *Chemical and Engineering News*, 26 (27 Dec. 1948), pp. 3816-20.
38. Dr. Robert Gehrke to Wirtschaftsministerium Düsseldorf, 25 July 1950, file NW 99, no. 58, HSA Düsseldorf. A German description of the meeting and the suggestion that attendance was akin to a command performance is given by Dr. Ewers, Wirtschaftsministerium NRW Düsseldorf, to Land Commissioner, BAOR 4, Düsseldorf, 19 Aug. 1950, *ibid.* Ewers states: "Im Januar 1947 hatte Dr. Faragher von der Field Information Agency Technical (FIAT) eine grössere Zahl von Fachkräften aus der chemischen Industrie zu einer Besprechung nach Leverkusen gebeten. Auf dieser Besprechung wurde den deutschen Wissenschaftlern die Ausarbeitung von Berichten über das Fischer-Tropsch-Verfahren zur Synthese von Kohlenwasserstoffen übertragen. Eine Befragung der einzelnen Herren über die Bereitwilligkeit zur Übernahme der zugewiesenen Arbeiten fand nicht statt."
39. Various letters in file NW 99, no. 58, HSA Düsseldorf.
40. Warren F. Faragher, "Collecting German Industrial Information," *Chemical and Engineering News*, 26 (27 Dec. 1948), 3818. See also Haertel to Green, weekly report no. 32, 11 Apr. 1946, RG 40, box 156, file FIAT letters from Haertel, WNRC: "The matter of paying German scientists for preparing papers for us is a particularly sticky one, especially where the scientists were known to be Nazis."
41. Albert E. Miller, Chairman, API Technical Oil Mission Study, to Green, 24 Jan. 1951, RG 330, JIOA General Correspondence, box 33, file Army-Miscellaneous, NA.

42. See John H. Backer, *Priming the German Economy: American Occupational Policies, 1945-1948* (Durham, N.C., 1971), esp. chap. 5, pp. 126-56, for details on the Joint Import-Export Agency (JIEA).
43. HICOG, Office of Economic Affairs, to Dr. H. Tramm, 12 May 1950, RG 330, JIOA General Correspondence, box 31, file Department of State, NA.
44. Dr. Ewers, Wirtschaftsministerium NRW Düsseldorf, to Land Commissioner, BAOR 4, Düsseldorf, 19 Aug. 1950, file NW 99, no. 58, HSA Düsseldorf.
45. Director, JIOA, to Geoffrey W. Lewis, GER, State Department, subj: Tramm report, 25 July 1950, RG 330, JIOA General Correspondence, box 31, file Department of State, NA. See Ralph M. Osborne, Department of the Army, to JIOA, subj: Tramm report, 7 Feb. 1951, RG 330, JIOA General Correspondence, box 35, file Army-Miscellaneous, NA, in which Osborne refers to a cable that showed Ruhrchemie asking ECA for equipment valued at \$245,000, and suggests that if Ruhrchemie needed the equipment, perhaps they could exert pressure on Tramm to deliver the manuscript prepared for FIAT.
46. Director, JIOA, to Quartermaster General, subj: Tramm report on Fischer-Tropsch process, 1 Feb. 1951, RG 330, JIOA General Correspondence, box 35, file Army-Miscellaneous, NA; Green to Ellis, JIOA, subj: JIOA-Commerce Mission to acquire scientific report, 28 Mar. 1951, *ibid.*, box 35, file Department of Commerce, NA; Green, office memorandum, subj: Tramm report, 9 Feb. 1951, *ibid.*; JIOA to CINCEUR, JCS-87396, 2 Apr. 1951, *ibid.*, box 34, file Cables, NA.
47. Green to Faragher, Excelsior Hotel, Frankfurt, 5 Sept. 1951, RG 330, JIOA General Correspondence, box 35, file Department of Commerce, NA. A cross-reference sheet in the JIOA files refers to a letter from Green to Faragher, albeit without giving the date of the letter, directing him to stop acting as a U.S. government representative upon receipt of the letter.
48. Arnold Krammer, "Technology Transfer as War Booty: The U.S. Technical Oil Mission to Europe, 1945," *Technology and Culture*, 22 (Jan. 1981), 99.
49. "Buna Is Back at Hills," *Chemical and Engineering News*, 36 (6 Oct. 1958), pp. 124-28; "West German Synthetic Rubber Plant," *The Engineer*, 208 (23 Oct. 1959), 489-90.
50. Department of Commerce, Publication Board, press release, 29 May 1946, RG 40, OTS Worden and Mayer files, box 98, file Press Releases, WNRC.
51. OTS, press release, OTS-450, 30 Oct. 1946, RG 40, OTS Hilbourne files, box 146, file Publication Board, WNRC.
52. Legation of Switzerland, aide-memoire, 13 Nov. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, Sept.-Nov., WNRC.
53. Green to Reiss, transmittal slip, 15 Nov. 1946, *ibid.*

54. See RG 40, box 107, file Memoranda OTS, WNRC, for an interoffice memorandum of 16 Dec. 1946, attached to the Swiss aide-memoire, showing that OTS had checked carefully to see that Karas's reports contained no references to "Coffarom" and that Karas had been warned "to withhold mention of this formula in public," a phrase that appeared in the typewritten memorandum, but was penciled over later.

55. Degussa to Grosshessisches Staatsministerium, subj: Besuche industrieller Betriebe durch amerikanische und nicht-amerikanische Wirtschaftsoffiziere [with attached tabulation], 8 Oct. 1946, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bisDegussa archives.

56. Dr. Harant, Besuch einer norwegischen Wirtschaftskommission, 18 Mar. 1946, file Knapsack, 1 Mar. 1944-31 Dec. 1946, Natrium, Degussa archives; Harder, Notiz betreffend Besuch eines Angehörigen der kanadischen Armee mit Dolmetscher am 30 Mar. 1946, file Keram. Farben, 1 Mar. 1944-30 Sept. 1949, *ibid.*; W. Kersten, Besuch des kanadischen Leutnants Abbott, in der Abteilung Keramische Farben Werk Gutleutstrasse, am 16, 17, und 18 Apr. 1946, *ibid.*

57. Dipl.-Ing. Anderson, Betriebsforschungen durch alliierte Wehrmachtsangehörige, 17 May 1946, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bisDegussa archives; Degussa to Minister für Wirtschaft u. Verkehr, subj: Besuch industrieller Betriebe durch Angehörige nicht amerikanischer alliierter Staaten, 24 May 1946, *ibid.*; Degussa to IHK Frankfurt, subj: Besuch industrieller Betriebe . . . , 24 May 1946, *ibid.*; Dr. F. Scheller, Notiz, Betr. Besuche alliierter Staatsangehöriger in deutschen Fabriken, 27 June 1946, *ibid.*; Dipl.-Ing. Anderson, subj: Unterredung mit Ministerpräsident Prof. Dr. Geiler am 19 June 1946 wegen Betriebserkundungen durch alliierte Wehrmachtsangehörige, 24 June 1946, *ibid.*

58. Degussa to Minister für Wirtschaft u. Verkehr, subj: Stellungnahme zur Meldung der Degussa betr. Besuche durch Angehörige nicht amerikanischer Staaten, 24 May 1946, *ibid.*

59. OMG Greater Hesse, Economics Division, to Minister for Economics and Transportation, 24 June 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 1 file 200.2-77, WNRC.

60. Dr. F. Scheller, Notiz. Betr. Besuche industrieller Betriebe durch Ausländer, 16 July 1946, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bis . . . , Degussa archives.

61. Degussa to Grosshessische Staatsministerium, subj: Besuche industrieller Betriebe durch amerikanische und nicht-amerikanische Wirtschaftsoffiziere, 8 Oct. 1946, *ibid.*

62. Steins, Gen. Mgr. Robert Bosch, to O'Grady, subj: technical data, 20 Mar. 1946, RG 260, box 11/2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC.
63. O'Grady to OMGUS, Economics Division, subj: visitors and items withdrawn from German concerns [with attached tabulation of visits in Feb. and Mar. 1946], 28 Mar. 1946, *ibid.* For FIAT's difficulties with OMG W/B, see F. H. McBerty to F. O. Robitschek, subj: Stuttgart difficulties and errand, 4 Apr. 1946, and T. G. Haertel to Deputy Chief, FIAT, subj: investigation difficulties in Stuttgart, 12 Apr. 1946, both *ibid.*
64. Osborne, FIAT, to OMGUS, Economics Division, subj: visitors and items withdrawn from German concerns, 11 Apr. 1946, RG 260, box 11/2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC.
65. Osborne, FIAT, to Chief, Industry Branch, Economics Division, OMG W/B, subj: difficulties in investigation clearance in Stuttgart, 17 Apr. 1946, *ibid.* Osborne sent a similar letter to OMG Bavaria on 9 May 1946, after he had heard of complaints from there. See FIAT to Chief, Finance Division, OMG Bavaria, subj: release of information, 9 May 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 1, file 321.01, WNRC.
66. Verein der Bayerischen Bleistiftfabriken, Nurnberg, Geschäftsstelle Furth, to Das Staatliche Aussenhandelskontor Bayern, 21 May 1947, file B 102/3767, BA.
67. Optische Werke C. A. Steinheil Sane to IHK Munchen, 27 Aug. 1947, file B 102/3767, BA.
68. Degussa to Hessisches Staatsministerium, subj: Werksbesichtigungen: Herausgabe von technischen Unterlagen an Investigators, 29 May 1947, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bis . . . , Degussa archives.
69. Victoria-Werke AG to Bundeswirtschaftsministerium, subj: Deutsche Konstruktionspatente als Kriegsbeute, 22 Nov. 1949, file B 102/ 3768, BA; Osborne, FIAT, to Chief, Operations Branch, 28 Oct. 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 17/1, file 15, WNRC.

Chapitre Six

1. FIAT, "Handbook for the Guidance of Members and Leaders of Field Teams Operating under the Authority of Field Information Agency, Technical (U.S.)," 6 Sept. 1945, copy in RG 260, FIAT 7,771st Document Center, box 14, WNRC; T. G. Haertel, "Three Months in Germany: A Factual Account in Fiction Form of the Investigation of German Industrial 'Know-How'," *Federal Science Progress*, 1 (Apr. 1947), 7; John C. Green, to Whom It May Concern, 20 May 1949, RG 40, box 107, file Declassified Reports, WNRC.
2. Robert Reiss to All Unit Chiefs, memorandum, subj: publicity on TIIB findings, 15 Mar. 1946, RG 40, OTS Worden files, box 88, file TIIB, WNRC.

3. John C. Green, the director of the Office of Technical Services, told the House Appropriations Committee in Jan. 1946 that his office had had several hundred personal visitors and had received about 5,000 written inquiries from industrial and research groups. See U.S. Congress, House, *Hearings before the Subcommittee of the Committee on Appropriations*, 79th Cong., 2d sess., 26 Jan. 1946, p. 84.
4. John C. Green, "Scientific Information from Enemy Sources and Government Sponsored Research," *Chemical and Engineering News*, 24 (10 July 1946), 1796; Lawrence S. Thompson, "The Bibliography of Scientific and Industrial Reports," *The Journal of Documentation*, 3 (June 1947), pp. 3-8.
5. OTS, publicity brochure, July 1946, RG 40, box 99, file Publicity, WNRC; OTS, seven guides to technology, OTS technology guide circular no. 1, RG 40, OTS Reiss files, box 153, WNRC. See also RG 40, box 108, for a file of special bibliographies.
6. U.S. Congress, House, *Hearings before the Subcommittee of the Committee on Appropriations*, Both Cong., 1st sess., 26 Feb. 1947, 113-15 and 129. See also Hanns D. Ahrens, *Demontage: Nachkriegspolitik der Alliierten* (Munich, 1982), 62 sq., for an account of Congressman Karl Stefan's reception in Kamen, Germany, the sister city of Bloomfield, Nebraska, on 31 May 1948, when he delivered one hundred CARE packages donated by a Nebraska farmer.
7. C. Lester Walker, "Secrets by the Thousands," *Harper's Magazine*, 193 (Oct. 1946), pp. 335-36.
8. *New York Times*, 26 May 1947, 35.
9. John L. Kent, "Manufacturing Advances in Wartime Germany: Machines and Processes Which Were Developed in Competition with Allied Engineering Brains Are Now Available to U.S. Industry," *Scientific American*, 178 (Apr. 1948), pp. 161-64.
10. The OTS solicited voluntary responses from 425 former investigators on 15 Aug. 1946, but the replies, some of which were filed in a folder labeled "Boosters," were few in number and apparently disappointing. A progress report of 30 Aug. shows thirty-seven replies having been received by the end of the month, but there is no further reference to the number of replies in later reports. I have, however, found a few bearing later dates in the OTS records. See John C. Green, OTS, memorandum for all former TIIC investigators, 15 Aug. 1946, RG 40, box 116, file Inter-Office Memoranda, WNRC, and TIID, progress report no. 8, 30 Aug. 1946, RG 40, box 99, WNRC.
11. Dick Ranger to Dear R. S., 10 June 1945, RG 40, box no, file Reports of TIIC, folder TIIC/C Investigators' Reports-Infomal, WNRC.
12. TIID, progress report no. 10, 1 Nov. 1946; TIID, progress report no. 11, 10 Dec. 1946, both in RG 40, box 99, WNRC.

13. Ranger to Robert Reiss, OTS, 2 May 1947, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file Replies to Letters of 29 Apr. 1947, WNRC.
14. A. Orden, Electronics Section, Bureau of Standards, to E. Y. Webb, OTS, 3 June 1947, RG 40, box 115, file Magnetophone, WNRC; Ranger to Webb, 2 July 1947, RG 40, box 117, file Ranger, WNRC.
15. Speed to Webb, 28 Jan. 1947, attached to progress report no. 13, Jan. 1947, p. 21, RG 40, box 26, file TIID-Progress Reports by Reiss 1946-47, WNRC.
16. Goss to Robert Reiss, TIID, 12 Dec. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file TIID, WNRC; Goss to the author, 28 Oct. 1981, in my possession. John C. Green read portions of Goss's letter of 12 Dec. 1946 in testimony before a subcommittee of the House Appropriations Committee on 26 Feb. 1947. See U.S. Congress, House, *Hearings before the Subcommittee of the Committee on Appropriations*, Both Cong., 1st sess., 26 Feb. 1947, 131.
17. Reiss to Green, memorandum, 2 Mar. 1948, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file Budget, WNRC.
18. "German Fibers," *Business Week*, 13 Oct. 1945, 63-66+; "German Textiles Relied Heavily on Synthetics," *Textile World*, 95 (Oct. 1945), pp. 139+; Ernest C. Grier, "Germans Trailed U.S. in Throwing and Twisting," *ibid.*, 96 (Apr. 1946), pp. 123-25; "Denkendorf Reports Disclose Advanced German Technology," *ibid.*, 97 (Mar. 1947), pp. 133-37; "German Textile Technology Can Advance U.S. Industry," *ibid.*, p. 96 (May 1946), 101-15; "German Fibers," *Chemical and Metallurgical Engineering*, 53 (Feb. 1946), pp. 162-63; "Reports from Germany," *Mechanical Engineering*, 68 (July 1946), pp. 657-58.
19. Costa to Green, 19 Oct. 1946, RG 40, box 99, file Year End Review, WNRC.
20. Peter J. Whelihan, "German Genius Pays a Debt," *Nation's Business*, 37 (May 1949), p. 80.
21. Phillips to Reiss, TIID, 4 Sept. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file TIID, WNRC.
22. Waugh to Green, 16 Dec. 1946, RG 40, OTS Worden files, box 90, file John D. Waugh, WNRC.
23. Banca to Albert M. Orme, TIIC, 21 Jan. 1946, RG 40, OTS Webb files, box 124, file Banca, WNRC.
24. Buck to Webb, 27 Oct. 1947, RG 40, box 102, Chronological file no. 6, WNRC.
25. Jackson to Reiss, 17 Dec. 1946, RG 40, box 99, file Year End Review, WNRC.
26. Reiss to Green, subj: products or processes now being manufactured or used in American industry as a result of our investigations in Germany, 20 May 1947, RG 40, OTS Hilbourne files, box 147, file Reiss, WNRC. It is indicative of how hard it is to come by information on American companies' use of

German technology that after John C. Green presented some of Reiss's information in testimony before Congress, some firms denied vigorously that they had, in fact, used or benefited from German technology. For example, Bruce K. Brown, of the Standard Oil Company, denied Green's assertion that Stanolind Oil and Gas Company of Kansas was using Fischer-Tropsch process techniques, arguing that the information was available before the war and that the basic principles were generally known. U.S. research laboratories and pilot plants, he said, had existed in the United States "since well before World War II." But this argument flies in the face of the verifiable fact that the U.S. Technical Oil Mission swarmed over Germany in 1945 and that the American Petroleum Institute and the Bureau of Mines sent several follow-up missions to Germany to gather information on the Fischer-Tropsch process-information that, as we have seen elsewhere in this study, American industry and the American government continued to try to expropriate as late as 1951. See Brown to Representative Karl Stefan, in U.S. Congress, House, *Congressional Record*, 80th Cong., 2nd sess., 5 Mar. 1948, 2238, and above, chap. 5, pp. 85-88. Further, W. A. Steiger, the patent attorney for Westinghouse Electric Company, wrote to Congressman Karl Stefan-also in response to Green's testimony before Congress-that the OTS/FIAT operation had been useless to his company. "So far as our company is concerned, I have investigated the situation, and it is my personal opinion that this particular Government activity is of no value to us." Steiger to Stefan, 1 Mar. 1948, *ibid.*, 2238-39. Green reacted by informing Steiger that OTS records showed that between 1945 and Feb. 1948, Westinghouse had purchased 388 copies of reports at a total cost of \$795.75. See Green to Steiger, 30 Mar. 1948, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file Green, WNRC.

27. OTS, TIID, "Collection of Technical Industrial Intelligence in Germany," 10 Dec. 1946, esp. p. 13, RG 40, box 26, file TIID-Inquiries . . . 1946-47, WNRC.

28. Publication Board, press release OPB-57, 3 Mar. 1946, RG 40, box 108, file 1-99, WNRC; program, "Transportation Corps Display of Captured Materiel," Army Service Forces, Fort Monroe, Virginia, 4-8 Mar. 1946, RG 40, box 85, WNRC; clippings from *Railway Age*, 9 Feb. 1946 and 16 Mar. 1946, in letter from Anne O. Benoff, Manager, Educational and Informational Services, Association of American Railroads, to the author, 5 Aug. 1981, in my possession.

29. Brochure and notice in RG 40, box 85, WNRC.

30. Program, "Exhibition of German Machine Tools," Frankford Arsenal, RG 40, OTS Worden files, box 92, WNRC.

31. C. S. Weaver, FIAT, to Albert M. Orme, Civilian Production Administration, 3 Sept. 1946, RG 40, box 115, file Correspondence, OTS,

WNRC; OTS, press release, OTS-4o4, 27 Sept. 1946, RG 40, box 108, file 400-499, WNRC; OTS, press release on Frankford Arsenal exhibit, 16 Apr. 1947, RG 40, OTS Worden and Mayer files, box 98, file Press Releases 300-, WNRC.

32. TIID, Machinery Unit, progress report for Machinery Unit, Nov. 1946, RG 40, box 99, file Progress Reports, 1946, WNRC; program, "Exhibition of German Machine Tools," Frankford Arsenal, RG 40, OTS Worden files, box 92, WNRC.

33. E. Y. Webb to Robert Reiss, OTS, with attached OTS press release, "German Technology in American Industry," 26 Mar. 1948, RG 40, box 102, Chronological file no. 6, WNRC.

34. Publication Board, press release OPB-6o, 6 Mar. 1946, RG 40, box 108, file 1-99, WNRC.

35. Publication Board, press release OPB-60, 6 Mar. 1946, RG 40, box 108, file 1-99, WNRC; Henry A. Wallace, "A Way to Check Depressions," *The American Magazine*, 141 (June 1946), 132; TIID, progress report no. 10, 1 Nov. 1946, RG 40, box 99, WNRC.

36. Reiss to Green, subj: progress report no. 6, 28 June 1946, RG 40, box 26, file THD-Progress Reports by Reiss 1946-47, WNRC; TIID, progress report no. 10, 1 Nov. 1946, RG 40, box 99, WNRC; "Register of Visitors Observing Bosch Condenser Tissue Lacquering and Metallizing Facilities," n.d. [exhibit began on 26 Sept. 1946], RG 40, box 128, WNRC.

37. E. Y. Webb to Robert Reiss, OTS, with attached OTS press release, "German Technology in American Industry," 26 Mar. 1948, RG 40, box 102, Chronological file no. 6, WNRC.

38. Goodall to Webb, OTS, 4 May 1948, RG 40, OTS Webb files, box 124, file TIIC, WNRC. The information that he had a contract with the military is in Webb to Reiss, 26 Mar. 1948, RG 40, box 102, Chronological file no. 6, WNRC; the information that he asked for two experts-about whom I have been unable to find additional information-is in TIID, progress report no. 10, 1 Nov. 1946, RG 40, box 99, WNRC.

39. Department of Commerce, press release, RG 40, box 114, file American Lava Company, WNRC; Webb to Reiss, OTS, 26 Mar. 1948, RG 40, box 102, file Chronological file no. 6, WNRC.

40. Thurnauer to Webb, OTS, 9 May 1947, RG 40, box 114, file American Lava Company, WNRC; shipping instructions, FEA for JIOA, attn: Safety and Technical Subcommittee, n.d., RG 260, FIAT records, box 17/18, file 25, WNRC.

41. Publicity notice regarding SAE German engineering evaluation meeting, Detroit, 4 Mar. 1946, sent to me by SAE, Warrendale, Pa., in my possession; *SAE Journal*, 54 (June 1946), 20-32; T. G. Haertel, FIAT, "Summary of 1946

Overseas Operations, TIID," 20 Nov. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, Sept.-Nov. 1946, WNRC; Worden to Haertel, 27 May 1946, RG 40, OTS Worden files, box 87, file Foreign Offices: Correspondence, 1946, WNRC; Ray L. Hicks to Robert Frye, 10 June 1946, RG 40, box 101, Day file OTS, WNRC.

42. TIID, progress report no. 10, 1 Nov. 1946, RG 40, box 99, WNRC; TIID, progress report no. 11, 10 Dec. 1946, *ibid.*; E. W. Gruhn, JIOA, to SecState Byrnes, 23 Nov. 1945, RG 40, box 26, file TIID-General Correspondence, 1945-46, WNRC; AmEmbassy Paris to USPOLAD, 18 Feb. 1946, RG 84, box 760, file 7 (854 Patents, Trademarks, Copyrights), WNRC; TIID, Electronics and Communications Unit, review, 1 Jan. 1947, RG 40, box 99, file Year End Review, WNRC.

43. S. R. Ryan to Webb, OTS, 15 Nov. 1946, RG 40, box 99, file Progress Reports, 1946, WNRC; "German Technical Developments," *Federal Science Progress*, 1 (Feb. 1947), 18; George H. Copeland, "Nazi Science Secrets: A Technological Treasure Hunt in Conquered Germany Enriches U.S. Research and Business," *New York Times Magazine*, 23 Feb. 1947, pp. 33-35; "Introductory Speech for the Showing of the 'Girl of My Dreams,- George Washington University, 21 Mar. 1947, RG 40, OTS Webb files, box 102, Chronological file, WNRC.

44. O. R. Hauser, President, and B. Hofmann, National Secretary, American Relief for Germany, Inc., to E. Webb, OTS, 1 Feb. 1947, RG 40, box 115, file Senatorial Correspondence, WNRC. Hauser and Hofmann also asked Senators James O. Eastland, of Mississippi, and Alexander Wiley, of Wisconsin, to intercede on their behalf. See Eastland to Webb, 1 Feb. 1947, *ibid.*, and Webb to Wiley, 20 Feb. 1947, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file Webb, WNRC. Copeland, "Nazi Science Secrets," reports that the film's "color has been described almost lyrically by reviewers."

45. Thorp to Green, 29 Apr. 1947, RG 40, box 115, file Senatorial Correspondence, WNRC.

46. Webb to Reiss, 6 May 1947, *ibid.* It will be noted that in this instance there is no reference to "intellectual reparations" as FIAT's justification for taking things. It is now payment for food and supplies.

47. Webb to Reiss, 17 Nov. 1947, RG 40, box 102, Chronological file no. 6, WNRC.

48. F. J. Baum, Northrop Aircraft; W. C. Heath, Solar Aircraft Co.; and L. R. Worden, ARCO, to Executive Secretary, Aeronautical Subcommittee, report, 25 May 1946, RG 40, box 86, file Heath, WNRC.

49. T. G. Haertel, FIAT, "Summary of 1946 Overseas Operations, TIID," 20 Nov. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, Sept.-Nov. 1946, WNRC. See also George Scatchard to Clay, subj: evaluation

of FIAT information, 4 Nov. 1946, RG 260, Shipment 3, box 176-3, file 9 (Patents-FIAT Evaluations), WNRC, for a comment-attributed to Bradley Dewey, the president of the American Chemical Society-"that most valuable material is not in reports but in the ideas which [the] investigator keeps in his own head."

50. U.S. Congress, House, *Hearings before the Subcommittee of the Committee on Appropriations*, 79th Cong., 2nd sess., 26 Jan. 1946, p. 77; John C. Green, "Last Call for Germany," *Federal Science Progress*, 1 (Feb. 1947), 24-25; John C. Green, "Technology Imports from Germany: New World-Trade Opportunities," *Foreign Commerce Weekly*, 27 (3 May 1947), 3. Noteworthy is Green's use of the singular ("American firm"), which implies that the information was not part of that shared with the rest of the industry.

51. Green to Haertel, 12 Nov. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters to Haertel, WNRC. Kent, in "Manufacturing Advances in Wartime Germany," commented that "some of the smallest details may prove a great advantage to an American company" (p. 164).

52. Haertel to Green, 21 Nov. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, WNRC.

53. Green to Haertel, 14 Mar. 1946, *ibid.*, file FIAT letters to Haertel, WNRC.

54. Haertel to Green, weekly report no. 39, 30 May 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, WNRC. There are internal references by German firms to investigators who said they had to file reports as part of their missions but who left a clear impression that they would be perfunctory at best. See H. Kohl, *Zweiter Besuch von Dr. Harbert* . . . am 24 Apr. 1946, file *Keram. Farben* 1 Mar. 1944-30 Sept. 1949; Albrecht, *Notiz betr. Besuch des Herm Waterfall* . . . 5 Aug. 1946, file *Durferrit*, 1 Apr. 1946-30 Sept. 1963, no. 4, Degussa archives.

55. Gerald B. O'Grady, OMG W/B, to OMGUS, Economics Division, subj: visitors and items withdrawn from German concerns, 28 Mar. 1946, RG 260, box 11/2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC.

56. Chief, FIAT, to Economics Division, OMGUS, 11 Apr. 1946, *ibid.*

57. Osborne to O'Grady, subj: difficulties in investigation clearance in Stuttgart, 17 Apr. 1946, *ibid.*

58. Reiss, memorandum for All Industry Units, 3 Apr. 1946, RG 40, OTS Hilbourne files, box 145, file Reports on Targets, WNRC.

59. Reiss to All Unit Chiefs, 7 June 1946, and 16 July 1946, RG 40, box 99, file Staff Memoranda, 1946, WNRC.

60. Reiss to Haertel, 25 July 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters to Haertel, WNRC.

61. Clay, OMGUS, to AGWAR, 20 Oct. 1946, RG 260, box 4/2-1, file AG 072, WNRC.

62. Scatchard to Clay, subj: evaluation of FIAT information, 4 Nov. 1946, RG 260, shipment 3, box 176-3, file 9 (Patents-FIAT Evaluation), WNRC.
63. Behn to Edwin Y. Webb, TIID, 8 Apr. 1946, RG 40, box 116, file ITT, WNRC; OTS, press release, RG 40, box 116, file Odarenko, WNRC. See also "Improving American Production," *Mechanical Engineering*, p. 69 (Feb. 1947), 149, for a story based on the OTS release. The story repeated Odarenko's call to send investigators at once because "the possible signing of a peace treaty and the return to more normal conditions in Germany may eventually bring an end to American investigations."
64. TIID, progress report no. 10, 1 Nov. 1946, RG 40, box 99, WNRC.
65. *New York Times*, 21 Feb. 1947, 17L; Green, "Last Call for Germany," pp. 24-25.

Chapitre Sept

1. Clay to McCloy, 29 June 1945, in Jean Edward Smith, ed., *The Papers of General Lucius D. Clay: Germany 1945-1949*, vol. 1 (Bloomington, IN, 1974), pp. 39-40.
2. OMGUS, Economics Division, [draft] "Amendment to Directive re Administration of Military Government in the U.S. Zone of Germany," Oct. 1945, RG 260, shipment 3, box 150-2, file 3, WNRC.
3. Memorandum of telephone conversation re draft Economics Division order to stop further FIAT shipments, 1 Nov. 1945, *ibid*.
4. OMGUS, Armed Forces Division, to OMGUS, Economics Division, subj: research and experimental equipment located in the U.S. zone, 24 Nov. 1945, *ibid*.
5. Charles D. Ginsburg, OMGUS, Economics Division, to Clifford S. Strike, OMGUS, Industry Branch, subj: removals of industrial capital equipment by FIAT, 15 Feb. 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 4, file 24, WNRC.
6. Clay, OMGUS, to War Department, CC-19959, 6 Dec. 1945, RG 218, JCS decimal files, box 229, file CCS 350.05, sec. 1, NA. Clay also used the occasion to reiterate his position that investigations and Publication Board work should not be run from Washington independently of the military government in Germany, stating that if the people involved reported directly to Washington he might just as well close out FIAT. See OMGUS to AGWAR, CC-20113, 8 Dec. 1945, RG 260, OMGUS AG decimal files, box 64, file AG 322 (FIAT), WNRC. The War Department replied two days later that all interested parties in Washington agreed that the Publication Board program in Germany was the full responsibility of OMGUS, under the supervision of Colonel Ralph Osborne, the chief of FIAT. AGWAR to USFET, W-87832, 10 Dec. 1945, in OMGUS, Historical Office, *History of Field Information Agency, Technical* (FIAT),

- Period 8 May 1945-30 June 1946*, app. 24, p. 130, MS in RG 319, CMH, Historical Manuscripts file, NA. See Osborne, FIAT, to All Branch Chiefs, memorandum, subj: procurement and shipment of equipment, 7 Dec. 1945, FIAT 7,748th Unit, box 4, file 400.7-76, WNRC, for a reference to Clay's order to hold up all FIAT shipments from Germany until the arrival of JCS policy.
7. Clay, OMGUS, to War Department, CC-19959, 6 Dec. 1945, RG 218, JCS decimal files, box 229, file CCS 350.05, sec. 1, NA. For the JCS directive of 3 Oct. 1945, see JCS to CG, USFET, WAR-72620, 3 Oct. 1945, RG 218, JCS, Combined Chiefs of Staff decimal files, 1942-45, box 246, file CCS 350.05 (5-15-45), Sec. 1, NA.
8. JCS to Clay, OMGUS, WAR-91413, 4 Jan. 1946, RG 218, JCS decimal files, box 229, file CCS 350.05, sec. 1, NA.
9. Charles D. Ginsburg, OMGUS, Economics Division, to Clifford S. Strike, OMGUS, Industry Branch, subj: removals of industrial capital equipment by FIAT, 15 Feb. 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 4, file 24, WNRC; FIAT, circular no. 19, operations series 4, subj: FIAT operating procedure for the evacuation of technical intelligence equipment from Germany, 17 Apr. 1946, RG 260, shipment 11, box 2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC.
10. Osborne to Green, 13 Apr. 1946, RG 260, shipment 11, box 2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC.
11. R. R. Sayers, Bureau of Mines, to E. Q. Gruhn, JIOA, 28 Jan. 1946, RG 260, FIAT 7,771st Document Center, box 14, file Ind ACE 24, WNRC; AGWAR to OMGUS, WX-97199, 1.5 Feb. 1946, *ibid.* For the statement that the Bureau of Mines had no money available see OMGUS, FIAT, Osborne, to OMGUS, Economics Division, subj: dollar payments for synthetic oil equipment and other materials requested by Bureau of Mines, 25 June 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 5, file 400.7-76, WNRC.
12. Clay, OMGUS, to War Department, CC-19959, 6 Dec. 1945, RG 218, JCS decimal files, box 229, file CCS 350.05, sec. 1, NA.
13. See Inter-Allied Reparation Agency, *First Report of the Secretary General for the Year 1946* (Brussels, 1947), *passim*.
14. Clay, OMGUS, to JCS, CC-22783, 7 Feb. 1946; JCS to Clay, WAR 80137, 11 Mar. 1946, both in RG 218, JCS decimal files, box 229, file CCS 360.05, Sec 1, NA.
15. Dorr, AmEmbassy Brussels, to SecState, 3 May 1946, RG 59, box C-247, file 740.00119 EW, NA. For a discussion of the broader context and Clay's frustrations, see my "The American Reparations Stop in Germany: An Essay on the Political Uses of History," *The Historian*, 37, no. 2 (Feb. 1975), 276-96.
16. Clay, OMGUS, to War Department, for Echols, 4 May 1946, RG 165, box 351, file WDSCA 387.6, sec. 2, NA.

17. Chesldine [WDCAD] to My Dear General [either Clay or Draper, OMGUS], 12 June 1946, RG 260, shipment 3, box 150-2, file 3, WNRC, notes that one of the reasons for the Commerce Department's desire to ship directly was to avoid having to pay for the material. Further, it notes that State Department representatives questioned Green's argument that the United States needed the equipment, since the Commerce Department was also gathering plans, drawings, and other documents for distribution to American industry.

18. Kindelberger to UnderSecState, office memorandum, 13 June 1946, RG 59, box 3865, file 750.00119 EW, NA.

19. SecState to AmEmbassy Brussels, 29 May 1946, RG 59, box C- 248, file 740.00119 EW, NA; Clay, OMGUS, to War Department, 5 June 1946, and Clay to War Department, 18 June 1946, both in RG 165, box 351, file WDSCA 387.6, Sec. II, NA. The internal discussions on how to deal with IARA could lead us far astray, but their essentials are interesting. One suggestion, attributed to John Kenneth Galbraith, who was in Brussels at the time, was that the United States not try to justify taking unilateral reparations on the ground of urgent need, even though such a justification might be shored up by pointing to the lack of a common policy on German economic unity. "Other nations will certainly feel their needs are more pressing" than ours, states one record of Galbraith's suggestion, and the "U.K. and France . . . may take our statement as a signal for intensified unilateral removals with obvious IARA repercussion." The United States should not even announce its unilateral removals at this time, "particularly in view of Clay's order stopping reparations deliveries." Rather, it should wait and announce them in response to an IARA request (of 20 June 1946) to the United States, the United Kingdom, and France for statements on removals of all kinds. By the time such a statement can be prepared for the United States, "it is presumably possible that withdrawal of Clay's order may occur. . . . Announcement of withdrawal of Clay's order and making of allocations prior to statement as to unilateral removals would much soften IARA reaction." Meanwhile, the United States should take the position that equipment on the FIAT list is of no concern to IARA since FIAT was a cooperative wartime intelligence project undertaken at the expense of the occupying powers, and that removing the materials gathered as wartime intelligence is "not inconsistent with U.S. policy of opposing unilateral removals." "Provided no further removals are made," Galbraith reportedly believed, "this position can be maintained as well as any." Murphy, USPOLAD, to Clay, memorandum, 25 June 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 64, file AG 322 FIAT, WNRC.

20. The IARA request of 20 June 1946 is identified and summarized in SWNCC 328/3, 19 May 1947, RG 218, JCS central decimal files, CCS 007 (3-

13-45), sec. 7, NA. This document also says that the United States had not yet replied.

21. AGWAR to OMGUS, W-93067, 29 June 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 5, file 400.7-77, WNRC. See Acheson to USPOLAD, 12 July 1946, RG 59, box C-249, file 740.00119 EW, NA, in which Acheson asked Murphy to call OMGUS's attention to the portion of the War Department cable "which prohibits further unilateral removals except under normal reparation procedures."

22. OMGUS to FIAT, subj: shipment of sample items of equipment to the United States, 5 July 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 5, file 400.7-77, WNRC.

23. Clay, OMGUS, to War Department, for Echols, 4 May 1946, RG 165, box 351, file WDSCA 387.6, sec. 2, NA. Clay, OMGUS, to War Department, for CAD, 18 Sept. 1946, *ibid.*, lists the items by number and shows the estimated value of each in *Reichsmarks*, for a total of RM 2,554,555.

24. OMGUS to War Department, subj: reparations accounting, 5 Aug. 1946, RG 260, shipment 3, box 150-2, file 3, WNRC.

25. John H. Backer, *Priming the German Economy: American Occupational Policies, 1945-1948* (Durham, N.C., 1971), and my *The American Occupation of Germany: Politics and the Military, 1945-1949* (Stanford, Calif., 1968) and *The Origins of the Marshall Plan* (Stanford, Calif., 1976).

26. Clay, OMGUS, to AGWAR, for Echols, CC-5929, 20 Oct. 1946, RG 84, box 760, file 7 (854 Patents, Trademarks, Copyrights), WNRC.

27. OMGUS, Historical Office, *History of Field Information Agency, Technical* (FIAT), *Period 1 July 1946-30 June 1947*, 9, MS in RG 319, CMH, Historical Manuscripts file, NA; USFA to USFET, P-3995, 16 Sept. 1946, and Reiss to Green, 18 Sept. 1946, both in RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, WNRC.

28. FIAT, Operations Branch, to Chief, FIAT, subj: entrance of technical investigators to plants in the U.S. zone of Germany, 15 Mar. 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 4, file 10 (370.2 Correspondence . . .), WNRC. See the handwritten memorandum from "Chess" to Major Clay, n.d. (attached to OMGUS, Economics Division [Ginsburg to Strike], subj: removals of industrial capital equipment, 15 Feb. 1946), RG 260, shipment 11, box 2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC, which states that "Col McGiffert, Bavaria, phoned today that there are 4 British teams in Bavaria without clearing in Munich; one [consisting of] 6 Lt. Cols., is operating on an expired pass. He has refused to let them in his plants."

29. Osborne to C/S, OMGUS, subj: background information on Department of Commerce activities in Germany, 22 May 1946, RG 260, shipment 17, box 1, file 51, WNRC.

30. O'Grady to OMGUS, Economics Division, subj: visitors and items withdrawn from German concerns, 28 Mar. 1946, RG 260, shipment 11, box 2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC. See above, chap. 5, pp. 91-92.
31. 9MG Hesse, Economics Division, to Minister for Economics and Transportation, 24 June 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 1, file 200.2-77, WNRC. See above, chap. 5, pp. 89-91.
32. Degussa to Grosshessische Staatsministerium, Minister für Wirtschaft und Verkehr, subj: Besuche industrieller Betriebe durch amerikanische und nicht-amerikanische Wirtschaftsoffiziere, 8 Oct. 1946, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bisDegussa archives.
33. See Minister für Wirtschaft und Verkehr, Wiesbaden, to various addressees, 10 July 1946, file Abt. 507, no. 716(180), HSA Wiesbaden.
34. Dr. Scheller, Notiz. Betr. Besuche industrieller Betriebe durch Ausländer, 26 July 1946, file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, Apr. 1945 bis . . . , Degussa archives.
35. FIAT to Chief, Finance Division, OMG Bavaria, subj: release of information, 9 May 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 1, file 321.01, WNRC.
36. Mitteilungen der Handelskammer Frankfurt a. Main, no. 8, 1 Apr. 1946, p. 50, copy in file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bis . . . , Degussa archives. See Maschinenfabrik Sack, Düsseldorf- Rath, to Wirtschaftsverband Maschinenbau, Düsseldorf-Oberkassel, 13 July 1946, file NW 99, no. 63, HSA Düsseldorf, and Wirtschaftsverband Maschinenbau to Demag AG, Duisburg, 12 Sept. 1946, subj: Rundschreiben M 10/46, Lieferung von Zeichnungen an die Besatzungsbehörden, file NW 99, no. 60, HSA Düsseldorf, both of which refer to the Wirtschaftsverband Maschinenbau Rundschreiben M 10/46, of which I have been unable to find a copy. See also Oberpräsident der Nord-Rheinprovinz, Düsseldorf, an die Industrie- und Handelskammern [and others], 21 June 1946, file NW 99, no. 58, HSA Düsseldorf.
37. Gerald B. O'Grady, OMG W/B to OMGUS, Economics Division, subj: visitors and items withdrawn from German concerns, 28 Mar. 1946; F. H. McBerty to F. O. Robitschek, FIAT, subj: Stuttgart difficulties and errand, 4 Apr. 1946, both in RG 260, shipment 11, box 2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC.
38. Osborne to O'Grady, subj: difficulties in investigation clearance in Stuttgart, 17 Apr. 1946, *ibid.* For a discussion of the broader context of Osborne's letter, see above, chap. 5, pp. 91-92.
39. FIAT to Chief, Finance Division, OMG Bavaria, subj: release of information, 9 May 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 1, file 321.01, WNRC.

40. Osborne, FIAT, to General Sibert, G-2, USFET, 3 Aug. 1946, RG 332, ETO, USFET G-2 Section, Miscellaneous Records, 1942-46, box 19, WNRC; USFET to Commanding Generals [and others], subj: entrance of technical intelligence investigators into the occupied zones of Germany and Austria, 10 Aug. 1946, in OMGUS, Historical Office, *History of Field Information Agency, Technical* (FIAT), *Period 1 July 1946-30 June 1947*, app. 22, pp. 105-6, MS in RG 319, CMH, Historical Manuscript file, NA.
41. For details and proposals see AsstSecWar Petersen to SecWar Patterson, 26 June 1946, RG 335, SecWar Patterson subject file (Safe), box 6, file Scientific Research no. 2, WNRC; Osborne to C/S, USFET, subj: Washington discussions on Publication Board program, 17 June 1946, RG 260, OMGUS AGTS files, box 11, file 7 (334 Public Board), WNRC; Osborne to General Sibert, G-2 USFET, 3 Aug. 1946, RG 332, ETO, USFET G-2 Section, Miscellaneous Records, 1942-46, box 19, WNRC; OMGUS, Gailey to Clay, memorandum, 13 Aug. 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 64, file AG 322 FIAT, WNRC.
42. Scatchard, a professor of chemistry at the Massachusetts Institute of Technology, had succeeded Roger Adams as Clay's scientific adviser early in 1946. See FIAT, Planning Office, daily journal, 26 July 1946, RG 260, FIAT records, box 17/8, file 4, WNRC, which records that a FIAT official "spent most of the morning" escorting Scatchard around the various branches and sections of FIAT and explaining the operations of FIAT to him.
43. Green to Wallace, 8 Aug. 1946, Truman papers, Official file, box 677, file 192 (1945-Aug. 1947), Truman Library. The reason for the proposed letter to Harriman was that FIAT had a liaison office in London whose function was to facilitate the exchange of information gathered by the British and American investigators, respectively.
44. Reiss to Unit Chiefs, subj: examples of TIID findings useful to industry, 14 Aug. 1946, RG 40, OTS Hilbourne files, box 147, file Reiss, WNRC; Green, memorandum for All Former TIIC Investigators, 15 Aug. 1946, RG 40, box 116, file Inter-Office Memoranda, WNRC.
45. Wallace to Connelly, 14 Aug. 1946, Truman papers, Official file, box 677, file 192 (1945-Aug. 1947), Truman Library.
46. Truman to McNarney, 28 Aug. 1946, and Truman to Harriman, 28 Aug. 1946, both *ibid*.
47. Harriman to Truman, 13 Sept. 1946; Huebner to Dear Mr. President, 9 Sept. 1946, both *ibid*.
48. C. K. G. to General Clay, memorandum, 9 Sept. 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 25, file 2 (AG 090 General), WNRC.
49. OMGUS, Acting C/S, to *Land* Directors, subj: national importance of FIAT program, 12 Sept. 1946, RG 260, shipment 17, box 1, file 15, WNRC.

50. See Clay to General H. S. Aurand, Director of Research and Development, WDGS, 9 Sept. 1946, RG 260, OMGUS AG decimal files, box 120, file AG 322 (FIAT), WNRC, which was written on the day that Clay's office received the contents of Truman's letter of 28 Aug. 1946, by telephone from Frankfurt.

51. FIAT, minutes of meeting of Technical Chiefs and Unit Chiefs, 11 Sept. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, WNRC.

52. Haertel to Green, progress report no. 46, 12 Sept. 1946, and Reiss to Green, 18 Sept. 1946, both *ibid.* Robert Reiss, the OTS administrator in the Department of Commerce, was visiting Germany at the time and reported the news that FIAT investigators had been denied access to Austria. He compared the reasons for this (the State Department's desire to stop aggravating Austrian industry "to counteract Russian influence in that area") with the motivations behind "the movement in Berlin (i.e., Scatchard, etc.) to curtail our investigations and document screening program."

53. C/S to DMG, OMGUS, memorandum, subj: TWX conference re FIAT, 18 Sept. 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 25, file 2 (AG o8o General), WNRC; OMGUS to AGWAR, CC-4090, 20 Sept. 1946, *ibid.*, box 64, file 11 (AG 322 FIAT), WNRC.

54. Clay, OMGUS, to AGWAR, for Echols, CC-5929, 20 Oct. 1946, RG 84, box 760, file 7 (854 Patents, Trademarks, Copyrights), WNRC.

55. Spencer to Petersen, 15 Oct. 1946, RG 260, shipment 3, box 176-3, file 9 (Patents-FIAT Evaluation), WNRC.

56. Department of State, memorandum of conversation between Todd and Rudlin (U.S.) and Albert Frost (U.K.), 7 Feb. 1947, RG 59, records of the Office of the Assistant Secretary of State for Occupied Areas, 1946-49, box 1, file Germany, NA; memorandum of conversation, subj: termination of technical investigations in Germany, 11 Feb. 1947, *ibid.*, box 5, file 333.5, NA.

57. Clay, OMGUS, to WARCAD, for Noce, CC-7866, 30 Jan. 1947, in OMGUS, Historical Office. *History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Period I July 1946-30 June 1947*, app. 8, MS in RG 319, CMH, Historical Manuscripts file, NA; OMGUS to War Department, 7 Feb. 1947, RG 165, box 354, file WDSCA 387.6, sec. 9, NA.

58. John C. Green, "Last Call for Germany," *Federal Science Progress*, 1 (Feb. 1947), 24; Green to Joseph A. Todd, State Department, subj: rumor of immediate "cutoff date" for industrial surveys in Germany, 6 Feb. 1947, RG 59, records of the Assistant Secretary of State for Occupied Areas, box 5, file 333.5, NA.

59. War Department to OMGUS, for Clay, 18 Feb. 1947, RG 165, box 354, file WDSCA 387.6, sec. 9, NA. For references to the continuing discussions see above, n. 56 for this chap.

60. Clay, OMGUS, to AGWAR, CC-8116, 21 Feb. 1947, in OMGUS, Historical Office, *History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Period 1 July 1946-30 June 1947*, app. 10, MS in RG 319, CMH, Historical Manuscripts file, NA. War Department to OMGUS, 25 Feb. 1947, RG 165, box 354, file WDSCA 387.6, sec. 9, NA. Because the release from Berlin on the termination of FIAT reflects important aspects of the official, public interpretation of the nature and purposes of FIAT as well as the major reason for FIAT's discontinuance, it is worth quoting in full: "Allied technical investigations into German industry under BIOS and FIAT auspices have been continuing since June 1945. It has been open to all Allies to participate in these investigations and many Allied governments have sent in teams of investigators who have profited from facilities offered them by Zone authorities.

"Results of these investigations are, subject to security considerations, public and available to all." British and United States and French authorities having regard for [the] current German economic situation in the western Zones and to increasing difficulties of providing accommodation, etc., have decided to bring all technical investigations in [the] field under BIOS and FIAT auspices to a close. After 15 May 1947, no industrial technical investigators of the above organizations will be permitted to enter British and US and French Zones of Germany and all these industrial technical investigations will be terminated on 30 June 1947. This announcement does not modify or rescind Article 12 of [the] Additional Terms of Surrender issued as Proclamation Number 2 of the Control Council." Text as repeated in Keating, OMGUS, to AGWAR, CC-8566, 28 Mar. 1947, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1947, box 120, file AG 322 (FIAT), WNRC.

61. See Osborne to Green, 25 Mar. 1947, and Osborne to Green, 28 Mar. 1947, both in RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 3, file 350.09-76, Intelligence General, WNRC, for references to Green's public relations activities. See Reiss to TIID Units, 5 May 1947, RG 40, OTS Worden files, box 88, file Inter-Office Memoranda, WNRC, for a summary of congressional action as well as the quotation from the House Appropriations Committee.

62. Reiss to TIID Units, 26 May 1947, RG 40, OTS Hilbourne files, box 147, file Reiss, WNRC; FIAT to C/S, OMGUS, subj: termination of FIAT activities (staff study), 29 May 1947, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1947, box 120, file 322 (FIAT), WNRC; War Department to OMGUS, 7 June 1947, RG 165, box 356, file WDSCA 387.6, sec. 13, NA; Clay, CINCEUR, to AGWAR, for Noce, CC-9459, 7 June 1947, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1947, box 120, file 322 (FIAT), WNRC.

63. War Department to CINCEUR, 21 June 1947, RG 165, box 239, file WDSCA 014 Germany, sec. 23, NA; Clay, CINCEUR, to AGWAR, for Petersen, 23 June 1947, RG 84, box 767, file 35 (May-June/400a), WNRC. At

the same time, Clay recommended an end to the denial phase of Project Paperclip, that other aspect of the U.S. scientific and technical exploitation program in Germany: "I should like to point out the illegality and impracticability of the detention of a scientist or any other individual solely because of scientific knowledge, ability or preeminence in his field. The indefinite detention of all or any of the scientists on your denial lists for these reasons is undemocratic and illegal under present laws. All efforts to establish a German government based on democratic principles . . . would be definitely jeopardized." After commenting on the practical problems of denial, such as the lack of suitable housing, the lack of funds for building any, and the shortage of guards and maintenance people under current strength tables, Clay concluded that "those scientists who should be denied other nations and who are politically acceptable should be offered PAPERCLIP contracts and shipped to the United States . . . the denial program in Germany should be abandoned upon the termination of the procurement phase of PAPERCLIP." Clay to JCS, subj: detention of German scientific personnel, 25 June 1947, RG 260, OMGUS AGTS files, box 17, file 5 (370.2 Paperclip), WNRC. For Clay's earlier criticism of the denial program (in July 1946) see above, chap. 3, p. 47.

64. OMGUS, general orders, no. 54, 23 June 1947, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1947, box 120, file AG 322 (FIAT), WNRC; FIAT, "Final Summary Report, Field Information Agency, Technical (FIAT)," 1 July 1947, 10 pp., with enclosures, *ibid.* For the record, Assistant Secretary of War Howard C. Petersen did respond to Clay's decision to go ahead unless ordered not to. He transmitted to Clay the text of a memorandum that W. Averell Harriman (who had in the meantime succeeded Henry A. Wallace as Secretary of Commerce) had sent to the Secretary of War. In it Harriman summarized the Commerce Department's position and asked the War Department to direct Clay to continue FIAT until 1 Oct. 1947; but Petersen said he would leave it up to Clay. Petersen to Clay, W-80999, 27 June 1947, RG 84, box 767, file 35 (May-June/400a), WNRC. See also Petersen to Clay, W-81201, 1 July 1947, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1947, box 120, file AG 322 (FIAT), WNRC, which tells that Harriman had seen Clay's cables, became convinced of the soundness of the arguments, and agreed that Clay was the best judge of what should be done.

65. For examples see Adlerwerke, Frankfurt, to Filiale Hamburg, 8 July 1947, file C 1211/5, Beschlagnahme von Maschinen . . . , Handelskammer Hamburg archives; Schmid, VfW, to British Zone Ministers of Economics, 8 Aug. 1947, and Dr. Beuchel, Wirtschaftsverband Maschinenbau, to VfW, Referat Demontagefragen, Schmid, 3 Sept. 1947, both in file B 102/3767, BA.

66. Headquarters, Land Niedersachsen, Hannover, to Minister- President, Land Niedersachsen, subj: production of documents, 3 Sept. 1947, file B 102/3767, BA. The authority cited and quoted in this instance was Article 12 of the

Additional Terms of Surrender, issued as Allied Control Council Proclamation No. 2, which states, among other things: "Without prejudice to any specific obligations contained in the provisions of the Declaration [regarding the defeat of Germany, signed at Berlin on 5 June 1945] or any proclamations, orders, ordinances or instructions issued thereunder, the German authorities and any other person in a position to do so will furnish or cause to be furnished all such information and documents of every kind, public or private, as the Allied Representatives may require." The full text of the Additional Terms of Surrender is printed in James K. Pollock, James H. Meisel, and Henry L. Bretton, eds., *Germany Under Occupation: Illustrative Materials and Documents* (Ann Arbor, Mich., 1949), pp. 24-32.

67. Headquarters, Land NRW, BAOR, to Wirtschaftsministerium, subj: Beschaffung technisch-industrieller Informationen aus deutschen Quellen, 16 Oct. 1947, file B 102/3936, BA. For the additional lists of 22 Oct. and 8 Dec. see similar letters, *ibid.*

68. See, for example, Dr. Kutscher, Aufzeichnung, Herrn Sen. Rat Schmid vorgelegt, 11 Oct. 1947, *ibid.*, which reports on confidential information Kutscher had received from a "Miss Collins" in the offices of the Bipartite Economic Control Group. According to Kutscher, British officials in these offices had asked for a change in British policy to prohibit further investigations by T-Forces, the Ministry of Supply, and all other British ministries and agencies. Kutscher said he got the information orally, but that he had also been shown copies of correspondence.

Chapitre Huit

1. *FRUS*, 1947, 2: pp. 259-60. Although he did not identify the precise location of Green's statement, Molotov may have been referring to an article by George H. Copeland, "Nazi Science Secrets: A Technological Treasure Hunt in Conquered Germany Enriches U.S. Research and Business," *New York Times Magazine*, 23 Feb. 1947, 33-35. More likely, however, he took his information from stories in the Soviet press, stories that *The New York Times* identified and summarized early in 1947. According to the latter (which regarded the stories as a smoke screen for Russia's own reparations demands), D. Melnikov, the author of an item in *New Times* (reprinted in *Pravda*), stated that the United States and the United Kingdom had not announced their demands for reparations, but that they had "already received from Germany reparations valued at more than \$10,000,000,000." *New York Times*, 10 Feb. 1947, p. 11, and 16 Feb. 1947, p. 3.

2. Alexander Werth, "Marshall's Role in Moscow," *The Nation*, 164 (29 Mar. 1947), p. 350.

3. *FRUS*, 1947, 2: 261. Marshall, obviously prepared for the exchange, read into the record portions of a letter he had received from Green on 18 Feb. 1947, in which Green had asked him to make inquiries at the Moscow Council of Foreign Ministers (CFM) about Russian removals of technology from their zone of occupation, and about whether they would permit access to it "on similar terms to which they are acquiring the mass of material released by this office [the Office of Technical Services]."
4. Department of State, press release, 26 Mar. 1947, printed in *Department of State Bulletin*, 16 (6 Apr. 1947), 609. See Herbert Feis, *From Trust to Terror: The Onset of the Cold War, 1945-1950* (New York, 1970), 214, where he summarizes the U.S. paper and remarks that it "did not contain any estimate of value of patents and processes procured, which probably were of greater ultimate value than all the rest."
5. Edward A. Routheau, War Department Representative, Publication Board, to USFET, subj: report of visit, 20 Mar. 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 64, file AG 322 FIAT, WNRC; Routheau to Deputy C/S, War Department, New Developments Division, subj: report of visit to European theater in connection with Publication Board activities, 1 Apr. 1946, RG 165, New Developments Division decimal files, box 136, file 334 Publication Board no. 1, NA.
6. Clay to Aurand, 9 Sept. 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1947, box 120, file AG 322 (FIAT), WNRC. For the record of OMGUS's receipt of the telephonic transmission of Truman's message of 28 Aug. 1946 to General McNarney, see C. K. G., memorandum for General Clay, 9 Sept. 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 25, file 2, WNRC. For Byrnes's Stuttgart speech see my "On the Implementation of the Potsdam Agreement: An Essay on U.S. Postwar German Policy," *Political Science Quarterly*, 37, no. 2 (June 1972), 242-69.
7. Clay to Echols, 4 Oct. 1946, RG 165, box 351, file WDSOA 387.6, sec. 4, NA.
8. Scatchard to Clay, subj: evaluation of FIAT information, 4 Nov. 1946, RG 260, shipment 3, box 176-3, file 9 (Patents-FIAT Evaluation), WNRC. Among the scientists he consulted, Scatchard named, cited, or quoted Frank B. Jewett, the president of the National Academy of Sciences; James B. Conant, the president of Harvard University; Karl T. Compton, the president of MIT; Bradley Dewey, the president of the American Chemical Society; and Roger Adams, W. A. Noyes, Jr., Linus Pauling, and Detver Bronk, all of whom were members of the National Academy of Sciences. Among the government officials, he named, cited, or quoted John H. Hilldring, Assistant Secretary of State for Occupied Areas; Howard C. Petersen, Assistant Secretary of War; Willard L. Thorp, Assistant Secretary of State for Economic Affairs; Charles P.

Kindelberger, the chief of the State Department's Division of German and Austrian Affairs; and John C. Green, the director of the Commerce Department's Office of Technical Services.

9. Reiss to Green, 17 Sept. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, WNRC; Osborne to C/S, OMGUS, subj: evaluation of technical information secured in Germany, 14 Oct. 1946, with attached excerpt from FIAT, progress report no. 8, 30 Aug. 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1945-46, box 6, file 5, WNRC. See above, chap. 7, pp. 126-27, for the origins and context of Wallace's request.

10. T. G. Haertel, FIAT, "Summary of 1946 Overseas Operations, TIID," 20 Nov. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, WNRC; Green, OTS, review, 1 Jan. 1947, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file TIID, WNRC.

11. Aurand to Clay, 16 Oct. 1946, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1947, box 120, file AG 322 (FIAT), WNRC.

12. Echols to Aurand, subj: accounting for FIAT removals from Germany, 17 Oct. 1946, Aurand papers, box 33, file Staff Memorandum -vol. 1, Eisenhower Library. Echols also told Aurand that he did not want to touch the idea of valuations for purposes of establishing a basis for German firms and individuals to file claims for their losses, an idea that Clay had linked with his proposal for reparations accounting.

13. Echols to Clay, W-84549, 1 Nov. 1946, RG 260, shipment 3, box 150-2, file 13, WNRC.

14. Scatchard to Clay, subj: evaluation of FIAT information, 4 Nov. 1946, RG 260, shipment 3, box 176-3, file 9 (Patents-FIAT Evaluation), WNRC.

15. *Ibid.*

16. Kindelberger to Hilldring, with attached "Valuation of FIAT Material for Reparation Purposes," 19 Nov. 1946, RG 59, file 862.542/11- 1946, NA. The only recorded dissent came from Fritz P. Oppenheimer, the legal adviser to the discussion group, who wrote a separate memorandum to Hilldring in which he said he agreed with Clay that an evaluation should be made, even "a very fictitious one," so that it could be used as a bargaining chip to reduce Germany's reparations account if an amount was ever determined. Oppenheimer to Hilldring, 29 Nov. 1946, *ibid.* But other State Department officials also thought about the future. Among the papers on this issue in the State Department files is an undated, unsigned draft of a "Proposed Provision in the Treaty of Peace with Germany re Captured Technology." It suggests wording in the peace treaty that would make it impossible to file claims against the United States for disclosing scientific and technical information taken from Germany under President Truman's Executive Orders 9568 and 9604, or against the recipients of the information distributed in the United States. The

draft is filed in RG 59, records of the Assistant Secretary of State for Occupied Areas, 1946-69, box 1, file Germany, NA. I have not attempted to trace the route by which the ideas expressed in that draft got there, but they appear in the Contractual Agreements of 26 May 1952 and the Paris Accords of 23 October 1954. See "convention on the Settlement of Matters Arising out of the War and the Occupation," signed on 26 May 1952, amended on 23 Oct. 1954, and in force 5 May 1955, *The American Journal of International Law*, 49, supp. (1955), 69-120, esp. p. 97, chap. 6, "Reparation," Article 3, which reads: "1. The Federal Republic shall in the future raise no objections against the measures which have been, or will be, carried out with regard to German external assets or other property, seized for the purpose of reparation or restitution, or as a result of the state of war, or on the basis of agreements concluded, or to be concluded by the Three Powers with other Allied countries, neutral countries or former allies of Germany." [Paragraph 2 treats assets in Austria.] "3. No claim or action shall be admissible against persons who shall have acquired or transferred title to property . . . or against international organizations, foreign governments or persons who have acted upon instructions of such organizations or governments."

17. AGWAR to OMGUS, for Clay, WX-89926, 17 Jan. 1947, RG 84, box 767, file 33 (400a Reparations), WNRC.

18. Clay, OMGUS, to War Department, for Noce, CC-7783, 22 Jan. 1947, RG 165, box 357, file WDSCA 387.6, sec. 15, NA, also printed in Jean Edward Smith, ed., *The Papers of General Lucius D. Clay: Germany 1945-1949*, vol. 1 (Bloomington, Ill., 1974), 305-6. See Richard Spencer to Clay, subj: accounting for scientific and technical information obtained through FIAT (reparations), 31 Jan. 1947, RG 260, OMGUS decimal files, AG 1947, box 66, file 5 (AG 211 Science and Technology), WNRC, for an OMGUS Legal Division opinion that there was nothing in the Paris Reparations Agreement to indicate that other nations should have their reparations accounts charged for assets received from the United States through FIAT, in a sense secondhand. The section of the Paris Reparations Agreement quoted in the memorandum reads: "Each signatory government shall, under such procedures as it may choose, hold or dispose of German enemy assets. . . . and shall charge [such assets] against its reparations share."

19. For an indication of the nature of the request-or perhaps of the reception it got-with respect to FIAT removals see CNO to COMNAVFORGER, 221813, 23 Mar. 1947, RG 84, box 767, file 34 (Mar.-Apr./ 400a), WNRC, in which the Chief of Naval Operations asked the Commander of Naval Forces, Europe, for the list with estimated values of the items so far as possible. He added that "Personal removals, items of lesser value than \$100, and *FIAT removals need not be included*" (italics mine).

20. SWNCC 328/3, 19 May 1947, RG 218, JCS central decimal files, CCS 007 (3-13-45), sec. 7. NA. For the record, the U.S. Delegation minutes, CFM, . . . 18 Mar. 1947, in *FRUS*, 1947, 2: 261, do not show that Marshall himself said that detailed evaluations were being prepared for submission to the CFM, but the statement of American reparations receipts circulated in the CFM and released to the press on 26 Mar. 1947 says, "Evaluation of the removals conducted by the United States is now being compiled." Department of State, press release, 26 Mar. 1947, printed in *Department of State Bulletin*, 16 (6 Apr. 1947), 609.
21. W. C. Schroeder, Bureau of Mines, to Joseph A. Todd, 28 Mar. 1947, RG 40, OTS Worden files, box 92, WNRC; UnderSecNavy John L. Sullivan to Hilldring, 31 Mar. 1947, and AsstSecWar Petersen to Hilldring, 31 Mar. 1947, both in RG 165, file ABC 387 Germany (18 Dec. 1943), sec. 20, NA. For a belated Commerce Department report see Green to Saltzman, 10 Nov. 1947, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file Worden, WNRC.
22. Hilldring to Petersen, 9 Apr. 1947, RG 107, SecArmy Patterson, Project decimal file, 1946-47, box 8, file Germany, NA; Patterson to Hilldring, 21 Apr. 1947, *ibid.*; LeR. Lutes, memorandum: property removed from Germany by the War Department, 17 Apr. 1947, *ibid.*
23. SWNCC 328/3, 19 May 1947, RG 218, JCS central decimal files, CCS 007 (3-13-45), sec. 7, NA.
24. See *FRUS*, 1947, 2: 258-62, for the Marshall-Molotov exchange.
25. SWNCC 328/3, app. B, 19 May 1947, RG 218, JCS central decimal files, CCS 007 (3-13-45), sec. 7, NA.
26. See Caffery to SecState, 11 July 1947, *FRUS*, 1947, 2: 983-86, and my books *The Origins of the Marshall Plan* (Stanford, Calif., 1976), esp. pp. 223-46, and *The American Occupation of Germany: Politics and the Military, 1945-1949* (Stanford, Calif., 1968), esp. pp. 151-59.
27. SWNCC, decision on SWNCC 328/5, "Unilateral Removals from Germany to Be Accounted for as Reparation," 8 Aug. 1947, RG 218, JCS central decimal files, CCS 007 (3-13-45), sec. 7, NA.
28. SWNCC 328/3, 19 May 1947, and SWNCC 328/4, 9 June 1947, both *ibid.*; G. A. L., memorandum for the AsstSecWar, subj: unilateral removals from Germany to be accounted for as reparations (SWNCC 328/3), 3 June 1947; W. H. G., memorandum for Colonel Harris, subj: unilateral removals . . . (SWNCC 328/3), 7 June 1947; L. Wilkinson, OMGUS Economics Division, memorandum for Colonel Harris, subj: unilateral removals . . . (SWNCC 328/3), 26 June 1947, all three in RG 260, shipment 3, box 133-2, file 15 (311.15 Classified Papers), WNRC.
29. SWNCC, decision on SWNCC 328/5, "Unilateral Removals from Germany to Be Accounted for as Reparation," 8 Aug. 1947, RG 218, JCS central decimal

files, CCS 007 (3-13-45), sec. 7, NA. Italics added to emphasize the decision not to evaluate the FIAT removals and thus to reject Clay's long-standing request to do so. The ad hoc committee mentioned in the escape clause was made up of one representative each from the State Department, the Army, the Navy, and the Air Force. I have not been able to find any records of its deliberations or recommendations. (For the membership see SWNCC 328, W. A. Schulgren, Acting Secretary, SANACC, 1 Dec. 1947, subj: reconstitution of ad hoc committee, in SWNCC 328, SR microfilm, reel 27, frame 1131, NA.)

30. Noce to Hilldring, 11 Aug. 1947, RG 165, box 354, file WDSCA 387.6, sec. 8, NA. One of Royall's functions in Germany was to try to smooth Clay's ruffled feathers and keep him from resigning because the State Department had ordered him to hold up publication of the new bizonal level-of-industry plan until an agreement could be negotiated with the French. See my *Origins of the Marshall Plan*, pp. 238 and 243.

31. Saltzman to Noce, 29 Aug. 1947, RG 165, box 357, file WDSCA 387.6, sec. 15, NA.

32. Noce to Clay, 17 Sept. 1947; Clay to Noce, 2 Oct. 1947, both *ibid*.

33. Memorandum for the record (Gorman), 14 Oct. 1947, *ibid*.

34. Green, OTS, in his review, 1 Jan. 1947, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file TIID, WNRC, stated that "probably a mature judgment will not be possible for five or ten years."

35. "Value of Captured Technology to Industry, AAF, and Other Activities," draft copy, Feb. 1947, in USAF Records, Maxwell AFB, microfilm, reel A 2055, frames 0621 sq.

36. Peter H. Spitz, "How to Evaluate Licensed Processes," *Chemical Engineering*, 72 (20 Dec. 1965), 91-98; Dudley B. Smith and Ryle Miller, Jr., "The Buying and Selling of Concepts," *Chemical Engineering*, 74 (25 Sept. 1967), pp. 139-44. See also Bela Gold, Gerald Rosegger, and Myles G. Boylan, Jr., *Evaluating Technological Innovations: Methods, Expectations, and Findings* (Lexington, Mass., 1980).

37. Sargeant to Henry H. Fowler, Chief, Enemy Branch, FEA, subj: TIIC program in Europe, 1 Aug. 1945, RG 40, OTS Reiss files, box 157, file JIOA Early TIIC Papers, WNRC; Sargeant to various agencies, Jan. 1945, *ibid*. Italics added.

38. Webb to Senator Clyde R. Hoey, 11 Feb. 1946, RG 40, box 102, Chronological file no. 2, WNRC.

39. Worden to Green, subj: report on trip to Wright Field, 20 Aug. 1946, RG 40, OTS Worden files, box 88, file Inter-Office Memoranda (Green), WNRC.

40. Lowell B. Kilgore, "Proposal for a Compendium of German War Time Technology," attached to Reiss to All Units, memorandum, 16 Jan. 1947, *ibid*.

41. C. G. [Christopher Gerould], "Target Germany," *Federal Science Progress*, 1 (Apr. 1947), 6.
42. John C. Green, "Technology Imports from Germany: New World-Trade Opportunities," *Foreign Commerce Weekly*, 27 (3 May 1947), pp. 3 and 33.
43. Green, OTS, review, 1 Jan. 1947, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file TIID, WNRC.
44. "Status of German Chemical Industry," *Chemical Industries*, 57 (Aug. 1945), p. 278; "German Design Improvisation Described by Timken Metallurgist," *Iron Age*, p. 156 (16 Aug. 1945), p. 109, which reports the views of Martin Fleischmann, of Timken Roller Bearing Company, who had been in Germany four months as a CIO investigator; "Industry Getting Nazi Secrets," *Business Week*, 22 Sept. 1945, p. 49; and "Widening Horizons," editorial in *National Petroleum News*, 37 (7 Nov. 1945), R-936.
45. G. E. Guellich to Albert M. Orme, TIIC, 14 Dec. 1945, RG 40, OTS Webb files, box 123, file Progress Reports, WNRC.
46. Caperton B. Horsley to Orme, 13 Dec. 1945, *ibid.*
47. M. C. Banca to Orme, 21 Jan. 1946, *ibid.*, box 124, file Banca, WNRC.
48. J. B. Quig to Howland H. Sargeant, JIOA, 19 Feb. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file TIID, WNRC.
49. W. F. Sherman, "Technical Intelligence Traces German Defeat to Bungled Production," *SAE Journal*, 54, no. 4 (Apr. 1946), pp. 17-19.
50. C. S. Marvel to Robert Reiss, TIID, 19 Aug. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 153, file TIID, WNRC.
51. T. H. McConica to Ray L. Hicks, OTS, 11 Dec. 1947, RG 330, JIOA General Correspondence, box 6, file Department of Commerce, NA.
52. Edwin Ware Hullinger, "World's Greatest Treasure Hunt," *Nation's Business*, 33 (Oct. 1945), pp. 21-22; Ray Josephs, "The World's Greatest Treasure Hunt," *The American Magazine*, 141 (Feb. 1946), p. 44; *The Stars and Stripes*, 13 Apr. 1946, p. 3; *Science News Letter*, 49 (4 May 1946), p. 279.
53. C. Lester Walker, "Secrets by the Thousands," *Harper's Magazine*, 193 (Oct. 1946), pp. 329-36.
54. George H. Copeland, "Nazi Science Secrets: A Technological Treasure Hunt in Conquered Germany Enriches U.S. Research and Business," *New York Times Magazine*, 23 Feb. 1947, pp. 33-35; John L. Kent, "Manufacturing Advances in Wartime Germany: Machines and Processes which Were Developed in Competition with Allied Engineering Brains Are Now Available to U.S. Industry," *Scientific American*, 178 (Apr. 1948), pp. 161-64.
55. OMGUS, Historical Office, *History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Period 8 May 1945-30 June 1946*, pp. 18-19, MS in RG 319, CMH, Historical Manuscripts file, NA.

Chapitre Neuf

1. Mitteilungen der Handelskammer Frankfurt a. Main, no. 8, 1 Apr. 1946, p. 50, copy in file Verhandlungen mit Besatzungsbehörden, 1 Apr. 1945 bis . . . , Degussa archives; Dr. Starke, VAW Sekretariat, Vermerk für Herrn Dr. Strassmann, subj: Zutritt zu Industriebetrieben, 16 May 1947, file B 102/3767, BA; M.A.N. Werk Augsburg to IHK Augsburg, subj: Ausländische Besuche, 8 July 1947, file B 102/3767, BA; Rud. Otto Meyer, Hamburg, to Handelskammer Hamburg, 16 May 1947, file C 1211/1, Requisitionen . . . Bd. 2, Handelskammer Hamburg archives; Optische Werke C. A. Steinheil Sohne, München, to IHK München, 27 Aug. 1947, file B 102/3767, BA; Fernseh GmbH Taufkirchen/Vils OBB. to IHK München, 12 Aug. 1947, file B 102/3767, BA; VfW, Reparationen, Dr. Kutscher to Vorstand der Patentanwaltskammer, Zweigstelle Nord, Hamburg, 30 Apr. 1947, file B 102/3767, BA; Wirtschaftsverband Maschinenbau to Oberpräsident, Nord-Rheinprovinz, Düsseldorf, 12 Mar. 1946, subj: Wertansatz für requirierte Konstruktions-Zeichnungen, file NW 99, no. 59, HSA Düsseldorf; IHK München to VfW, subj: Bewertung des von den Alliierten entnommenen geistigen Eigentums, 21 July 1948, file B 102/3793, BA; Der Finanzminister des Landes NRW to Wirtschaftsminister NRW, 12 Sept. 1946, file NW 99, no. 58, HAS Düsseldorf; Wirtschaftsministerium W/B, an Fachvereinigungen, IHK, und Handwerkskammern, 6 May 1947, file EA 6/3, 321, HSA Stuttgart; Minister für Wirtschaft und Verkehr, Wiesbaden, to various addressees, 10 July 1946, file Abt. 507, no. 716(180), HSA Wiesbaden; Deutsches Büro für Friedensfragen to VfW, 11 Feb. 1948, file B 102/3767, BA; G. W. Harmssen, *Reparationen, Sozialprodukt, Lebensstandard: Versuch einer Wirtschaftsbilanz*, 2nd ed., 4 pts. (Bremen, 1948).
2. Bürgermeister Rudolf Petersen a. D. to Minister Muller, 23 Dec. 1946, B 102/3754, BA.
3. Darr, Notiz für Herrn Dr. Muller, Minden, subj: Reparationen an Deutschland [*sic*], 2 Jan. 1947, file B 102/3755, BA.
4. Hans Kallen, Krupp, to V. Agartz, VAW, 25 Apr. 1947, file B 102/ 3768, BA; Der Finanzminister des Landes NRW to Wirtschaftsminister NRW, 12 Sept. 1946, file NW 99, no. 58 (and additional memoranda and correspondence in the file), HSA Düsseldorf; Wirtschaftsrat des Underrates, Arbeitsausschuss "Reparationen," Sitzung, 20 Feb. 1947, file B 102/ 3891, BA; Auszug aus Aktenvermerk über die 8. Sitzung "Forschungskontrolle" im Länderrat 25 Mar. 1947, subj: Betriebsbesichtigung durch Ausländer, file EA 6/3, 321, HSA Stuttgart.
5. VAW, Schmid, Abt. Reparationen, to Direktor Kallen, Krupp, 12 May 1947, file B 102/3768, BA. See also VfW, Kutscher, Reparationen, to Vorstand der Patentanwaltskammer, Zweigstelle Nord, Hamburg, 30 Apr. 1947, and VfW,

- Schmid, A-Rep., to Dr. Debritz, Institut für praktische Wirtschaftsforschung, Essen, 11 June 1947, file B 102/3767, BA.
6. Wirtschaftsministerium NRW to VfW, Minden, subj: Beschlagnahme von Zeichnungen, 23 May 1947, file B 102/3767, BA.
7. Dr. Franz Petzold and Wilhelm Bruckner, "Gutachten über die Bewertung von Zeichnungslieferungen," 27 May 1947, file Senatskanzlei II 039.26-2 Bd 2. Demontagen-Allgemeines, HSA Hamburg.
8. VfW, Schmid, A-Rep., to Dr. Debritz, Institut für praktische Wirtschaftsforschung, Essen, 11 June 1947, file B 102/3767, BA; *Handelsblatt, Westdeutsche Wirtschaftszeitung*, 3 July 1947, 2; VfW, Schmid, A-Demt., to Wirtschaftsministerium NRW, Abt. Demontagefragen, subj: Beschlagnahme von Zeichnungen, 7 July 1947, file B 102/3767, BA.
9. Schmid, VfW, to Dr. Eugen Budde, 2 July 1947, file B 102/3755, BA; Schmid to Wirtschaftsministerium NRW, 7 July 1947, file B 102/3767, BA.
10. Vermerk, Kutscher, Herrn Senatsrat Schmid vorgelegt, 28 Oct. 1947, file B 102/3767, BA; Kutscher, VfW, 1/5, Aufzeichnung (Sen. Rat. Schmid vorgelegt), 5 Dec. 1947, file B 102/3755, BA.
11. VfW, 1/5, Protokoll über die Tagung mit Firmenvertretern und Sachverständigen am 16. Juni 1948 in Königstein zum Thema: "Bewertung des von den Alliierten entnommenen geistigen Eigentums," 30 June 1948, file B 102/3899, BA. See Wirtschaftsministerium NRW, Gruppe Reparationen (Schwefer) to VfW, Demontageabteilung, 23 July 1948, file B 102/3793, BA, according to which the minutes of the Königstein Conference show that no appreciable advance had been made there.
12. VfW, Schmid, to IHKs in U.S. and U.K. Zones, subj: Bewertung des von den Alliierten entnommenen geistigen Eigentums, 28 June 1948, file B 102/3792, BA.
13. IHK München to VfW, subj: Bewertung des von den Alliierten entnommenen geistigen Eigentums, 21 July 1948, file B 102/3793, BA; VfW, Kutscher, 1/5, to IHK München, 3 Aug. 1948, *ibid*.
14. IHK zu Solingen to VfW, 31 July 1948, *ibid*.
15. Handelskammer Hamburg to VfV, 28 Oct. 1948; IHK Darmstadt to VfW, 17 Sept. 1948, both *ibid*.
16. IHK Mannheim to VfW, 16 Oct. 1948, *ibid*.
17. Robert Bosch, GmbH, Stuttgart, to VfW, Schmid, subj: Bewertung des von den Alliierten entnommenen geistigen Eigentums, 28 Mar. 1949, file B 102/3794, BA; IHK Frankfurt to VfW, subj: Bewertung . . . , 30 Mar. 1949, *ibid*.; Wirtschaftsverband Eisen- und Stahlindustrie, Düsseldorf, to various addressees, 22 Apr. 1949, file NW 99, no. 15, HAS Düsseldorf. See also Schmid, VfW, IR 2, to Deutsche Treuhand- und Organisationsgesellschaft, subj: Abteilung für Demontagefragen, 23 Mar. 1949, file B 102/3767, BA.

18. VfW, IR 2, Protokoll, Besprechung über die Bewertung des von den Alliierten entnommenen geistigen Eigentums . . . 23 May 1949, Königstein, file B 102/171496, BA. 19. *Ibid.*
20. VfW, Schmid, IR 2, to various firms and associations, subj: Bewertung . . . 27 July 1949, file B 102/3794, BA. In this letter Schmid states, "Kompetenzmassig sieht sich die Verwaltung für Finanzen nicht in der Lage, hierfür verbindliche Erklärungen abzugeben."
21. VfW, Schmid, IR 2, to Verwaltung für Finanzen, 29 July 1949, *ibid.*
22. In his letter of 29 July 1949, *ibid.*, Schmid had asked the Finance Ministers to put the following resolution on the agenda of their meeting: "Entbindung der Wirtschaftsverbände von der Auskunftspflicht gegenüber den Steuerbehörden in folgendem Spezialfall: statistische Erhebung über das von den Alliierten entnommene geistige Eigentum (Auslandspatente, Warenzeichen und nur in Deutschland geschütztes oder überhaupt nicht durch Schutzrechte erfasstes Eigentum wie Konstruktionsunterlagen, Verfahren usw., die bei deutschen Betrieben entnommen wurden) für die Aufrechnung deutscher Reparationsleistungen." A VfW memorandum, III S 11171-24/29, 10 Oct. 1949, file B 102/ 3794, BA, notes that the Finance Ministers approved on 11/12 Aug. 1949.
23. The chairman was Dr. Otto Kampf, who corresponded on stationery with the letterhead Gewerkschaft Victor, Chemische Werke, Castrop-Rauxel. The business manager was Dr. Heinrich Gattineau, about whom I have no further information. See Kampf to VfW, Schmid, 25 Oct. 1949, file B 102/3794, and Notgemeinschaft für Reparationsgeschädigte Industrie to Wirtschaftsminister Nolting, NRW, 10 Nov. 1949, file NW 203, no. 56, HSA Düsseldorf.
24. Notgemeinschaft . . . to VfW, Dr. Walrod, 26 Nov. 1949, file B 102/ 3794, BA; Notgemeinschaft . . . to Wirtschaftsministerium NRW, 3 Feb. 1950, file NW 99, no. 58, HSA Düsseldorf; IR 2-1861/50, Aufzeichnung, subj: Reparationskartei, Bonn, 15 Apr. 1950, file 4,94-I.C.f. 1, Reparationen, HSA Bremen.
25. Notgemeinschaft . . . "Bericht über das Ergebnis der Umfrage 1950 'Geistiges Eigentum' (Bewertung 'geistigen Gutes')," 14 Feb. 1951, file B 102/171458, BA.
26. The Harmssen study and report has an interesting history of its own. Authorized early on by the Minister-Presidents of the bizonal *Länder*, it was first published in Nov. 1947, reissued in four parts as a 2nd ed. in 1948 under the title *Reparationen, Sozialprodukt, Lebensstandard: Versuch einer Wirtschaftsbilanz* (Bremen, 1948), and then revised and published once again in 1951, under the title *Am Abend der Demontage: Sechs Jahre Reparationspolitik. Mit Dokumentenanhang* (Bremen, 1951). Although it received high praise in Germany when it was first published (see *Die Welt*, 12

Feb. 1948; *Wirtschafts Zeitung*, 13 Feb. 1948; *Sozialistische Presse-Korrespondenz*, 25 Aug. 1948, in Hamburgische Weltwirtschafts- Archiv press clippings), British and American reviewers were vicious in their criticism. The London *Economist* commented that it should indeed be taken seriously, "not because it is moral, objective, accurate and realistic-it has none of these qualities-but because it may become the *Mein Kampf* of the new German nationalism." Quoted in John H. Backer, *Priming the German Economy: American Occupational Policies, 1945- 1948* (Durham, N.C., 1971), p. 167. See also E. Rosenbaum, *International Affairs*, 25 (Apr. 1949), pp. 213-15, for a very critical review that also mentions the *Economist's* reference to "a little *Mein Kampf*." An American analysis of the report, which was done internally in the War Department's Civil Affairs Division early in 1948, commented that Harmssen "seems to be dragging the skeleton of 'Versailles' out of the closet" and concluded that Harmssen's arguments followed the lines of "renascent German Nationalism and growing anti-allied sentiment." F. E. Ropshaw to Lieutenant Colonel Loux, CAD, memorandum, subj: Harmssen report, 7 Apr. 1948, RG 165, file WDSCA 387.6, NA. In May 1949, during an internal discussion (VfW, IR 2, Protokoll, Besprechung über die Bewertung . . . Königstein, 23 May 1949, file B 102/171496, BA), a member of Harmssen's staff admitted that the \$5 billion figure was not based on research, but had in fact been taken over from the Russian literature—at a time when "relations between the Russians and the Western Allies were not as tense as they are now," he said—simply as a "politically tactical estimate" of the value of an item that could not be ignored. He did not explain, however, why the Russian figure of \$10 billion had become \$5 billion in the Harmssen report, and my own research in the Bremen archives, which verified the fact that the figure was not based on research, sheds no further light on the subject. In any event, in 1951, after commenting that the value of the know-how to the recipients was as impossible to calculate precisely as was the loss to the Germans who gave it up, Harmssen wrote that in the light of published information on the secrets collected by the United States through the Office of Technical Services he wanted to revise his 1948 estimate upward by about one and a half times, from the equivalent of DM 12.5 billion to about DM 17 to 20 billion. This of course put his own estimate midway between the DM 12 to 30 billion range estimated by Bunke and the Notgemeinschaft für Reparationsgeschädigte Industrie. Harmssen, *Am Abend der Demontage*, 125.

27. "Convention on the Settlement of Matters Arising out of the War and the Occupation," signed on 26 May 1952, amended on 23 Oct. 1954, and in force 5 May 1955, *The American Journal of International Law*, 49, supp. (1955), p. 97.

28. *Ibid.* For a sample of literature on the subject, see Thomas C. Hennings, Jr., "Why Should We Pay for World War II Twice?" *The New Republic*, 137 (18

Oct. 1957), pp. 7-8; Karl Pfeiffer, *Gleichheitsgrundgesetz und Reparationsentschiidigung* (Cologne, 1968), esp. pp. 30-31; Ernst Feaux de la Croix, *Die Kriegsfolgenschlussgesetzgebung. 1. Lieferung. Kommentar zum Gesetz iiber die Abgeltung von Besatzungsschiiden* (Stuttgart, 1957), esp. pp. 11 and 54; Kurt Ehlers, "Die Bereinigung der Besatzungsschaden," *Der Betriebs-Berater*, 10 (10 Dec. 1955), 1075-77. See also Josef L. Kunz, "The Contractual Agreements with the Federal Republic of Germany," *The American Journal of International Law*, 47 (Jan. 1953), 109, where he states that the occupation powers got a "clean bill of health for the measures taken in their occupation zones since 1945."

29. For some of the literature, see Notgemeinschaft für Reparationsgeschadigte Industrie Castrop-Rauxel und Studiengesellschaft für Privatrechtliche Auslandsinteressen e. V., Hrsg., *Dokumente zum Rechtsanspruch auf Reparationsentschiidigung, mit Stellungnahmen von Parteien und Bundesregierung sowie Gerichtsentscheidungen und Belegen zur Reparationsabrechnung* (Bremen, 1962), esp. p. 3; Georg Erler, "Die Entschadigung für Reparationsdemontagen vor der Entscheidung," *Juristenzeitung*, 17, no. 2 (19 Jan. 1962), pp. 48-53; Ernst Feaux de la Croix, "Die Abgeltung der Reparationsschaden," *Die Offentliche Verwaltung: Zeitschrift für Verwaltungsrecht und Verwaltungspolitik*, 15 (1962), pp. 211-20; Bernard Wolf, "Die Abgeltung der Reparationsschaden," *Die Offentliche Verwaltung: Zeitschrift* . 18 (1965), pp. 217-27; Erich Hesse, "Das Reparationsschadengesetz—ein Überblick," *Wertpapier-Mitteilungen*, 23, no. 10 (8 Mar. 1969), pp. 254-64; Eduard Wahl, "Die ungerechtfertigte Bereicherung der Bundesrepublik Deutschland als Rechtsgrundlage für die Ansprüche der Reparationsgeschadigten," *Juristenzeitung*, 26, no. 22 (19 Nov. 1971), pp. 715-21. One of the arguments against payment was that any continuing damages being suffered by individuals could be covered by claims filed under the Equalization of Burdens Laws. However, those laws and others designed to compensate for war damages never provided for "juristische Personen," since—so the arguments in the literature state—the latter had already received tax write-offs, low-interest loans, Marshall Plan assistance, and various other economic and financial benefits that had permitted them to resume production and thus reduce, minimize, or recoup their immediate postwar losses. See Karl Pfeiffer, *Gleichheitsgrundgesetz und Reparationsentschiidigung*, 31; Karl Pfeiffer, "Das neue Reparationsschadengesetz," *Aussenwirtschaftsdienst des Betriebs-Beraters*, 14, no. 3 (Mar. 1968), pp. 104-5; and Gunter Troger, "Überblick über das Reparationsschadengesetz," *Der Betrieb: Wochenschrift für Betriebswirtschaft, Steuerrecht, Wirtschaftsrecht, Arbeitsrecht*, 22, no. 12 (21 Mar. 1969), p. 516. It may be of interest that in interviewing representatives of German firms for

this study, I routinely asked if their firms had ever received compensation for intellectual property removed under the auspices of FIAT and other agencies; the answer was always no.

30. J. G. Schwietzke, Metallwerke, to Wirtschaftsverband Maschinenbau, 2 Apr. 1947, file NW 99, no. 63, HSA Düsseldorf.

31. H. A. Waldrich, GmbH, Maschinenfabrik, Siegen/W., to Wirtschaftsverband Maschinenbau, 29 Apr. 1947, *ibid.*

32. Blohm & Voss, "Kategorien von Inanspruchnahme seit 3. Mai 1945," 7 May 1947, file Senatskanzlei, II, 731.06-1, HSA Hamburg.

33. Carl Hurth, Maschinen- und Zahnrad-Fabrik, München, to IHK München, subj: Beschlagnahmen von Zeichnungen, Patenten, Verfahren und dergleichen, 4 Aug. 1947, file B 102/3767, BA.

34. Anorgana, GmbH, Gendorf, to IHK München, 14 Aug. 1947, *ibid.*

35. Optische Werke G. Rodenstock to IHK München, 31 July 1947, *ibid.*

36. BMW to IHK München, 18 Sept. 1947, *ibid.*

37. Spinnereimaschinenfabrik Seydel & Co., Bielefeld, to IHK Bielefeld, 3 May 1948, file NW 99, no. 63, HSA Düsseldorf.

38. In addition to the references presented in this chapter, see also those to I. G. Farben Ludwigshafen; Dunlop, Hanau; Chemische Werke, Hüls; and Degussa above in chap. 1, pp. 11-15; to Degussa; I. G. Farben, Leverkusen; Gesellschaft für Linde's Eismaschinen AG, and Dr. Alexander Wacker Gesellschaft für elektrochemische Industrie, GmbH, in chap. 4, pp. 64-67; and to Haarmann & Reimer, Degussa, Bosch, and others in chap. 5, pp. 88-93.

39. Hirtes, Notiz, subj: Besuch einer englisch-amerikanischen Kommission in Dental-Angelegenheiten, 14 Aug. 1945, file Besuchsberichte v. 1 Apr. 1945-1 Sept. 1945, Degussa archives.

40. Wilhelm Steeger, GmbH, to Wirtschaftsverband Maschinenbau, 26 July 1946, file NW 99, no. 63, HSA Düsseldorf.

41. Information from form used by Wirtschaftsministerium NRW, for collecting information on T-Force removals, file NW 99, no. 60, HAS Düsseldorf.

42. T-Force Form 2 (BAOR), "Application for Allocation of Enemy Equipment," serial no. 6961, file B 103, T-Force Unilaterale Entnahmen, Werk no. 5016, Hudora-Werk Radervormwald bei Remscheid, BA.

43. Robert Giebler, Spezialmaschinenfabrik, Langenfeld, to Wirtschaftsverband Maschinenbau, 17 Feb. 1947, file NW 99, no. 61, HSA Düsseldorf.

44. Fachabteilung Verzinnte Blechwaren im Fachverband Blechwaren Industrie, Hagen, to VAW Minden, subj: Herausgabe von Werkstattzeichnungen, 18 June 1947, file B 102/3768, BA.

45. Maschinenbau-Aktiengesellschaft Balacke, Bochum, Meldung: Erfassung beschlagnahmter Werte auf Grund von T-Force-Aktionen, 4 May 1948, file NW 99, no. 60, HSA Düsseldorf.

46. W. Schlafhorst & Co., Maschinenfabrik, to Wirtschaftsverband Maschinenbau, 12 Dec. 1947, file NW 99, no. 63, HSA Düsseldorf.

47. Margarete Steiff, GmbH, Giengen, to OMG Heidenheim, subj: request for information as regarding visitors to our plant, 31 Oct. 1946, file B 102/3793, BA; Karl Schonemann, employee of U.S. Army Exchange Service, Abschrift, "Report on Inspection of Firm Marg. Steiff, Giengen, by two British civilians . . . on 24 Oct. 1946," n.d., attached to Margarete Steiff, GmbH, to IHK Heidenheim a. d. Brenz, 28 July 1948, *ibid.* See "Teddy's Bear," *Newsweek*, 66 (20 Dec. 1965), 85, and B. F. Michton, letter to the editor, *Newsweek*, 67 (17 Jan. 1966), 2, for discussions of the origins of the teddy bear. See *Time*, 91 (21 June 1968), 74, for the information that the firm has a bronze bust of Theodore Roosevelt displayed in its lobby.

Chapitre Dix

1. Richard R. Burt, "Beyond the Zero Hour: The Creation of a Civic Culture in Postwar Germany," speech given at the German-American Institute, Amerika Haus, Nurnberg, 23 May 1986, p. 40. Copy in my possession. For an earlier, similar statement that the Americans made no reparations demands see Harry S. Truman, *Years of Trial and Hope, 1946-1952* (Garden City, N.Y., 1956), p. 238.

2. For State Department references to Molotov's "fantastic" figures and "unsupported charges" at the Moscow meeting of the Council of Foreign Ministers, see SWNCC 328/3, 19 May 1947, RG 218, JCS central decimal files, file CCS 007 (3-13-45), Sec. 7, NA.

3. As a case in point, see Robert Reiss to James M. Mead, Chairman, Special Committee Investigating the National Defense Program, 17 Oct. 1945, and F. E. Hilburn to John C. Green, 18 Feb. 1946, both in RG 40, OTS Hilbourne files, box 145, file Reports on Targets, WNRC. These documents describe a heated controversy between three competing American companies and the intervention of a congressional committee. The president of one of the firms went to Germany to investigate and report on German developments in beryllium. When he returned, the other two companies were sure that he was using the information in his own firm long before the Publication Board was ready to release his report to the general public.

4. See above, chap. 6, pp. 107-12.

5. Dudley B. Smith and Ryle Miller, Jr., "The Buying and Selling of Concepts," *Chemical Engineering*, 74 (25 Sept. 1967), p. 141. Smith is identified as the

president of the Licensing Executives Society and a former corporate patent lawyer; Miller as associate editor of *Chemical Engineering*.

6. Clarence H. Danhof, "Transferring Technology by Transferring People," *Monthly Labor Review*, 93 (May 1970), pp. 62-63.

7. JCS to USFET, WAR-82433, 28 Mar. 1946, RG 260, OMGUS AGTS files, box 4, file 23, WNRC.

8. JIOA, "Statistical Report of Specialists and Dependents Brought to the US under the Paperclip Program," 2 July 1951, RG 40, box 85, WNRC.

9. Clarence G. Lasby, *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War* (New York, 1971), pp. 265-66. For other discussions of what happened to Paperclip specialists, see Arthur J. Olsen, "Trackdown of the German Scientist," *New York Times Magazine*, 22 Sept. 1963, esp. p. 73; James McGovern, *Crossbow and Overcast* (New York, 1964), esp. p. 252; and "The Harvest of Operation Paperclip," *Newsweek*, 74 (7 July 1969),

10. William G. Downey, "Captured Enemy Property: Booty of War and Seized Enemy Property," *The American Journal of International Law*, 44 (July 1950), pp. 488-504, esp. pp. 496 and 497 for quoted material.

11. Bush to SecWar Stimson and SecNavy Forrestal, 28 Aug. 1944, RG 165, file ABC 334.8 Post-War Intelligence (343 June 1944), NA.

12. William D. Leahy to Vinson, 8 June 1945, RG 165, box 204, file ABC 334.8 CIOIS (30 July 1944), sec. 1-C, NA.

13. Adams to Jewett, 25 June 1946, file GOVT: IR: 1945, 1946, National Academy of Sciences papers, Washington, D.C. See F. H. McBerty to F. O. Robitschek, FIAT, subj: Stuttgart difficulties and errand, 4 Apr. 1946, RG 260, shipment 11, box 2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC, for the reference to FIAT's activities as "robbery."

14. "Valuation of FIAT Material for Reparation Purposes," attached to Kindelberger to Hilldring, 19 Nov. 1946, RG 59, file 862.542/11-1946, NA. For further indications of doubts in the State Department, see Willard L. Thorp to John C. Green, 29 Apr. 1947, RG 40, box 115, file Senatorial Correspondence, WNRC, which contains this caustic comment: "At the present time the Department of State does not have a direct interest in property which has been removed from Germany to this country but which has not been allocated to this government as reparation."

15. U.S. Congress, Senate, *Hearings before a Subcommittee of the Committee on Military Affairs*, 79th Cong., 1st sess., 25 June 1945, p. 60.

16. R. P. Terrill and E. O. Anderson to C. Wilcox and L. Stinebower, memorandum, subj: problems arising out of disclosure in the United States of technical information acquired in Germany, 11 July 1945, and Green H. Hackworth, legal opinion, attached to Anderson to Wilcox, subj: comments of

legal adviser on dissemination of German technology, 26 July 1945, both in RG 59, file 862.542/7-1145, NA.

17. Fahy to FIAT, subj: right of U.S. to remove from Germany documents and information, and related questions, 3 Nov. 1945, RG 260, shipment 11, box 2-2, file 19 (98 Scientific Research), WNRC. See JCS to USFET, WAR-72620, 3 Oct. 1945, RG 218, JCS Combined Chiefs of Staff decimal files, 1942-45, box 246, file CCS 350.05 (5-15-45), sec. 1, NA, for JCS's interpretation of U.S. policy on the control of scientific and industrial research in Germany. See also OMGUS, Legal Division, to FIAT, subj: dissemination of enemy scientific and industrial information, 21 Jan. 1947, RG 84, box 767, file 34 (Mar.-Apr./400a), WNRC, for another OMGUS legal opinion, which cites President Truman's Executive Order 9604 as authority. But see Charles D. Ginsburg to Clifford S. Strike, subj: removals of industrial capital equipment by FIAT, 15 Feb. 1946, RG 260, FIAT 7,748th Unit, box 4, file 24, WNRC, which states that OMGUS's Legal Division looked upon "FIAT's activities with considerable repudiation."

18. U.S. Congress, House, *Hearings before the Subcommittee of the Committee on Appropriations*, 80th Cong., 1st sess., 26 Feb. 1947, 120. I have found no records to indicate that the Americans ever discussed the question of legality with Germans, but there are records of an interesting example in which a British T-Forces unit did so. On 23 June 1947, Dr. Eugen Budde, a retired German foreign service officer who had obviously done considerable research on the subject, gave a lecture on reparations in the Dusseldorf Industrie- und Handelskammer (IHK). In it he cited cases-and he claimed to have precise information on others-demonstrating that FIAT and T-Forces actions were in violation of the 1907 Hague Rules of International Warfare, which he cited frequently and commented upon at length. Having been asked by IHK Dusseldorf for advice before it communicated the essence of Budde's remarks to its members, the Bizonal Economic Administration's Reparations Office replied that Budde's views were his own, that the victors operated under the provisions of the additional terms of surrender published in the Allied Control Council's Proclamation No. 2, and that-since further exploration of the matter with legal experts was necessary-it did not think the IHK should try to advise the firms under its jurisdiction. But there was no stopping those who had heard Budde's lecture. Two days after the lecture, a Dusseldorf engineering firm that had received a T-Forces request for a complete set of drawings for an automatic processed-cheese filling, wrapping, and labeling machine wrote to the local British T-Forces Detachment. Claiming to have done research on the matter, but clearly repeating Budde's arguments right down to his citation of Article 23 of the 1907 Hague Rules of Land Warfare, the firm asked that it be allowed to refuse to deliver the drawings, or at worst to deliver them only under formal

protest. The T-Forces unit's curt reply was that "the interpretation by Germany of the 'Hague Rules of Land Warfare' since 1907 when they were drawn up, makes your reference to them farcical," and that "an altogether more topical document" was Military Government Proclamation No. 2 of 20 Sept. 1945 (the additional requirements arising from the unconditional terms of surrender, which were adopted by representatives of the four occupation powers on 5 June 1945). See Benz & Hilgers, Engineers, to HQ, C Det., No. 1 'T' Force Unit, subj: BIOS trip no. 3015, 25 June 1947, and No. 1 T-Force Unit to Benz & Hilgers, 30 June 1947, both in file NW 99, no. 60, HSA Dusseldorf. For Budde's remarks, see IHK zu Dusseldorf to VfW, Hauptabteilung A 5-Reparationen, Minden, subj: Zurverfügungstellung von Zeichnungen, Patenten, Verfahren u. dergl. an BIOSC und FIAT, 30 June 1947, file B 102/3767, BA, which is a report on Budde's Düsseldorf lecture, entitled "Demontage, Patente, Reparationen und Völkerrecht," and Legationsrat a. D. Dr. Eugen Budde, "Demontagen, Patente, Völkerrecht," 23 Sept. 1947, file B 102/3896, BA, which is a 21-page single-spaced stenographic transcript of a similar lecture by Budde at IHK Frankfurt. The latter shows that after he spoke in Dusseldorf Budde followed the debates on legality that occurred in the British House of Commons, for he cited Harold Macmillan's remarks of 4 Aug. 1947. In these remarks Macmillan reportedly quoted a statement of 18 Jan. 1945 by Winston Churchill to the effect that unconditional surrender of the enemy did not free the victors from their ties to humankind, or from their responsibilities as civilized, Christian nations. See also Richard Thoma, Ernst Friesenhahn, and Hermann Mosler, with the collaboration of Eugen Budde, "Legal Opinion on the Question in How Far the Occupying Forces Are Entitled, According to Present International Law, to Seize or Destroy Privately Owned Industrial Products and Industrial Plants," rendered at the request of the City of Essen (Institute for International Law and Politics, Bonn, 11 Aug. 1947), p. 22 Mimeographed copy in Bundestagsbibliothek under P63 026. For a later, more systematic treatment of German reparations and the Hague rules see Wilhelm Hasenack, *Bilanz der Demontage: Nachkriegsmethoden internationaler Industriepolitik und ihr Einfluss auf die Zukunft der europäischen Wirtschaft* (Gottingen, 1951).

19. George Scatchard, "The Policy for Controlling German Scientific Work," *Chemical Engineering*, 55 (Jan. 1948), pp. 260-62. This article summarizes a speech Scatchard gave in New York on 17 Sept. 1947 to the Division of Physical and Inorganic Chemistry of the American Chemical Society, after his return from Germany as Clay's Scientific Adviser and chief of the Scientific Research and Control Branch, Economics Division, U.S. Office of Military Government for Germany.

20. See, for example, OMG W/B to Minister-President Reinhold Maier, subj: research control, 4 Apr. 1946, file EA 6/3, 321, HSA Stuttgart, which states, "The Ministry will be responsible for the control of research under supervision of Military Government."

21. In Württemberg-Baden, for example, the Minister-President established a Research Control Branch in the Ministry of Economics and appointed a committee of experts (*wissenschaftlicher Beirat*) to advise it. See Länderrat, Special Committee for "Research Control," 13 Sept. 1946, file Z1/88, pp. 240-41, BA, for the record of the first meeting of the Länderrat's special committee, and Scatchard, "The Policy for Controlling German Scientific Work," pp. 260-62, for further details on ACC Law No. 25 and its implementation by the Americans.

22. See OMGUS, FIAT, Planning Office, daily journal, 26 July 1946, RG 260, box 17/8, file 4, WNRC, for a reference to Scatchard's inspection of FIAT; see Reiss to Green, 30 Aug. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, WNRC, for a report from FIAT headquarters that Scatchard was pushing for FIAT's termination in the interests of German research; and see Green to Echols, subj: future of science and technology in Germany, 30 Oct. 1946, RG 260, shipment 3, box 150-2, file 13, WNRC, for Green's proposal to the Army. See also Scatchard, "The Policy for Controlling German Scientific Work," for his later statement that "we Americans have a responsibility for fostering German research."

23. Draper to John R. Gilchrist, War Department, CAD, 5 Nov. 1946, RG 260, shipment 3, box 150-2, file 13, WNRC.

24. Scatchard to Echols, subj: future of science and technology in Germany, 12 Nov. 1946, *ibid*.

25. Bericht -über die 1. Sitzung des Beirates der Forschungsüberwachungsstelle beim Wirtschaftsministerium Württemberg-Baden vom 21 NOV. 1946, file Z1/581, pp. 272 sq., BA.

26. Frowein to Eickemeyer, Länderrat, 15 Jan. 1947, file Z1/423, p. no, BA.

27. Länderrat Economics Council, Special Committee Scientific Research, sixth meeting, 16 Jan. 1947, file Z1/88, p. 217, BA. For further treatment of the Länderrat and the Regional Government Coordinating Office in Stuttgart, see Lia Hartel, *Der Länderrat des amerikanischen Besatzungsgebietes* (Stuttgart, 1951), and my *The American Occupation of Germany: Politics and the Military, 1945-1949* (Stanford, Calif., 1968).

28. RGCO to Rossmann, 23 Jan. 1947, file Z1/423, p. 104, BA. See also FIAT, Scientific Branch, daily journal, 21 Feb. 1947, RG 260, box 17/9, file 5, WNRC, which notes that Colonel Brunton had telephoned FIAT to ask about the authority under which Allied investigators operated and that he had been

referred to G-2, USFET, which presumably made the President's executive order available.

29. Minister-Presidents Maier, Ehard, Kaisen, and Stock to Clay, 8 Sept. 1947, file Z1/424, pp. 176-77, BA.

30. Wirtschaftsministerium W/B, Forschungsüberwachung, Aktenvermerk über die 13. Sitzung Arbeitsausschuss Forschungskontrolle Länderrat, 15 Oct. 1947, file Z1/424, pp. 148sq., refers to Clay's response. Thomas Stamm, *Zwischen Staat und Selbstverwaltung. Die deutsche Forschung im Wiederaufbau, 1945-1965* (Cologne, 1981), 57, refers to the 1948 bizonal "Gesetz über die Errichtung von Annahmestellen für Patent-, Gebrauchsmuster- und Warenzeichenmeldungen" and the establishment of a German Patent Office in the Deutsches Museum on 1 Oct. 1949.

31. Wirtschaftsrat des Länderrates, Sonderausschuss Wissenschaftliche Forschung, 7. Sitzung am 24 Feb. 1947 . . . file Z1/423, pp. 19-21, BA.

32. Auszug aus Aktenvermerk über die 8. Sitzung "Forschungskontrolle" im Länderrat 25 Mar. 1947, subj: Betriebsbesichtigung durch Ausländer, file EA 6/3, 321, HSA Stuttgart. Wirtschaftsministerium W/B (Mirth) to Länderrat, Sonderausschuss wissenschaftliche Forschung (Eickemeyer), 3 Mar. 1947, file Z1/581, p. 68, BA, expressed skepticism that anything in writing would ever come from OMGUS or from the regional Research Control Officers in the *Länder*.

33. The British T-Forces continued inspections that had been decided upon before 1 July 1947, and there is evidence that similar follow-up inspections occurred in the American zone as well. For examples, chosen from among many others, see Headquarters, Land Niedersachsen, to Minister-President, subj: production of documents, 3 Sept. 1947, file B 102/3767, BA; Wolff, VfW, Abteilung Demontage (A-Demt. 1175), to BECG, subj: Besichtigung von Industriebetrieben, 19 Aug. 1947, *ibid.*; Dr. Beuchel, Wirtschaftsverband Maschinenbau, to VfW, Referat Demontagefragen, Schmid, 3 Sept. 1947, *ibid.*; VfW, Schmid, to Senat der Hansestadt Hamburg, Sekretariat Friedensvertrag, 10 Sept. 1947, *ibid.*; and HQ *Land* NRW, BAOR, to Wirtschaftsministerium, subj: Beschaffung technisch-industrieller Informationen aus deutschen Quellen, 16 Oct. 1947, file B 102/3936, BA.

34. Wirtschaftsministerium W/B, Forschungsilberwachung, Aktenvermerk zur 12. Sitzung Länderrat Arbeitsausschuss Forschungsilberwachung 28 Aug. 1947, file Z 1/424, pp. 182 sq., BA.

35. Dr. Frowein, Wiesbaden, Industrie-Forschungsplan für die Bizone, 21 Apr. 1948, file Z 1/424, pp. 15sq., BA.

36. Wirtschaftsministerium W/B, Forschungsüberwachung, Aktenvermerk über die 11. Sitzung Forschungskontrolle Länderrat, 7 Sept. 1947, file Z 1/424, p. 220, BA.

37. Otto Hahn, *Mein Leben* (Munich, 1968), 216-17, describes the ceremonies in Göttingen.
38. H. Eickemeyer to Rossmann, subj: Arbeitsausschuss Forschungskontrolle, 27 Apr. 1948, file Z 1/425, pp. 321-22, BA, is a detailed report of the conversation between Nordstrom and the chairman of the Länderrat special committee. Arbeitsausschuss Forschungskontrolle beim Länderrat . . . 16. Sitzung am 3. Mai 1948 . . . file Z 1/602, pp. 32 sq., BA, is a record of Nordstrom's visit to the Länderrat's special committee in Stuttgart, where the discussion continued, apparently more civilly, however.
39. Stamm, *Zwischen Staat und Selbstverwaltung*, p. 56.
40. Institut für Besatzungsfragen, Tübingen, *Einwirkungen der Besatzungsmächte auf die westdeutsche Wirtschaft. Dargestellt im Auftrag des Deutschen Büros für Friedensfragen mit Unterstützung des Büros der Ministerpräsidenten* (Nur für den Dienstgebrauch, 1 May 1949), esp. pp. 37-38.
41. Department of the Air Force, Washington, no. 1695, memorandum for Chairman, Intelligence Advisory Committee, subj: non availability of German scientist reports, 10 July 1950, RG 330, JIOA, General Correspondence, box 25, file AIR-Miscellaneous, NA.
42. Department of the Army, G-2, to CINCEUR, WAR-88535, 11 Aug. 1950, *ibid.*, box 27, file Cables (Master File), NA; CINCEUR to CSUSA for CSGID, S-1805, 17 Aug. 1950, *ibid.*
43. See Department of the Army from JCS to CINCEUR, W-87915, 8 Oct. 1947, RG 260, OMGUS AGTS files, box 17, file 5 (370.2 Paperclip), WNRC, and EUCOM, ODDI, to OMGUS, ODI, subj: denial policy pertaining to German scientists and technicians, 7 Nov. 1947, *ibid.*, box 55, file 2, WNRC, for instructions and details on how "special cases" could still be brought to the United States after 30 Sept. 1947 by "special arrangement." See also Lasby, *Project Paperclip*, esp. p. 241, for reference to "Project 63," a plan to speed up and expand the denial program, which was tried in the early 1950's, albeit without great success according to Lasby.
44. Green to Draper [draft, not sent], 22 Jan. 1947, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel-December, WNRC.
45. See my *The Origins of the Marshall Plan* (Stanford, Calif., 1976).
46. But see Werner Link, *Deutsche und amerikanische Gewerkschaften und Geschäftsleute, 1945-1975* (Düsseldorf, 1978); Volker R. Berghahn, *The Americanization of West German Industry, 1945-1973* (Cambridge, 1986); Kurt Blauhorn, *Ausverkauf in Germany?* (Munich, 1966); and Hermann Siemek, "Das amerikanische Kapital in der Bundesrepublik," *Frankfurter Hefte*, 20, 110.4 (Apr. 1965), pp. 238-44.
47. FIAT, "Handbook for the Guidance of Members and Leaders of Field Teams Operating under the Authority of Field Information Agency, Technical

(U.S.)," 6 Sept. 1945, copy in RG 260, FIAT 7,771st Document Center, box 14, WNRC; Green to Haertel, 14 Mar. 1946, RG 40, OTS Reiss files, box 156, file FIAT letters from Haertel, WNRC; Reiss to Green, subj: progress report no. 6, 28 June 1946, RG 40, box 26, file TIID-Progress Reports by Reiss, WNRC; Reiss to Unit Chiefs, 16 July 1946, RG 40, OTS Worden and Mayer files, file Utility Divisions, 1946, WNRC.

48. F. A. Paneth, "Scientific Research in the British Zone of Germany," *Nature*, 161 (7 Feb. 1948), 191.

49. Karl Winnacker, *Challenging Years: My Life in Chemistry*, trans. David Goodman (London, 1972), 116-17. Winnacker also identified Friedrich Uhde of Dortmund as a builder of chemical and fertilizer plants, and as a Höchst subsidiary (pp. 341-42).

Notes bibliographiques

Sources non publiées : Archives Nationales U.S.

Archives (Washington, DC.)

RG 46. Documents du Sénat américain concernant le National Defense Committee, en particulier les documents du Meader Committee sur l'opération OTS/FIAT en Allemagne.

RG 59. Documents du Département d'État des États-Unis, en particulier les documents du secrétaire d'État adjoint pour les zones occupées, 1946-49, les documents du Comité interministériel et interministériel, les fichiers décimaux 740.00119 EW (guerre européenne), 740.00119 Control/Allemagne, et 862.542 (scientifiques et techniciens).

RG 107. Fichier décimal du projet du secrétaire à la guerre Robert P. Patterson, ainsi que les documents et les fichiers décimaux du secrétaire adjoint à la guerre.

RG 165. Les documents du Département de la guerre, du personnel général et spécial, en particulier ceux de la Division des affaires civiles (CAD), du Directeur du renseignement, G-2, et du Comité américano-britannique et de ses sous-comités (les dossiers ABC).

RG 218. Registres des chefs d'état-major interarmées (JCS) des États-Unis, en particulier les fichiers décimaux centraux, les fichiers décimaux des chefs d'état-major combinés et d'autres documents relatifs au Combined Civil Affairs Committee, la restitution et les réparations, la politique et la procédure allemandes d'import-export, et la Field Information Agency, Technical (FIAT).

RG 319. Registres du département de l'armée des États-Unis, en particulier le fichier décimal top secret de la Division des affaires civiles (CAD), 1945-50, et le fichier décimal de la Division du renseignement de l'armée 400.112 Recherche.

RG 330. Correspondance générale, dossiers administratifs et dossiers administratifs de la Joint Intelligence Objectives Agency (JIOA) pour le Projet Paperclip.

RG 331. Registres du Quartier général suprême des Forces expéditionnaires alliées (SHAEF), en particulier les fichiers décimaux des adjudants généraux (AG) et ceux des sections économique, industrielle et scientifique du G-2.

RG 335. Secretary of War Robert P. Patterson's subject file (Safe file).

RG 353. Dossiers du Comité de coordination État-guerre-marine (SWNCC), en particulier l'affaire 257, concernant des scientifiques et des techniciens allemands. Washington National Records Center (Suitland, Maryland).

RG 40. Documents du Département du Commerce des États-Unis, en particulier ceux de l'Office of Technical Services (OTS), du Technical Industrial Intelligence Committee (TIIC) et de ses sous-comités, ainsi que les documents de la division, de la branche et des chefs d'unité de la TIIC.

RG 84. Documents du conseiller politique des États-Unis auprès du gouverneur militaire en Allemagne (USPOLAD), en particulier ceux qui ont trait au Projet Paperclip et à l'exploitation de la science et de la technologie allemandes.

RG 165. Groupe de la 6e Armée américaine, Rapports sur les cibles de la Force-T et dossiers des publications G-2, 1941-1945.

RG 260. Dossiers de l'U.S. Office of Military Government for Germany (OMGUS), en particulier les fichiers décimaux secrets et top secret AG concernant les scientifiques et techniciens allemands, ainsi que les fichiers de correspondance administrative et générale de la Field Information Agency, Technical (FIAT).

RG 332. Dossiers de l'European Theater of Operations (ETO) et de l'U.S. Forces, Europe (USFET), en particulier pour l'European Civil Affairs Division (ECAD) ; la Section G-2, Operations Branch ; la Historique (en ce qui concerne les documents divers de la FIAT) ; et la 7e armée américaine, G-2 dossier-matière pour 1942-45.

Centre de recherche historique Albert F. Simpson (Maxwell Air Force Base, Alabama).

Documents Paperclip de l'armée de l'air américaine. Disponible en microfilm. Particulièrement utile pour cette étude : bobines A 2055, A

2056, A 2060, A 5108, A 5187, A 5205, A 5399, A 5700, B 1728, et C 5107.

Bibliothèque Eisenhower (Abilene, Kansas).

Registres des unités de l'armée américaine, 1940-50, en particulier la 42ème Division d'infanterie, 1943-46 ; T-Force, Décembre 1944-mai 1945 ; Cibles de la Force-T, Avril 1945 ; et 3ème Division d'infanterie, G-2 notes de service et documents divers, 15 mai-12 juillet 1945.

Les documents de Henry S. Aurand, en particulier ceux relatifs à son service en tant que directeur de la Division de la recherche et du développement du ministère de la Guerre, et sa correspondance avec Edward Bowles, le conseiller scientifique du secrétaire à la Guerre.

Bibliothèque Truman (Independence, Missouri)

Le dossier officiel, les dossiers des secrétaires du président, les dossiers des affaires étrangères et les documents Horace E. Weihmiller, qui contiennent les rapports de la commission de la politique aérienne du président et de la visite de la sous-commission aéronautique de la TIIC en Allemagne en 1945.

L'Académie nationale des sciences (Washington, DC.)

Documents et dossiers concernant les nominations OMGUS et NAS de scientifiques pour servir dans les professions de l'Allemagne et du Japon.

Autres sources U.S. non publiées

Buyer, Harriet, et Edna Jensen. *History of AAF Participation in Project Paperclip, Mai 1945-Mars 1947* (Exploitation of German Scientists. Vol. 1. Historical Office, Air Materiel Command, Wright-Patterson Air Force Base, Août 1948. 142 pp., 2 appendices. Dossiers de l'USAF, Maxwell Air Force Base, Alabama, microfilm, bobine A 2055.

Jensen, Edna. *History of USAF Participation in Project Paperclip, September 1946-April 1948*. Vol. 2. Historical Office, Air Materiel Command, Wright-Patterson Air Force Base, Nov. 1948. 150 pp., appendices et exhibits. In USAF records, Maxwell Air Force Base, Alabama, microfilm, bobine A 2055.

OMGUS, Historical Office. *History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Period 8 May 1945-30 June 1946, and History of Field Information Agency, Technical (FIAT), Period 1 July 1946-30 June 1947*. Les deux MSS sont disponibles au RG 260, boîte 20-3/5, WNRC, et dans le RC 319, Bureau du chef de l'histoire militaire, Dossier des manuscrits historiques, NA.

Sources non publiées : Archives publiques allemandes

Bundesarchiv (Koblenz)

Dossiers du Länderrat de la zone américaine (Z 1) ; le bizonal Verwaltung für Wirtschaft et le Bundeswirtschafts-ministerium (Z 8) ; le Deutsches Büro für Friedensfragen (Z 35) ; le Abteilung Reparationen in the Bundeswirtschafts-ministerium (B 102) ; et le Bundesamt für gewerbliche Wirtschaft (B 103).

Nordrhein-Westfälisches Hauptstaatsarchiv (Düsseldorf)

Dossiers du Sondergruppe Reparationen au Ministère de l'économie de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NW 99), et dans une moindre mesure NW 203, NW 53, et NW 179, qui contiennent tous des documents épars concernant les restitutions, les réparations, le démantèlement industriel et les efforts d'évaluation des pertes allemandes dans le cadre des programmes d'exploitation technique et scientifique des Alliés.

Hauptstaatsarchiv, Baden-Württemberg (Stuttgart)

Dossiers du Vertretung Württemberg-Badens beim Länderrat (EA 1/2) ; le Vertretung Württemberg-Badens bei der Verwaltung des Vereinigten Wirtschaftsgebietes à Francfort-sur-le-Main, 1947-49 (EA 1/3) ; le Deutsches Büro für Friedensfragen (EA 1/11) ; le Abteilung Vereinigtes Wirtschaftsgebiet bzw. Trizone (EA 1/16) ; le Ministerium für Wirtschaft, Mittelstand und Verkehr, 1945-50 (EA 6/3) ; le Nachlass Reinhold Maier, Minister Präsident a. D., 1889-1971, (Q 1/8) ; et le Pressestelle (Auschnitte) (EA 1/16).

Hessisches Hauptstaatsarchiv (Wiesbaden)

Dossiers du Ministerium für Wirtschaft und Verkehr (Abt. 507), documents du Zwangsevakuierten Wissenschaftler Mitteldeutschlands

(Abt. 507), dossiers du Staatskanzlei (Abt. 502), et du Geiler Nachlass (Abt. 1126).

Staatsarchiv, Bremen

Dossiers du Senatskanzlei et du Wirtschaftsministerium, y compris les documents et les dossiers de l'Assemblée de Bremer Ausschuss für Wirtschaftsforschung (The Harmssen Committee).

Staatsarchiv, Hambourg

Dossiers du Senatskanzlei, en particulier en ce qui concerne les conférences entre les ministres-présidents et les forces d'occupation, la Commission conjointe britannique-allemande des réparations, la loi sur l'égalisation des charges (Demontageausgleichgesetz) et les listes de réparations bizonales. Stadtarchiv, Heidenheim/Brenz.

Records relating to the scientists and technicians evacuated to Heidenheim from the Soviet zone of occupation in 1945.

Sources non publiées : Archives privées allemandes

Degussa Firmenarchiv (Francfort)

Correspondance, notes de service, rapports et autres documents concernant les relations de l'entreprise avec les forces d'occupation, les visites de la FIAT et des Forces T et les déménagements, et l'évacuation du directeur Ernst Baerman vers l'école Beltane, Wimbledon, sous la version britannique du Projet Paperclip.

Chemische Werke, Hüls, Werkarchiv (Marl)

Correspondance et rapports concernant les visites FIAT et Forces-T et le matériel connexe.

M.A.N. Werkarchiv (Augsburg)

Documents relatifs aux visites FIAT et Forces-T et aux États-Unis. Démantèlement par la Marine du laboratoire d'essais de matériel M.A.N. en vue de son expédition aux États-Unis.

Industrie- und Handelskammer, Francfort.

Documents concernant l'évacuation des scientifiques et des techniciens de la zone soviétique en 1945, mais peu sur FIAT et Forces-T.

Handelskammer, Hambourg

Documents concernant les renvois de réparations, mais peu sur les FIAT et les Forces-T.

Stiftung Westfälisches Wirtschaftsarchiv (Dortmund)

Divers documents du IHK par exemple, pour Dortmund, Münster, Bielefeld, et d'autres villes. Riche en démantèlement et réparations, mais peu utile sur FIAT et Forces-T lors de ma visite en 1981.

Rheinisch-Westfälisches Wirtschaftsarchiv zu Köln, e.V.

Divers documents du IHK, par exemple pour Cologne et Essen. Beaucoup sur le démantèlement industriel et les réparations, mais de peu d'utilité sur FIAT et Forces-T quand j'y suis allé en 1981.

Hamburgisches Weltwirtschafts-Archiv

Répertoires d'entreprises, adresses, coupures de journaux.

Sources publiées

Périodiques, bulletins et publications d'associations professionnelles, commerciales et industrielles

Aero Digest

AerospaceHistorian

The American Ceramic Society Bulletin

The American journal of International Law

American Machinist

American Petroleum Institute Proceedings

Archiv des Öffentlichen Rechts

Bell Laboratories Record

Der Betrieb, Wochenschrift für Betriebswirtschaft, Steuerrecht,
Wirtschaftsrecht, Arbeitsrecht

Der Betriebs-Berater

Bulletin of the Atomic Scientists

Business History Review

Business Week

Ceramic Industry

The Chemical Age

Chemical and Engineering News

Chemical and Metallurgical Engineering

Chemical Engineering

Chemical Industries

Chemical Week

Chemistry and Industry

The Commercial and Financial Chronicle

Deutschland Archiv

Electrical Engineering

Electronics

The Engineer

Engineering and Mining Journal

Federal Science Progress

Food Industries

Foreign Commerce Weekly

Handelsblatt, Westdeutsche Wirtschaftszeitung.

Industrial and Engineering Chemistry

Iron Age

The Journal of Documentation

Juristenzeitung
Mechanical Engineering
Modern Industry
National Petroleum News
Nation's Business
Nature
Popular Mechanics
Product Engineering
Railway Age
The Review of Scientific Instruments
SAE Journal
Science
Science and Society
Science Digest
Science News Letter
Scientific American
Steel
Technology and Culture
Textile World
Tradition, Zeitschrift für Firmen-Geschichte und Unternehmer-Biographie
Weltwirtschaftliches Archiv
Wertpapier-Mitteilungen
Wireless World
Wirtschafts Zeitung
Selected Articles

"American Technical Men Investigate Germany's Industrial War Developments." *Chemical and Metallurgical Engineering*, 52 (août 1945), pp. 147-48

Baranson, Jack. "Technology Exports Can Hurt Us." *Foreign Policy*, 25 (hiver 1976-77), pp. 180-94.

Becker, Peter W. "The Role of Synthetic Fuel in World War II Germany: Implications for Today?" *Air University Review*, 32 (juillet-août 1981), pp. 45-53

Bernbaum, John A. "The Captured German Records: A Bibliographical Survey." *The Historian*, 32 (août 1970), pp. 564-75.

Bishop, Joseph W., Jr. "The 'Contractual Agreements' with the Federal Republic of Germany." *The American Journal of International Law*, 49 (avril 1955), pp. 125-47.

Braden, Spruille. "The Germans in Argentina." *The Atlantic Monthly*, 177 (avril 1946), pp. 37-43

"Brainpower from Abroad." *Chemical and Engineering News*, 34 (17 décembre 1956), 6188.

Byrd, Harry F. "Hitler's Experts Work for Us." *The American Magazine*, 145 (mars 1948), pp. 24-25 sq.

"Capacitators without Foil." *Electronics*, 19 (mai 1946), pp. 303-305.

Clarke, W. Tresper. "How German Chocolate Ration was Made for Wehrmacht." *Food Industries*, 18 (novembre), pp. 87-90.

Cooke, Charles, and Douglas J. Ingells. "Sky Monsters We Found in Germany." *Science Digest*, 18 (novembre 1945), pp. 23-26.

Copeland, George H. "Nazi Science Secrets: A Technological Treasure Hunt in Conquered Germany Enriches us. Research and Business." *The New York Times Magazine*, 23 février 1947, pp. 33-35.

Danhof, Clarence H. "Transferring Technology by Transferring People" *Monthly Labor Review*, 93 (mai 1970), pp. 62-63.

Deutsch, Priscilla A. "What Do We Want from Germany?" *Food Industries*, 18 (juin 1946), pp. 81-82.

“Deutsche Technik als Auftrieb: Stärkste Nutzung deutscher Verfahren in den USA.” *Handelsblatt*, 17 (juillet 1947), p. 7.

Downey, William G. “Captured Enemy Property: Booty of War and Seized Enemy Property.” *The American Journal of International Law*, 44 (juillet 1950), pp. 488-504

Edelstein, Julius C. “Science as Reparations,” *Physics Today*, 1 (décembre 1948), pp. 6-14.

Esche, Paul G. “Der Raub an Materialien und geistigen Werten durch die amerikanische Besatzungsmacht während der Besetzung des Zeiss- und Schott-Werkes in Jena (avril et juin 1945) und ihre Hilfeleistung bei der Errichtung von Konkurrenzbetrieben in der amerikanischen Besatzungszone.” In Leo Stern *et al.*, eds, *Der deutsche Imperialismus und der zweite Weltkrieg*, 5: 251-71. Berlin, 1962.

Faragher, Warren F. “Collecting German Industrial Information.” *Chemical and Engineering News*, 26 (27 décembre 1948), pp. 3816-20.

Gemmill, Arthur V. “Continuous Butter Making Successful in Wartime Germany.” *Food Industries*, 18 (juin 1946), pp. 75-77 sq.

“German Design Improvisation Described by Timken Metallurgist.” *Iron Age*, 156 (16 août 1945), p. 109.

“German Fibers.” *Chemical and Metallurgical Engineering*, 53 (février 1946), pp. 162-63.

“German Industrial Know-How at 5 & 10 Prices.” *Modern Industry*, 11 (15 juin 1946), pp. 150-62.

“German Industrial Techniques.” *Electronics*, 19 (juillet 1946), pp. 200-7.

“German Magnetic Tape Machine Brought to the United States.” *Science News Letter*, 48 (22 décembre 1945), p. 399.

Glenn, Bess. “Private Records Seized by the United States in Wartime - Their Legal Status.” *American Archivist*, 25 (octobre 1962), pp. 399-405.

Goudsmit, Samuel A. “German Scientists in Army Employment.” *Bulletin of the Atomic Scientists*, 3 (février), pp. 64 sq.

Green, John C. "Last Call for Germany." *Federal Science Progress*, 1 (février 1947), pp. 24-25.

- "Scientific Information from Enemy Sources and Government Sponsored Research." *Chemical and Engineering News*, 24 (10 juillet 1946), pp. 1795-99.

- "Technology Imports from Germany: New World-Trade Opportunities." *Foreign Commerce Weekly*, 27 (3 mai 1947), pp. 3-5 sq.

Haertel, T. G. "Three Months in Germany: A Factual Account in Fiction Form of the Investigation of German Industrial 'Know-How.'" *Federal Science Progress*, 1 (avril 1947), p. 7.

Hargest, William J. "German Industry Is Taking a Beating." *American Machinist*, 90 (14 février 1946), pp. 113-21.

Hasche, R. Leonard. "Acetylene Chemistry." *Chemical and Engineering News*, 23 (25 October 1945), 1840-45.

Heppenstall, C. W., Jr. "Forging Practice in Wartime Germany." *Iron Age*, 158 (1 août 1946), pp. 55-57.

Hochwald, Jack. "The U.S. Army T-Forces: Documenting the Holocaust." *American Jewish History*, 70 (mars 1981), pp. 379-80.

Hullinger, Edwin War. "World's Greatest Treasure Hunt." *Nation's Business*, 33 (octobre 1945), pp. 21-22 sq.

Hunt, Linda. "U.S. Coverup of Nazi Scientists." *Bulletin of the Atomic Scientists*, 41, no. 4 (avril 1985), pp. 16-24.

Hunt, Morton M. "The Nazis Who Live Next Door." *The Nation*, 169 (16 July 1949), 56-58; (23 juillet 1949), pp. 82-84.

Hunter, Ralph M. "German Chlorine. A Report on Production Methods." *Chemical and Metallurgical Engineering*, 52 (octobre 1945), pp. 104-106 sq.

Jösten, Joachim. "This Brain for Hire." *The Nation*, 164 (11 janvier 1947), pp. 36-38.

Josephs, Ray. "The World's Greatest Treasure Hunt." *The American Magazine*, 141 (février 1946), pp. 44-45.

Kastens, M. L., in collaboration with L. L. Hirst and R. G. Dressler. "An American Fischer-Tropsch Plant." *Industrial and Engineering Chemistry*, 44 (mars 1952), pp. 450-66.

Kent, John L. "Manufacturing Advances in Wartime Germany: Machines and Processes Which Were Developed in Competition with Allied Engineering Brains Are Now Available to U.S. Industry." *Scientific American*, 178 (avril 1948), pp. 161-64.

Kertesz, Z. I. "Germans Using Improved Methods to Preserve Fruit Juices." *Food Industries*, 18 (1946), pp. 496-98; pp. 632-34.

Keyes, Donald B. "Technical Investigation in Germany in World War II." *Chemical Industries*, 57 (décembre 1945), p. 1053.

Kirkpatrick, Sidney D. "Through Germany in a Jeep." *Chemical and Metallurgical Engineering*, 52 (juin 1945), pp. 94-96.

Kline, Gordon M. "German Manufacture of Polyvinyl Ethers." *Chemical Industries*, 59 (December 1946), 1018-20.

Krammer, Arnold. "Fueling the Third Reich." *Technology and Culture*, 19 (juillet 1978), pp. 394-422.

- "Technology Transfer as War Booty: The U.S. Technical Oil Mission to Europe, 1945." *Technology and Culture*, 22 (janvier 1981), pp. 68-103.

Lampe, David. "Ersatz Gasoline: Forgotten Archives Yielding Secret of How German Army Ran a War on Fuel from Low-Grade Coal." *Science Digest*, 82 (octobre 1977), pp. 65-67.

Lillegren, A. T. "Die Casting Methods in Germany Far Behind Those of U.S. and Britain." *Steel*, 117 (1 octobre 1945), pp. 15+.

"Luftwaffe Data at Wright Field." *Aero Digest*, 52 (janvier 1946), p. 99.

Mertz, Pierre. "Communications in Germany." *Bell Laboratories Record*, 24 (juillet 1946), pp. 271-74.

Miller, Albert E. "The Story of the Technical Oil Mission." *American Petroleum Institute Proceedings*, 25, no. 3 (1945), pp. 15-23.

Murphy, Walter J. "The Job Still Is Unfinished: Some Thoughts on the Collection and Dissemination of Technical and Scientific Information

from Occupied Countries.” *Chemical and Engineering News*, 23 (10 septembre 1945), pp. 1528-31.

Nagan, Seymour. “Top Secret: Nazis at Work.” *The New Republic*, 117 (11 août 1947), pp. 24-26.

Paneth, F. A. “Scientific Research in the British Zone of Germany.” *Nature*, 161 (7 février 1948), pp. 191-92.

Phillips, Albert J. “Non-Ferrous Metallurgy in Wartime Germany.” *Engineering and Mining Journal*, 147 (juin 1946), pp. 90-93.

Power, R. A. “The German Magnetophone.” *Wireless World*, 52 (juin 1946), pp. 195-98.

“Progress in Science in Germany, 1939-1946,” *The Review of Scientific Instruments*, 17 (décembre 1946), pp. 564-67.

Ranger, Richard H. “Magnetic Tape Recorder for Movies and Radio.” *Electronics*, 20 (octobre 1947), pp. 99-103.

Scatchard, George “The Policy for Controlling German Scientific Work.” *Chemical Engineering*, 55 (janvier 1948), pp. 260-62.

Schroeder, W. C. “Investigation by the U.S. Government Technical Oil Mission.” *American Petroleum Institute Proceedings*, 25, no. 3 (1945), pp. 24-29.

“Scientific Cleanup.” *Business Week*, 18 mai 1946, pp. 19-20.

Sharpe, Mitchell R. “Backfire and Clitterhaus: Britain Launches the V2.” *Aerospace Historian*, 25 (mars 1978), pp. 36-44.

Sheldon, Ruth. “The Hunt for Nazi Oil Secrets.” *The Saturday Evening Post*, 218 (6 octobre 1945), pp. 27 sq.

Sherman, W. F. “Technical Intelligence Traces German Defeat to Bungled Production.” *SAE Journal*, 54, no. 4 (avril 1946), pp. 17-19 sq.

Sommerich, Otto C. “Treatment by the United States of World War I and II Enemy-Owned Patents and Copyrights.” *The American Journal of Comparative Law*, 4 (1955), pp. 587-600.

Spitz, Peter H. “How to Evaluate Licensed Processes.” *Chemical Engineering*, 72 (20 décembre 1965), pp. 91-98.

Sullivan, A. H., Jr. "German Electronics in World War II." *Electrical Engineering*, 68 (mai 1949), pp. 403-9.

"Technical Investigations in Germany: Some Observations by a Recent Investigator." *Chemistry and Industry*, 27 septembre 1947, pp. 587-89.

"There for the Digging." *Chemical Week*, 72 (27 juin 1953), p. 26.

Thompson, Lawrence S. "The Bibliography of Scientific and Industrial Reports." *The Journal of Documentation*, 3 (juin 1947), pp. 3-8.

Thurnauer, Hans. "Electrical Insulators." *Ceramic Industry*, 46 (juin 1946), pp. 55-56

Tuttle, William M., Jr. "The Birth of an Industry: The Synthetic Rubber 'Mess' in World War II." *Technology and Culture*, 22 (janvier 1981), pp. 35-67

Vieter, Richard H. K. "The Synthetic Liquid Fuels Program: Energy Politics in the Truman Era." *Business History Review*, 54 (1980), pp. 1-34.

Walker, C. Lester. "Secrets by the Thousands." *Harper's Magazine*, 193 (octobre 1946), pp. 329-36.

Warde, John M. "Status Report on German Ceramic, Glass, and Refractories Industries in the US. Zone of Occupation." *The American Ceramic Society Bulletin*, 25 (15 septembre 1946), pp. 321-32.

Whelihan, Peter J. "German Genius Pays a Debt." *Nation's Business*, 37 (mai 1949), pp. 76-80

Yahraes, Herbert. "The Arrival of Acetylene." *Scientific American*, 180 (janvier 1949), pp. 16-21.

Ouvrages choisis

Abelshauser, Werner. *Wirtschaft in Westdeutschland, 1945-1948: Rekonstruktion und Wachstumsbedingungen in der amerikanischen und britischen Zone*. Stuttgart, 1975.

Ahrens, Hanns D. *Demontage: Nachkriegspolitik der Alliierten*. Munich, 1982.

Ardenne, Manfred von. *Ein glückliches Leben für Technik und Forschung: Autobiographie*. Munich, 1972.

Backer, John H. *Priming the German Economy: American Occupational Policies, 1945-1948*. Durham, N.C., 1971.

-*The Decision to Divide Germany: American Foreign Policy in Transition*. Durham, N.C., 1978.

Balabkins, Nicholas. *Germany Under Direct Controls: Economic Aspects of Industrial Disarmament, 1945-1948*. New Brunswick, 1964.

Bar-Zohar, Michel. *The Hunt for German Scientists*. Translated from the French by Len Ortzen. London, 1967.

Berghahn, Volker R. *The Americanization of West German Industry, 1945-1973*. Cambridge, 1986.

Birkenfeld, Wolfgang. *Der synthetische Treibstoff 1933-1945: Ein Beitrag zur nationalsozialistischen Wirtschafts- und Rüstungspolitik*. Göttingen, 1964.

Blauhorn, Kurt. *Ausverkauf in Germany?* Munich, 1966.

Bower, Tom. *The Paperclip Conspiracy: The Hunt for the Nazi Scientists*. Boston, 1987.

Brandner, Ferdinand. *Ein Lehen Zwischen Fronten: Ingenieur im Schussfeld der Weltpolitik*. Munich, 1973.

Bush, Vannevar. *Pieces of the Action*. New York, 1970.

Conant, James B. *My Several Lives: Memoirs of a Social Inventor*. New York, 1970.

Copenhaver, John W., and Maurice H. Bigelow. *Acetylene and Carbon Monoxide Chemistry*. New York, 1949.

Gimbel, John. *The American Occupation of Germany: Politics and the Military, 1945-1949*. Stanford, Calif, 1968. .

-*The Origins of the Marshall Plan*. Stanford, Calif, 1976.

Gold, Bela ; Gerald Rosegger ; et Myles G. Boyland, Jr. *Evaluating Technological Innovations: Methods, Expectations, and Findings*. Lexington, Mass, 1980.

- Goudsmit, Samuel A. *Alsos*. New York, 1947.
- Grabert, Herbert. *Hochschullehrer Klagen An: Von der Demontage deutscher Wissenschaft*. Göttingen, 1952.
- Hahn, Otto. *Mein Leben*. Munich, 1968.
- Harmssen, G. W. *Am Abend der Demontage: Sechs Jahre Reparationspolitik. Mit Dokumentenanhang*. Bremen, 1951.
- Huzel, Dieter K. *Peenemuende to Canaveral*. With an introduction by Wernervon Braun. Englewood Cliffs, N.J., 1962.
- Jerchow, Friedrich. *Deutschland in der Weltwirtschaft 1944-1947: Alliierte Deutschland- und Reparationspolitik und die Anfänge der westdeutschen Aussenwirtschaft*. Düsseldorf, 1978.
- Kurowski, Franz. *Alliierte Jagd auf deutsche Wissenschaftler: Das Unternehmen Paperclip*. Munich, 1982.
- Lasby, Clarence G. *Project Paperclip: German Scientists and the Cold War*. New York, 1971.
- Link, Werner. *Deutsche und amerikanische Gewerkschaften und Geschäftsleute, 1945-1975*. Düsseldorf, 1978.
- McGovern, James. *Crossbow and Overcast*. New York, 1964.
- Pash, Boris T. *The Alsos Mission*. New York, 1970.
- Pfeiffer, Karl. *Gleichheitsgrundgesetz und Reparationsentschädigung*. Cologne, 1968.
- Simon, Leslie E. *German Research in World War II: An Analysis of the Conduct of Research*. New York, 1947.
- Smith, Alice Kimball. *A Peril and a Hope: The Scientists' Movement in America, 1945-47*. Chicago, 1965.
- Stamm, Thomas. *Zwischen Staat und Selbstverwaltung. Die deutsche Forschung im Wiederaufbau, 1945-1965*. Cologne, 1981.
- Tall, Joel. *Techniques of Magnetic Recording*. New York, 1958.
- Treue, Wilhelm, and Käthe Schrader. *Die Demontagepolitik der Westmächte nach dem Zweiten Weltkrieg*. Göttingen, 1967.

Winnacker, Karl. *Challenging Years: My Life in Chemistry*.
Translated by David Goodman. London, 1972.

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET RÉPARATIONS

EXPLOITATION ET PILLAGE DANS L'ALLEMAGNE D'APRÈS-GUERRE

La plupart des gens ont entendu parler de Werner von Braun et des scientifiques et ingénieurs allemands que les Américains ont amenés aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale dans le cadre du Projet Paperclip . La plupart d'entre eux connaissent aussi la course aux scientifiques allemands qui s'est alors engagée. Ce que pratiquement personne ne semble savoir, cependant, c'est que le Projet Paperclip n'était qu'un des aspects d'un programme beaucoup plus complet et systématique de « réparations intellectuelles » pour exploiter le savoir-faire scientifique et technique allemand, non seulement à des fins militaires mais également pour le bien de la science et de l'industrie américaines. Ce programme qui a débuté à la fin de 1944 est le sujet du présent ouvrage.

Alors que les armées alliées balayaient l'Allemagne de l'Ouest, des équipes de dizaines d'experts américains ont visité des centaines d'établissements de recherche, d'écoles techniques et d'entreprises industrielles allemands ciblés. Ils ont interrogé le personnel, examiné les processus et les produits, pris des photographies et des échantillons, et exigé des dessins, des plans, des rapports de recherche, etc. Mais les objectifs limités et liés à la guerre qu'ils poursuivaient au départ ont rapidement cédé la place aux possibilités de pillage industriel et technologique dans pratiquement tous les domaines de l'expertise allemande, y compris les souffleries, les magnétophones, les combustibles synthétiques et le caoutchouc, les films couleur, les textiles, les machines-outils, les équipements lourds, les céramiques, les verres optiques, les colorants, les microscopes électroniques. Apparemment, l'information recueillie devait être, selon les termes du secrétaire d'État George C. Marshall, « mise à la disposition du reste du monde ».

Dans la pratique, cependant, une grande partie de ces documents a été transférée par les consultants scientifiques et les examinateurs de documents directement à leurs propres entreprises et pour leurs propres besoins. Cette histoire n'a jamais été racontée auparavant, et le récit méticuleux mais très lisible de l'auteur est basé sur plus de dix ans de recherches dans des archives publiques et privées allemandes et américaines. Lors de la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères à Moscou en 1947, V. M. Molotov, ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, a accusé les États-Unis et la Grande-Bretagne de s'être approprié 10 milliards de dollars en réparations sous forme de brevets et autres connaissances techniques. Le secrétaire d'État Marshall a furieusement nié l'accusation, mais aucune évaluation précise n'a jamais été publiée par le gouvernement américain. Sur la base de ses recherches, l'auteur conclut que le chiffre de 10 milliards de dollars qualifié d' « extravagant » par les fonctionnaires du département d'État n'est probablement pas loin de la vérité.

